Paul-Éric
BLANRUE

# Sarkozy Israël et les Juifs

OSER DIRE

Sarkozy, Israël et les juifs

Paul-Éric Blanrue

# Sarkozy, Israël et les juifs

---

OSER DIRE

Imprimé en France (Imprimerie Barneoud)



ISBN 2-919937-12-x
Juin 2009

39, avenue du Centenaire — B-4053 Embourg (Belgique)
Tél. : + 32 (0) 4 365 27 29 – Fax : + 32 (0) 4 341 29 21 • Courriel : infos@mpeditions.com

■



*« L'homme qui se défend de penser n'apprend jamais rien »*
Giacomo Casanova (*Histoire de ma vie*).



*Sator Arepo Tenet Opera Rotas**

* « Le semeur à son araire tient les roues du destin ».

*« Cher Paul-Éric Blanrue, J'ai donc regardé de très près, et avec un vif intérêt, ce Dictionnaire de l'antisémitisme. C'est un travail considérable et utile, bourré d'informations – mais, à mon sens, impossible à publier. (...) À vous, en vive sympathie. PS : Yann Moix, qui vous témoigne une amitié ancienne et sans faille, m'a dit qu'il accepterait de préfacer votre ouvrage. À supposer que celui-ci puisse être un jour publié, croyez bien que je lui conseillerais de toutes mes forces de ne pas s'acquitter d'un tel devoir amical. Cela ajouterait un inutile nuage magnétique à sa réputation (telle que certains de ses ennemis voudraient la figer) et compliquerait la sortie de son prochain roman – et ni vous, ni moi, ne souhaitons que cela advienne... »*

Lettre du 25 avril 2007 de Jean-Paul Enthoven, directeur éditorial chez Grasset, à Paul-Éric Blanrue, à propos du manuscrit de Paul-Éric Blanrue, *Le Monde contre soi, Anthologie des propos contre les juifs, le judaïsme et le sionisme*, finalement paru aux Éditions Blanche, 2007, avec une préface de Yann Moix.

*« Salut l'ami (...) Pour le publier, c'est hélas non, car outre les risques (mesurés malgré tout) de sortir ce livre, on n'aura pas une ligne de presse et encore moins de média télé ou radio, justement du fait de la mainmise de ceux dont on ne peut pas dire le nom et leurs affidés. Et ce ne sont pas quelques remous sur internet qui feront vendre le livre en librairie. Livre pas interdit, sûr, mais livre passé sous silence et avec encore moins de ventes que* Le Monde contre soi *qui, hélas, n'a pas eu le succès qu'il méritait en raison du silence fait autour de lui. C'est dommage car c'est un vrai sujet. Amitiés ».*

Franck Spengler, éditeur parisien, fondateur des Éditions Blanche, courriel du 12 avril 2009 à Paul-Éric Blanrue, publié avec l'autorisation de son auteur, à propos du manuscrit de *Sarkozy, Israël et les juifs*.

# Mot de l'éditeur

Ah, si j'écoutais mon épouse, – « tu vas encore t'attirer des ennuis ! » –, je n'aurais pas édité ce livre. Mais je le crois profondément utile dans son message citoyen et humain. Ce texte n'est absolument pas antisémite, ni antijuif ; mais il est probablement visionnaire dans la mesure où il laisse transparaître le danger actuel pour les Français – et partant pour toute l'Europe – d'une certaine « guidance ou influence » des options internationales israéliennes dans la politique française ou, à tout le moins, une complaisance certaine du pouvoir français sarkoziste pour la politique radicale israélienne qu'il ne conviendrait plus aujourd'hui de critiquer trop ouvertement en France ; quelques journalistes français « exécutés »par leur direction, l'ont connu récemment. Cette complaisance-là n'est pas la tasse de thé de toute la communauté juive en France, loin s'en faut, et ce livre l'invite à se démarquer au plus vite et nettement de ses représentants les plus radicaux, mais surtout, et malheureusement, les plus en voix.

Si j'ai été sensible au sujet de ce livre, c'est que nous venions de vivre en Belgique le même type d'épiphénomène au sein de la presse hebdomadaire. La rédactrice en chef d'un des plus gros tirages de la presse francophone avait mis en place dans ce magazine en quelques mois un journalisme activement orienté. Le ton avait radicalement muté ; les textes oblitéraient une réalité objective, instrumentalisait l'action palestinienne ou musulmane et justifiaient l'action sioniste israélienne. Nombre de signatures de journalistes avaient changé en peu de temps et les partisans de cette ligne forte entraient en force à la rédaction… De plus, rédigé de manière très populiste, nous lisions en ce magazine des mises en garde répétées contre les « dangers » de l'Islam, et même des critiques de la religion catholique !

C'était fort peu adroit de la part de cette rédac-chef, d'autant que le propriétaire du groupe de presse dont dépend le titre, est classé catholique flamand ! Les critiques des lecteurs étaient légions et les abonnements annulés.



En 24 heures, cette rédactrice en chef fut donc « débarquée » avec toute sa troupe. Le journal retrouva illico d'autres couleurs, un écrit objectif qui participe de nouveau au débat démocratique, ainsi que ses abonnés rassurés.

Trop c'était trop, et telle a été la réaction. Radicale, rapide, presque violente. La presse en a parlé 48 heures, puis tout fut très vite oublié.

La pratique de cette journaliste ressemble, de mon point de vue, à ce qu'il se passe aujourd'hui en politique française. Le très sage Raymond Barre ne l'avait-il pas dit peu avant de décéder en une petite phrase sibylline critiquée par la presse française ? « Il a dérapé ! », nous avait-on dit. Un peu facile de jeter l'opprobre sur cet homme d'expérience, de bon sens et connu pour sa mesure. Il était un des plus avertis de la situation politique en France ; le résultat des élections française et la situation actuelle du paysage politique redistribué le confirme aujourd'hui.

Le « on gouverne entre nous » politique français actuel conduira-t-il aussi à une radicalisation de l'opinion au sein de la population ? Il fut par exemple, et pour beaucoup, extrêmement choquant de constater les chaudes accolades du Premier Ministre israélien Tzipi Livni au Ministre Kouchner fort aimable, sur les marches de l'Elysée en janvier 2009, alors que Gaza envahie par Tsahal, sous les bombes au phosphore comptaient ses enfants tués... Etait-ce déjà la bénédiction tacite du coreligionnaire ?

Mesure et justesse à chaque fois, voilà qui serait la juste voie du milieu à choisir, car la roue tourne toujours, ne l'oublions pas ! Ce livre rappelle avec bon sens que gouverner « entre amis », entre groupe d'influence ou, jetons le mot qui fait peur, au sein d'un « lobby » ou d'un réseau, quelque soit le nom donné à cette particratie, est un parcours risqué. Si celle-ci est trop extrême, elle alimentera sa propre destruction souvent douloureuse. La démocratie est la voie naturelle qui vainc toujours.

Le danger est aussi en filigranes pour l'Europe, car si les « va-t-en guerre » israéliens – voulant à tout prix rester les seuls à posséder l'arme nucléaire au Moyen et au Proche-Orient –, nous entraînent en 2010 avec le soutien des politiques français et l'appui des réseaux néon-cons étasuniens encore puissants aujourd'hui, dans un conflit armé avec l'Iran, – perspective cependant écartée pour quelques mois au vu de la situation économique mondiale en 2009 –, ce sera grave. Le retour français dans l'Otan est aussi inquiétant. Comme si les pions étaient avancés pour ne plus pouvoir demain reculer si...

Il est un fait que l'idéal sioniste, s'il avait une chance à l'origine d'être un beau projet, – devenu aujourd'hui une aventure colonialiste nauséeuse, doublée d'une volonté affichée de ne pas vouloir résoudre le problème palestinien –, est une catastrophe pour la réputation morale d'Israël, pour les juifs partout dans le monde (une certaine forme de communautarisation de ce conflit est inéluctable), et pour la crédibilité européenne incapable de faire respecter par Israël, son future partenaire privilégié au sein de l'Europe, le droit international et les résolutions de l'ONU; tous éléments qui conditionneront à terme proche notre stabilité et celle du bassin méditerranéen. Et celle de nos compatriotes de confession juive en tous pays d'Europe ! C'est cela le message clairvoyant de Paul-Eric Blanrue, mais pour qui voudra bien avec sagesse le comprendre...

Ce livre sera difficile à trouver en librairies françaises. Je prie mes lecteurs de m'en excuser. Mon diffuseur français habituel ne souhaitait pas le distribuer. Il en a lu le premier chapitre et ne l'a pas apprécié. Je respecte sa décision et l'admets. J'espère qu'il changera d'avis demain à la lecture complète de l'ouvrage aujourd'hui publié. Mon amitié sincère lui est cependant conservée intacte.

Bonne lecture.

marco pietteur.

# Principaux sigles employés dans ce livre



- ADELMAD : Association des élus locaux et maires amis d'Israël.
- AFP : Agence France Presse.
- AJC : *American Jewish Commitee.*
- AP : *Associated Press.*
- AIPAC : *American Israel Public Affairs Commitee.*
- AUJF : Appel unifié juif de France.
- B'B' : *B'nai B'rith.*
- BHL : Bernard-Henri Lévy.
- CAPJPO : Coordination des appels pour une paix juste au Proche-Orient (Euro-Palestine).
- CSA : Conseil supérieur de l'audiovisuel.
- CRIF : Conseil représentatif des institutions juives de France.
- DGSE : Direction générale de la sécurité extérieure.
- FFDJF : Fils et filles de déportés juifs de France.
- FN : Front national.
- FSF : Fédération sioniste de France.
- FSJU : Fonds social juif unifié.
- ICJP : *International Council of Jewish Parliamentarians.*
- IRIS : Institut de relations internationales et stratégiques.
- JDD : *Journal du dimanche.*
- KKL : *Keren Kayemeth Leisrael.*
- LCI : La chaîne info.
- LICRA : Ligue internationale contre le racisme et l'antisémitisme.
- LPH : Liberté pour l'histoire.
- MoDem : Mouvement démocrate.

- MRAP : Mouvement contre le racisme et pour l'amitié entre les peuples.
- MSF : Médecins sans frontières.
- OLP : Organisation de libération de la Palestine.
- ONG : Organisation non gouvernementale.
- ONU : Organisation des Nations Unies.
- OTAN : Organisation du Traité de l'Atlantique Nord.
- PCF ou PC : Parti communiste français.
- PS : Parti socialiste.
- RFI : Radio France internationale.
- RPR : Rassemblement pour la République.
- RSF : Reporters sans frontières.
- TF1 : Télévision française 1.
- UE : Union européenne.
- UEJF : Union des étudiants juifs de France.
- UJFP : Union juive française pour la paix.
- UJRE : Union des juifs pour la résistance et l'entraide.
- ULIF : Union libérale israélite de France.
- UM : Union méditerranéenne.
- UMP : Union pour un mouvement populaire.
- UPJF : Union des patrons et professionnels juifs de France.
- WISO : *Women's International Zionist Organization.*

# Note au lecteur

En 1968, le philosophe libéral Raymond Aron publiait un livre intitulé *De Gaulle, Israël et les Juifs* (Plon). Il y prenait à partie l'ancien chef de la Résistance, jugeant néfaste pour les juifs de France la politique que celui-ci menait vis-à-vis d'Israël. Un an plus tôt, lors d'une conférence de presse tenue le 27 novembre 1967, le général avait pris ses distances avec l'État juif, qui avait bénéficié de grands privilèges sous le régime précédent, ce qu'il désignait comme des « liens spéciaux et très étroits ». Partisan de l'indépendance nationale, le chef de l'État estimait que la France devait jouer un rôle modérateur au Proche-Orient ; il lui assignait pour mission de maintenir l'équilibre entre les parties en présence. Il se désespérait que l'on qualifiât les Palestiniens de « terroristes ».

Sa position fut à peu près suivie par tous les présidents français qui lui succédèrent, quelle que fût leur appartenance politique : son ancien Premier ministre Georges Pompidou (1969-1974), le centriste Valéry Giscard d'Estaing (1974-1981), le socialiste François Mitterrand (1981-1995) – avec des hauts et des bas – , puis le gaulliste Jacques Chirac (1995-2007).

En 2009, je me propose d'écrire un livre portant un titre similaire à celui de Raymond Aron. À ceci près que le nom du général y est remplacé par celui du nouvel occupant de l'Élysée, Nicolas Sarkozy, élu en mai 2007 à la présidence de la République.

Nicolas Sarkozy fut longtemps membre d'un parti qualifié de gaulliste, le Rassemblement pour la République (RPR), devenu, au début des années 2000, l'Union pour un mouvement populaire (UMP), qu'il dirigea. Lors de la dernière campagne présidentielle, en 2007, Sarkozy tint parfois un discours aux accents gaulliens. Mais sur la question du Proche-Orient, en particulier, on a pu noter qu'il s'éloignait considérablement de la position défendue jadis par le général. Prônant désormais la défense inconditionnelle d'Israël (avec des réserves de circonstances), il met en œuvre une politique qui est l'image inversée de celle du fondateur de la Ve République.

J'estime, comme Aron, mais pour des raisons différentes, que ce changement de cap est néfaste pour les juifs de France, de plus en plus assimilés aux Israéliens dans l'opinion publique ; et funeste aussi pour la France elle-même, dans son entier.

Perdant peu à peu son indépendance, notre pays sert maintenant des intérêts qui ne sont pas les siens, avec le risque de prendre part prochainement à des conflits que nous pourrions contribuer à éviter si nous suivions la voie de l'équilibre, qui est aussi celle de la justice.

L'objectif que je me fixe est de participer à la prise de conscience du danger que représente la nouvelle politique étrangère française. Des guerres nous menacent ; ne cédons pas aux pressions. Et pour commencer, ne verrouillons pas notre pensée.

Paul-Éric Blanrue, Venise, le 12 avril 2009.

# Se libérer d'un tabou

*« Cet acharnement à traquer derrière chaque mot, chaque geste, derrière chaque critique de la politique israélienne, un arrière-fond antisémite déconcerte parce qu'il ne rehausse nullement l'image d'Israël écornée surtout à partir de la seconde Intifada, mais au contraire la dessert plus encore. Nous entrons là dans la phase dangereuse de l'intimidation. Une intimidation dont les cibles sont aussi bien la presse, les responsables politiques que les intellectuels ».*

Esther Benbassa (*Mouvements des idées et des luttes* – Table ronde : « *Sionisme et diaspora* », n°33-34, 2004).

« Nous voilà descendus bien bas, bien loin dans la mort... Il se fait de grandes ténèbres », disait l'historien Michelet au XIX^e siècle. Nous y sommes à nouveau. La compréhension réelle du quotidien nous échappe. Il y eut d'abord le 11 septembre 2001 et ses mystères[1], l'Irak et ses « médiamensonges »[2], puis, en septembre 2008, la crise financière mondiale et ses milliards de dollars envolés[3], qui nous entraîne dans une phase de décroissance en nous dévoilant des gouvernements impuissants. Nous assistons à la « fin d'un monde », selon le mot de Nicolas Sarkozy[4]. La petite planète Terre

1. V. Thierry Meyssan, *L'Effroyable imposture*, Editions Carnot, 2002, à qui a répondu, entre autres, Fiammetta Venner, *L'Effroyable imposteur. Quelques vérités sur Thierry Meyssan*, Grasset & Fasquelle, 2004. Notons que le 5 février 2009, Aymeric Chauprade, géopoliticien français de renommée internationale, était congédié du Collège interarmées de Défense sur demande du ministre de la Défense, une décision exceptionnelle prise à la suite de la parution, dans son dernier livre *Chronique du choc des civilisations* (Chronique Éditions, 2009), d'un passage dans lequel l'auteur s'interrogeait sur ce qu'il présentait comme « la thèse officielle » des attentats du 11 septembre (v. http://soutien-chauprade.hautetfort.com/) ; le 23 mars suivant, le tribunal administratif de Paris suspendait la décision du ministre de la Défense et demandait au ministère d'organiser une procédure disciplinaire contradictoire. Rappelons que si l'humoriste Bigard s'est vu reprocher ses doutes sur la version officielle, Christine Boutin avait elle-même, dans une émission de Karl Zéro, laissé entendre qu'elle se posait des questions sur la responsabilité de George W. Bush dans les événements du 11 septembre 2001 (http://www.youtube.com/watch?v=T-FETXtHKC8). Elle ne subit aucune sanction et devint même ministre du Logement et de la Ville sous le gouvernement Fillon.

2. L'expression « médiamensonges » est de l'essayiste belge Michel Collon. http://www.michelcollon.info/articles.php?dateaccess=2003-04-01%2019:21:51&log=articles.

3. À l'occasion de la sortie du livre *Le joueur – Jérôme Kerviel seul contre tous* (Paul-Éric Blanrue et Chris Laffaille, Scali, 2008), j'écrivais en mai 2008, soit quatre mois avant la crise : « Kerviel est l'annonciateur du dérèglement fatal d'un système devenu fou, qui, selon de nombreux experts, va imploser tôt ou tard, nous conduisant à une nouvelle crise de 29. Il serait temps d'inverser cette logique démente ». (http://www.legrandsoir.info/spip.php?article6638).

4. http://eco.rue89.com/2008/09/25/pour-sarkozy-la-crise-financiere-marque-la-fin-dun-monde.

est secouée de tremblements. L'injustice du système financier mondial est en voie d'être démasquée. Le monde se demande maintenant : comment cela a-t-il été possible ? Pourquoi tous ces malheurs surviennent-ils ?

Trempés dans une ambiance délétère, nous sommes dépassés. Le monde est devenu impénétrable, hermétique, tel un spectacle d'ombres chinoises où se profilent des scènes inquiétantes.

Des noms fortement connotés surgissent de l'actualité. En une de nos journaux, en lettres grasses : les États-Unis, soutien d'Israël, sont en plein délabrement ; la faillite de la banque juive Lehman Brothers (dont le diplomate américain, Richard Holbrooke, fut durant huit ans le directeur) se fait « sentir jusqu'à Marseille »[5] ; « l'escroc du siècle » Bernard Madoff réalise un montage pyramidal qui entraîne la perte de 50 milliards de dollars, n'épargnant pas des spéculateurs appartenant à la communauté juive, Dominique Strauss-Kahn est suspecté d'abus de pouvoir[6] au Fonds monétaire international (FMI) qu'il préside ; à Gaza, les Israéliens massacrent les Palestiniens[7] par milliers, suscitant de gros émois dans tous les pays du globe.

En France, les « affaires » du socialiste Julien Dray[8] et du rallié Bernard Kouchner[9], ministre des Affaires étrangères, accusés tous deux de juteuses tromperies, frappent l'opinion. Dans la foulée, le 26 décembre 2008, l'humoriste métis Dieudonné, ancien adversaire de l'extrême droite, fait applaudir le professeur Robert Faurisson sur la scène du Zénith de Paris, devant 6000 personnes, dont le président du Front national, Jean-Marie Le Pen, et remet à celui qui réfute l'existence des chambres à gaz un prix de « l'infréquentabilité et de l'insolence ». Les images, diffusées sur youtube, font le tour du monde et créent le scandale[10].

5. http://www.rue89.com/marseille/2008/09/17/la-faillite-de-lehman-brothers-se-fait-sentir-jusqua-marseille.

6. François-Xavier Bourmaud, « Dominique Strauss-Kahn présente ses excuses », *Le Figaro*, 20 octobre 2008.

7. Des photos choquantes : http://portail.islamboutique.fr/gaza2008/. Le nombre de victimes de l'attaque israélienne contre Gaza est, selon le *Palestinian Centre for Human Rights* (PCHR), de 1434 morts, dont 960 civils, 239 policiers, et 235 combattants. Parmi eux, 288 enfants et 121 femmes (http://blog.mondediplo.net/2009-03-14-Bilan-a-Gaza). Côté israélien, on compte dix militaires et trois civils tués (http://www.legrandsoir.info/spip.php?article7892).

8. Le socialiste Julien Dray, ancien conseiller de Ségolène Royal, fait l'objet d'une enquête préliminaire ouverte le 10 décembre 2008 par le parquet de Paris pour abus de confiance à la suite d'un signalement de Tracfin, la cellule antiblanchiment du ministère des Finances, portant sur des mouvements de fonds suspects à partir de comptes de l'association « Les Parrains de SOS Racisme » et du syndicat lycéen FIDL depuis janvier 2006. Les enquêteurs soupçonnent Dray d'avoir bénéficié d'une partie de ces sommes, évaluées au total à 351027 euros. V. par exemple : Jean-Marie Pontaut, Eric Pelletier, « Dray, ça se complique », *L'Express*, 23 décembre 2008.

9. Dans *Le Monde selon K*, Fayard, 2009, Pierre Péan met en cause Bernard Kouchner pour des activités de conseil qu'il a eues auprès des autorités du Gabon et de la République du Congo, dans le cadre de la réforme du secteur de la santé de ces pays, et notamment pour une intervention dans le recouvrement de factures pour deux sociétés de conseil, Africa Steps et Imeda, alors qu'il était déjà nommé au Quai d'Orsay.

10. http://www.rue89.com/2009/01/11/dieudonne-faurisson-le-pen-decryptage-du-trio-infernal.

La polémique enfle; le mécontentement se généralise; les langues se délient. Tout se mélange dans un grand flou fort peu artistique. Voici le père Miguel d'Escoto Brockmann, président de l'Assemblée générale des Nations Unies, accusant Israël de « génocide »[11]. Voilà le Comité international de la Croix-Rouge (CICR), qui reproche à cet État de n'avoir pas « soigné et évacué les blessés »[12].

Le ton monte d'un cran. Selon deux journaux britanniques, le *Daily Mail* et le *Daily Telegraph*, Rowan Laxton, collaborateur du ministre des Affaires étrangères David Miliband et expert du Proche-Orient, profère des épithètes antisémites (« Putains d'Israéliens, putains de juifs ! ») en regardant les images d'un bombardement de la bande de Gaza par l'armée israélienne. Au même moment, un député irlandais, Aengus O'Snodaigh, du parti d'opposition Sinn Fein, compare un homologue juif défendant l'offensive israélienne à Gaza au nazi Joseph Goebbels et refuse de s'excuser[13].

Chacun s'étonne et réagit à l'actualité à sa manière, de façon parfois disproportionnée. L'affaire de l'évêque révisionniste Richard Williamson[14], qui vient à peine d'être réintégré dans l'Église, fait pâlir le Vatican et enrager la communauté juive : en outre, elle brouille la perception des événements ; le prix Nobel de la paix Élie Wiesel demande sans l'obtenir la ré-excommunication de l'évêque traditionaliste[15], aussitôt chassé d'Argentine où il vivait depuis des années. Comment réagir ? Et jusqu'où ira-t-on ? En réponse aux propos de Mgr Williamson, dans une émission satirique sur la chaîne israélienne 10, un humoriste se venge en insultant le Vatican et suscite une vague de protestation chez les chrétiens d'Israël[16]. La tension entre les communautés s'exacerbe.

Et la suspicion se répand aux quatre coins du monde. Au Venezuela, le 8 février 2009, le président Hugo Chávez, qui a rompu ses relations diplomatiques avec Israël le 15 janvier pour protester contre l'offensive israélienne à Gaza, accuse ses ennemis d'avoir organisé eux-mêmes une descente nocturne sur la synagogue de Caracas, commettant des dégradations diverses[17] ; pourtant à la retraite, le « *compañero* » Fidel Castro vient à son secours et condamne à son tour « l'autoprovocation orchestrée contre la synagogue juive, mais finalement démasquée »[18].

---

11. http://english.aljazeera.net/news/americas/2009/01/200911321467988347.html.
12. http://www.cicr.org/web/fre/sitefre0.nsf/html/palestine-news-080109.
13. *Guysen International News*, 19 janvier 2009.
14. Peter Wensierski, « Problem für den Papst », *Der Spiegel*, 19 janvier 2009, page 32.
15. « Wiesel souhaite que Williamson soit à nouveau excommunié », Nouvelobs.com, 13 février 2009.
16. http://www.custodia.org/spip.php?article5062.V.http://www.dailymotion.com/relevance/search/Christian+Marchi+/video/x8kb14_la-tv-israelienne-insulte-jesus-et_news.
17. http://www.radiomundial.com.ve/yvke/noticia.php?19155.
18. http://www.granma.cu/frances/2009/febrero/lun16/8reflexione3-f.html.

Tel est l'état de la situation lorsque j'écris ces lignes. Sa couleur est le rouge vif. Le tableau en est éclaboussé. Il y a de l'orage dans l'air[19].

C'est alors que l'on reparle de ci, de là, sur le net, dans la presse arabe, en Amérique latine mais aussi en France, de l'influence du « lobby juif »[20].

Cette question, intéressante à plus d'un titre, est extrêmement délicate, nul ne l'ignore. Elle ouvre sur un gouffre sans fond. Les morts de Gaza ont accéléré la réapparition de l'expression, comme le remarque le président du Conseil représentatif des institutions juives de France (CRIF), Richard Prasquier, qui observe ces derniers temps « la persistance dans certains milieux d'un très fort sentiment anti-juif qui se manifeste par un comportement au quotidien très chargé en stéréotypes »[21].

Dans *Le Parisien*, Charles de Saint Sauveur écrit : « Stables ces deux dernières années, les actes antisémites ont connu une sinistre envolée depuis le début 2009, principalement dans les quartiers populaires. S'il faut y voir les conséquences sur le territoire français de l'offensive israélienne dans la bande de Gaza en janvier, beaucoup craignent aujourd'hui que les causes du mal soient plus profondes et plus durables ». Il cite le sociologue Michel Wieworka pour qui « les juifs ont des raisons objectives de s'inquiéter », mais qui ajoute aussitôt : « il y a aussi de leur part une dramatisation permanente »[22].

La raison semble avoir déserté en rase campagne. L'essayiste belge Jean Bricmont écrit[23] à ce sujet : « Il ne faut pas oublier que la politique israélienne se fait au nom d'un État qui se dit juif, et qu'elle est fortement soutenue par des organisations qui disent représenter les juifs (à tort ou à raison). Comment espérer éviter, dans ce climat, que beaucoup de gens ne deviennent anti-juifs ? C'est en demander un peu trop à la psychologie humaine. Pendant la guerre, la plupart des habitants des pays occupés étaient anti-allemands (contre les « Boches »), pas seulement antinazis. (...) Il est absurde d'espérer que les gens se fassent la guerre tout en ne se haïssant pas, en respectant les

19. V. Éric Zemmour, « Le mythe du complot fait toujours recette », *Le Figaro* Magazine, 14 mars 2009.

20. Par exemple, en France, une vidéo intitulée « Les amis de Sarko », postée sur youtube et dailymotion passe en revue des hommes et femmes français, issus du monde des médias, du spectacle et de la politique. Tous sont présentés comme juifs : « Ils sont arrivés pauvres dans un pays riche et ils sont aujourd'hui riches dans un pays pauvre. Ils contrôlent la société, vous ne le voyez pas ». Sur demande de la Ligue contre le racisme et l'antisémitisme (LICRA), la vidéo a été retirée, mais est réapparue sous un autre titre et circule encore au moment où j'écris. L'Union des étudiants juifs de France (UEJF) a demandé à son avocat « qu'il lance une procédure contre *youtube* ».

21. Richard Prasquier, « Nous ne sommes pas à l'abri d'une dérive », propos recueillis par Philippe Baverel et Dominique de Montvalon, *Le Parisien*, 1er mars 2009.

22. Charles de Saint Sauveur, « Les juifs de France affichent leur trouble », *Le Parisien*, 1er mars 2009.

23. http://www.michelcollon.info/articles.php?dateaccess=2009-02-15%2013:21:19&log=invites.

droits de l'homme, et en étant de bons antiracistes. Et comme le conflit est importé, depuis longtemps, dans le discours médiatique et l'action politique, il y a bien ici une guerre idéologique dont les effets prévisibles sont exactement ceux que l'on déplore ».

C'est hélas exact. Mais dans les accusations diverses qui sont portées, dans ce grand creuset d'où naît la défiance généralisée, où est le vrai, où est le faux ? Que convient-il de penser ? Judaïsme, sionisme, tout se mélange dans les esprits comme dans un chaudron de sorcière. Or le qualificatif « antisémite » tombe comme un couperet dès que l'on tente d'émettre un jugement pondéré et différent sur Israël.

Qui en profite ? Faut-il rappeler qui a écrit que la différence entre les « juifs libéraux » et les « juifs sionistes » était « un pur mensonge » et une « supercherie »[24] ? Oublie-t-on que des personnalités juives éminentes comme Rony Brauman, l'ex-président de Médecins sans frontières (MSF), déplorent « l'esprit communautaire des juifs de France se retrouvant systématiquement autour d'Israël »[25] ? Que des associations comme l'Union juive française pour la paix (l'UJFP, dont le président actuel Richard Wagman se définit comme « antisioniste ») et même des rabbins[27], dénoncent le sionisme avec une constance peu commune ?

■■

En France, Nicolas Sarkozy ne cache pas son attachement à la communauté juive, ni son amitié envers Israël, qu'il qualifie de « miracle du XX^e^ siècle »[28]. Mais, à l'instar des principales associations communautaires, il associe, lui aussi, cette relation privilégiée en matière de politique étrangère avec la lutte contre l'antisémitisme en France, interdisant, de fait, toute critique de la politique israélienne, aussitôt assimilée aux pires outrances proférées contre la communauté juive. Pourtant, Marcel Liebman, qui avait enseigné l'histoire des doctrines politiques et de la sociologie politique à l'Université Libre de Bruxelles, avait déclaré dès 1970 : « Non, les antisionistes ne sont pas antisémites. L'amalgame qu'on nous suggère et que l'on veut de plus en plus nous imposer ne repose sur aucune analyse sérieuse. Ne serait-il rien d'autre qu'une forme de chantage moral et intellectuel par lequel on voudrait empêcher tous ceux qui condamnent la haine antijuive, criminelle et imbécile, à

24. Adolf Hitler, *Mein Kampf*, Nouvelles éditions latines, s.d., p. 64.

25. Mustapha Kessous, « Des intellectuels juifs français dénoncent " l'offensive meurtrière d'Israël " », *Le Monde*, 11 octobre 2006.

26. http://www.ujfp.org/.

27. V. par exemple http://www.nkusa.org/.

28. Ehud Olmert, alors Premier ministre israélien (mis en cause, depuis lors, dans des affaires de corruption), cité par *Libération*, 11 juin 2008 : « Il n'y a pas si longtemps, au cours d'une conversation privée, le président français m'a dit qu'il pensait que l'établissement de l'État d'Israël était le miracle du XX^e^ siècle ».

ouvrir le dossier israélo-arabe et à l'examiner avec un minimum d'objectivité ? Il y a, dans l'argumentation utilisée à ce propos, trop de mauvaise foi pour qu'on puisse rejeter cette hypothèse »[29].

Israël est devenu hors de portée du débat démocratique. Le sionisme est posé comme une évidence, imperméable à toute critique. Il s'est passé quelque chose, en France depuis l'élection de Nicolas Sarkozy. Les temps ont changé depuis l'époque où le général de Gaulle, lors de sa conférence de presse du 27 novembre 1967, évoquait le « peuple d'élite, sûr de lui-même et dominateur » et annonçait que la « Ve République s'était dégagée, vis-à-vis d'Israël, des liens spéciaux et très étroits que le régime précédent avait noués avec cet État et s'était appliquée au contraire à favoriser la détente dans le Moyen Orient ». Accusant l'État juif d'organiser « sur les territoires qu'il a pris, l'occupation qui ne peut aller sans oppression, répression, expulsions », l'ancien chef de la France libre avait même ajouté : « Il s'y manifeste une résistance qu'il qualifie à son tour de terrorisme »[30]. Bien qu'admiratif de David Ben Gourion, le fondateur d'Israël, de Gaulle avait, dès son arrivée au pouvoir, cessé les « abusives pratiques de coopération » qui s'étaient établies entre le France et Israël sous la IVe République ; il avait notamment mis fin à la coopération nucléaire[31]. La guerre des Six Jours fut un tournant décisif dans les relations entre les deux pays.

Dénonçant le revirement stupéfiant de Nicolas Sarkozy, qui fut chef d'un parti naguère qualifié de gaulliste, Roland Dumas, ancien ministre des Affaires étrangères de François Mitterrand et ancien président du Conseil constitutionnel, ne put s'empêcher de s'indigner, le 8 janvier 2009, sur les ondes de Radio-Orient, de la façon dont la France réagissait au conflit se déroulant alors dans la bande de Gaza :

« Quand je vois l'attitude de M. Moubarak, avec son complice, le président de la République française, dit-il, qui consiste à laisser le temps de la discussion, par des allers-retours, à l'armée israélienne de faire son travail comme elle a l'habitude de le faire tous les deux ou trois ans, c'est-à-dire le nettoyage humain inadmissible s'accomplir, je trouve que c'est amuser la galerie bêtement, et ça n'ajoute rien à la recherche d'une solution (...). [La diplomatie française] est complice (...). Tout cela n'était fait que pour laisser le temps à l'armée israélienne d'accomplir son œuvre, qui n'est pas une œuvre grandiose (...). Je trouve ça scandaleux du point de vue de la morale internationale »[32].



29. Marcel Liebman, MAI, n°10, février 1970.
30. http://www.dailymotion.com/playlist/x3505_lenvers-du-decor_integrisme/video/x79rjr_de-gaulle-les-juifs-et-les-sioniste_news.
31. V. Daniel Armon, *De Gaulle et Israël*, PUF, 1991.
32. http://www.dailymotion.com/video/x7z05t_roland-dumas-sarkozy-est-le-complic_news.

La France de Nicolas Sarkozy n'est plus celle du général de Gaulle, ni même celle du président Jacques Chirac, qui, lors d'une bousculade survenue à Jérusalem où il était en visite le 22 octobre 1996, avait menacé la sécurité israélienne de prendre l'avion pour retourner à Paris si elle ne se « calmait pas »[33] (« *This is not a method, this is a provocation !* »). Cette attitude ferme ne l'avait pas empêché, en 1995, de reconnaître la responsabilité du régime de Vichy dans la déportation des juifs pendant la Seconde Guerre mondiale, les deux entités (Israël/juifs de France) étant séparées dans son esprit pour éviter les débordements dont nous sommes aujourd'hui les témoins.

Ultime étape d'une réinsertion amorcée dès 1994, lors de l'intervention en Bosnie : le retour de la France dans le commandement intégré de l'OTAN, qu'elle avait quitté en 1966, toujours sous de Gaulle. Dès le 8 février 2008, François Bayrou, président du Mouvement démocrate (MoDem), qualifiait de « défaite » pour la France et pour l'Europe ce projet de réintégration : « C'est un changement de cap radical, qui porte atteinte au patrimoine historique et diplomatique de la France », disait-il[34]. Malgré les protestations, rien n'y fit, le pli était pris.

On se prend à regretter le temps où notre ministre des Affaires étrangères, Dominique de Villepin, affirmait au Conseil de sécurité de l'ONU (c'était le 14 février 2003), que « l'usage de la force ne se justifie pas » en Irak puisque « rien ne nous permet d'établir (...) des liens supposés entre Al Quaïda et le régime de Bagdad ». Rappelons qu'en mai 2003, le Premier ministre israélien Ariel Sharon refusait de rencontrer le chef de la diplomatie française, au motif que celui-ci désirait rencontrer le chef de l'Autorité palestinienne, Yasser Arafat, à Ramallah[35]...

■■■

La France est-elle devenue un pays aligné sur la politique israélienne, comme elle est en passe de l'être sur la politique américaine ? Manifestant un intérêt soutenu pour toute forme de désinformation passée et présente[36], auteur d'un article théorique sur le « souverainisme de libération »[37] dans lequel je prône le maintien de l'indépendance nationale en tant qu'elle constitue un bastion contre l'entreprise d'homogénéisation mondiale, je note que

33. http://www.youtube.com/watch?v=vsBV9DmakPg.

34. http://www.lexpress.fr/actualite/politique/retour-dans-l-otan-bayrou-reclame-un-referendum_739521.htm.

35. Dominique de Villepin et Nicolas Sarkozy sont des ennemis semble-t-il irréconciliables : « Depuis qu'il a appris, à l'été 2004, qu'un « corbeau » l'avait placé sur une liste de personnalités supposées détenir des comptes occultes à l'étranger, envoyée aux juges, Nicolas Sarkozy (...) [accuse] Dominique de Villepin d'avoir, au minimum, cherché à exploiter l'affaire pour le déstabiliser. (...) Pendant l'été 2005, Sarkozy, qui ne pense plus qu'à Clearstream, dira – selon Franz-Olivier Giesbert dans *La Tentation du président* (Grasset) : « Un jour, je finirai par retrouver le salopard qui a monté cette affaire et il finira sur un crochet de boucher ! » (*Le Monde*, 02 mai 2006).

36. L'auteur est le fondateur du Cercle zététique, une association française créée en 1993 et qui milite pour la promotion de l'esprit critique (http://www.zetetique.org).

37. http://www.legrandsoir.info/spip.php?article6639.

la question se pose pour nombre de mes contemporains, quelles que soient leurs confessions et leurs orientations politiques. Mais manifestement, c'est un sujet qui n'a pas l'heur de plaire à l'Élysée, puisque Nicolas Sarkozy évite de présenter le problème en ces termes et choisit, sans jamais expliquer pourquoi, de rendre équivalents l'antisionisme et l'antisémitisme, une tactique peu coûteuse destinée à foudroyer ses adversaires, qui désormais tremblent de peur d'être rangés à vie dans une catégorie infamante lorsqu'ils critiquent New York ou Tel Aviv. Le sentiment de culpabilité tue les meilleures âmes.

Le piège est ainsi fait que risquent d'être soupçonnés d'antisémitisme (ou, selon la formule, d'être un « juif honteux » si l'intéressé est de confession juive) : l'historien qui rappelle qu'en 1933, des sionistes ont signé avec les nationaux-socialistes « un accord de coopération déterminant un transfert de population et de capital »[38] ; celui qui souligne qu'en Israël, la *Israël Land Authority* (ILA) ne cède la terre qu'aux seuls juifs[39] (« Pour cette raison, 93% des terres d'Israël ne sont pas accessibles aux non-juifs », écrit Lucas Catherine[40], spécialiste du monde arabe) ; le laïc qui critique l'existence d'un État confessionnel interdisant sur son sol les mariages entre juifs et membres d'autres religions[41] ; l'humaniste qui rappelle que les Palestiniens bénéficient

38. Lucas Catherine, *Palestine, la dernière colonie ?*, EPO, 2003, p. 55.

39. Les Palestiniens payent, en droit israélien, des taxes locatives, mais non pas foncières, car le droit de propriété du sol ne leur est pas reconnu puisque le pays a été donné, selon le mythe, par Jehovah à son peuple. Est-ce un reliquat de la religion juive antique ? Les Septante traduisent à plusieurs repises tel mot hébreu par prosélytes, « qui approchent ». D'après les usages de l'Ancien Testament on nommait ainsi ceux qui demeuraient au milieu des Hébreux sans être Hébreux, et qui par conséquent n'avaient pas légalement le droit de rester en Palestine, puisque Dieu n'avait promis (Genèse, 12, 7 ; 17, 8) Canaan qu'à la postérité d'Abraham, par l'intermédiaire de Josué ; ce n'étaient donc que des étrangers dans la Terre Sainte. La législation mosaïque tolère le séjour de non-Hébreux dans la terre Sainte ; seulement, ils n'ont pas en général (II, Rois, 24, 16 sq.) de propriété foncière : toute possession ne leur est promise que pour la période messianique (Ezechiel, 47, 23). Ce sont de purs résidents. Afin qu'Israël, l'élu des peuples, conservât la conscience de sa haute dignité et de sa sublime destinée, et qu'il appréciât à sa valeur la grâce que lui avait faite Dieu en l'élisant au rang de peuple privilégié de l'Éternel (Deutéronome 7, 6, sq.), les prosélytes lui sont sous bien des rapports subordonnés par la loi (Exode,12, 4 ; 29, 33 ; Lévitique,10, 25 ; 14, 21 ; 15, 2 ; 23, 20). Quoi qu'il en soit, « Théodore Herzl notait déjà dans son Journal, le 12 juin 1895, le plan de refuser tout travail à la population besogneuse pour l'inciter à en chercher un de l'autre côté des frontières » (Anne-Marie Goichon dans *Jordanie Réelle*, 1er tome, Desclée de Brouwer, 1967, p. 247). « Lorsque cessa le mandat britannique, les Arabes de Palestine se sont trouvés en tant qu'habitants sur un territoire pris en charge par l'O.N.U., sans être ressortissants des pays arabes où ils ont cherché refuge. Certains étaient encore sur le territoire palestinien, soit juif, soit arabe, mais hors de chez eux. Un quart environ campait à même le sol, sans installation d'eau, souvent même sans eau, ni moyen de faire le pain. Leur nombre est évalué par Bernadotte à 350000 dont 85% sont vulnérables : enfants, femmes enceintes ou allaitantes, malades, vieillards » (A. M. Goichon, *op. cit.*, p. 304-305). « Les habitants palestiniens de Jérusalem ne semblent pas avoir pensé – et peut-être ne le savaient-ils pas – que l'état d'urgence proclamé le 19 mai 1948 à Jérusalem durait toujours. " Quand le Conseil d'État provisoire le jugera bon, il déclarera que l'état d'urgence a cessé d'exister ", signait Ben Gourion dans la loi déjà citée. Cette déclaration ne vint jamais. Les Arabes restés dans le territoire administré depuis 1948 n'ont donc jamais cessé d'être soumis aux mesures arbitraires autorisées de ce fait. Les nouvelles conquêtes partagent le même sort » (Anne-Marie Goichon, *Jérusalem, fin de la ville universelle ?*, III « Préliminaires à la destruction de la ville sainte », Maisonneuve et Larose, Paris 1976, pp. 43-44.)

40. Lucas Catherine, *op.cit.*, p. 120.

41. V. l'intervention de l'historien israélien Schlomo Sand, auteur de *Comment le peuple juif fut inventé*, Fayard, 2008, face à Meyer Habib, conseiller de Netanyahu et vice-président du Conseil national des institutions juives de France (CRIF), dans l'émission « Ce soir (ou jamais !) » du 12 février 2009 (http://www.youtube.com/watch?v=HnkR215-A7g).

de la citoyenneté mais non de la nationalité israélienne ; l'homme politique, qui, tel le prix Nobel de la paix et ancien président des États-Unis Jimmy Carter, qualifie Israël de pays d'*apartheid*[42] ; ou encore une organisation telle que l'ONU, qui, en 1975, déclara que « le sionisme est une forme de racisme et de discrimination raciale »[43].

■■■

En France, tout débat sur les relations avec Israël est devenu tabou.

L'évolution récente est une remise en cause de quarante ans de diplomatie française mesurée. Les citoyens devraient pourtant avoir le droit, au terme d'un débat démocratique loyal, au cours duquel la parole serait libre et les faits exposés avec franchise, de connaître le chemin qu'emprunte leur pays. Ils pourraient, ainsi, mesurer avec plus d'objectivité qu'à présent, les changements d'alliance en cours et prendre conscience des bouleversements qu'une telle évolution entraîne pour eux et leurs enfants.

Ont-ils conscience, ces Français, que l'image de la France dans le monde est sérieusement écornée ? Le voyageur, lui, en tout cas, s'en rend compte ; il est témoin de la difficulté que les étrangers, à commencer par ceux des pays francophones, ont à reconnaître dans la France actuelle le pays dont ils appréciaient la politique extérieure équilibrée. « La France qui possédait naguère un formidable réseau mondial de coopération et d'action culturelle voit son influence diminuer de jour en jour », rapporte *L'Humanité*[44]. Notre image s'est détériorée ces derniers temps : le gommage de l'héritage gaullien, jadis fort apprécié du Proche-Orient à Québec en passant par Cuba, en est, selon moi, l'une des causes principales.

La France est-elle devenue un pays sioniste ? La question peut paraître provocante, mais elle se pose objectivement en ces termes, comme nous le verrons au long de cet ouvrage. Cette interrogation ne recèle (faut-il le préciser ?) aucune intention antisémite, sauf à créer un mauvais procès à l'auteur en exhibant le fait que certains antisionistes seraient également de farouches détracteurs du judaïsme. Je rappelle, pour user d'une métaphore historique, que lorsque les rois très-chrétiens s'opposaient au pouvoir du pape, ils n'en continuaient pas moins de recevoir les sacrements de l'Église ; et j'ajouterai que nul ne songerait à accuser la communauté juive d'anticatholicisme primaire sous prétexte qu'elle ne partage pas le dogme de l'infaillibilité pontificale. La critique est un droit inaliénable, surtout dans un pays qui se proclame patrie des droits de l'homme et de la liberté d'expression.

■■■



42. Jimmy Carter, *Palestine : Peace Not Apartheid*, Simon & Schuster, 2006.

43. Résolution 3379, retirée en 1991.

44. Jean-Pierre Han, « L'image de la France à l'étranger sous l'ère sarkozyenne », *L'Humanité*, 10 janvier 2009.

Réagissant aux accusations infondées de Bernard Kouchner, qualifiant le journaliste Pierre Péan d'antisémite quand celui-ci avait dénoncé ses combines en Afrique, le chroniqueur Philippe Cohen écrivait[45] :

« Qu'ils continuent, ces idiots inutiles, gonflés de leurs ego de résistants de la 25e heure, à prétendre qu'évoquer la fortune d'une personnalité est antisémite ; qu'ils persistent à défendre les juifs de cette façon et alors là, oui, ils rendront un fier service à tous ceux qui veulent montrer que les juifs sont des intouchables ; qu'" ils " s'abritent toujours derrière la Shoah pour spolier les Français ou trahir leur pays : qu'" ils " se serrent les coudes et forment un bloc uni et solidaire. Qu'ils dispensent Bernard Kouchner de vraiment répondre aux critiques émises à son endroit au prétexte qu'elles viennent d'un goy et concernent un juif, alors oui, ils auront suscité, stimulé, provoqué le risque de remontée d'un antisémitisme d'un type nouveau, d'un antisémitisme post-Shoah ».

Je considère, moi aussi, qu'il faut ainsi penser. Il y a deux ans, j'ai consacré un livre entier à établir, sur plus de deux mille ans d'histoire, la recension des propos tenus contre les juifs, le judaïsme et le sionisme[46], dans lequel j'ai rendu compte d'un phénomène protéiforme et multiséculaire : le rejet des juifs. Les représentants de la communauté juive l'ont bien accueilli[47], car j'ai tenté d'y souligner avec soin, méthode et modération le mystère de la persistance extraordinaire de ce peuple, malgré l'aversion quasi-générale qu'il engendrait dans le monde entier, à de rares exceptions près, depuis le temps des prophètes.

Étant donné le drame qui est en train de se produire sous nos yeux, avec le tabou qui s'est formé et les inévitables dérapages qu'une telle situation de blocage entraîne, il est plus que jamais temps d'enfourcher à nouveau Rossinante et d'examiner la situation présente, pour démêler, comme je l'ai dit, le vrai du faux.

Comme dans mon précédent livre, j'entends contribuer, dans les pages qui suivent, à la réflexion générale sur un thème dont l'actualité est en train de bouleverser l'ordre du monde, inscrivant cette fois ma démarche dans les pas des Américains Mearscheimer et Walt[48], qui se sont échinés, malgré les écueils et les brimades, à regarder la réalité en face sans verser dans l'amalgame.

---

45. Philippe Cohen, « Supplique à Apathie, *Le Monde*, *Le Nouvel Obs* et les autres : oubliez-nous ! », *Marianne*, éditorial, 06 février 2009.

46. Paul-Éric Blanrue, *Le Monde contre soi – Anthologie des propos contre les Juifs, le judaïsme et le sionisme* (préface de Yann Moix), Éditions Blanche, 2007.

47. http://www.upjf.org/bibliographie/article-12849-146-7-pe-blanrue-monde-contre-anthologie-propos-contre-juifs-judaisme-sionisme.html. Lors de la sortie de ce livre, le B'nai B'rith, ou « Fils de l'Alliance », la plus ancienne organisation juive (voir chapitre 6), ouvertement sioniste, m'a accueilli à son salon des écrivains de Paris. (http://www.bnaibritheurope.org/bbe/component/option,com_events/task,view_detail/agid,2/year,2007/month,11/day,11/Itemid,145/lang,fr_FR/).

48. John J. Mearscheimer et Stephen M. Walt, *Le Lobby pro-israélien et la politique étrangère américaine*, La Découverte, 2007.

Il est temps que l'on puisse discuter de cette question tranquillement, loin du bruit et de la fureur. Nous ne tarderons pas à voir si les temps sont venus.

■■

Avant d'entrer dans le détail, commençons par nous défaire d'une terminologie inadaptée qui trouble les esprits et ne contribue pas à faire avancer le débat.

Le « lobby juif », disais-je plus haut ? Ce livre, je m'empresse de le dire, n'emploiera pas cette expression pour décrire la situation française. Un chapitre entier ne sera pas de trop pour en expliquer les raisons. Nous serons plus à l'aise pour dresser ensuite un état de la question.

# Lobby juif ou réseaux pro-israéliens ?

Le « lobby juif », donc… Un tel groupe de pression existe-t-il ? Pas officiellement. Officieusement, il est pourtant difficile de passer à côté de la question ; c'est un fait. On s'interroge sur sa réalité, on cherche à mesurer sa puissance jusque dans les colonnes des journaux communautaires, où les rédacteurs se demandent, lors de chaque élection présidentielle, s'il y a ou non un « vote juif ».

La communauté juive est elle-même partagée sur la réponse à apporter à cette persistante énigme. Parfois, bien sûr, l'engagement juif est observable et revendiqué, comme aux législatives de 1978, lorsque le Front des étudiants juifs publia une liste de quatorze candidats de tendances diverses, en recommandant de voter pour ces personnalités qui avaient « toujours manifesté leur attachement à l'État d'Israël[1] ». Certaines actions spéciales laissent une trace historique, comme en 1981, lorsque le « Renouveau juif, très largement suivi, appela au vote-sanction [contre le président Valéry Giscard d'Estaing] en raison de la détérioration radicale des relations franco-israéliennes »[2]. Résultat : François Mitterrand fut élu et Giscard d'Estaing éliminé de la scène politique française. Voilà une résultante notable de l'influence juive en France, avouée, tamponnée et signée par ses protagonistes.

En d'autres occasions, la nature et le degré de la participation de la collectivité juive, en tant que telle, à la vie publique sont moins clairs, ou simplement niés. En 1988, dans l'hebdomadaire *Tribune juive*[3], celui qui était alors président du Conseil représentatif des institutions juives de France (CRIF), Théo Klein, déclarait ainsi : « Aucune des grandes institutions juives en France – et notamment le CRIF qui les représente dans ce domaine – n'a jamais donné d'orientation ou fait campagne pour un candidat ou une liste politique ».

1. Alain Guichard, « Il n'y a pas de " vote juif ", mais il y a un " électorat juif " », *Le Monde*, 10 mars 1978.

2. *Judéoscopie*, n°11, mars 1986 – qui interdit dans ce même numéro de voter pour le Front national (FN), pour ceux qui n'ont pas dénoncé clairement le FN, pour le Parti communiste français (PCF) et enfin pour ceux qui ont « affirmé qu'ils seraient favorables à une reprise totale ou partielle des acquis de la coopération franco-israélienne depuis 1981 », p. 19.

3. *Tribune juive*, n°1019, 29 avril-05 mai 1988, p. 8.

Peu portés à la controverse, les commentateurs avisés de la vie politique française s'en sont tenus à cette dernière appréciation. Pas de vote juif, pas de lobby juif…

Malgré le silence des professionnels de la presse, la question de l'influence juive en France, qu'il s'agisse de la présidentielle ou de tout autre événement, reste toutefois d'actualité en raison de l'importance de la communauté juive française (elle est la troisième au monde, rassemblant environ 600 000 personnes et se plaçant quantitativement juste derrière celle d'Israël et des États-Unis), de sa visibilité médiatique, du poids politique, culturel et économique qu'on lui attribue, et aussi des ambitions affichées par certains de ses plus éminents représentants.

Révélateur de la réalité du pouvoir communautaire, le prestigieux dîner annuel du CRIF, auquel participent de nombreux ministres, d'anciens ministres, des députés, des responsables de partis politiques, des journalistes et des vedettes du « show biz », reste un moment aussi prisé par ses invités qu'embarrassant pour les chroniqueurs politiques ne désirant pas jeter de l'huile sur le feu, ni risquer d'être perçus comme adversaires d'Israël. Le 25 janvier 2003, Roger Cukierman, alors président en titre du CRIF, y fit un esclandre en dénonçant, avec une rare violence, une hypothétique alliance « rouge, bruns, vert »[4], qui provoqua le départ de la salle de l'écologiste Gilles Lemaire, secrétaire national des Verts. Son discours n'eut pas pour effet de rationaliser le débat. Cukierman était la caricature rêvée par ses adversaires, à l'intérieur comme à l'extérieur du Conseil. Il en avait trop dit. Et il l'avait mal dit.

*Lobby or not lobby?* Difficile en tout cas, après la tonitruante intervention de Cukierman, de faire l'impasse sur la question de l'influence juive en France. Déjà en 1984, *Le Monde* remarquait que « les juifs forment (…) l'une des catégories de citoyens qui font l'objet d'une sollicitation particulière lors des campagnes électorales »[5]. Rien n'était changé en 2006, lorsque *Le Figaro* notait que « le nombre de responsables politiques présents la semaine dernière au dîner de Radio J (de François Hollande à Philippe de Villiers) confirme l'enjeu du vote juif dans la perspective »[6] de la présidentielle.

Depuis l'arrivée au pouvoir de Nicolas Sarkozy en 2007, la question a redoublé d'intensité. Dès 2006, au cours de son dîner de galas annuel, auquel participaient cinq cents convives, dont le grand rabbin de France, Joseph Sitruk, et un chargé d'affaires de l'ambassade d'Israël en France, l'Union des patrons et professionnels juifs de France (UPJF) avait décerné à celui qui n'était encore que ministre de l'Intérieur le prix de l'homme politique de l'année.



4. C'est-à-dire « communistes, nazis, écologistes », v. Denis Sieffert, « La faute de M. Cukierman », *Politis*, 30 janvier 2003.

5. Patrick Jarreau, « Le sort d'Israël », *Le Monde*, 12-13 février 1984.

6. Cécilia Gabizon, « La droite progresse au sein de l'électorat juif », *Le Figaro*, 19 juin 2006.

Ne faisant pas mystère que Nicolas Sarkozy était leur homme providentiel, les organisateurs de ce cercle patronal saluèrent celui qui « saura sans doute redonner une nouvelle dynamique aux relations d'amitiés solides qui lient Paris, Washington et Jérusalem ». La cérémonie fut marquée par le discours extrêmement de droite du président de l'UPJF, Claude Barouch, qui évoqua, pour les Français de confession juive, la nécessité d'« un combat vital pour empêcher, une fois de plus, d'être relégués au rang de dhimmi » en France (c'est-à-dire de minorité religieuse dans un pays islamique). Il déclara aussi : « Le véritable lobby que nous voulons affirmer doit relever un premier défi. Celui qui consiste à assurer l'organisation de la faisabilité des chantiers sur lesquels elle travaille et qui sera la véritable et première démonstration à l'égard de tous, dans la communauté et dans la nation, que notre détermination est sans faille »[7].

Le mot terrible était à nouveau lâché, puisque Barouch parlait sans équivoque de la formation d'un lobby juif, « véritable » et « déterminé ».

Six mois après ce soutien franc et massif à Sarkozy, un membre de l'UMP et ministre délégué à l'Aménagement du territoire, Christian Estrosi, qualifiait plus ou moins naïvement son prétendant de « candidat naturel des électeurs juifs »[8]. Rien d'anormal, au fond, étant donné le prix qui venait de lui être accordé par l'UPJF.

Un an plus tard, mais dans un tout autre registre, le ministre algérien des Anciens combattants, Mohamed Cherif Abbés, n'hésitait pas à affirmer que le nouveau président français devait son élection au « lobby juif, qui a le monopole de l'industrie en France »[9]. Fallait-il s'en étonner ? Vu les déclarations précédentes, l'accusation était prévisible. Sauf que cette fois la presse lui tomba dessus à bras raccourcis. On tança vertement Cherif Abbès. Bien que désavoués par le président algérien, Abdel Aziz Bouteflika, ses propos n'en furent pas moins interprétées comme un « coup de semonce » à l'égard du président français, soupçonné d'opérer un retournement à 180° de la diplomatie française en faveur des thèses atlantistes et pro-israéliennes.

Il convient d'ajouter à ces quelques événements et déclarations d'intéressants sondages, comme celui réalisé pour le CEVIPOF (le laboratoire de recherches politiques de sciences Po, associé au Centre national de la recherche scientifique), au cours de l'année 2006, sur le potentiel électoral de Sarkozy, montrant que la probabilité de vote en sa faveur s'élevait à 65 % parmi les personnes interrogées qui se déclarent juives, contre 47 % dans la



7. http://www.communautarisme.net/Presidentielles-L-Union-des-patrons-et-des-professionnels-juifs-de-France-UPJF-roule-pour-Nicolas-Sarkozy_a720.html.

8. *Haaretz*, 28 novembre 2006.

9. *El Khabar*, 26 novembre 2008.

totalité de l'échantillon. Selon Jérôme Fourquet, de l'Institut français d'opinion publique (IFOP), « l'électorat juif est l'électorat confessionnel le plus marqué à droite ». Le « style Sarkozy » serait censé plaire à la communauté juive de France. Selon un dirigeant communautaire, « ce n'est pas seulement un homme politique, c'est quelqu'un qui ressent les choses comme nous »[10].

Patrick Gaubert, député européen UMP et président de la Ligue internationale contre le racisme et l'antisémitisme (LICRA), n'avait donc pas tort quand il disait que Sarkozy était « une véritable star chez les juifs »[11]. C'est sans doute pourquoi, à la différence de tous ses prédécesseurs, en 2008, le président Sarkozy se rendit au dîner du CRIF, où il fut invité d'honneur, une rareté dans l'histoire de la Vᵉ République[12], puisque, les années précédentes, ce rôle incombait habituellement au Premier ministre. Il y retourna d'ailleurs le 2 mars 2009, pour le cocktail ; selon *Le Parisien*, il rassura les juifs de France, en proie au malaise « face à la recrudescence des tensions antisémites »[13]. Sa présence contribua à relancer sur le net les interrogations au sujet d'un éventuel « lobby juif » en France.

Il n'y a aucun doute (je le démontrerai plus loin) qu'une ère nouvelle soit née, consacrant des liens inédits entre les juifs de France et la présidence de la République. Faut-il pour autant en conclure que la France accueille en son sein un « lobby juif » à l'image de ses nouveaux amis d'outre-Atlantique ?

■■

Le terme de « lobby juif » est, je le rappelle, traduit de l'anglais des États-Unis *Jewish lobby*[14]. Aux États-Unis, le lobbyisme est une pratique courante et reconnue : l'*American Israel Public Affairs Committee* (AIPAC) et la *Conference of Presidents of Major Jewish Organizations* influent sur la politique américaine à visage découvert[15]. À tout le moins, au pays du premier amendement, il est licite d'en parler et de donner son opinion, favorable ou non[16], sur le phénomène. J.J. Goldberg, journaliste spécialisé dans la vie et la culture

---

10. http://fr.altermedia.info/general/julien-dray-denonce-le-lobby-juif_10430.html.

11. Antoine Guiral, « Sarkozy, " candidat naturel des électeurs juifs " », *Libération*, 04 décembre 2006.

12. Il y eut un précédent, car François Mitterrand s'y était rendu en 1991.

13. Martine Chevalet, Henri Vernet, « Sarkozy rassure les juifs de France », *Le Parisien*, 03 mars 2009.

14. *Lobby* est lui-même un mot anglais, qui signifie « vestibule », « salon » ou « couloir », devenu synonyme de « groupe de pression » par référence aux couloirs du Congrès américain à Washington et ceux de la Chambre des Communes à Londres, où des représentants de divers groupes constitués cherchent à rencontrer les parlementaires pour faire avancer leurs intérêts. Pour la France, un groupe d'études sur la question a été créé à l'Assemblée nationale, sous la co-présidence des députés Arlette Grosskost et Patrick Beaudouin (http://www.assemblee-nationale.fr/13/tribun/xml/organe.asp?id_organe=xml/organes/403520.xml).

15. V. Claude Lévy, « Le lobby juif américain », *Revue française d'études américaines*, février 1995.

16. Une affaire récente est révélatrice à cet égard. Charles Freeman, un diplomate ayant une grande expérience des affaires au Proche-Orient, avait été choisi pour diriger le *National Intelligence Council* (Conseil national des renseignements), l'organisme qui fournit à la Maison Blanche des rapports

des juifs, évoque sans complexe le « pouvoir juif » dans le système politique américain[17]. Le journaliste Michael Massing, qui enquête régulièrement sur les activités du lobby, observait il y a peu qu'il était « impossible de comprendre le traitement spécial du gouvernement Sharon par l'administration Bush sans prendre en compte l'influence des groupes comme l'AIPAC »[18]. Aux dernières élections américaines, on a, en effet, vu défiler au congrès de l'AIPAC les sénateurs McCain et Obama, qui y ont réitéré leur ferme soutien à Israël[19] ; ils étaient tous deux à la pêche aux votes et aux dons.

Mais sur le Vieux Continent et dans l'hexagone en particulier, où la République ne reconnaît que des citoyens égaux devant la loi sans distinction de race ni de religion, le terme de « lobby » est presque toujours empreint d'une connotation dépréciative, plus encore s'il est juif, comme si le « lobbying juif » était en soi une notion sacrilège frappée d'une tare intrinsèque, d'un sort maléfique, qui empêchait qu'on en parlât avec calme.

Lorsque le président de la République François Mitterrand fit allusion à « l'influence puissante et nocive du lobby juif »[20] devant l'académicien français Jean d'Ormesson, ou quand l'ancien Premier ministre Raymond Barre, quelques semaines avant sa mort, accusa cette même organisation d'être « capable de monter des opérations qui sont indignes »[21], c'était assurément pour en faire la critique et dénoncer des pratiques jugées troubles et excessives.

---

hautement sensibles, synthétisant les points de vue des seize agences de renseignements du pays. Mais en mars 2009, il retira son nom de la liste des candidats, déclarant avoir été victime de ce qu'il nomme le « lobby d'Israël ». La campagne menée contre lui, accusa-t-il, qui incluait « une distorsion délibérée du passé, la fabrication de mensonges et une indifférence totale pour la vérité, avait « atteint les limites du déshonneur et de l'indécence ». Dans la campagne de lobbying contre sa nomination, il y aurait notamment un appel téléphonique de Charles Schumer, un sénateur démocrate, à Emanuel Rahm, le secrétaire général de la Maison Blanche, fervent supporter d'Israël, rappelant à ce dernier que Freeman a montré « une haine irrationnelle pour Israël » dans des commentaires passés. Freeman maintient depuis longtemps que la politique de l'État juif est autodestructrice. Dans une interview au *New York Times* expliquant son retrait, il déclara qu'il était « irresponsable de ne pas mettre en doute la politique israélienne et de ne pas décider de ce qui est le meilleur pour le peuple américain ». V. http://english.aljazeera.net/news/americas/2009/03/200931113340555177.html

17. J. J. Goldberg, *Jewish Power: Inside The Jewish Establishment*, Addison-Wesley, 1996.

18. Michael Massing, « The Israel lobby », *The Nation*, 10 juin 2002.

19. V. par exemple : http://www.ism-france.org/news/article.php?id=9165&type=analyse&lesujet=Sionisme. En Europe, certains tentent d'imiter l'exemple de cette organisation. Une nouvelle entité du lobby pro-isarélien s'est ainsi créée : il s'agit d'*European Friends of Israel*. Soutenue par des hommes d'affaires et dirigée par Michel Gur Ari et par Dimitri Dombret, elle regroupe des parlementaires européens pro-israéliens. Son ambition est d'avoir autant de poids que l'AIPAC (« *EU Gets Its Own Pro-Israel Lobby* », *All Headline News*, 06 septembre 2006 ; « *A Structure for EU Parliamentarians Friend of Israel* », *European Jewish Press*, 11 septembre 2006).

20. Jean d'Ormesson, *Le Rapport Gabriel*, Gallimard, 1999.

21. France Culture, 1er mars 2007. – « Le lobby juif – pas seulement en ce qui me concerne – est capable de monter des opérations qui sont indignes, et je tiens à le dire publiquement ». Le Conseil représentatif des institutions juives de France (CRIF) se dit, vendredi 2 mars, « scandalisé » par les propos tenus la veille sur France Culture par Raymond Barre invité de l'émission « Le rendez-vous des politiques », enregistrée le 20 février.

Même lorsque le socialiste Julien Dray, ancien vice-président de SOS-Racisme (1984-1988), devenu porte-parole de la candidate Ségolène Royal à la présidentielle de 2007, s'exprima sur ce thème, ce fut de manière acerbe : « Il faut sortir de la logique de lobby, déclara-t-il à *Israël magazine* en 2008, et se comporter de manière républicaine. Parce que si on va vers un affrontement lobby contre lobby, le lobby juif perdra ». Il ajoutait : « Je pense qu'il y a une tentation de la communauté, ces dernières années, de se transposer sur le modèle américain. C'est une erreur : la communauté juive doit garder ses traditions républicaines et refuser le communautarisme »[22].

Non seulement Dray (dont le frère s'est installé en Israël) reconnaissait ainsi l'existence de ce « lobby », mais il concédait que son développement allait de pair avec la montée du communautarisme juif, craignant qu'une telle évolution, tournant le dos aux idéaux républicains, puisse nuire aux juifs.

■■

Mais, en France, le mot choque. Dès qu'il est employé, nous nous retrouvons face à un mur d'incompréhension. Les insultes fusent, car la démocratie n'est pas, en France, un système adopté et perfectible, comme ailleurs, mais d'abord un absolu quasi religieux ; c'est une perfection qui ne saurait qu'exister, comme les théologiens le disent dans leur langage : la théologie absorbe, dans ce cas, la politique. Malgré l'avertissement de Julien Dray et de quelques autres, l'expression est toujours dénoncée comme étant le véhicule d'une forme d'antisémitisme. Il en émanerait des relents nauséabonds, ceux de saint Jean Chrysostome, de Luther, de Louis-Ferdinand Céline (qui est pourtant l'auteur favoris de Sarkozy, avec Albert Cohen) et des lois raciales de Nuremberg réunis.

Les travaux du politologue Pierre-André Taguieff[23], relayés par la grande presse, stigmatisent sans ambages l'emploi de ce terme, considéré comme une forme accentuée de judéophobie. Bernard-Henri Lévy, Alain Finkielkraut et d'autres personnalités, communautaires ou non, veillent à ce que nul ne puisse développer un point de vue hétérodoxe sur ce thème. Les qualificatifs peu élogieux qui s'abattirent sur la tête du philosophe musulman Tariq Ramadan lorsqu'il écrivit un article controversé sur l'*intelligentsia* française[24], refusé

22. *Israël Magazine*, n°73, 2008.

23. Pierre-André Taguieff, *La Nouvelle Judéophobie*, Mille et une Nuits, « Essai », 2002 ; *Prêcheurs de haine. Traversée de la judéophobie planétaire*, Mille et une Nuits, « Essai », 2004 ; *La Foire aux illuminés. Ésotérisme, Théorie du complot, Extrémisme*, Mille et une nuits, 2005 ; *L'Imaginaire du complot mondial. Aspects d'un mythe moderne*, Mille et une nuits, 2007…

24. « Critique des (nouveaux) intellectuels communautaires » (03 octobre 2003) http://oumma.com/Critique-des-nouveaux. Ramadan y apostrophait certains intellectuels français en ces termes : « Que ce soit sur le plan intérieur (lutte contre l'antisémitisme) ou sur la scène internationale (défense du sionisme), on assiste à l'émergence d'une nouvelle attitude chez certains intellectuels omniprésents sur la scène médiatique. Il est légitime de se demander quels principes et quels intérêts ils défendent au premier chef. On perçoit clairement que leur positionnement politique répond à des logiques communautaires, en tant que juifs, ou nationalistes, en tant que défenseurs d'Israël ».

par les journaux *Le Monde* et *Libération*, en sont le témoignage ; et encore Ramadan n'employait-il pas la terminologie sulfureuse, l'effleurant à peine.

Pour certains, la tentation de puiser dans l'arsenal des arguments fallacieux et des termes péjoratifs est trop forte. Il leur faut diaboliser ; de ce côté-ci de l'Atlantique, l'utilisation d'une simple expression est réputée trahir une nostalgie pour les slogans les plus durs de l'extrême droite des années 1930 et la politique de nettoyage ethnique qui s'en suivit, et paraît accréditer l'idée du mythique complot juif décrit dans les *Protocoles des Sages de Sion*, ce faux archi-connu commis au début du XXe siècle par le Russe Mathieu Golovinski à l'instigation de la police tsariste[25].

Qui dit « lobby juif », dit antisémitisme. Et qui dit antisémitisme, dit *Shoah*... D'une question de vocabulaire aux chambres à gaz, le chemin tracé est direct. Est-il encore possible de parler de la portion de pouvoir que les juifs ont et cherchent à acquérir dans la société française, même lorsqu'ils ne s'en cachent pas, sans se faire qualifier d'hitlérien ? Cela est devenu difficile. Faut-il pour autant se taire ?

■■

Du côté de la communauté juive, il existe, certes, ici et là, de vagues tentatives pour endosser le qualificatif de « lobbyiste », en lui conférant un sens différent de celui employé par ses contempteurs. On l'a vu avec l'UPJF, qui s'exprime sur le sujet avec la candeur du conquérant. L'acteur Roger Hanin, beau-frère, confident et ami du président Mitterrand[26], homme décontracté et volontiers blagueur, est le premier à chercher à en banaliser la définition :

« Il est évident qu'il existe un lobby juif comme existe un lobby des Bretons qui, « montant à Paris » au début du siècle, ont débarqué à la gare Montparnasse et ont installé tout alentour des crêperies ! »[27], s'exclame-t-il avec humour.

Même avis donné par le journaliste Dominique Jamet, lors de l'émission « Ce soir (ou jamais !) » (France 3) du 4 décembre 2007, qui maintient, après les propos litigieux du ministre algérien, qu'« il y a en France un lobby juif ».

25. Paul-Éric Blanrue, « Les *Protocoles* et le " *complot juif* " », *L'Histoire dans tous ses états*, book-e-book / Collection : Zététique, 2003, pp. 128-144.

26. Le 7 février 2007, Stéphane Bern recevait dans son émission hebdomadaire « L'Arène de France » Roger Hanin : « Durant l'émission, le comédien, qui est fervent partisan de la gauche, beau-frère de François Mitterrand et militant communiste, a déclaré sa sympathie à l'égard de Nicolas Sarkozy et son intention de voter au second tour pour le candidat de l'UMP à l'élection présidentielle ! » (« Hanin votera Sarkozy », 05 février 2007, http ://sarko2007.midiblogs.comrkozy.html).

27. http ://bechir-ben-yahmed.blog.jeuneafrique.com/index.php/2001/05/22/98-lobby-juif--LIN-22053lobbyfiujyb0.

L'entrepreneur Pierre Bergé, célèbre compagnon d'Yves Saint-Laurent et président de l'Association des amis de l'Institut François-Mitterrand, dénonça, lui, l'action « d'un certain lobby juif dont je ne comprends pas qu'on s'évertue à nier, contre l'évidence, l'existence (...) – que lui-même revendique – et qui est aussi légitime ou illégitime que le lobby protestant, le lobby gay, le lobby paysan ou le lobby féministe »[28].

D'autres tentent de normaliser ce terme explosif en lui accordant une définition acceptable, « à l'américaine ». En 2004, à l'occasion des actions menées contre la sortie du film controversé de Mel Gibson, *La Passion*, suspecté d'antisémitisme, Élisabeth Schemla, ancienne journaliste du *Nouvel Observateur* et éditorialiste à Proche-Orient.info, un site où collaboraient avant sa disparition des signatures aussi prestigieuses que celles d'Ivan Levaï et d'Alexandre Adler[29], saluait « la naissance d'un lobby juif, au sens plein et respectable du terme »[30]. Elle le décrivait ainsi :

« Glissement d'une époque à une autre : des personnalités prestigieuses et prétendument toutes puissantes laissent la place à des responsables, des associations et des institutions qui savent de mieux en mieux se faire entendre des pouvoirs publics. Du coup, cela confère aussi à ce lobby une énorme tâche politique et intellectuelle : celle de savoir ne pas aller trop loin, de ne pas en faire trop, d'apprendre pour lui-même – et d'enseigner aux jeunes notamment – une éthique de la responsabilité individuelle et collective profitable à la nation tout entière ».

Schemla consacrait ainsi l'apparition d'un lobbysme juif « raisonnable » et visible, un lobby « au sens plein et respectable du terme », écrivait-elle. Cette mise au point, qui aurait pu être aussi un grand pas en avant vers la clarification, fit pourtant réagir le site de l'Observatoire du communautarisme. Sous le titre presque ironique « Il existe ! »[31] (sous-entendu : il existe... le « lobby qui n'existe pas »), celui-ci prétendit que Proche-Orient.info donnait « corps aux délires de l'extrême droite sur le lobby juif ».

Pour amusante qu'elle fût, la formule du site anti-communautariste, prise au pied de la lettre, coupait cependant court à tout débat et rendait très étroite la marge d'expression sur ce sujet brûlant. Même si le lobbying se voyait reconnu par une personnalité exigeante de la communauté juive, son

28. Pierre Bergé, *Inventaire Mitterrand*, Stock, Paris, 2001.

29. Proche-Orient.info n'existe plus. L'un de ses financiers, Samuel Flatto-Sharon, poursuivi pour des opérations immobilières frauduleuses d'un montant de 324 millions de francs, se réfugia en Israël ; il avait pour avocat Arno Karlsfeld. La France ne demanda pas son extradition bien qu'ayant lancé trente-deux mandats internationaux contre lui. En Israël, c'est Flatto-Sharon qui fit voter la loi interdisant d'extrader les citoyens israéliens ; après avoir été député, il dirige maintenant Jérusalem TV, en français. Proche-Orient.info n'en est bien sûr aucunement responsable.

30. Élisabeth Schemla, *Proche-Orient.info*, éditorial du 25 février 2004.

31. http://www.communautarisme.net/Il-existe-!_a173.html.

utilisation lui était déniée sous peine de faire de la publicité aux thèses fascistes. Schemla, qui se vit distribuée dans le rôle peu enviable de « l'arroseur arrosé », monta à son tour au créneau en affirmant qu'on ne l'avait pas comprise : « Souligner en tant qu'analyste qu'on voit naître un lobby, ne signifie nullement y adhérer », s'empressa-t-elle de déclarer[32]. Mais un lobby qui « naît » existe-t-il ou pas ? Impossible d'obtenir une réponse digne de ce nom : cela reviendrait à faire de la théologie sur le statut de l'embryon…

D'ailleurs, Proche-Orient.info n'avait pas bien mesuré les implications de la légitimité qu'il accordait à ce terme controversé, puisqu'il stigmatisa trois mois plus tard (5 avril 2004) Mouloud Aounit, secrétaire général du Mouvement contre le racisme et pour l'amitié entre les peuples (MRAP), coupable selon le journaliste Sylvain Attal d'avoir accusé Jean-Paul Huchon, nouvellement élu au Conseil régional d'Île-de-France, d'être « aux mains du lobby juif ». Comment, en se réjouissant de l'apparition d'un lobby juif puissant et discernable, peut-on interdire dans le même temps toute discussion à ce propos et lancer l'opprobre sur ceux qui reprennent une expression précédemment justifiée ? Retour à la case départ.

■■■

Bref, il est devenu évident que parler du « lobby juif » en France, tout au moins d'un point de vue extérieur à la communauté, revient à courir par avance le risque de faire naufrager tout débat démocratique. Devenue taboue, sauf en certains cas exceptionnels, la question est minée sur toute sa longueur. Quiconque lance la conversation sur ce thème est frappé d'infamie ; écrire un ouvrage qui cherche à faire la part des choses devient une provocation. L'ombre de Vichy plane sur le moindre mot susceptible d'être interprété défavorablement par ceux que la journaliste Élisabeth Lévy nommait les « Maîtres Censeurs »[33]. Avancer une affirmation en-dehors des clous déclenche aussitôt la haine et le rejet brutal. Pavlov, « l'homme du siècle » comme disait l'écrivain Philippe Sollers, revient en force : l'image des camps nazis se superpose par réflexe à toute interrogation jugée litigieuse. Nul besoin de censure légale ; à peine le mot est-il prononcé que les esprits sont saisis d'effroi. Seule sa négation est tolérée.

L'association d'idées remplace le raisonnement. Évoquer le « lobby juif » reviendrait ainsi à suggérer que les juifs de France ont des points de vue identiques sur toutes les questions (idée stupide, car inexacte, évidemment) ; ce serait aussi prétendre que la solidarité ethno-confessionnelle l'emporte sur toute autre considération (allusion au communautarisme et à ses outrances dénon-



32. Courrier électronique du 09 mars 2004 à l'Observatoire du communautarisme, intitulé : « Très urgent Droit de réponse ».

33. Elisabeth Lévy, *Les Maîtres Censeurs – Pour en finir avec la pensée unique*, Livre de Poche, 2002.

cées par Julien Dray); ce serait encore risquer de faire passer l'idée (grotesque) que les juifs de France, sans exception, font partie d'une vaste et mystérieuse conjuration dont l'unique but est de consolider leur légendaire pouvoir (alors qu'il est vain de confondre la communauté juive organisée et la grande masse des juifs français); ce serait, enfin, utiliser délibérément un mot évoquant une force obscure aux contours flous, une « nébuleuse », visant à réveiller l'antique antisémitisme, celui qui voit les juifs aux commandes dans les domaines politiques, financiers et médiatiques, et non comme disposant d'une catégorie d'organisation ayant un statut légal, comme celle qui opère aux États-Unis.

En somme, parler de « lobby juif » équivaudrait, par principe, à injurier chaque juif, à le désigner à la vindicte populaire et à rendre légitimes les déclarations de ceux qui soupçonnent, sur le net ou ailleurs, l'existence d'un complot juif mondial. Du coup, voici le patient et laborieux chercheur projeté dans l'univers fumeux du complotisme débridé, quelque part entre l'extraterrestre de Roswell et la quête de l'Atlantide, prêt à désigner le Mossad comme responsable des attentats du 11 septembre... Dois-je préciser que tel n'est pas mon but ?

Le terme de « lobby juif », appliqué à la France, est donc à bannir d'un livre tel que celui-ci, puisqu'au lieu de dépassionner le débat, il l'embrouille, l'envenime et le rend impossible, soit tout le contraire de l'ambition que je m'assigne. L'analyse doit être distinguée de toute polémique, mais aussi des arrière-pensées que l'on croit détecter chez l'auteur. Inutile de se prêter au jeu et d'ouvrir la chasse aux sous-entendus. Ce qui importe, si l'on veut être compris, c'est de tenter une authentique analyse du phénomène, exempte de tout soupçon.

Parlerons-nous plutôt de lobby sioniste ? Ce serait déjà mieux. Seulement, l'antisionisme n'est-il pas le nouveau cache-sexe des antisémites, objectera-t-on ? Certains des auteurs qui cadenassent la pensée sur la terminologie précédente le prétendent. Ainsi, le philosophe Alain Finkielkraut déclare-t-il : « La haine des sionistes est la marque progressiste de la haine des Juifs »[34]. Mais le ton péremptoire de l'affirmation cache mal le fait qu'en réalité, il n'existe pas « un » antisionisme. Comme le déclare le professeur Rudolf Bkouche, de l'Union juive française pour la paix (UJFP), « l'antisionisme est multiforme et s'étend sur un large spectre depuis le refus de l'État d'Israël jusqu'aux partisans d'une désionisation de cet État permettant de mettre fin à l'apartheid dont est victime la composante palestinienne de la population israélienne, voire conduisant à la constitution d'un État binational regroupant Israéliens et Palestiniens »[35].

34. Rony Brauman, Alain Finkielkraut, *La Discorde. Israël-Palestine, les Juifs, la France. Conversations avec Élisabeth Lévy*, Champs essais, Flammarion, 2008.
35. http://bellaciao.org/fr/article.php3?id_article=31717.

Il est certes exact qu'en certaines circonstances, un glissement de l'antisionisme vers l'antisémitisme peut se produire ; nul besoin d'épiloguer sur ce fait analysé mille fois. Mais est-ce systématique ? N'y a-t-il pas, ici, malgré tous les obstacles à surmonter, un possible terrain de discussion, où une autre parole pourrait se faire entendre ? Aussi bien, ce n'est pas parce que certains mouvements sionistes, comme l'Irgoun ou le groupe Stern, commirent des attentats[36] que tout sioniste doit être assimilé à un terroriste en puissance.

À ce stade, pour préciser le terme en question, lui-même sujet à interprétations diverses (sans compter que certains auteurs glosent déjà sur un éventuel « post-sionisme »), j'ai suivi de près la table ronde organisée par la revue *Mouvements des idées et des luttes* en 2004[37].

Pour l'historienne Esther Benbassa, le sionisme était un projet national ; mais depuis qu'il s'est réalisé, ce n'est plus qu'un objet d'histoire : « " Sioniste ", " anti-sioniste ", " a-sioniste ", écrit-elle : ce sont des mots qui circulent mais qui ont perdu leur sens premier. Le sionisme a été d'abord un mouvement nationaliste né dans la foulée des mouvements nationalistes européens au XIX[e] siècle. (...) La fondation de l'État d'Israël est l'aboutissement de l'idéologie du mouvement sioniste dans un contexte bien défini qui est celui de l'après-guerre et du génocide des Juifs. À partir de la fondation de l'État, on passe de l'idéologie à la realpolitik. (...) Il s'agit donc d'un mot et d'un mouvement complexes, manipulés à différentes fins et qui, aujourd'hui, mériteraient peut-être d'être redéfinis »[38].

En effet, qu'est-ce que le sionisme aujourd'hui ? Pour tout analyste sérieux, il s'agit d'abord d'un sujet d'histoire portant sur un mouvement national et une colonisation de peuplement survenue dans des conditions particulières, en plein cœur du XX[e] siècle. Pour l'essayiste Dominique Vidal[39], journaliste au *Monde diplomatique*, la question du sionisme est également « quasiment obsolète – parce que l'État d'Israël, dont la création était le but même du sionisme, existe depuis plus d'un demi-siècle ».

Mais n'est-ce que cela, le sionisme, l'idéologie d'une époque révolue[40] ? Justement non. Le terme a aussi son actualité. Pour Benbassa, « ce qui frappe l'historien de prime abord est de constater à quel point le mot " sionisme " est mis en avant en diaspora et ceci jusqu'à la surenchère ». Lui

36. http://www.etzel.org.il/english/ac10.htm.

37. http://www.cairn.info/revue-mouvements-2004-3.htm.

38. *Mouvements des idées et des luttes – Le sionisme est-il mort ?*, « Sionisme et diaspora. Les Juifs de France et Israël », n°33-34 2004/3-4 – Table ronde avec Esther Benbassa, Théo Klein, Patrick Klugman et Dominique Vidal. Entretien réalisé par Dimitri Nicolaïdis, Patrick Simon, Gilbert Wasserman (http://www.cairn.info/revue-mouvements-2004-3-page-108.htm).

39. *Id°*.

40. Cette idée existe depuis longtemps (v. Jean-Francis Held, *L'Événement du jeudi*, « Israël : alors, le sionisme, c'est fini ? », 19-25 avril 1990, pp. 70-74).

répondant, l'avocat Patrick Klugman, ancien président de l'Union des étudiants juifs de France (UEJF), cerne l'acception de ce terme : « Tout simplement, la question sioniste se pose parce que le fait politique existe. La question sioniste ligue et rassemble des foules, d'ailleurs parfois hystériques, donc il ne sert à rien de nier son existence. Il ne sert à rien, en particulier, de prétendre que parce qu'Israël existe, la question sioniste ne se pose plus ». Il précise son point de vue :

« Le sionisme est ce qui relie aujourd'hui la majeure partie du peuple juif, composante israélienne et composante diasporique. C'est une espèce de relation entre la périphérie et le centre. Le centre du peuple juif, tant en termes démographiques que culturels avec la renaissance de l'hébreu, se trouve en Israël. Il y a par ailleurs d'autres centres, périphériques : la France en est un, les États-Unis en sont un autre. Quand je rencontre un Juif argentin, il existe deux chances sur trois pour que ce qui nous relie soit un sentiment d'appartenance commune à l'histoire et à un projet. Nous ne serons ni l'un ni l'autre israélien, mais il y a un lien culturel et idéologique fondamental, qui est Israël. Le lien des Juifs à Israël passe donc par le sionisme, ou parfois par l'anti-sionisme – mais il passe forcément par cette question-là. Quel que soit le sentiment des uns et des autres sur la politique israélienne, il existe un lien non pas de citoyenneté mais idéologique, qu'on appelle le sionisme ».

À l'examen, et comme nous le verrons plus loin, ce « lien culturel et idéologique » avec Israël (et j'ajoute « politique » au sens large du mot, celui de l'intérêt pour la *polis*, la cité) paraît en effet fondamental. Il est au cœur du sionisme contemporain et rend légitime l'emploi du mot « sioniste » pour les temps présents, a fortiori dans le cadre français, puisqu'il est revendiqué. Le sionisme est.

Le sionisme d'aujourd'hui réside dans le fait de lier intimement son identité au destin de l'État juif, ainsi qu'il se définit lui-même, suivant la terminologie du fondateur du mouvement sioniste, Theodor Herzl[41]. Qui cela touche-t-il ? Inutile d'être un juif religieux, ni même un juif « tout court », car, contrairement à ce que les déclarations de Klugman laissent penser, il n'est nul besoin d'être de confession israélite pour être sioniste ; il suffit d'accorder à Israël une place prééminente dans sa vie et son idéologie. Ainsi le font nombre d'évangélistes américains, qui, depuis longtemps, soutiennent ardemment l'État juif. Dans l'espace francophone, l'exemple de l'écrivain de science-fiction Maurice G. Dantec est éclairant ; tout catholique soit-il, Dantec dit que la « recréation " a contrario " du Royaume d'Israël, telle une résonance eschatologique d'Auschwitz, est la seule promesse d'espérance dans ce monde désormais condamné à l'inhumanité »[42]. Dantec est bel et bien sioniste au sens où je l'entends.



41. V. Theodor Herzl, *L'État des Juifs*, suivi de *Essai sur le sionisme* par Claude Klein, sous le titre de *De l'État des Juifs à l'État d'Israël*, La Découverte, 2003.
42. http://www.surlering.fr/article.php/id/4976.

À ce titre, le sionisme, que certains critiques du camp palestinien assimilent hâtivement au nazisme en se contentant de pointer le nationalisme commun des deux mouvements sans rendre compte de ce qui les sépare, n'est ni de droite, ni de gauche; c'est une idéologie fondatrice, constitutrice, qui, en Israël, se distribue de l'extrême droite de l'échiquier politique à l'extrême gauche. Il existe même une sorte particulière de sionistes, « quelques Français non juifs [qui] appartiennent au lobby pro-israélien tout en étant antisémites. Joignant la lâcheté à l'ignominie, ils croient que les juifs sont si puissants qu'il vaut mieux être de leur côté », écrit le directeur de l'Institut de relations internationales et stratégiques (IRIS), Pascal Boniface[43], qui, lui non plus, d'ailleurs, ne croit pas à l'existence du « lobby juif ».

Ce lien particulier à Israël comme État juif, intrinsèque au sionisme, peut ou non se traduire par une action politique ou associative. En tout cas, il n'est pas rare qu'il donne lieu à un engagement public. Dans la situation actuelle, le sionisme a même tendance à chercher à s'exprimer par tous les moyens.

■■

Exit le « lobby juif », les fantasmes et les contre-fantasmes qui lui sont liés... Le sionisme est une disposition psychologique et catégorie politique que l'on peut étudier et critiquer, tandis que « les juifs » sont une fraction de la population qu'il est erroné et dangereux de fustiger.

Existe-t-il alors un lobby sioniste? Pour ma part, je préfère parler de réseaux sionistes, ou mieux encore de réseaux pro-israéliens, une terminologie qui me paraît mieux refléter la réalité dans toute sa complexité, telle que je vais la décrire. La différence? Les réseaux sont un lobby en puissance, mais pas nécessairement en acte. Les réseaux se chevauchent, se croisent, additionnent parfois leurs forces, se concurrencent, promeuvent leurs intérêts, mais il n'y a pas de stratégie concertée, ni d'unité centrale de commandement à l'ensemble; les réseaux peuvent afficher des divergences. Il n'y a pas de QG camouflé, ni de « protocoles » rédigés en cagoules à la lueur de la bougie, lors de réunions secrètes dans les sous-sols des grandes capitales du monde. Laissons ces idées d'un autre temps aux complotistes professionnels, avides de fantastique et de portes dérobées.

En revanche, je serai amené à signaler et à dénoncer la mainmise que certains de ces groupes ont opérée sur la communauté juive, une sorte d'OPA qui contribue à diffuser dans l'opinion publique désinformée l'idée que « les juifs » parlent tous d'une même voix.



43. Pascal Boniface, *Est-il permis de critiquer Israël?*, Robert Laffont, 2003, p. 25. En 2003, ses prises de position sur le conflit israélo-palestinien suscitèrent des controverses qui le conduisirent à démissionner du Parti socialiste.

Je rappelle à cet effet que seuls 100 000 juifs de France appartiennent à des organisations communautaires, soit un sixième d'entre eux : les autres, les 500 000 restants, « sans nier cette identité, ne manifestent qu'occasionnellement leur appartenance au judaïsme »[44]. Ils forment la majorité silencieuse de la communauté juive, celle dont on ne parle jamais, qui ne vote pas lors des élections au sein de la communauté et qui ne s'exprime que rarement en tant que telle. Lors d'un sondage réalisé il y a quelques années dans la communauté juive de France, à la question « Comment expliquez-vous que les Juifs ne fréquentent pas une vie juive organisée ? », 54% des interrogés répondirent qu'elle était « trop tournée vers la religion » ; 35% « qu'elle n'était pas assez démocratique » ; et 19%, qu'elle était « trop tournée vers Israël »[45].

Il y eut également des rébellions. En 2002, dans *Le Monde*, seize intellectuels juifs, dont la militante féministe Gisèle Halimi et Rony Brauman, demandaient au CRIF de « cesser de s'arroger le droit de parler au nom de tous ceux qui ne pensent pas qu'être juif conduise à faire taire sa conscience au nom de la " défense des intérêts d'Israël ", selon l'idée que le CRIF se fait de ces intérêts »[46]. Dans le même quotidien, l'année suivante, on vit une pétition s'étalant sur une demi-page, signée par des centaines de juifs refusant que « quelques institutions et quelques hommes publics monopolisent abusivement l'expression des Français juifs »[47].

La réalité, c'est en effet que les juifs français sont bien souvent écartelés entre leur attachement à Israël et leurs sensibilités politiques et philosophiques individuelles. Ceux qui parlent en leur nom s'accaparent leurs voix, grossissent le trait et nuisent autant à leurs intérêts sur le long terme qu'à leur épanouissement présent.

L'un de ces capteurs de voix se nomme Nicolas Sarkozy.



44. Claire Lesegretain, « Les grands courants du judaïsme français », *La Croix*, 19-20 mai 2007, p. 12.
45. Esther Benbassa, *Histoire des Juifs de France*, Seuil, 2000, p. 294.
46. « Lettre ouverte au CRIF », *Le Monde*, 18 septembre 2002.
47. « Une autre voix juive », *Le Monde*, 16 octobre 2003

# La valeur-refuge de la communauté

Juif, Nicolas Sarkozy ? La rumeur a couru et court encore dans le pays. Quelle importance ? Juif, *donc* ami d'Israël ? Dangereuse déduction... Une clarification de ces allégations et des interprétations hâtives qu'elles entraînent s'impose, puisque c'est de la France de Nicolas Sarkozy dont je parle, et non de celle de ses prédécesseurs.

Le 24 juin 2007, lors d'une cérémonie à Montpellier organisée par le Centre culturel juif à l'occasion de la Journée de Jérusalem, l'ancien député-maire Georges Frêche, exclu du Parti socialiste en janvier de la même année en raison de ses dérapages verbaux, mais toujours président à la fois du Conseil régional de Languedoc-Roussillon et de la communauté d'agglomération de Montpellier, prend la parole sur l'estrade :

« Moi, je me souviens d'être allé à Tibériade lors de la guerre des Six Jours (NdA : en 1967) et c'est là que je me suis fais un ami, je vais vous dire qui c'est : Nicolas Sarkozy ! Éh oui, car on n'est pas du même bord, mais pour Israël on est du même bord ! Et je suis ravi que pour la première fois, la France ait élu au suffrage universel direct (ça sera mon bonheur dans mon malheur...), un juif président de la République. On avait eu Léon Blum et Mendès France Premiers ministres, mais on n'avait jamais eu un juif élu au suffrage universel, c'est un beau succès ! Et en plus avec Kouchner ministre des Affaires étrangères, qu'est-ce que vous voulez de plus ? Alors je vais dire à mon ami Kouchner : " Et quand c'est que tu reconnais Jérusalem capitale d'Israël ? " »[1] (*sic*).

Outre qu'il soit un témoignage psychologique capital, ce discours est révélateur de l'esprit de l'époque : les informations qu'il contient sont inexactes, le propos est exagéré, et son auteur confond tout dans une même soupe indigeste. Dans *Le Monde diplomatique*[2], Alain Gresh réagit vivement à ce



1. http://www.youtube.com/watch?v=jnvNDbj18_Q.
2. Alain Gresh, *Le Monde diplomatique*, 06 juillet 2007.

qu'il tint pour une « anthologie de soutien à la politique du gouvernement israélien, d'amalgame entre juifs et Israéliens, et de propos susceptibles d'encourager l'antisémitisme ».

Vice-président de l'association France-Israël[3], Frêche laisse en effet entendre que tout juif soutient par un automatisme quasi-atavique la politique israélienne. De plus, il appelle avec tant d'outrance[4] à la reconnaissance de Jérusalem comme capitale de l'État d'Israël (ce qui ne viendrait à l'esprit d'« aucun gouvernement au monde, pas même celui des États-Unis », remarque Gresh[5]) qu'au-delà de la surenchère électoraliste et de la démagogie du politicien local, on ne peut s'empêcher d'y voir une provocation, un genre auquel Frêche est habitué (n'a-t-il pas traité un groupe de harkis de « sous-hommes » à l'occasion d'un dépôt de gerbe en 2006[6] ?). Je rappelle, au passage, que le général De Gaulle dans la Conférence de presse du 27 novembre 1967 refusait la reconnaissance de Jérusalem comme capitale d'Israël.

Enfin, commettant une sorte d'outing vénéneux, Frêche définit Nicolas Sarkozy comme juif, alors que celui-ci a toujours déclaré qu'il se considérait comme chrétien, « ce qui est vrai puisque sa mère ne l'était pas », ainsi que l'écrit Nicolas Domenach dans *Marianne*[7].

Gresch en est à juste titre scandalisé. Pour Frêche, écrit-il, le grand-père maternel de Sarkozy « étant juif (converti au catholicisme), Nicolas Sarkozy l'est aussi ». Cette curieuse façon de penser lui rappelle les lois raciales de Nuremberg (1935).

Prononcé sur un ton polémique par un véritable adversaire de Nicolas Sarkozy, le discours de Frêche eût été passible des tribunaux. Pis, ce genre de discours à l'emporte-pièce savonne le terrain de ceux qui se lancent dans la critique sincère de la politique proche-orientale du nouveau président. Si l'on suit la vision du monde de Frêche, qui assimile judaïsme et sionisme, tout opposant à cette politique devrait être ipso facto considéré comme antisémite. Or un tel amalgame dégénère malheureusement en chantage et consolide les préjugés (« juifs = sionistes = racistes = nazis »).

3. http://www.france-israel.org/info.php.

4. Une outrance dont il est coutumier, comme on peut l'écouter ici : http://www.perpignan-toutvabien.com/post/2009/02/19/Georges-Freche-%3A-Je-fais-campagne-aupres-des-cons-et-la-je-ramasse-des-voix-en-masse. Un extrait : « Enfin, vous l'avez bouffée la cuisine kacher ? C'est dégueulasse, c'est abject. Enfin, ce peuple qui est extraordinaire, intelligent qui fournit les meilleurs chimistes, les meilleurs physiciens, les meilleurs pianistes, les meilleurs mathématiciens, vous ne voulez pas en plus qu'ils fassent de la bonne cuisine. Non, la cuisine kacher est dégueulasse, c'est une évidence ».

5. Le statut de Jérusalem comme capitale « éternelle et indivisible » selon la loi fondamentale israélienne de 1980, est décrite par la résolution 478 du Conseil de sécurité de l'ONU comme une « violation du droit international ».

6. http://www.oumma.com/article.php3?id_article=1930

7. Nicolas Domenach, « Israël : Sarkozy dans les pas de Mitterrand », *Marianne*, 24 juin 2008. Rappelons que selon la *halakha*, la loi juive, la judéité se transmet par la mère. Précisons toutefois qu'en 1970, la « loi du retour » en Israël a été étendue aux enfants et petits-enfants d'un juif, à son conjoint et au conjoint d'un enfant ou d'un petit-enfant d'un juif.

Sur le net, la militante antiraciste Danielle Bleitrach[8] jugea elle aussi avec sévérité de tels propos en estimant qu'il « faut être sacrément antisémite pour dire que Sarkozy est juif. Fils d'un petit noble hongrois, c'est seulement son grand père maternel qui était juif. (...) Sarkozy aime Israël, libre à lui... Mais il l'aime comme Bush son copain et pas parce qu'il a un grand-père maternel juif, il l'aime parce qu'il croit au « choc des civilisations », qu'il a besoin d'un bouc émissaire pour mener sa politique ».

Sans aller jusqu'à qualifier Frêche d'antisémite, il faut bien admettre que ses raccourcis et ses à-peu-près dignes du café du commerce jetèrent inutilement de l'huile sur le feu et firent du tort à la cause qu'il entendait défendre, comme à celle de ses opposants. Une prouesse.

■■■

Il est exact, bien sûr, que le grand-père de Nicolas Sarkozy était d'origine juive. Le président n'en fait pas mystère. Sans doute en joue-t-il également. *Marianne* signale qu'à Washington, en 2004, celui-ci rappela devant l'*American Jewish Comitee* (AJC), « que l'un de ses grands-pères, celui dont il s'est toujours senti proche, s'appelait Benedict Mallah, un juif[9] ». *Libération* note également que, quoique catholique, le président « laisse volontiers rappeler que sa mère est originaire (de par son père) d'une famille juive de Salonique[10] ».

Pris à partie sur ce point par Jean-Marie Le Pen, président du Front national, qui avait ironisé sur ses origines « extra-hexagonales » durant la dernière présidentielle (sous-entendues hongroises et « levantines »), Nicolas Sarkozy réaffirma le 3 mai 2007, à Montpellier, durant la campagne d'entre-deux tours : « J'ai été élevé par mon grand-père, je l'aimais passionnément. Il avait fait la Première Guerre, et il avait eu peur, lui le Juif de Salonique, de la Seconde Guerre mondiale ».

Pour en finir, un livre fit le point sur la question : *Moi, petit-fils d'un Grec*[11], qui parut en 2007. Le journal en ligne *Rue89* le résuma ainsi[12] :

« L'arrière-grand-père de Sarkozy, Mordechai Mallah, était artisan et il s'imposera rapidement comme un bijoutier talentueux ayant pignon sur rue. Il eut sept enfants de son épouse, Reina. Un des enfants (...) Aaron (surnommé Benico), deviendra le grand-père de Nicolas Sarkozy. À l'âge de quatorze ans, Aaron et sa mère se sont rendus en France où, quelques années plus tard, il entame des études de médecine.

8. Danielle Bleitrach, « Un antisémite qui adore les juifs », http://socio13.wordpress.com/2007/07/05/un-antisemite-qui-adore-les-juifs/.

9. Daniel Bernard, « Pourquoi les juifs communautaires ont basculé pour Sarkozy », *Marianne*, 17 février 2007.

10. Antoine Guiral, « Sarkozy, candidat... », *Libération*, *op. cit.*

11. Giorgos Anastasiadis, Ego, o eggonos enos Ellina, Editions Kastaniotis, Athènes, 2007.

12. http://www.rue89.com/2008/01/13/trois-chercheurs-grecs-explorent-les-racines-de-sarkozy.

« Lors du premier conflit mondial, Aaron exerce en tant que médecin pour l'armée française. Pendant une permission à Paris, il y rencontre une infirmière, Adèle Bouvieux, et se convertit au catholicisme en prenant le nom de Bénédict pour pouvoir l'épouser en 1917.

« Vient la Seconde Guerre mondiale. La famille se réfugie dans les Pyrénées pour échapper aux persécutions du régime de Vichy. Après 1945, Aaron s'engage résolument dans le camp gaulliste. Une des deux filles, Andrée Mallah, épouse un réfugié hongrois du nom de Paul Sarkozy.

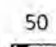
« Le couple va avoir trois enfants, dont un est nommé Nicolas. Mais en 1960, Paul Sarkozy fait faux bond à sa famille alors que Nicolas n'a que 5 ans, et le jeune garçon est en grande partie pris en charge par son grand-père, dont il est dit qu'il avait l'habitude d'entretenir ses petits-enfants sur l'histoire de Salonique.

« Mais Nicolas Sarkozy et ses frères n'ont rien su de leurs racines juives jusqu'au décès de leur grand-père en 1972. Les auteurs du livre affirment que Bénédict ne leur a rien dit à ce sujet afin de les protéger. Traumatisé par l'antisémitisme européen d'avant-guerre, il aurait craint la malédiction d'un nouvel Holocauste (plusieurs membres de la famille Mallah ont été tués). »

Il y a peu de doute qu'une telle histoire et que cette extraction pesèrent sur la psychologie de Nicolas Sarkozy, lorsqu'il les découvrit. Quand un individu prend conscience que ses ancêtres ont souffert de l'antisémitisme, la lutte contre la haine des juifs peut acquérir une dimension particulière dans sa propre vie, au point même de négliger d'autres combats.

En juin 2008, Sarkozy, dans les sous-sols de l'hôtel King David, à Jérusalem, nia pourtant ce lien de causalité : « Le judaïsme se transmet par les femmes. Mon grand-père était juif, il a épousé une catholique, je ne suis donc pas juif du tout. Mon amitié pour Israël ne vient pas de là. Je vois simplement que l'Europe a été le théâtre d'une barbarie sans pareil, l'extermination des juifs. Depuis cet événement, nous sommes coresponsables de l'existence d'Israël. Que mon grand-père ait été juif ou pas n'a rien à voir avec cette conviction ![13] ».

Émile Malet, directeur de la revue communautaire *Passages*, lui rappela toutefois, à cette occasion, que Freud disait lui-même qu'il n'avait pas « de lien avec la religion de ses pères », mais que « ce qui demeurait de juif en lui était essentiel ». Nicolas Sarkozy avait trouvé le propos « judicieux sans le commenter sur le fond, laissant entendre qu'il " confortait sa proximité avec la culture judéo-chrétienne " », écrivit *Tribune juive*[14].

13. Charles Jaigu, « Sarkozy jouit de la confiance de l'État hébreu », *Le Figaro*, 24 juin 2008.
14. « Ami des Juifs et des Arabes : le défi réussi de Sarkozy », *Tribune juive*, n°42, novembre 2008.

Il serait néanmoins faux de croire que c'est uniquement en raison de son attachement à son grand-père et en vertu de considérations affectives et historiques que Nicolas Sarkozy se soit rapproché de la communauté juive française. Au-delà des sentiments personnels, des attractions naturelles et des répulsions mémorielles, le rapprochement entre Nicolas Sarkozy et la communauté juive est aussi, et avant tout, une affaire d'ordre politique.

Politique d'abord, donc. Tout commença en la ville de Neuilly (Hauts-de-Seine), dont Sarkozy devint le plus jeune maire en 1983, à l'âge de 28 ans, et où il demeura en poste jusqu'en 2002, avant d'entrer au gouvernement Raffarin (il fut aussi député des Hauts-de-Seine, de 1988 à 2002, puis de 2005 à 2007). C'est dans cette zone qu'il fit son irrésistible ascension, se faisant élire et réélire triomphalement par un électorat spécifique. C'est ici aussi qu'il se forma.

La ville de Neuilly/Seine, située dans l'ouest parisien, abrite une importante et active communauté juive, forte de 10 000 membres, qui se concentre dans le quartier Bagatelle Saint-James[15]. C'est aussi « l'une des villes les plus riches de France », ce qui incite certains esprits caustiques à l'appeler le « ghetto du Gotha »[17].

Comment le lien se fit-il entre Sarkozy et la communauté juive de sa ville ? Autour de la synagogue de Neuilly, « le jeune maire noua très vite des liens avec des familles influentes ou célèbres, dont il sollicita les dons et qui relaient ses prises de position courageuses », rapporte Daniel Bernard dans *Marianne*[18]. La mairie de Neuilly fut « un formidable point d'ancrage pour tisser des liens solides avec la communauté. Jamais il ne rata une fête à la synagogue ni la célébration de mariages civils de couples juifs dont les familles sont influentes (...). Bref, comme le dit un membre de sa garde rapprochée, " côté juif, il est blindé " », souligna *Libération*[19].

Faisant ami-ami avec un électorat sur lequel il pouvait compter, assistant systématiquement à Kippour, Pessah et Pourim, les grandes fêtes juives, Nicolas Sarkozy ne se priva pas de lui témoigner son soutien en retour. Il trouva là un soutien de poids et il s'en souviendrait.

15. Adeline Fleury, Pauline Revenaz, *Neuilly, village people – Une plongée inédite en « Sarkozie »*, Éditions du Moment, 2007, p. 276.
16. Raphaëlle Bacqué, « Ami des plus grandes fortunes de France, M. Sarkozy a toujours affiché sans complexe son train de vie », *Le Monde*, 10 mai 2007.
17. René Naba, « Nicolas Sarkozy, Israël et les Arabes », 20 juin 2008 (http://oumma.com/Nicolas-Sarkozy-Israel-et-les)
18. Daniel Bernard, « Pourquoi les juifs... », *Marianne*, *op. cit.*
19. A. Guiral, *Libération*, *op. cit.*

« Le témoignage le plus marquant des amitiés entre Neuilly et la communauté juive reste l'implantation en 1987, rue Grenier, du Centre Aleph, synagogue du grand rabbin de France, Joseph Haïm Sitruk. Doit-on y voir un symbole ? Neuilly serait-elle la ville porte-parole du judaïsme français ? » se demandent Adeline Fleury et Pauline Revenaz, dans leur livre consacré à la « Sarkozie »[20].

En tout cas, « depuis son accession à la mairie de Neuilly, Nicolas Sarkozy a toujours œuvré à ce que les juifs de Neuilly ne manquent de rien. (...) C'est à Nicolas Sarkozy, maire de Neuilly, que la communauté juive doit la mise à disposition du théâtre le Chézy ou du théâtre le Village de l'avenue Charles-de-Gaulle pour le Yom Kippour, faisant de la fête du Grand Pardon l'événement incontournable dans la vie de tout juif neuilléen. Et quand, à l'étiquette de Sarkozy maire, s'est ajoutée celle de Sarkozy ministre, qui plus est de l'Intérieur et du Culte, il a insisté pour que deux cars de CRS stationnent en permanence devant la synagogue de la rue Ancelle »[21].

Volontiers anti-communautariste lorsqu'il s'agit du voile islamique[22], censé nier les valeurs républicaines, Sarkozy favorisa pourtant l'implantation d'un courant ultra-orthodoxe juif à Neuilly[23]. David Zaoui, qui se trouve à la tête de la synagogue loubavitch (un mouvement messianique minoritaire et très rigoureux)[24] ne tarit pas d'éloges sur son voisin et ami : « Le lien entre les loubavitchs de Neuilly et Nicolas Sarkozy est très fort », assure-il[25]. En 1993, Nicolas Sarkozy fut ainsi le premier homme politique à accepter un cadeau symbolique offert par des loubavitchs : une Ménorah rapportée des États-Unis. Lorsqu'il fit son entrée au ministère de l'Intérieur, le même Zaoui lui offrit une sculpture portant les sept lois de Noé reçues par Moïse et un livre de prière en français et en hébreu remontant à Napoléon III, comprenant une prière pour le gouvernement. « En la lui remettant, je lui ai dit : « Je vous l'offre à condition que vous deveniez un jour président », commente Zaoui[26].

20. Adeline Fleury, Pauline Revenaz, *op. cit.*

21. *Ibid.*, p. 278.

22. « Le 19 avril 2003, « le ministre de l'Intérieur Nicolas Sarkozy a délibérément relancé un débat hautement polémique en abordant la question du foulard islamique samedi au rassemblement annuel de l'Union des organisations islamiques de France (UOIF) au Bourget », a rapporté l'AFP (http://www.voltairenet.org/article11977.html.) En 2006, il dit également : « On en a plus qu'assez d'avoir en permanence le sentiment de s'excuser d'être français. On ne peut pas changer ses lois, ses coutumes parce qu'elles ne plaisent pas à une infime minorité. (...) Si certains n'aiment pas la France, qu'ils ne se gênent pas pour la quitter » (« Si certains n'aiment pas la France, qu'ils ne se gênent pas pour la quitter », *Le Monde*/AFP, 23 avril 2006).

23. http://chabad-lubavitch-neuilly.blogspot.com/.



24. « Les loubavitchs se remarquent par leur stricte observance des 613 commandements de la *halakha* (loi juive), leur prosélytisme et leur apparence vestimentaire (barbe, chapeaux et redingotes noirs pour les hommes ; perruques et robes pour les femmes) », Claire Lesegretain, « Les grands courants du judaïsme français », *La Croix*, 19/20 mai 2007. On estime que les loubavitchs sont environ 15000 en France, en majorité d'origine séfarade. Le courant est entré au CRIF en 1996.

25. Adeline Fleury, Pauline Revenaz, *op. cit.*, p. 279.

26. *Ibid.*, p. 282.

Sur une vidéo diffusée sur le net par la communauté loubavitch de Neuilly, on observe Nicolas Sarkozy, ministre de l'Intérieur, prendre part à la fête neuilléenne de Hanoucah célébrée tous les ans depuis 1995, date à laquelle la mairie de la ville accepta l'allumage public d'une Ménorah sur la place du marché. Une kippa réglementaire sur la tête[27], le ministre de l'Intérieur, entouré de membres de la communauté chapeautés et en habits noirs, y déclare à la tribune : « En m'invitant, vous m'honorez et vous me témoignez une amitié qui ne cessera jamais ». La vidéo, dont la musique reprend La Marseillaise jouée sur des rythmes hassidiques, se termine par un message typiquement loubavitch : « Le rabbi de loubavitch MhM chlit a annoncé que *Machia'h* (NdA : le Messie) arrive ». Certains n'ont pas manqué d'y voir une allusion, et même une franche contribution, à la prochaine élection du poulain de la communauté.

L'année précédant la présidentielle, Sarkozy ne se rendit pas, sans doute par prudence et par esprit rassembleur, à la fête de Hanoucah. Mais il y dépêcha Arnaud Teulé, membre de son cabinet ministériel. Celui-ci lança à la foule : « Avec Nicolas, la France sera encore plus un pays ami d'Israël ! »[28].

Évidemment, il serait inexact de laisser entendre que Sarkozy, maire de Neuilly, a seulement assisté aux cérémonies de la communauté juive : en bon politique, il était catholique avec les catholiques, juif avec les juifs, etc. Napoléon Bonaparte, le modèle qu'on lui prête, n'avait-il pas déclaré qu'il était enclin à se convertir à l'Islam pour asseoir son pouvoir sur l'Égypte[29] ? Néanmoins, au-delà de la ruse de circonstance et d'un machiavélisme de bon aloi, Sarkozy conférait dès cette époque à la communauté juive un statut spécial et le reconnaissait volontiers : « C'est curieux, déclara-t-il au journaliste Michel Denisot, alors que j'appartiens à la majorité, je me sens proche des communautés minoritaires. Je suis catholique, mais je me sens proche de la communauté juive »[30].

Il n'est donc guère surprenant qu'il ait noué des liens avec d'importants membres de la communauté juive neuilléenne, comme Frank Tapiro, un célèbre publicitaire qui fut son conseiller médiatique, et qui déclarait : « Nicolas est de culture juive par son père. Il cultive l'ambition, il a le goût de la réussite, totalement décomplexée. Pour lui, l'argent n'est pas un souci »[31].

27. http://www.dailymotion.com/video/kLypEEynOVPgUlcbTR.

28. Adeline Fleury, Pauline Revenaz, *op. cit*., p. 283.

29. Christian Cherfils, *Bonaparte et l'Islam*, Pedone Ed., 1914, p. 81.

30. Nicolas Sarkozy, *Au bout de la passion, l'équilibre* (entretiens avec Michel Denizot), Albin Michel, 2000.

31. Aline Fleury, Pauline Revenaz, *op. cit.*, p. 106. V. aussi Raphaëlle Bacqué, *Le Monde*, 06 mai 2007 : « Nicolas Sarkozy entretient depuis longtemps une relation décomplexée avec l'argent. Avocat d'affaires, puis maire de Neuilly-sur-Seine (Hauts-de-Seine), l'une des villes les plus riches de France, il a vite adopté le train de vie d'un grand patron. Ses amis comptent parmi les grandes fortunes de France. Et c'est avec eux, chez eux, qu'il a souvent passé des week-ends, dans des maisons ou sur

Il n'est guère étonnant non plus qu'après son premier mariage avec Marie-Dominique Culioli, la nièce de l'ancien maire, Nicolas Sarkozy se soit marié à Cécilia Ciganer-Albéniz, « arrière-petite-fille du compositeur espagnol Isaac Albéniz »[32] et, quoique de confession catholique, « juive honteuse » selon son ex-époux, le défunt animateur télé Jacques Martin[33] – même si l'on se doute que cette caractéristique, si c'en est une, ne fut pas essentielle dans l'attrait qu'exerça sur Nicolas la belle Cécilia.

C'est également cette ambiance confessionnelle qui fut à l'origine de l'affaire Siné, au cours du second semestre 2008. Citant Patrick Gaubert, président de la LICRA, *Libération* du 23 juin 2008 avait affirmé que Jean Sarkozy, le fils du président, qui venait de se fiancer avec Jessica Darty, la fille des fondateurs de Darty (la grande chaîne française de magasins spécialisés dans l'électroménager et l'électronique), « envisagerait de se convertir au judaïsme pour l'épouser », relayant ainsi une rumeur diffusée par l'hebdomadaire *people Gala* du 10 mars précédent. L'information semblait sûre, car Gaubert était un ami de Nicolas Sarkozy et précisait : « Dans cette famille, on se souvient finalement d'où l'on vient », sous-entendu : du judaïsme. Il n'en fallut pas davantage pour que Siné écrivît dans *Charlie hebdo*[34] : « [Jean] vient de déclarer vouloir se convertir au judaïsme avant d'épouser sa fiancée, juive, et héritière des fondateurs de Darty. Il fera du chemin dans la vie, ce petit ! »

Mais Jean Sarkozy nia le fait et le commentaire de Siné fit scandale, car il semblait considérer qu'être juif, dans la société française d'aujourd'hui, constituait un atout considérable. Bernard-Henri Lévy était atterré : « Derrière ces mots-là, une oreille française ne pouvait pas ne pas entendre l'écho de l'antisémitisme le plus rance »[35]. De l'autre côté, François Reynaert, du *Nouvel*

des bateaux superbes : dans le sud de la France chez Jean Reno, deuxième plus gros revenu du cinéma français en 2006 ; à Porquerolles avec l'empereur du luxe Bernard Arnault, en Italie chez le patron François Pinault, au large de la Corse avec Martin Bouygues. (...) Alors que beaucoup de responsables politiques masquent avec soin leur train de vie, M. Sarkozy n'a donc jamais craint de l'afficher. Grands hôtels, vêtements de marque, gadgets derniers cri, personnel de maison, le nouveau président exige le confort et l'efficacité. Durant sa campagne, une part importante du budget de l'UMP a été dépensée en avions privés pour lui permettre de rentrer chaque soir dormir chez lui, plutôt qu'en province, même si le lieu de son meeting était à une heure de TGV de Paris. (...) Au rebours de cette conception du train de vie des politiques à la française, très souvent financé sur fonds publics, M. Sarkozy revendique volontiers une vision plus américaine, sans fausse honte à afficher ses moyens et ses amis milliardaires. Ses conseillers en communication n'ont jamais cherché à dissimuler ses escapades luxueuses sur la côte amalfitaine en Italie, ou celle-ci sur le bateau de son ami Vincent Bolloré. « Les Français savent qu'il ne vit pas comme eux », lançait un de ses proches pendant la campagne ». V. aussi le dossier de *L'Express*, 26 mars-1er avril 2009, qui titre en une : « Sarkozy et les riches – À qui profite sa politique – Son patrimoine, ses revenus – Les patrons qui l'influenceront... et ceux qu'il combat ».

32. Paul-Éric Blanrue, Chris Laffaille, *Carla et Nicolas – Chronique d'une liaison dangereuse*, Scali, 2008.

33. Denis Demonpion et Laurent Léger, *Cécilia, la face cachée de l'ex Première dame*, Pygmalion, 2008.

34. Siné (Maurice Sinet, dit), chronique « Siné sème sa zone », *Charlie hebdo*, 02 juillet 2008.

35. Bernard-Henri Lévy, « De quoi Siné est-il le nom ? », *Le Monde*, 21 juillet 2008.

*Observateur*, d'habitude placide, prenait la défense du caricaturiste libertaire : « Je devrais me bâillonner la bouche à propos des milliards d'un M. de Rothschild, parce qu'il s'appelle Rothschild ? C'est délirant »[36].

Siné, qui avait déjà été condamné par la 17e Chambre correctionnelle de Paris en 1985 pour des propos jugés antisémites tenus sur la radio libre Carbone 14[37], fut licencié de l'hebdomadaire satirique, un événement qui déclencha une violente polémique dans les médias et partagea le monde des blogueurs (et l'*intelligentsia* parisienne) en deux camps irréconciliables. Mais, cette fois, le dessinateur fut relaxé par le tribunal, le 24 février 2009.

■■■

Même si la tendresse qu'éprouve Nicolas Sarkozy pour la communauté juive n'est plus à prouver, il s'active à toute heure pour en faire et en refaire la démonstration :

« Dès son installation Place Beauvau, rapporte *Marianne*[38], il a mis la police sur la brèche, exploitant le travail de Sammy Ghozian, un ancien commissaire à l'initiative d'une veille de l'antisémitisme. Dès qu'il a connaissance d'une agression, il décroche son téléphone pour réconforter la victime, reçoit au ministère sa famille, propose au président de la communauté touchée l'installation de caméras de surveillance. En s'appuyant sur le président de la LICRA, Patrick Gaubert, il a noué des contacts, même parmi les sans-grade, au sein d'une communauté fractionnée comme jamais. Par l'intermédiaire du député UMP de Paris Claude Goasguen et de quelques autres poissons pilotes, il est représenté auprès des patrons juifs, des sportifs juifs, des médecins juifs, etc. »..

En 2003, le centre Simon Wiesenthal, qui préserve la mémoire de l'Holocauste mais s'engage également contre l'Iran et les ennemis réels ou supposés d'Israël[39], lui remit son Prix humanitaire. En tant que ministre de l'Intérieur, une collaboration s'était en effet établie avec cet organisme pour contenir la vague d'antisémitisme balayant la France après l'éclatement de l'Intifada de l'an 2000. Sarkozy avait même été l'intervenant principal à la conférence internationale de Paris en 2003 sur « L'éducation pour la Tolérance : Le cas de l'antisémitisme résurgent », organisée conjointement par le Centre Wiesenthal et l'UNESCO[40]. Ainsi, entre 2004 et 2005, face à la recru-

36. François Reynaert, « Siné, Asko et moi », *Le Nouvel Observateur*, 30 juillet 2008.

37. http://www.liguededefensejuive.net/spip.php?article441

38. Daniel Bernard « Pourquoi les juifs... », *op.cit.*

39. Le 8 mars 2007, la 17e Chambre du tribunal correctionnel de Paris condamna le Centre Simon Wiesenthal pour diffamation envers le Comité de bienfaisance et de secours aux Palestiniens. Le Centre avait qualifié le Comité en novembre 2004 d'« association française qui finance le terrorisme et qui est proscrite aux États-Unis » (AFP, 09 mars 2007). Il a fait appel.

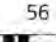
40. http://www.csweurope.org/csw/CSWPages/csweurope_pressreleases_fichiers/16mai2007.html.

descence des actes antisémites, le ministre ordonna-t-il aux forces de police de protéger synagogues et écoles ; il envoya une délégation de commissaires de police français au « Musée de la Tolérance » du Centre Wiesenthal à Los Angeles pour participer à un programme de sensibilisation sur le racisme et le multiculturalisme.

En juin 2003, Nicolas Sarkozy fêtait Israël en compagnie des sionistes français :

« Vingt-deux ans qu'une telle manifestation n'avait pas eu lieu en France, écrivit *Le Monde*. La dernière en date remontait à 1981. Depuis, la communauté juive de France avait bien connu les *Yom Hatorah* (journées de la Torah) organisées par le grand rabbin de France, Joseph Sitruk. Mais elle n'avait pas revécu ces " douze heures pour l'amitié France-Israël ". Si c'était un pari, il a réussi : 40000 personnes, selon les organisateurs, ont participé, dimanche 22 juin, à cette manifestation au Parc des expositions de la porte de Versailles, à Paris. Les initiateurs étaient le Conseil représentatif des institutions juives de France (CRIF), le Fonds social juif unifié (FSJU), le Consistoire central et le Consistoire de Paris. Une grande partie de la communauté juive éprouvait le besoin de manifester son attachement à Israël, et de se réconforter après une succession sans précédent d'actes antisémites. (...) Celui qui a été le plus applaudi, juste derrière Alain Madelin, est sans nul doute Nicolas Sarkozy. " Israël est une grande démocratie, et c'est suffisant pour être salué et respecté ", a souligné le ministre de l'Intérieur. " C'est la raison pour laquelle je n'ai pas accepté que le drapeau israélien soit bafoué par une croix gammée au cours des manifestations qui ont eu lieu contre la guerre en Irak. Parce que c'est de l'incitation à la haine raciale. Israël a le droit à la sécurité, comme toute démocratie dans le monde, ni plus, ni moins " »[41].

Que Sarkozy se fasse le héraut de la communauté juive d'une manière aussi publique et assidue est tout à son honneur. Il est même difficile de lui dénier un certain courage au moment où les critiques envers le communautarisme fusent, tant au niveau des associations antiracistes que des hommes politiques républicains. Ce qui est plutôt regrettable voire funeste pour ceux qu'il s'escrime à défendre avec, sans doute, les meilleures intentions du monde, c'est qu'il ait une fâcheuse tendance à mélanger ses sentiments louables envers la communauté juive et la défense inconditionnelle du sionisme. Cet alliage devient un cocktail explosif étant donné l'évidente importation du conflit proche-oriental en France. Il rend possible toute dérive, faisant de tout juif un sioniste un puissance.

C'est un travers dans lequel Sarkozy ne cesse de tomber, même s'il faut lui accorder que son style est moins brouillon que celui de Georges Frêche. Ainsi, en novembre 2003, lorsqu'il fustigea sur France 2 le philosophe Tariq

41. Xavier Ternisien, « À Paris, 40000 personnes ont fêté l'amitié entre la France et Israël », *Le Monde*, 23 juin 2003.

Ramadan, qui venait d'écrire un article critique portant sur les intellectuels communautaires français qui, selon lui, soutenaient Israël comme un seul homme, Sarkozy prit leur défense au nom de la lutte contre l'antisémitisme : « Votre article n'était pas une maladresse, c'était une faute, dit-il à Ramadan. Parce que les Juifs, ce n'est pas comme les Auvergnats ou les Parisiens. Il y a eu la Shoah... Quand on parle du juif Lévy ou du juif Glucksmann, on fait l'impasse sur la Shoah et ses six millions de morts mais nous, nous ne l'avons pas oubliée ». Mais Ramadan n'avait pas accusé ces personnalités d'être juives, juste d'être des sionistes impénitents donnant le la de la politique française au Proche-Orient. Sarkozy l'avait-il lu ou jouait-il avec le feu ? Ignorait-il quelle faute contre l'esprit il était en train de commettre ?

Ce n'est pas certain. L'objectif était politique, avant tout. Car comme le signalait *Judéocité*[42], « même si le " vote juif " n'existe pas et qu'il n'y a pas eu de " consigne officielle " des institutions communautaires, Nicolas Sarkozy est le candidat plébiscité par une grande partie de la communauté juive. Il n'y a qu'à lire la presse juive pour le comprendre ». À quoi *Marianne* ajoutait : « Le candidat de l'UMP apparaît comme la valeur-refuge, face à la montée du sentiment anti-israélien »[43].

Cette stratégie n'en est pas moins extrêmement risquée, d'abord, parce qu'elle attise le communautarisme. Un ami d'Israël aussi ardent que Patrick Klugman dénonça lui-même l'approche de l'ancien ministre de l'Intérieur : « Ce discours de Sarkozy fait des dégâts, dit-il. En flattant les particularismes, il crée une concurrence entre les minorités et exacerbe le racisme entre les communautés. Ce qu'on peut gagner avec Sarkozy en tant que juif, on le perd en tant que Français »[44].

Cette stratégie est nocive ensuite, parce que, confondant dans un même élan judaïsme et sionisme, c'est-à-dire le domaine du religieux et celui du politique, deux choses qui ne sont pas du même ordre, Sarkozy ne cesse d'apporter un fier soutien à l'État israélien, qu'il associe avec la lutte contre l'antisémitisme en France et dans le monde, comme si ces deux activités participaient d'un même combat. Prêtant le flanc à l'accusation traditionnelle de la « double allégeance » des juifs de France (« Dois-je rappeler l'attachement viscéral de tout juif de France à Israël, comme une seconde mère patrie ? », écrivait-il en 2004[45]), Sarkozy suit en cela les nouvelles habitudes des représentants de la communauté juive nationale et internationale, qu'il fréquente assidûment.



42. http://www.judeocite.fr/spip.php?article162.
43. Daniel Bernard, « Pourquoi les juifs... », *op. cit.*
44. Stéphanie Le Bars, *Le Monde*, 03 mars 2007.
45. Nicolas Sarkozy, *La République, les Religions, l'Espérance*, Cerf, 2004

# L'homme des réseaux américains

Les représentants de la communauté juive française, c'est bien ; les réseaux sionistes américains, c'est mieux, beaucoup mieux. Plus puissants, bien rodés, très actifs, ils peuvent contribuer à façonner l'opinion et contrôler le discours public. Une politique peut être menée à son terme ou stoppée net, en fonction de l'appui ou de la condamnation que leur apportent ces organismes.

L'épais ouvrage que les deux universitaires américains Mearscheimer et Walt[1] leur ont consacré a démontré de manière implacable leur capacité de mobilisation et le rôle déterminant qu'ils jouèrent dans la politique américaine au Moyen-Orient, lors de l'invasion de l'Irak, de la confrontation avec l'Iran et la Syrie et dans la guerre au Liban, en juillet 2006. Le soutien de ce lobby (ici, le mot trouve sa pleine justification) peut s'avérer décisif pour un homme ambitieux à la conquête du pouvoir, même s'il n'est pas de nationalité américaine.

Bien avant d'être élu président, Sarkozy choisit ainsi de faire cause commune avec eux. Selon *Le Monde*, le « contact entre M. Sarkozy (NdA : alors ministre de l'Intérieur) et l'AJC (NdA : l'*American Jewish Committee*, le Comité juif américain, fondé en 1906) s'est établi en octobre 2003, quand il a reçu une délégation de cette organisation américaine, venue lui demander ce que le gouvernement français faisait contre l'antisémitisme »[2]. Avait-il déjà en tête la présidentielle de 2007 ? C'est plus que probable.

Pour le CRIF, l'AJC est « l'une des organisations américaines les plus importantes »[3]. Selon les propres mots de l'AJC, fort de « plus de 125 000 membres et amis »[4] et possédant « des bureaux dans trente-trois États des États-Unis et huit bureaux dans le reste du monde, dont six en Europe (Paris,



1. John J. Mearscheimer et Stephen M. Walt, *Le Lobby…*, *op. cit.*.
2. Patrick Jarreau, « Nicolas Sarkozy à Washington en ministre d'Etat », *Le Monde*, 24 avril 2004.
3. http ://www.crif.org/index.php ?page=articles_display/detail&aid=1804&returnto=search/search&artyd=2.
4. http ://www.ajc.org/site/apps/nlnet/content2.aspx ?c=ijITI2PHKoG&b=898315&ct=1207101

Berlin, Bruxelles, Genève, Rome et Varsovie), cet organisme dispose d'une grande influence sur la scène internationale »[5]. L'un des buts principaux de cette organisation est de défendre Israël et de lutter contre l'antisémitisme[6]. Pour ses adversaires, il s'agit d'un « lobby qui n'est ni juif, ni américain, en ce qu'il ne sert ni les intérêts des Juifs en général, ni ceux des Américains, ni ceux des Américains juifs, mais uniquement la politique de l'axe gouvernemental américano-israélien »[7]. Ce qui reste certain, c'est qu'il a, de son propre aveu, un grand pouvoir, et pas seulement sur le territoire américain puisqu'il se pique de peser sur le sort de la communauté juive dans les pays d'Europe, dont celle de la France[8].

En 2003, l'AJC mena une rude campagne contre l'antisémitisme en Europe : « Israël a été largement dépeint en Europe comme un " agresseur " qui " foule aux pieds " les droits des Palestiniens " opprimés " et " sans État " », se plaignait alors David A. Harris, son directeur exécutif. « Cette attitude est devenue d'une certaine manière une nouvelle forme d'antisémitisme ». Il ciblait particulièrement la France : « En réalité, la France a manqué à ses responsabilités d'assurer la protection de ses citoyens de l'automne 2000 à l'été 2002 »[9].

Harris s'était beaucoup impliqué dans le passé pour soutenir la cause des juifs en Union soviétique ; il était aussi l'un de ceux qui avaient le plus combattu la résolution antisioniste adoptée par l'ONU en 1975.

Le président Chirac récusa avec fermeté ses accusations contre notre pays. Il se rendit en force aux États-Unis. Accompagné de Simone Veil, membre du Conseil constitutionnel et ancien ministre, d'Ady Steg, président de l'Alliance israélite universelle, de Roger Cukierman, président du CRIF et de David de Rothschild, président du Fonds social juif unifié (FSJU), il rencontra, au consulat général de France, à New York, les représentants de la communauté juive

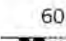
5. http://ajc.france.over-blog.com/pages/Presentation_de_lAmerican_Jewish_Committee-618885.html.

6. http://www.ajc.org/site/c.ijITI2PHKoG/b.789093/k.124/Who_We_Are.htm. « Depuis un siècle, l'AJC est engagée dans le débat public et politique au niveau national et international. L'AJC se mobilise pour garantir le respect des valeurs démocratiques américaines, pour favoriser l'entente interreligieuse, pour préserver et protéger les communautés juives partout dans le monde, et pour soutenir l'Etat d'Israël dans sa volonté de vivre en paix et en sécurité avec ses voisins ». (http://ajc.france.over-blog.com/pages/Presentation_de_lAmerican_Jewish_Committee-618885.html).

7. « Nicolas Sarkozy, un agent sharonien plus irresponsable encore que le CRIF », CAPJPO-EuroPalestine, 28 avril 2004.

8. Alexandrine Bouilhet, « Les Juifs américains font du lobbying à Bruxelles », *Le Figaro*, 13 février 2004. En février 2004, afin de mieux influencer les autorités européennes, l'AJC s'implantait à Bruxelles en créant le *Transatlantic Institute*, aujourd'hui dirigé par Emanuele Ottolenghi. Le 14 avril 2005, le directeur exécutif de l'AJC, David Harris, avait accès à la commission des affaires étrangères de l'Assemblée Nationale, devant laquelle il a prononcé un discours : un évènement extraordinaire, car les interventions de citoyens américains devant cette commission sont rarissimes.

9. David A. Harris, « Témoignage sur l'antisémitisme en Europe », 22 octobre 2003. http://www.ajc.org/site/apps/nlnet/content2.aspx?c=ijITI2PHKoG&b=898315&ct=1207101

américaine et leur assura que la France n'était pas un pays antisémite, jugeant cette accusation « injuste »[10].

Loin de tenir grief à l'AJC des propos peu amènes qu'il avait proférés contre la France, Nicolas Sarkozy, en avril 2004 (à peine nommé ministre de l'Économie, des Finances et de l'Industrie dans le troisième gouvernement Raffarin), se rendit à Washington pour un déjeuner donné en son honneur par cet organisme. Ce repas était un signe d'élection, à tout le moins.

Sa prestation fut très appréciée et d'ailleurs remarquable ; son style plut. Le fond de son discours enthousiasma également les auditeurs, peu habitués à traiter avec un Français qui partageait leur point de vue.

Devant les invités, Sarkozy fit l'effet d'être « le gouvernement français à lui seul », nota Patrick Jarreau dans *Le Monde*[11]. Il se flatta du nouveau surnom qu'on lui accordait : « Certains en France m'appellent Sarkozy l'Américain. J'en suis fier. (...) Je partage beaucoup des valeurs américaines ». Il se compara à Arnold Schwarzenegger, le gouverneur de l'État de Californie : « Comme Sarkozy, c'est difficile à prononcer. Mais cela n'a pas empêché les Californiens de l'élire gouverneur », blagua-t-il. Il est vrai qu'être fils de nazi n'empêcha pas non plus « Schwarzy » d'être un fervent supporter d'Israël ...[12]

Réagissant à cette réception peu ordinaire, qui signalait un glissement dangereux de la politique française, la Coordination des appels pour une paix juste au Proche-Orient (CAPJPO)[13] déclara qu'avec Nicolas Sarkozy, nous étions « en présence d'un homme qui déclare désormais publiquement servir, en conscience, les intérêts de l'*American Jewish Committee* »[14]. C'était le début d'une longue et belle idylle entre un Rastignac des temps modernes et un lobby transnational qui venait de lui apporter son soutien et qui comptait sur lui pour tenir ce qu'il avait promis.

■■■

Ce qu'il avait su faire à Neuilly et au gouvernement français, Sarkozy sut ainsi le refaire aux États-Unis. Quelques mois plus tard, en août 2004, un hebdomadaire juif américain, *Forward*[15], publiait un détonnant article sur l'influence croissante du « lobby sioniste » sur le territoire français. Parmi les noms de personnalités soutenues par ce lobby figurait entre autres celui de Nicolas Sarkozy. L'homme était dans la place.

10. http://www.crif.org/index.php?page=articles_display/detail&aid=1535&returnto=search/search&artyd=5.

11. Patrick Jarreau, « Nicolas Sarkozy à Washington... », *op. cit.*

12. Il défendit notamment Israël lors du conflit de Gaza en 2008-2009 : http://www.ynetnews.com/articles/0,7340,L-3649837,00.html. C'est également un proche du Centre Wiesenthal (http://gov.ca.gov/speech/9489/).

13. http://www.europalestine.com/.

14. « Nicolas Sarkozy, un agent sharonien plus irresponsable encore que le CRIF », CAPJPO, 28 avril 2004.

15. Marc Perelman, « *Israeli Envoy Vexed by Role Of U.S. Jews In France* », The Forward, 27 août 2004.

On y apprenait aussi que l'AJC avait passé un accord avec l'UPJF, qui, comme nous l'avons vu, se définit elle-même comme un « lobby » de ce côté-ci de l'Atlantique. Selon ce journal, l'AJC fournissait à l'UPJF conseils et formations, mais aussi un soutien financier[16]. Je rappelle que c'est l'UPJF qui adouba Sarkozy en 2006.

Dans cet article, on pouvait aussi lire que l'*American Israel Public Affairs Committee* (AIPAC), ce groupe de pression extrêmement puissant aux États-Unis et dont la fonction principale est de soutenir Israël, avait noué des « relations avec des groupes juifs en France et ailleurs en Europe afin d'encourager un lobbying de style américain ».

À cette date, le processus était enclenché : l'homme des réseaux américains avait l'avenir pour lui. Il allait prendre son envol.

■■■

Vint le temps de l'offensive. Nicolas Sarkozy ayant déclaré son intention de présenter sa candidature à l'élection présidentielle de 2007 et laissé entendre qu'il briguerait la présidence de l'UMP suite au départ d'Alain Juppé, le président Chirac, au cours de son entretien télévisé du 14 juillet 2004, le mit en demeure de choisir entre ce dernier poste et le ministère. Titillé, celui-ci n'allait pas tarder à sauter le pas.

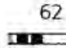
Mais avant de faire cela, Sarkozy, en octobre 2004, entreprit un deuxième voyage sur le sol américain : « Venu aux États-Unis pour la réunion d'automne du G7, Nicolas Sarkozy a effectué ce qui ressemblait à une tournée d'adieux. Même le président de la Réserve fédérale, Alan Greenspan, lui a dit qu'il serait regretté, assure l'entourage du ministre. Après avoir été invité à déjeuner, samedi 2 octobre à Washington, par le Hudson Institute, un « think tank » de la mouvance néoconservatrice[17] (NdA : et fortement pro-israélien), M. Sarkozy a dîné dimanche à New York chez l'ancien ambassadeur et banquier démocrate Félix Rohatyn, en compagnie du maire Michael Bloomberg[18]. (...) À Columbia[19],

16. « *Under the agreement between the AJCongress and UPJF, the American group will provide its French partner with advocacy training and advice, as well as financial support* ». (http://www.forward.com/articles/5198/).

17. S'y activent des néoconservateurs américains comme Robert Kagan, Elliott Abrams, Bill Kristol ou Richard Perle, qui fut, avec Paul Wolfowitz et Douglas Feith, l'un des principaux responsables de la guerre contre l'Irak déclenchée en mars 2003.

18. Michael Bloomberg a fait sa fortune dans les milieux financiers. Sa première campagne municipale lui coûta plus de 70 millions de dollars, la seconde près de 90 millions. Bloomberg est réputé pour son comportement dictatorial. C'est aussi sous son mandat et sans doute sur ses ordres que la police newyorkaise put harasser en toute impunité les manifestants défilant contre la guerre en Irak ou les cyclistes du mouvement *Critical Mass*. Pour mieux connaître la nature et les ambitions de Bloomberg, on pourra lire l'article de Lenni Brenner, « *The Flying Faker* », publié sur le site de *Counterpunch*, le 21 août 2006.

19. L'université de Columbia, qui se situe dans Manhattan et qui fait partie de la prestigieuse *Ivy League*, est un bastion sioniste. Les activistes pro-israéliens y lancèrent une campagne de dénigrement visant des professeurs comme George Saliba, Joseph Massad, Hamid Dabashi ou Rashid Khalidi (*Statement to the Ad Hoc Committee*, Joseph Massad, 14 mars 2005, www.censoringthought.org).

(...) la question portait sur ce que ferait M. Sarkozy s'il était élu. " Cela serait dangereux de répondre avec trop de sincérité, a-t-il dit, c'est trop tôt". (...) Nicolas Sarkozy s'est décrit comme " étranger dans son propre pays "[20] ».

Dangereux de répondre ? Étranger dans son propre pays ? Cette déclaration inouïe de la part d'un futur présidentiable constituait, de toute évidence, un appel du pied à ses appuis américains pour qu'ils l'aident davantage encore dans sa marche vers le pouvoir. Il était clair qu'il se détachait de la tradition diplomatique française.

Lors du Congrès du 28 novembre 2004, Sarkozy fut élu président de l'UMP par les militants avec 85,1 % des voix. Le lendemain, il présentait sa démission à Jacques Chirac et Jean-Pierre Raffarin. Il fut remplacé par Hervé Gaymard. Mais il ne perdit pas de vue ses nouveaux amis des États-Unis, qu'il n'allait pas tarder à revoir.

■■■

Deux ans plus tard, en septembre 2006, Sarkozy, redevenu ministre de l'Intérieur, cette fois dans le gouvernement de Villepin (il avait déjà occupé ce poste entre 2002 et 2004), refit un voyage en Amérique, sans aucune mission officielle. Il en profita pour renouer avec le très pro-israélien Michael Bloomberg[21], maire de New York. Il rencontra aussi, à huis clos, dans les salles du consulat français, les représentants des grandes organisations sionistes américaines avec lesquelles il s'empressa de discuter de politique étrangère.

Bien que ce ne fût pas dans ses attributions, il s'étendit sur le rôle de la France au Proche-Orient et sur la façon dont il voyait l'avenir dans cette région, c'est-à-dire aux couleurs blanc et bleu d'Israël.

Il tenta toutefois de préserver le « secret » sur les propos qu'il tint à cette occasion, sachant qu'ils risquaient d'être utilisés à mauvais escient par ses adversaires. Le caractère confidentiel de la rencontre fut confirmé par le *New York Times*[22] :

« Lors d'une réunion privée avec plus d'une douzaine de dirigeants juifs qui s'est tenue ce lundi, [Sarkozy] a affirmé que la France n'aurait pas dû attendre si longtemps avant d'engager des troupes au Liban et s'est démarqué de M. Chirac en critiquant le Hezbollah qu'il a qualifié d'organisation " terroriste ", ce qu'a révélé un des participants de manière anonyme car il lui est interdit de dévoiler ce qui s'est passé pendant la rencontre », pouvait-on y lire.



20. Corine Lesnes, « En visite à New York, M. Sarkozy se dépeint comme " étranger en son propre pays " », *Le Monde*, 05 octobre 2004.

21. En janvier 2009, Bloomberg effectua un déplacement en Israël, pour « montrer son soutien à l'État d'Israël » lors du conflit dans la bande de Gaza. (http://www.guysen.co.il/articles.php?sid=8825).

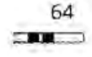
22. Elaine Sciolino, « *Widening His Campaign Trail, French Hopeful Tours the U.S* », *The New York Times*, 13 septembre 2006.

Grâce aux indiscrétions d'un autre quotidien newyorkais, le *New York Sun*[23], on apprit que Sarkozy déclara également devant ces organisations : « Je suis l'ami de l'Amérique, je suis l'ami d'Israël ». À propos de l'Iran, il affirma à son auditoire ultra-restreint que ce pays posséderait des armes nucléaires « dans les deux à trois ans » ; selon lui, « la seule réponse possible, c'est la fermeté. Nous devons envisager toutes les options possibles et ne pas nous lier les mains en nous limitant à une seule stratégie. Il faut nous abstenir de prévenir l'Iran des éventuelles actions du monde occidental ».

Sarkozy promit à ses interlocuteurs que le dossier iranien serait sa « première priorité » s'il était élu président. « Je ne peux accepter un chef d'État qui dit vouloir rayer Israël de la carte », avait-il ajouté, comme si la question était à l'ordre du jour. Pour lui, Israël devrait être « plus proactif », car « quand on est petit, il faut être rapide » ajoutait-il, faisant sans doute allusion à sa propre petite taille et à l'énergie bouillonnante qui s'en dégageait.

Tout le gratin du lobbyisme pro-israélien américain était présent à cette réunion : Harold Tanner, président de la *Conference of Presidents of Major American Jewish Organizations*[24], Jack Rosen, président de l'AJC, ainsi que divers officiels de cet organisme, de l'*United Jewish Appeal* et de l'*Anti-Defamation League*, l'équivalent américain de la LICRA. Tous furent époustouflés par son discours. Pour David Twersky, de l'AJC, c'était « la première fois qu'un des principaux candidats à l'Elysée entretient publiquement de telles relations avec la communauté juive américaine ». Sarkozy avait convaincu. Il s'était déplacé dans cette intention.

Au cours du même voyage, et toujours officiellement en visite privée, il fit à Washington un discours public attaquant la politique étrangère de Jacques Chirac et s'affirma, une nouvelle fois, proche d'Israël. Il déjeuna ensuite avec Michael Chertoff (qui devint en 2005 le secrétaire à la sécurité intérieure de Bush), avant d'aller serrer la main du président George W. Bush lui-même, « un événement exceptionnel pour un simple ministre », précisa le *New York Times*, même si l'événement en question ne dura que quarante minutes et n'eut pas lieu dans le Bureau Ovale, mais dans celui du conseiller à la sécurité nationale, Stephen Hadley. La Maison Blanche diffusa la photo de l'entretien, à la grande satisfaction de Sarkozy. Tout le monde savait dorénavant que le candidat était l'ami du « maître du monde ».

Pour *Le Monde*, Sarkozy avait voulu montrer par ce voyage et les contacts qui en avaient résulté que, s'il était élu, il s'engagerait dans la voie d'une rupture totale avec la ligne suivie par la France vis-à-vis des États-Unis et d'Israël :

23. « *French Minister Meets With U.S. Jewish Leaders* », *The New York Sun*, 12 septembre 2006.
24. http://www.conferenceofpresidents.org/.

« Selon l'entourage du ministre français, le président Bush avait pris connaissance du discours prononcé, le matin, par M. Sarkozy devant la French American Foundation. Une intervention aimable pour les États-Unis, mais moins pour le Quai d'Orsay, qui a paru visé. Après avoir rappelé le contentieux transatlantique de 2003 sur l'Irak, M. Sarkozy a plaidé pour " l'efficacité de la modestie " face à une " France arrogante ". (...) Sur l'Iran, le ministre de l'intérieur a été très ferme. À un moment où même Washington ne met plus en avant d'autre option que des sanctions graduelles, M. Sarkozy a insisté sur le fait que " toutes les options sont ouvertes ". (...) Sur Israël, il a tenu le langage que tout présidentiable américain pourrait adopter. " Je veux dire combien je me sens proche d'Israël, a dit M. Sarkozy. Israël est la victime. Il doit tout faire pour éviter de passer pour l'agresseur "[25]».

Nicolas Sarkozy se présentait comme un ami et un indéfectible soutien, mais aussi comme un avisé donneur de conseils ; un réflexe, peut-être, lui venant de son ancien métier d'avocat d'affaires, mais surtout une façon de montrer qu'il avait la faculté de voir sur le long terme, une qualité d'anticipation dont Mendès-France avait déjà souligné l'importance. Et tant pis si Sarkozy n'annonça pas la crise financière qui se profilait : son but, en se rendant aux Etats-Unis, était de se forger une image qui convenait au lobby pro-israélien.

Le coup porta. Israel Singer, du Congrès juif mondial[26], un lobbyiste que Sarkozy avait décoré de la Légion d'honneur le 3 mai 2004 à Paris, souligna que « les déclarations de Nicolas Sarkozy sur l'antisémitisme, la lutte contre l'islamisme et les positions en faveur d'Israël qu'il a rappelées au président George W. Bush, le terrorisme palestinien et du Hezbollah, ou sur l'Iran, sont telles qu'elles pourraient avoir été faites par un leader d'une d'organisation juive »[27].

Sarkozy n'était pas un allié à la petite semaine ; lorsqu'il s'engageait, c'était pour agir.

■■■

Les relations entre le candidat Sarkozy et le lobby pro-israélien étaient au beau fixe. Le temps se couvrit en revanche avec le président Chirac, qui fut abasourdi par les propos de celui qui prétendait à sa succession. Ce dernier voyage provoqua sa colère. Le chef de l'État, qui s'envolait pour l'assemblée générale de l'ONU à New York, y vit la confirmation de ce qu'il redoutait : s'il



25. Corine Lesnes, « Nicolas Sarkozy s'aligne sur George Bush sur le Moyen-Orient », *Le Monde*, 14 septembre 2006.

26. http://www.worldjewishcongress.org/.

27. Citations reprises dans Alain Gresch, « Nicolas Sarkozy, Al-Qaida, Israël et le Proche-Orient », 25 mars 2007, http://www.france-palestine.org/article6007.html.

était amené à lui succéder, le président de l'UMP « mettrait un terme à la spécificité française à l'égard des États-Unis, au profit d'une vision atlantiste », rapporta *Libération*[28].

Le journal ajoutait : « " Irresponsable ", a lancé Chirac mardi à l'un de ses plus anciens collaborateurs, en lui expliquant le " danger pour la France " de la relation transatlantique que Sarkozy a affirmé à Washington vouloir " rebâtir ". (...) Le Président et le ministre de l'Intérieur avaient pourtant eu un tête-à-tête dans la semaine précédant le départ de Sarkozy. Mais ce dernier s'était bien gardé de transmettre à l'Elysée le discours qu'il devait prononcer devant la Fondation franco-américaine, dans lequel il a dénoncé " l'arrogance française " et fait la leçon au duo Chirac-Villepin. (...) Des propos que Chirac a qualifié mardi en privé de " lamentables " et de " faute ". (...) C'est bien deux visions, deux doctrines, qui opposent l'Elysée et Sarkozy sur cette question sensible. (...) " Sarko l'Américain, on l'assume... et puis merde ! ", tranche Pierre Lellouche ».

Une faute ? Tout dépendait pour qui, en effet. L'atlantiste pro-israélien Lellouche l'avait compris. Si Sarkozy avait brûlé ses vaisseaux en France, c'est parce qu'il s'était engagé dans une armada beaucoup plus redoutable, celle où étaient coalisés les États-Unis et Israël.

Ce voyage fit aussi réagir la « blogosphère ». Sur le Réseau Voltaire, René Naba écrivit : « Que l'on ne s'y trompe pas : l'homme que l'UMP s'est choisi comme candidat présidentiel pour les élections de 2007 n'est toutefois pas l'héritier du gaullisme, mais le chef de file du courant atlantiste, un des points d'articulation de l'axe israélo-américain dans la sphère euro-méditerranéenne »[29].

Quant à l'essayiste Jean Bricmont, il mettait en lumière la stratégie mise au point par les « nécons » vis-à-vis de la France : « Les néo-conservateurs et leurs alliés ont perdu le soutien de l'électorat aux États-Unis, en Italie, en Espagne et en Angleterre – il ne leur reste qu'un seul espoir important : la France, avec l'élection de Nicolas Sarkozy à la présidence de la République. (...) Pour eux, c'est l'espoir d'en finir une fois pour toutes avec l'hydre à deux têtes constituée par ce qui reste de modèle social français et de la politique indépendante de la France. (...) Sa victoire représenterait une inféodation de la France à l'étranger comme il n'y en a jamais eu dans le passé, sauf suite à des défaites militaires »[30].



28. Antoine Guiral, « Chirac juge " lamentable " l'atlantisme de Sarkozy », *Libération*, 18 septembre 2006.
29. René Naba, « L'étrange Monsieur Sarkozy », Réseau Voltaire, 15 janvier 2007 (http://www.voltairenet.org/article144674.html).
30. Jean Bricmont, « Comment faire du 6 mai (2007) un nouveau 29 mai (2005) ? », avril 2007 http://www.avoixautre.be/spip.php?article1334.

Une politique de collaboration fut instaurée. En décembre 2006, Nicolas Sarkozy persista dans la voie qu'il s'était tracée et invita l'AJC à venir entraîner la police française à Paris pour former les policiers français et européens à combattre « les crimes de haine » dont la France était supposée souffrir[31]. Ce voyage se fit en toute discrétion : l'heure de la victoire n'avais pas encore sonné, il fallait demeurer prudent.

En janvier 2007, à quelques mois de la présidentielle, une délégation des dirigeants de l'AJC se rendit à Paris pour une visite de deux jours[32]. Elle rencontra les principaux responsables politiques français, dont le Premier ministre Dominique de Villepin, le ministre des Affaires étrangères, Philippe Douste-Blazy, le porte-parole du Parti socialiste Julien Dray et l'ancien ministre de l'Économie, des Finances et de l'Industrie, Dominique Strauss-Kahn – et, bien entendu, le ministre de l'Intérieur et candidat à la présidence de la République, Nicolas Sarkozy. Ils discutèrent de la « menace nucléaire iranienne », des perspectives pour faire progresser « le processus de paix arabo-israélien » et des plateformes de politique étrangère des principaux candidats aux élections présidentielles françaises. Sur ce terrain-là, Sarkozy était imbattable ; il avait mis tous les atouts dans son jeu.

À cette occasion, David Harris et Valérie Hoffenberg, représentante de l'AJC à Paris, furent chacun honorés de la « Médaille de la République » par Nicolas Sarkozy. Pour la septième année consécutive, les dirigeants de l'AJC participèrent au dîner annuel du CRIF (notons, pour en indiquer l'importance, que l'AJC est le seul organe juif américain qui participe régulièrement à cet événement).

■■■

Quelques mois plus tard, Sarkozy fut élu président. Il ne s'était pas dépensé en vain. Sa campagne eut beau prendre parfois, grâce à l'habileté de son *ghostwriter*, Henri Guaino, des accents gaulliens, voire nationalistes, pour pêcher les voix des électeurs du Front national avec le succès que l'on sait, la politique que le président Sarkozy mit en œuvre fut à l'opposé de celle du général.

Selon le *Wayne Madsen Report*, dès le mois de mai 2007, son élection fut immédiatement suivie d'une purge des services du renseignement et de la sécurité :

« Dans les jours qui ont suivi l'élection du néoconservateur Nicolas Sarkozy, ses partisans ont commencé, comme on le craignait, à purger les services de



31. http://www.ism-france.org/archives/article.php?id=6155&fil=%&lesujet=%&lauteur=%&lelieu=%&debut=2007&fin=2007&debutMois=01&finMois=12&leMois=.

32. http://www.ism-france.org/news/article.php?id=6155&type=analyse.

la surveillance et de la sécurité nationales. (...) Ces services vont connaître des dégraissages comparables à ceux observés aux États-Unis, au Royaume-Uni, en Australie, au Danemark et en Italie sous la houlette de régimes néoconservateurs. (...) Les agents ciblés seraient ceux proches du Parti socialiste ou considérés comme trop pro-arabes. Ses partisans comptent aussi s'attaquer aux agents ayant découvert (...) ses engagements confidentiels dans le domaine de la politique étrangère grâce à la surveillance des télécommunications entre le prétendant à l'Elysée, son entourage et les responsables d'importantes organisations néoconservatrices américaines comme l'*American Enterprise Institute* ou l'*American Jewish Committee*. Certains de ces engagements sont en conflit avec les positions défendues par le président Jacques Chirac et par le Premier ministre Dominique de Villepin »[33].

En juillet 2007, une délégation de l'AJC vint à nouveau passer quelques jours à Paris, une visite qui confirmait, s'il en était besoin, l'immense soutien qu'avait apporté cet organisme à Sarkozy :

« Au cours d'une visite de trois jours à Paris, une délégation de dirigeants de l'AJC incluant David Harris, son directeur exécutif, Larry Shelley et Jason Isaacson a rencontré plusieurs officiels de haut rang du gouvernement français : Bernard Kouchner, ministre des Affaires étrangères, Jean-David Levitte, premier conseiller diplomatique du président Sarkozy, Catherine Albanel, ministre de la Culture et de la communication, et Boris Boillon, conseiller diplomatique du président pour le Moyen-Orient. Ils ont discuté du programme nucléaire iranien, de la présence du Hezbollah au Liban et du dossier israélo-palestinien. Le groupe a aussi rencontré Tzipi Livni, la ministre israélienne des Affaires étrangères qui se trouvait à Paris pour discuter avec des officiels français, ainsi que les ambassadeurs israélien et américain, des dirigeants juifs français comme Richard Prasquier, le nouveau président du CRIF, André Glucksmann et Pascal Bruckner, deux intellectuels connus du pays »[34].

■■■

Les États-Unis et ses réseaux d'influence tenaient à cœur au nouveau président. Il s'en était entiché. Au début du mois d'août 2007, c'est le *Boston Globe* qui annonçait en exclusivité l'arrivée du président français pour un séjour de deux semaines dans le New Hampshire[35]. Pour pouvoir informer leurs lecteurs, les journaux français durent se contenter de puiser dans ce journal, car ni l'Elysée ni le consulat de France de Boston, ni l'ambassade de



33. *Wayne Madsen Report*, 10 mai 2007 (http://www.waynemadsenreport.com/).

34. « *AJC Leaders Visit Paris* », *American Jewish Committee*, 05 juillet 2007 – http://www.ajc.org/site/apps/nlnet/content2.aspx?c=ijITI2PHKoG&b=3121957&ct=4276907

35. « *Au revoir Paris, hello Wolfeboro : Sarkozy plans New Hampshire respite* », *The Boston Globe*, 02 août 2007.

France de Washington, ne voulurent confirmer la nouvelle[36]. Les États-Unis étaient devenus des amis privilégiés : ils étaient maintenant les premiers informés des déplacements du président français.

Dans un premier temps, Sarkozy déclara n'être venu aux États-Unis que pour y passer des vacances et réaliser un rêve de jeunesse en découvrant enfin cette « Amérique populaire » qu'il aimait tant. Il y était « invité par des amis » et séjournait dans une villa luxueuse louée 30000 dollars par semaine en bordure du lac de Wolfeboro, une petite communauté huppée de la Nouvelle-Angleterre. *Le Figaro* précisait que « certains habitués se demandent si ce n'est pas Frédéric Otto, un autre résident français de la ville, membre du conseil d'administration de la banque privée Edmond de Rothschild Europe, qui aurait donné l'idée au président français de choisir ce lieu de villégiature »[37].

Quelques jours plus tard, un communiqué de la Maison Blanche révélait le réel motif du séjour de Sarkozy. Il ne s'agissait pas d'aller se balader en Harley Davidson sur la route 66 : « Le Président et Madame Bush ont invité le président français, Nicolas Sarkozy, et son épouse à un déjeuner privé, qui aura lieu le 11 août 2007 à Kennebunkport (Maine) dans la résidence de l'ancien président George H. W. Bush »[38].

Même si Mme Sarkozy, se préparant secrètement au divorce, ne se rendit pas à ce déjeuner, la portée politique de cette rencontre était trop manifeste pour être ignorée : « Le style de la rencontre, chaleureuse et simple, entre le président Bush et son homologue Nicolas Sarkozy marque une " nouvelle ère " dans les relations entre les deux pays, relevait dimanche la presse américaine. (...) Le président Bush, connu dans le passé pour la froideur manifestée à l'égard des Français, était pour ainsi dire rayonnant quand il a accueilli M. Sarkozy dans la maison familiale de ses parents »[39].

*Le Figaro* remarqua que Washington préférait « de loin un binôme Sarkozy-Levitte à un duo Chirac-Villepin »[40]. Chacun l'avait compris.

Fait notable : durant son séjour, Sarkozy fut encensé par Rudoph Giuliani, farouche sioniste et proche des milieux néoconservateurs américains :

« Le lendemain du jour où il a été élu, un grand quotidien a titré " Le Rudy français ", je peux vous dire que j'ai apprécié », raconta « Rudy » Giuliani au *Figaro*. Ce fervent admirateur de Sarkozy est opposé à la création d'un État

36. « Pour ses vacances, Nicolas Sarkozy choisirait l'Amérique », *Le Figaro*, 02 août 2007.
37. « Lybie, vacances : les explications de Sarkozy », *Le Figaro*, 06 août 2007.
38. « *President and Mrs. Bush to Welcome the President of France and Mrs. Sarkozy* » Communiqué de la Maison Blanche, 08 août 2007.
39. « La rencontre Bush-Sarkozy ouvre une " nouvelle ère ", selon la presse américaine », *Le Monde* / AFP, 13 août 2007.
40. « Nicolas Sarkozy a déjà conquis les Américains », *Le Figaro*, 11 août 2007.

palestinien; alors maire de la *Big Apple*, lors de la célébration du cinquantième anniversaire des Nations Unies, il avait interdit à Yasser Arafat toute participation aux événements municipaux. Giuliani prêchait en faveur d'une intégration d'Israël au sein de l'OTAN; et pour sa future campagne présidentielle, qui fit chou blanc, il enrôla le néoconservateur Norman Podhoretz, l'un des principaux collaborateurs à la revue Commentary, fervent supporter de la guerre contre l'Iran[41]. *Le Monde* précisait: « Sur le dossier iranien, M. Giuliani se montre plus directement menaçant que le président Bush. " Les théocrates qui dirigent l'Iran doivent comprendre que nous pouvons manier la carotte aussi bien que le bâton, en minant le soutien populaire à leur régime, en nuisant à l'économie iranienne, en affaiblissant l'armée iranienne et, si tout le reste échouait, en détruisant son infrastructure nucléaire ", dit-il »[42].

Sarkozy était allé si loin dans l'apologie du sionisme qu'il était devenu un modèle pour certains ultra-sionistes américains.

■■

Le 27 août 2007, Sarkozy prononça son premier discours de politique étrangère devant la Conférence des ambassadeurs. S'adressant directement aux ministres, aux diplomates et aux parlementaires français, il évoqua une « confrontation entre l'Islam et l'Occident » en répétant l'expression pas moins de six fois. Il réaffirma qu'il était « l'ami d'Israël » et condamnait le Hamas.

De plus en plus, son alignement pur et simple sur les positions américaines était de notoriété publique. Fin août 2007, *Le Figaro* annonçait le déploiement de nos avions de combat dans le Sud afghan[43]. Le 12 septembre, *Le Monde* publiait un article intitulé « La France envisage un retour complet dans l'OTAN »[44]. Le 16 du même mois, le nouveau ministre français des Affaires étrangères forgeait l'opinion publique européenne à l'idée d'une nouvelle guerre au Moyen-Orient: « Il faut se préparer au pire », disait Bernard Kouchner au sujet de l'Iran: « Et le pire, c'est la guerre ». Pouvait-on être plus clair?

Sarkozy tenait ainsi la promesse qu'il avait faite aux officiels des principales organisations sionistes américaines un an auparavant, dans les locaux du consulat français de New York. En s'alignant sur Washington et Tel Aviv, il cherchait aussi à forcer l'Europe à imposer de nouvelles sanctions contre l'Iran, en court-circuitant les Nations Unies[45].

---

41. « *Giuliani "not in favour of Palestinian state"* », *The Post*, 17 août 2007; " *Giuliani, Greenwald, and Israel* ", *Another Day in the Empire*, 22 septembre 2007; " *Giuliani's Neocons* ", *Another Day in the Empire*, 06 août 2007.



42. Philippe Bolopion, « Le candidat à l'investiture républicaine, Rudolph Giuliani, plus " dur " en politique étrangère que la Maison Blanche », *Le Monde*, 02 septembre 2007.

43. Arnaud de la Grange, « Les chasseurs français déployés à Kandahar », *Le Figaro*, 31 août 2007.

44. Laurent Zecchini, « La France envisage un retour complet dans l'OTAN », *Le Monde*, 12 septembre 2007.

45. Natalie Nougaurède, « Paris cherche à convaincre l'Union européenne de sanctionner Téhéran », *Le Monde*, 13 septembre 2007.

« Qui t'a fait comte ? – Qui t'a fait roi ? » Sous la présidence de Nicolas Sarkozy, La France devint très vite un satellite de Washington, abandonnant la voie gaullienne du juste milieu. Au fil des mois, la boutade « Sarko l'Américain » s'était concrétisée dans une nouvelle politique d'alliances. Le passage par le lobby pro-israélien s'était révélé utile et lourd de conséquences.

■■■

Résultat ? Sarkozy fut récompensé par ses tuteurs. En novembre 2007, il se rendit de nouveau aux États-Unis, en compagnie du président du CRIF, Richard Prasquier et de son ministre des Affaire étrangères, Bernard Kouchner. Cette fois, il était honoré par l'AJC, qui lui remit le prestigieux *Light Unto the Nations Award* (Lumière Parmi les Nations, ce qui peut aussi se traduire par « Phare du monde ») de l'organisation, une récompense très sélective réservée aux chefs d'État exceptionnels. L'était-il ? Il faut le croire. Il l'était surtout en vertu du travail accompli en faveur d'Israël.

Plus d'une centaine de personnes assistèrent au déjeuner privé de l'AJC avec le président Sarkozy, y compris de hauts dirigeants de l'organisation, des représentants d'autres associations juives nationales, des membres du Congrès, des responsables de municipalités et des hauts fonctionnaires français.

Lors de la cérémonie, le nouveau locataire de l'Elysée souligna à gros traits l'importance du combat qu'il menait et allait mener contre l'antisémitisme, avant de réitérer son inconditionnalité à la sécurité de l'État d'Israël, deux thèmes, on le sait désormais, qu'il n'a de cesse de juxtaposer comme s'ils étaient indissolubles :

« Combattre l'antisémitisme, c'est d'abord refuser de le minimiser. (...) J'étais fasciné de voir qu'on expliquait l'antisémitisme. (...) Je veux dire avec gravité et avec solennité que quand on explique l'inexplicable c'est qu'on s'apprête à excuser l'inexcusable. Et je suis prêt à répéter cette phrase autant de fois qu'il le faut. (...) Les analyses intellectuelles pour expliquer les différentes façons d'arriver à l'antisémitisme ne sont que des formes de complicité indirecte, parce que si on explique l'antisémitisme c'est donc qu'il y a des raisons qui pourraient excuser l'antisémitisme. (...) L'antisémitisme, on le combat frontalement. (...) Trop d'intelligence en la matière conduit à une forme de complicité. Est-ce qu'on explique pourquoi on viole ? (...) J'ai toujours pensé, c'est vrai, qu'Israël c'était une forme de miracle. (...) J'affirme que la question de la sécurité d'Israël – une question qui me touche, pas du tout parce que moi-même je serais juif, ce qui n'est pas le cas, mais parce que Israël c'était en vérité la sortie par le haut de la période la pire du XX^e^ siècle. (...) Le droit à la sécurité d'Irsaël, c'est important. Pour moi, c'est capital. (...) Je suis un inconditionnel, moi, de la sécurité d'Israël, mais je ne suis pas inconditionnel des différents gouvernements israéliens »[46].

46. http://www.youtube.com/watch?v=tfhQUg88Dbs.

Pour Sarkozy, Israël n'était pas à confondre avec ses gouvernements. Loin d'être une prise de distance avec ses amis lobbyistes, le président tenait là un discours parfaitement sioniste : dans cette optique, l'entité Israël se tient, en effet, au-dessus des contingences politiciennes et doit être défendue coûte que coûte, au besoin contre ses gouvernants s'ils dépassent les bornes ou donnent une mauvaise image de leur pays.

Repoussant les limites, le président français apportait même un soutien au courant le plus « ultra » du sionisme, en marquant sa défiance vis-à-vis de « l'intelligence », signalant que « penser » participerait désormais du crime. C'était, à nouveau, une façon d'évacuer tout débat, toute contestation, qui serait aussitôt dénoncée comme une mauvaise polémique. On ne sait pas si l'historien Léon Poliakov, qui avait passé sa vie à bâtir sa monumentale histoire de l'antisémitisme, se retourna ou non dans sa tombe[47]. Cette manière de défendre la cause juive n'était pas non plus, je le souligne, celle de Bernard Lazare[48], auteur de *L'Antisémitisme, son histoire et ses causes*, et qui fut l'un des premiers défenseurs de l'innocence du capitaine Dreyfus en France.

Le directeur exécutif de l'AJC, David A. Harris, parut néanmoins satisfait de ces paroles. Cet homme d'action ne perdait pas son temps, lui non plus, à se poser trop de questions. Il déclara : « Avant tout, nous rendons hommage à la conviction, à la conscience et au courage du Président Sarkozy, des qualités qui font défaut dans un monde qui en a désespérément besoin »[49]. Ou comment promouvoir Sarkozy en l'assimilant à *Superman*…

Lors de la séance d'ouverture et la cérémonie de remise des prix, Richard J. Sideman, le président national de l'AJC, salua l'« incomparable vigueur et les principes rares » du président Sarkozy, et évoqua les défis communs et les menaces qui pesaient sur les « démocraties-sœurs » que sont les États-Unis, la France et Israël.

47. Léon Poliakov, *Histoire de l'antisémitisme*, t. I : *Du Christ aux Juifs de Cour*, Calmann-Lévy, 1955 ; *Histoire de l'antisémitisme*, t. II : *De Mahomet aux Marranes*, Calmann-Lévy, 1961 ; *Histoire de l'antisémitisme*, tome III : *De Voltaire à Wagner*, Paris, Calmann-Lévy, 1968 ; *Histoire de l'antisémitisme*, tome IV : *L'Europe suicidaire* (1870-1933), Calmann-Lévy, 1977 ; *La Causalité diabolique*, t. 1 : *Essai sur l'origine des persécutions*, t. 1, Calmann-Lévy, 1980 ; *La Causalité diabolique*, t. 2 : *Du joug mongol à la victoire de Lénine 1250-1920*, Calmann-Lévy, 1985.

48. Bernard Lazare, *L'Antisémitisme, son histoire et ses causes*, éditions Léon Chailley, 1894. Dans sa préface, signée le 25 avril 1894, il écrivait : « Il m'a semblé qu'une opinion aussi universelle que l'antisémitisme, ayant fleuri dans tous les lieux et dans tous les temps, avant l'ère chrétienne et après, à Alexandrie, à Rome et à Antioche, en Arabie et en Perse, dans l'Europe du Moyen Âge et dans l'Europe moderne, en un mot, dans toutes les parties du monde où il y a eu et où il y a des Juifs, (…) ne pouvait être le résultat d'une fantaisie et d'un caprice perpétuel, et qu'il devait y avoir à son éclosion et à sa permanence des raisons profondes et sérieuses ».

49. http://ism-suisse.org/archives/article.php?id=7792&fil=%&lesujet=%&lauteur=%&lelieu=%&debut=2007&fin=2007&debutMois=01&finMois=12&leMois=

Le *Light Unto the Nations Award* qui fut remis au président Sarkozy à cette occasion portait l'inscription : « En admiration de votre inlassable promotion des valeurs démocratiques, des droits de l'homme, et de la paix, et en reconnaissance de votre amitié dévouée avec les États-Unis, Israël et le peuple juif ». Cette inscription, portée à la sublimation, résumait tout.

Un an plus tard, en septembre 2008, Sarkozy recevait *The Humanitarian Award* de la pro-israélienne Fondation Élie Wiesel[50], en reconnaissance pour son « action humanitaire dans divers domaines », particulièrement dans les conflits internationaux. Il n'y a pas lieu de douter que, dans l'avenir, d'autres récompenses de ce type viendront de nouveau honorer le président.

De toute évidence, Nicolas Sarkozy, qui aimait se faire qualifier « d'Américain », en raison de l'affection qu'il portait au pays de George Washington, Elvis Presley et Walt Disney, pouvait désormais apprécier le surnom de « Sarkozy l'Israélien » que certains milieux, en Israël, lui attribuaient déjà, sans qu'il n'eût à dépenser son énergie en lisant la moindre ligne du Talmud[51].



50. http://www.no-media.info/1208/starkozy-prix-elie-wiesel.
51. L'expression vient en effet des milieux israéliens, comme l'a relevé Samuel Ghiles Meilhac (http://www.rue89.com/2008/06/22/en-israel-sarkozy-arrivera-t-il-a-incarner-la-rupture).

# Sarkozy l'Israélien

Sarkozy, agent secret ? À la fin du mois de mars 2007, juste avant la présidentielle, la rumeur, lancée par un « cybercorbeau », courut qu'il avait été recruté il y a plus de vingt ans par les services israéliens...

Au mois d'octobre suivant, *Le Figaro*[1] rapportait que la Direction centrale de la police judiciaire enquêtait « sur un courriel envoyé durant la présidentielle » à « tous les directeurs départementaux de la sécurité publique, soit une centaine de hauts fonctionnaires », dans lequel le futur président « était taxé, ni plus ni moins, d'avoir été recruté dans les années 1980 par le Mossad ». *Le Figaro* notait que le « texte envoyé se présente sous la forme d'une « note de synthèse » de deux pages. Son titre : « L'infiltration du Mossad israélien dans l'UMP. Nicolas Sarkozy : le quatrième homme » ; au-dessus, figurait un logo de la Direction générale de la sécurité extérieure (DGSE).

Selon l'auteur du message, le gouvernement de Menahem Begin aurait, en 1978, commandité l'infiltration du Rassemblement pour la République (RPR), le parti gaulliste d'alors, dirigé par Jacques Chirac, pour en faire une sorte de partenaire d'Israël. L'opération aurait été montée par l'espion israélien Rafael Eytan. « Trois citoyens français prédisposés à collaborer » auraient été ciblés : Patrick Balkany, Patrick Devedjian et Pierre Lellouche (voir chapitre 5). Balkany, député-maire de Levallois-Perret (Hauts-de-Seine) et ami très proche de Sarkozy, était présenté comme le chef du « réseau ». En 1983, il aurait recruté le « jeune et prometteur » Sarkozy, le « quatrième homme du Mossad ». Une cinquième recrue serait venue compléter le dispositif dans les années 1990, Manuel Aeschlimann, député-maire d'Asnières (Hauts-de-Seine).

Évidemment, « tout cela respire la manip à plein nez, avec des relents d'extrême droite », prévenait un cadre dirigeant au ministère de l'Intérieur :

« Les policiers ont découvert que le message est parti d'un cybercafé du Val-d'Oise. Mais le corbeau a bien choisi le lieu de ses persiflages : dans ce commerce où l'anonymat est la règle, puisque la loi n'impose pas de présen-



1. Jean-Marc Leclerc, « Les étranges accusations d'un cybercorbeau », *Le Figaro*, 12 octobre 2007.

ter ses papiers pour accéder aux ordinateurs, il n'y avait pas de vidéosurveillance. Aucune empreinte, aucune trace d'ADN n'a pu être exploitée. L'expertise des machines n'a rien donné. Pas plus que l'analyse sémantique du texte », concluait *Le Figaro*.

Peut-être ces courriels n'étaient-ils, en effet, que l'initiative isolée d'un militant trop zélé, comme on en voit s'agiter à chaque élection. Mais ces messages étaient révélateurs, sur un mode caricatural, de la manière dont le programme de Sarkozy pouvait être compris et dénoncé. Son alliance objective et patente avec Israël prenait une importance démesurée.

Même si les électeurs, bercés par les accents gaullistes de certains discours de Sarkozy et décidés à en finir avec l'ère chiraquienne, ne s'en étaient pas tous aperçus, Sarkozy ne cessait de démontrer, jour après jour, qu'il n'était pas nécessaire de faire partie du Mossad pour travailler activement au rapprochement franco-israélien.

En Israël, Sarkozy avait soigné sa cote de popularité. Comment ? Du côté israélien, le politologue Ilan Greilsammer précise que les origines juives de Sarkozy jouèrent « naturellement en sa faveur auprès de l'opinion, bien qu'il soit catholique »[2] ; du côté de Sarkozy, la « rupture » annoncée au cours de la campagne de 2007 fut remarquable et remarquée à l'étranger, et en Israël en particulier, d'autant qu'elle portait essentiellement sur la politique étrangère de la France. Il lui fallait donc la faire connaître, sur place de préférence, afin que le retentissement fût plus grand.

Le journaliste Paul Benaïm, auteur d'un essai sur le sionisme[3], dans lequel il consacre un chapitre aux relations entre la France et Israël, souligne que celles-ci furent toujours « en dents de scie ». Cette histoire houleuse se scinde selon lui en trois périodes : celle de la « lune de miel » où Israël est « notre amie, notre alliée » ; le « refroidissement avec l'embargo décrété en 1967 par le général de Gaulle, refroidissement devenu conflictuel avec l'odyssée des vedettes de Cherbourg[4] au cours du septennat de Georges Pompidou » ; enfin, le « réchauffement depuis 2007 sous la présidence de Nicolas Sarkozy »[5]. Nous allons constater que ce « réchauffement » n'est pas un vain mot ; entre Israël et Sarkozy, ce sont même, comme dans une série télévisée célèbre, les « feux de l'amour ».

2. Cité par *Tribune juive*, « Ami des juifs... », *op. cit.*

3. Paul Benaïm, *Résurrection d'un État*, Amalthée, 2008.

4. En 1969, la France passa un contrat avec Israël pour la vente de douze vedettes lance-missiles. Mais la Guerre des Six Jours changea la donne : le général de Gaulle décréta un embargo sur la vente d'armes à destination d'Israël. Cinq de ces vedettes furent gardées dans le port de Cherbourg. Mais grâce à une ruse des services secrets d'Israël (création d'une société norvégienne, désirant récupérer ces vedettes), ces vedettes arrivèrent à Haïfa le jour de l'an. L'affaire fut révélée et connut un retentissement mondial. Les sanctions tombèrent, mais la France fut la risée des chancelleries. V. Jean-René Fenwick, *Les vedettes de Cherbourg. Une action du S.R. israélien en France*, Elsevier-Sequoia, 1976.

5. http://www.guysen.com/articles.php?sid=8515.

Mais cette histoire aventureuse allait amener Sarkozy à fréquenter des personnages douteux, un criminel de guerre présumé, un président violeur et un Premier ministre corrompu. Il risqua même de se faire assassiner lors d'un voyage officiel...

Et si ce rapprochement avec l'État juif était aussi le début d'un voyage vers l'enfer ?

L'expression « bâton de pèlerin » semble avoir été taillée sur mesure pour Sarkozy. Du 14 au 16 décembre 2004, celui qui était alors président de l'UMP mais n'avait plus de fonction ministérielle, mit ses pas dans ceux du sénateur Hillary Clinton et de Rudolph Giuliani, et se rendit en Israël avec sa femme Cécilia et une délégation française, où il fut « accueilli en véritable homme d'État », comme le nota *Le Monde*[6], et même « selon un protocole largement au-dessus de celui réservé généralement à un chef de parti », confiait un diplomate à Jérusalem. Ce privilège était pour lui de bon augure.

Dès son arrivée à Tel Aviv, Sarkozy tient à s'adresser aux résidents français en Israël pour les rassurer : « Je veux que vous compreniez que je vous ai compris », leur dit-il en s'inspirant d'une formule gaullienne, dont il ne percevait sans doute pas l'ambiguïté.

Tout au long de son voyage, Sarkozy veilla à manifester une constante sympathie pour Israël. Il ne fut pas chiche en gestes symboliques. Le 15, dès le début de la matinée, avant d'entamer la partie politique de son voyage, il déposa ainsi une gerbe sur la tombe d'Itzhak Rabin (le prix Nobel de la Paix assassiné par un extrémiste juif, en 1995), avant de s'arrêter au Mémorial de Yad Vashem, musée de l'Holocauste[7], établi en 1953 par la Loi du mémorial votée par la Knesset et bâti sur les hauteurs de Jérusalem.

Après un entretien d'une heure et demie avec Ariel Sharon, qu'il n'avait jamais rencontré, le Premier ministre israélien lui lança : « Je suis certain que vous avez bien conscience de faire partie de nos amis ». Cet ami était tel que Shimon Peres, alors dirigeant du Parti travailliste et *leader* de l'opposition, estima lui aussi important de le rencontrer. Pour lui, Nicolas Sarkozy était un homme avec lequel il était « possible de regarder l'avenir ». Ce fut un signe qui, dit-on, marqua beaucoup celui qui rêvait déjà d'un destin national : réunir droite et gauche israéliennes autour de sa personne, quoi de mieux pour être perçu comme l'homme qu'Israël espère voir accéder à la plus haute fonction de l'État en France ?



6. Yves Bordenave, « Reçu en Israël en homme d'État, M. Sarkozy s'est posé en héraut de la lutte contre l'antisémitisme », *Le Monde*, 16 décembre 2004. Les citations suivantes renvoient à cet article.
7. http://www1.yadvashem.org/education/French/homepage.htm.

Sarkozy rencontra également Moshé Katzav, président de l'État israélien (qui connaîtra plus tard de sérieux problèmes dus à sa moralité trouble[8]), et en profita, sans que cela lui parût incongru, pour se faire le promoteur de la lutte contre l'antisémitisme... en France : « Nous avons parlé des relations entre nos deux pays, de la situation en Europe et de l'interdiction de la chaîne Al-Manar[9] sur les ondes françaises », révéla Katzav, tandis que Sarkozy se réjouissait du fait que la France fût « le seul État à avoir adopté une telle disposition contre une chaîne de télévision antisémite ».

Le 16 décembre, lors de son intervention à Herzliya, une ville huppée, surnommée la « *Silicon Valley* israélienne », devant les principaux acteurs de la vie politique et économique israélienne, Sarkozy déclarait enfin : « Je suis venu écouter et comprendre une réalité complexe que vous vivez avec votre chair et que nous regardons avec la raison (....) Ceux qui me connaissent savent que la première chose que j'ai faite lorsque je suis devenu ministre de l'Intérieur en 2002, ce fut de reconnaître l'ampleur du problème (de l'antisémitisme) qui avait trop longtemps été sous-estimé ».

Il jugea avec sévérité la politique traditionnelle de la France, visant Chirac à demi-mot, accusé d'être timoré vis-à-vis d'Israël : « Je sais que vous avez eu le sentiment qu'en France on restait trop insensible à votre souffrance et qu'à tout le moins vous n'aviez pas ressenti notre compassion ». C'était clairement prendre ses distances avec le président Chirac, mal aimé en Israël, quoique n'ayant pourtant pas ménagé sa peine pour lutter contre l'antisémitisme dans son propre pays.

Pour être encore mieux compris par ses hôtes, Nicolas Sarkozy ne se rendit pas dans les territoires palestiniens durant son séjour, contrairement à la plupart des responsables politiques européens qui s'étaient déplacés en Israël. Son absence fut remarquée, car elle était tout aussi symbolique que le reste[10] ; c'était le gage d'une amitié pérenne.

Revenant plus tard sur cette visite importante, *Libération* en souligna le sens : « Déjà tout entier tourné vers son rêve élyséen, le tout nouveau patron de l'UMP d'alors (...) était venu recevoir, avec des fastes dignes d'un chef d'État, la bénédiction des plus hautes autorités du pays, toutes sensibilités politiques confondues. Le message de Nicolas Sarkozy était simple : s'il est élu

8. En 2006, Moshe Katsav fut accusé de viol sur une ancienne employée, ainsi que d'avoir accordé des grâces privilégiées à certains condamnés liés à ses amis politiques. Reconnaissant certains faits accablants, il fut inculpé en mars 2009.
9. Al-Manar est une chaîne de télévision en langue arabe dont le siège est au Liban. Son actionnaire majoritaire est le Hezbollah. Le 17 décembre 2004, le Conseil supérieur de l'audiovisuel (CSA) résilia la convention de la chaîne, estimant que des propos diffusés et utilisant l'expression « crimes contre l'humanité perpétrés par Israël » constituaient « un manquement grave aux exigences d'honnêteté de l'information ». V. http://www.conseil-etat.fr/ce/jurispd/index_ac_ld0460.shtml.
10. Yves Bordenave, « Reçu en Israël en homme d'État... », *op. cit.*

à l'Elysée, ce sera la fin du dogme gaulliste de « la politique arabe de la France ». (...) De même, il entendait montrer à la communauté juive française, qu'il travaille avec un soin tout particulier depuis le début de sa carrière, qu'Israël misait vraiment sur lui pour tourner une page de ses si complexes relations avec la France »[11].

À travers Israël, Sarkozy s'adressait à la communauté juive de France, dont il attendait le soutien pour les élections qui pointaient à l'horizon 2007.

Alain Gresch, du *Monde diplomatique*, rappela que c'est « au cours de cette visite et dans un discours prononcé à Herzliya, le 16 décembre 2004, que Nicolas Sarkozy a salué le combat commun menés par " nos soldats " en 1956, lors de la triste expédition coloniale contre l'Égypte de Nasser et pour récupérer le canal de Suez, combat qui se poursuit grâce à l'action " de nos services de renseignement "[12]... Cette déclaration n'a été reprise par aucun organe de presse en France », concluait-il[13]. Sans doute aurait-elle été mal perçue par l'électorat du futur candidat du parti « gaulliste ».

■■■

Les relations tissées avec Israël apparurent tellement positives à Nicolas Sarkozy, qu'en décembre 2005, il fit appel, en France, aux services d'ordre de l'État juif. Désirant profiter de leur « expérience » en matière de « maintien de l'ordre » (ces services sont, je le note au passage, un élément actif de la répression des Palestiniens), il invita à Paris les chefs de la police israélienne, Gideon Ezra et Moshe Karadi.

Le quotidien *Haaretz*, qui fournit l'information, ajoutait que les deux chefs policiers (l'un, ministre de la Sécurité Publique, l'autre, Haut Commissaire de la Police) restèrent quatre jours dans notre pays. Ils eurent des entretiens avec Sarkozy et ses collaborateurs, et passèrent en revue des unités de CRS et de gendarmes mobiles. « On s'attend à ce qu'Ezra et Karadi apportent à leurs homologues français la leçon qu'ils tirent de la répression des émeutes dans leur propre pays, dont les événements d'octobre 2000 », écrivait *Haaretz*. « Il se dit que la partie française est vivement intéressée par le savoir-faire israélien en la matière », ajoutait le quotidien israélien. Des thèmes de coopération plus approfondie entre les services de police des deux pays furent également abordés, sans qu'on en sût davantage[14].



11. *Libération*, 04 décembre 2006, *op. cit.*

12. En 1956, suite à la nationalisation du canal de Suez par Nasser, un conflit éclata entre l'Égypte et une alliance secrète formée par Israël, la France et le Royaume-Uni. V. Marc Ferro, 1956, *Suez. Naissance d'un tiers-monde*, Complexe, 2006.

13. Alain Gresch, « Nicolas Sarkozy, Al-Qaida... », *op. cit.*

14. « Sarkozy appelle en renfort la police israélienne » CAPJPO-Euro-Palestine, 11 décembre 2005.

Les banlieues françaises et leurs problèmes de sécurité étaient-elles comparables, dans l'esprit du ministre, aux « territoires occupés » ? Nicolas Sarkozy ne le déclara pas aussi franchement. On ne pouvait néanmoins s'empêcher d'y voir un signe. Comment s'étonner ensuite que les « jeunes » des cités ne se prissent pour des Palestiniens ? La venue des « spécialistes israéliens » revenait à prendre le risque de les conforter dans ce rôle et d'accentuer le processus de communautarisation qui rongeait déjà la République.

C'est toujours par *Haaretz* que l'on apprit que, deux mois plus tard, en février 2006, Sarkozy remplaçait Ariel Sharon lors d'une conférence donnée à Tel Aviv par la société d'investissement israélienne Cukierman & Co (rien à voir avec le président du CRIF), destinée à développer les investissements entre l'Europe et Israël. La conférence devait être placée sous le patronage d'Ariel Sharon, mais celui-ci étant tombé malade, sa présence fut annulée. Du coup, il fut remplacé en dernière extrémité par Nicolas Sarkozy, ministre de l'Intérieur, qui fit une conférence sur le thème : « France-Israël, un partenariat renforcé ».

Pourquoi un ministre chargé de la sécurité des citoyens français se retrouva-t-il propulsé à la tête d'une conférence sur le thème « *Business and financial activity in Europe* » (Commerce et activité financière en Europe) ? Il se confirmait, dès cette époque, « que Sarkozy ne peut tout simplement rien refuser à des officiels, ou officieux, israéliens »[15].

■■■

En juillet 2006, Israël lançait une campagne de destruction du Liban en bombardant ses infrastructures civiles, suite à un accrochage entre le Hezbollah et l'armée israélienne à la frontière. Dans le monde musulman, on parlait de « sixième guerre israélo-arabe ». Bien qu'ayant fait preuve d'une grande discrétion lors de l'attaque américaine contre l'Irak, trois ans auparavant, Nicolas Sarkozy monta cette fois au créneau pour prendre la défense de celui qu'il désignait, sans tergiverser, comme son allié.

Dans le conflit entre Israël et le Liban, il y avait un « agresseur », déclara-t-il avec fermeté sur la chaîne TF1, et « cet agresseur, c'est le Hezbollah »[16]. « Israël doit se défendre et a le droit de se défendre », plaida-t-il, tout en recommandant à ce pays de ne pas tomber dans « la surenchère » ; il s'agissait « de proportionner la réaction », ce qui, somme toute, ne portait guère à conséquence. Il visa l'Iran, le nouvel ennemi du jour, accusé d'être derrière le Hezbollah. Le Liban, dit-il, « a le droit à l'indépendance et au respect de son



15. « Israël : Sharon malade, c'est Sarkozy qui le remplace ! », CAPJPO-Euro-Palestine, 17 janvier 2006.
16. Comme le note Jean Bricmont, « le Hezbollah a été créé par l'invasion israélienne du Liban en 1982 » (« Pour en finir avec " l'antisémitisme " », 28 juillet 2008, http://www.stopusa.be/scripts/texte.php?section=BR&langue=1&id=25882).

intégrité». Dès lors, «il faut débarrasser le Liban des influences extérieures. (...) L'Iran se met un peu plus au ban de la communauté internationale», déplora-t-il, car «il y a plus que des soupçons sur les liens entre le Hezbollah et le régime iranien»[17].

La réaction du côté israélien démontra qu'on avait bien saisi la signification du message sarkozien.

Le 19 juillet au soir, se tint à Paris, dans la grande synagogue de la Victoire, pavoisée de drapeaux israéliens pour l'occasion, une grande manifestation annoncée comme une «cérémonie de bénédiction» pour les 1200 nouveaux émigrants juifs de France, qui allaient effectuer leur *alya*, c'est-à-dire leur installation en Israël. Ce rassemblement d'un millier de personnes (hommes et femmes séparés, notait *Libération*), était initié par le Fonds social juif unifié, l'Agence juive et le Consistoire de Paris. L'invité d'honneur était Zeev Boïm, ministre israélien de l'Intégration: «Vous n'avez pas à vous inquiéter, parce que notre combat est juste, lança-t-il. «Avec cette guerre, nous allons détruire toutes les forces de nos ennemis en face»[18].

Boïm qui venait, le matin même, de rencontrer le ministre de l'Intérieur, Nicolas Sarkozy, déclara également: «Je l'ai remercié pour sa défense d'Israël et lui ai transmis les félicitations d'Ehud Olmert. M. Sarkozy est revenu sur le fait que le Hezbollah était responsable de l'agression. Il m'a demandé: " De combien de temps l'État d'Israël a-t-il besoin pour terminer le travail? " Je lui ai répondu: " Une semaine à dix jours " »[19].

Ce «temps» précieux dont Israël avait «besoin pour terminer le travail» fit monter au créneau les militants pro-palestiniens[20]: «Pour Sarkozy, les bombes, les roquettes, les enfants déchiquetés sur les routes, ou les hommes qui tombent au combat, tout cela c'est " du travail ". Un travail qui rend libre, sans doute, comme la devise ornant l'entrée d'Auschwitz nous l'a appris. Les dirigeants sionistes jugent souvent qu'il leur est utile de compromettre le maximum de politiciens étrangers, y compris leurs plus fidèles soutiens, en révélant comment ces gens, en privé, leur lèchent les bottes», écrivait avec véhémence le CAPJPO.

N'ayant cure de critiques émanant d'associations peu médiatisées[21], le 24 juillet 2006, Valérie Pecresse, porte-parole de l'UMP, exprimait à son tour le souhait de l'UMP «d'une application pleine et entière de la résolution 1559

17. Dépêche *Associated Press* (AP), 16 juillet 2006.

18. Xavier Ternisien, «Bénédiction très politique pour les émigrants juifs de France», *Le Monde*, 20 juillet 2006.

19. Gil Taieb, responsable de l'association Alya meilleure intégration (AMI), prédit pour sa part la fin prochaine du Hezbollah: «Dieu merci, la Terre sera bientôt débarrassée de cette plaie».

20. «Laisser Israël terminer le travail», CAPJPO-Euro-Palestine, 20 juillet 2006.

21. Le CAPJPO-Euro-Palestine est une association (16 bis rue d'Odessa 75014 Paris), qui exige: «Le retrait de l'armée israélienne de tous les territoires occupés le 4 juin 1967 et le démantèlement des colonies implantées sur ces territoires; l'application de l'ensemble des principes des Conventions de

de l'ONU qui prévoit, outre le départ des forces d'occupation au Liban, le désarmement des milices armées présentes au Liban, notamment du Hezbollah, qui seul peut apporter les garanties de sécurité nécessaires à Israël »[22].

Lors d'une interview accordée au *Figaro*, le 1er septembre 2006, Nicolas Sarkozy, revint sur la question et estima que « le droit à la sécurité pour Israël est un droit sur lequel on ne peut pas transiger. Israël est une démocratie. Israël est né dans les conditions que l'on sait. C'est une responsabilité essentielle, pour tous les pays libres, d'assurer sa survie ». Il qualifia le Hezbollah de « mouvement terroriste » et ajouta sans sourciller : « L'attitude qui consiste à envoyer des roquettes sur le nord d'Israël sans se demander sur qui vont tomber ces roquettes est une opération terroriste. Accepter d'être financé par l'Iran dont on sait ce que disent ses dirigeants revient à se situer dans le camp des terroristes ».

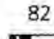
Pour appuyer ses propos, il martela son attachement à Israël, peu après son voyage américain, dans un entretien qu'il accorda à la revue française, proche des néo-conservateurs, *Le Meilleur des Mondes*[23] (voir chapitre 7), à qui il déclarait :

« Israël est une démocratie et un pays francophone. (...) Par ailleurs, je ne partage pas l'idée qu'il faille tout accepter d'Israël, et cela même si j'ai été le premier à dire que ce que faisait Sharon à Gaza était utile et courageux. Et mon premier voyage en tant que président de l'UMP était en Israël pour rencontrer Sharon. Historiquement, ce sont toujours les faucons qui ont fait les colombes en Israël. Sharon, l'homme de toutes les guerres, pouvait amener Israël à la paix. Aujourd'hui, le Premier ministre (Olmert) souffre de ne pas avoir cette légitimité. Voilà pourquoi il fallait soutenir Sharon, contrairement à ce que pensaient d'autres à l'époque ».

Pour Sarkozy, soutenir la faction israélienne la plus belliciste revenait à soutenir la paix. On ne manquera pas de savourer cette extravagante dialectique, dont l'objectif apparaît évident : se montrer, en tous lieux et en toutes circonstances, un ardent défenseur d'Israël. Ce positionnement se fit de plus en plus remarquer au fil des mois.

Genève et des résolutions des Nations Unis, dont l'article qui explicite la nécessité d'une solution juste pour les réfugiés sous l'intitulé du droit au retour, impliquant la reconnaissance par Israël de sa part de responsabilité dans la catastrophe de 1948 ; la création d'un État palestinien viable, avec Jérusalem-Est comme capitale ou d'un seul État accordant les mêmes droits à tous les citoyens sans distinction d'origine ou de confession ; l'envoi d'une force de protection internationale du peuple palestinien ; l'implication de la France, l'une des nations historiquement responsables de la crise, dans la résolution du conflit ; des sanctions contre Israël tant que cet État bafouera le droit ».





22. http://www.u-m-p.org/site/index.php/ump/s_informer/point_presse/la_france_n_abandonnera_jamais_le_peuple_libanais.

23. Nicolas Sarkozy, « La France doit porter des valeurs universelles, et les faire vivre ». Entretien avec Pascal Bruckner, André Glucksmann, Michaël Prazan et Yasmina Reza, *Le Meilleur des Mondes* n° 2, automne 2006.

■■■

Le dimanche 14 janvier 2007, officiellement désigné candidat aux prochaines élections présidentielles par l'UMP, Sarkozy prit la parole devant des dizaines de milliers de militants. Citant pêle-mêle Jaurès, de Gaulle, Jacques Chaban-Delmas, Achille Peretti, Edouard Balladur ou Jacques Chirac, il déclara : « Ils m'ont enseigné, à moi petit Français au sang mêlé, l'amour de la France et la fierté d'être français. Cet amour n'a jamais faibli et cette fierté ne m'a jamais quittée. (...) J'ai changé quand j'ai visité le mémorial de Yad Vashem dédié aux victimes de la Shoah. Je me souviens, au bout d'un long couloir, d'une grande pièce avec des milliers de petites lumières et des prénoms d'enfants de 2 ans, de 4 ans, de 5 ans prononcés à voix basse de façon ininterrompue. C'était le murmure des âmes innocentes. Je me suis dit alors que c'était cela la politique : faire barrage à la folie des hommes en refusant de se laisser emporter par elle »[24].

C'était émouvant. En Israël, le message passa.

Juste avant la présidentielle de 2007, l'opinion française découvrit bientôt que les Israéliens disposaient d'un timbre à l'effigie de Nicolas Sarkozy. « Il s'agit d'un petit geste symbolique destiné à resserrer les liens qui unissent les Français d'Israël à Nicolas Sarkozy, déclarait Sylvain Semhoun, délégué élu UMP en Israël[25]. « Nous avons pris comme prétexte l'anniversaire de N. Sarkozy, le 28 janvier, pour éditer ce timbre que l'on peut désormais trouver dans les postes israéliennes », ajoutait-il.

Selon ce conseiller élu à l'assemblée des Français de l'étranger, la tendance de vote des Français en Israël penchait alors « largement en faveur du candidat UMP ». L'avenir lui donna raison, puisque Sarkozy réalisa, au second tour, un score de 90,7% chez les électeurs français établis dans l'État juif[26]. Un record toutes catégories[27].

■■■

Preuve de la nouvelle amitié franco-israélienne, les quotidiens israéliens considérèrent dans leur ensemble que l'élection de Nicolas Sarkozy, le 6 mai 2007, allait marquer une très nette amélioration dans les relations entre les deux pays. Daniel Bensimon, qui avait couvert la présidentielle pour *Haaretz*, écrivait : « Impossible de ne pas être admiratif face à l'aventure démocratique que la France vient de vivre au cours de ces deux dernières semaines ». Hor



24. Cité par Olivia Cattan, « Mais pour qui vote la Communauté juive de France ? », 25 mars 2007, http://www.judeocite.fr/spip.php?article162. V aussi David Bronner, « " J'ai changé à Yad Vashem ", Nicolas Sarkozy, les Juifs et Israël », *Guysen Israël News*, 16 février 2007.

25. http://www.guysen.com/articles.php?sid=5592.

26. http://www.diplomatie.gouv.fr/fr/IMG/pdf/MAE_Resultats_2eme_tour.pdf.

27. Sa rivale Ségolène Royal signa son meilleur score en Islande (87%).

Heller, le correspondant du *Maariv* à Paris, s'enthousiasmait: «[Sarkozy] préfère Netanyahu et Bush alors que Chirac préférait Saddam Hussein et Yasser Arafat. Il critique sévèrement les Palestiniens et leur incapacité à lutter contre le terrorisme. Il a soutenu le plan de retrait de Gaza et s'oppose au programme nucléaire iranien... Sarkozy sera un médiateur honnête entre Israël et le monde arabe. Et c'est en soi une petite révolution française»[28].

De son côté, le Premier ministre israélien et chef du Likoud, Ehud Olmert (depuis tombé en disgrâce), téléphona dès le 7 mai à Nicolas Sarkozy pour le féliciter et lui souhaiter, «au nom du peuple d'Israël, le succès» dans ses fonctions; les deux hommes s'étaient côtoyés lorsqu'ils occupaient chacun les fonctions de ministre des Finances et se parlaient régulièrement au téléphone. «Je suis persuadé, dit-il, que notre coopération sera fructueuse et que nous pourrons oeuvrer à une politique de paix dans notre région».

Sarkozy répondit, selon le communiqué officiel: «Je suis un ami d'Israël et Israël peut toujours compter sur mon amitié». Pour Olmert, il n'y avait pas à douter de la bonne volonté du nouveau président à l'égard de son pays: «L'arrivée au pouvoir "d'un ami évident" est considérée comme "un bienfait" en Israël»[29].

■■■

La politique que Nicolas Sarkozy mit aussitôt en chantier n'allait pas trahir les espérances qu'avaient placées en lui les Israéliens.

Le soir même de son élection à la présidence, il lançait son projet d'Union méditerranéenne: «Le temps est venu de bâtir au centre une Union méditerranéenne, qui sera un trait d'union entre l'Europe et l'Afrique. Ce qui a été fait pour l'Union de l'Europe il y a soixante ans, nous allons le faire aujourd'hui pour l'union de la Méditerranée», déclara-t-il[30].

Avec habileté, il s'abstenait de révéler ses véritables objectifs, que certains parvenaient pourtant à déceler: «Emporté par son élan, Nicolas Sarkozy œuvre à la création d'une nouvelle organisation intergouvernementale: l'Union pour la Méditerranée (UPM). Une fausse bonne idée dont personne ne veut à l'exception du mouvement sioniste et des chefs d'entreprise en quête de protections politiques», écrivait le Réseau Voltaire[31], pour qui «derrière les beaux discours, le président français tente de réorganiser



28. Pour ces citations, voir ici: http://www.desinfos.com/IMG/html/CJE070507.html.

29. Michel Bôle-Richard, «Sarkozy: «Un bienfait» en Israël», *Le Monde*, 09 mai 2007.

30. http://www.ambafrance-uk.org/Discours-du-President-elu-Nicolas.html.

31. Thierry Meyssan, «L'Union méditerranéenne: la rhétorique sarkozyste à l'épreuve de la réalité», Réseau Voltaire, 30 avril 2008 (http://www.voltairenet.org/article156362.html).

l'Union européenne autour d'un tandem franco-anglais et en ouvrant la porte à Israël, bien que ce pays ne respecte pas le droit international ».

Au mois de juin suivant, Condoleezza Rice, la secrétaire d'État américaine, vint en France pour soutenir la politique de Sarkozy à l'égard du Darfour. *Le Monde* y vit un geste fort en direction des États-Unis :

« L'initiative de Nicolas Sarkozy et du ministre français des affaires étrangères, Bernard Kouchner, de convoquer, lundi 25 juin à Paris, une réunion internationale sur le Darfour (ouest du Soudan), est accueillie favorablement à Washington. (...) Après le Liban, le nucléaire iranien et la lutte antiterroriste, il est désormais question d'unir les efforts pour mettre fin à un drame que les États-Unis ont qualifié de " génocide ", et la France de " catastrophe humanitaire ". (...) Cette présence de Mme Rice pendant les cinq heures de discussions vise à souligner les bonnes dispositions américaines à l'égard de M. Sarkozy. (...) L'implication de la France sur le Darfour est jugée utile à Washington, car Paris dispose de leviers dans la région (Tchad, Centrafrique) et de contacts que l'administration américaine n'a pas (Érythrée) »[32].

Il s'agissait aussi, pour Sarkozy, de s'engager dans le processus de diabolisation entrepris par Israël[33] contre le Soudan. Dès le mois de juillet, le ministre soudanais de l'Intérieur, Zubair Bachir Taha, accusait Israël d'exploiter l'arrivée des rescapés du Darfour pour calomnier son pays aux yeux du monde entier. Pour lui, le gouvernement israélien tirait « un profit non négligeable de l'arrivée de ces réfugiés qui permettrait selon lui d'améliorer son image de marque. Il se prétend en outre convaincu que les autorités israéliennes encourageront la poursuite de cet exode afin de créer une situation " mélodramatique " »[34].

Le Darfour, où des crimes bien réels se perpétraient, offrait pour les Israéliens l'opportunité inespérée de détourner l'opinion internationale de la façon spéciale dont ils géraient eux-mêmes le problème palestinien. Leurs relais en Europe et dans le monde, comme l'association Urgence Darfour, allaient se charger de distiller la bonne parole et tenter de faire diversion. J'en profite pour rappeler, toutefois, que le chef d'accusation de génocide contre le président Omar el-Béchir, premier chef d'État en exercice à être sous le coup d'un mandat d'arrêt international, ne fut pas retenu par la Cour pénale internationale, contrairement à ce que réclamait depuis sa création Urgence Darfour. Les événements dramatiques qui se déroulent au Darfour sont une guerre civile entre groupes armés, comme le rappela Rony Brauman, cofon-



32. Natalie Nougayrède, « Washington salue l'initiative de Paris sur le Darfour », *Le Monde*, 24 juin 2007.
33. http://www.israelvalley.com/news/2007/05/11/10194/israel-darfour-israel-a-decide-de-donner-20-millions-de-shekels-aux-refugies-du-darfour. V. aussi Benjamin Barthe, « Le rêve israélien des réfugiés du Darfour », *Le Monde*, 05 août 2007.
34. http://www1.alliancefr.com/le-soudan-accuse-israel-d-exploiter-la-situation-news0,1,2348.html.

dateur de Médecins sans frontière, dans l'émission « Ce soir (ou jamais) », sur France 3, le 9 mars 2009[35], qui se plaignait qu'on amplifiât aujourd'hui « de trente à quarante fois le chiffre des victimes ».

Les contacts officiels entre la France et Israël s'intensifièrent. À l'automne 2007, lors d'une visite peu couverte par les grands quotidiens parisiens, le Premier ministre israélien fut reçu à l'Elysée :

« C'est (...) par des termes dithyrambiques que la rencontre au sommet entre Ehud Olmert et Nicolas Sarkozy, qui s'est déroulée ce 22 octobre, a été décrite par l'entourage du premier ministre israélien, écrivait *Guysen News*. Qualifié d'extraordinaire et d'historique, l'entretien entre les deux hommes a conforté la relation entre les deux pays qui semblent désormais pouvoir tout se dire sans craindre la langue de bois. (...) Selon un grand quotidien israélien, il semblerait en effet que " pour la première fois depuis 40 ans, Paris est devenu un allié aussi important que Londres ". L'élection de N. Sarkozy a joué le rôle de catalyseur dans cette amitié émaillée des soutiens trop manifestes des précédents présidents concernant les positions libanaises et palestiniennes. (...) Ce matin, le Premier ministre israélien a démarré sa visite hexagonale en se rendant au square Yitzhak Rabin, dans le XII^e arrondissement, afin de visiter le monument édifié en l'honneur des 3 soldats actuellement détenus par les milices du Hamas et du Hezbollah. Il en a profité pour exprimer toute sa reconnaissance à Paris, et féliciter les citoyens français pour cette initiative. Puis, à son arrivée dans la cour de l'Élysée aux alentours de 12h30, Ehud Olmert a été accueilli par la garde d'honneur, avant de retrouver le chef de l'État français. Avant de débuter son déjeuner de travail avec Nicolas Sarkozy, il a tenu à préciser qu'il " existait peu de sujets sur lesquels la France et Israël étaient en désaccord ". (...) À l'issue de plus d'une heure de déjeuner, N. Sarkozy a raccompagné E. Olmert sur le perron de l'Élysée en lui donnant une longue et chaleureuse accolade. (...) Après avoir rencontré son homologue français François Fillon, et le ministre des Affaires étrangères, Bernard Kouchner, Ehud Olmert a clôturé cette première journée parisienne par une rencontre avec les membres du CRIF à l'occasion d'une réception »[36].

C'en était fini de la politique gaullienne, qui avait tant déplu à Raymond Aron[37] et à Israël. Encore n'était-ce qu'un début. On allait dépasser le stade des belles paroles. En novembre 2007, on apprenait ainsi que la France allait subventionner l'industrie militaire israélienne :



35. http://ce-soir-ou-jamais.france3.fr/index-fr.php?page=emission&id_rubrique=578
36. Caroll Azoulay, « Olmert et Sarkozy font le point », *Guysen News*, 22 octobre 2007.
37. Raymond Aron, *De Gaulle, Israël et les Juifs*, Plon, 1968.

« Le secrétaire d'État français chargé du commerce extérieur, Hervé Novelli, a participé à la sixième conférence pour l'exportation et la coopération internationale organisée par les services du Premier ministre israélien le 1er novembre 2007 à Tel Aviv. Ce déplacement a été l'occasion de préparer le rapprochement entre Israël et la France qui devrait prendre forme lors d'une visite du président Nicolas Sarkozy en mai 2008, puis avec la participation d'une unité de Tsahal au défilé militaire du 14 juillet (...). M. Novelli était accompagné d'une importante délégation, incluant notamment Lionel Stoléru, président de la Chambre de commerce France-Israël et chargé de mission auprès du président de la république. (...) Il a annoncé (...) la création d'un Fonds commun d'investissements pour l'innovation qui pourrait être doté de 100 millions d'euros. Compte tenu de la situation particulière de l'État hébreu, la recherche développement commune devrait porter sur des projets à usage militaire. Dès lors, [ce fonds] serait un soutien indirect à l'armement israélien. (...) Défenseur systématique de la politique des États-Unis, Hervé Novelli est l'une des rares personnalités politiques françaises a avoir approuvé aussi bien l'invasion de l'Irak par les Anglo-Saxons que l'attaque du Liban par Israël »[38].

Les relations entre Paris et Tel Aviv étaient devenues des plus intimes. Répondant à l'invitation du CRIF, le 21 novembre 2007, David Martinon, alors porte-parole de l'Elysée, rappela les positions du chef de l'État en matière de lutte contre l'antisémitisme et son engagement en faveur d'Israël, « deux dossiers cruciaux aux yeux des représentants du CRIF », selon *Le Monde*[39]. Martinon déclarait en outre : « Le terme de « lune de miel » n'est pas trop fort pour caractériser les relations franco-israéliennes ».

Un mois plus tard, alors que les médias français suivaient de près la visite en France du chef lybien Muammar Khadafi, tentant au passage de le ridiculiser, Nicolas Sarkozy accueillait, plus discrètement, Benjamin Netanyahu. À l'occasion de cette rencontre, Sarkozy faisait savoir qu'il partageait les estimations des services du renseignement israélien concernant la réalité de la menace nucléaire iranienne. Ce faisant, il refusait de tenir compte de la publication, quelques jours auparavant, des conclusions des principales agences officielles américaines infirmant cette prétendue menace[40]. Sans doute avait-il ses raisons.

Le même jour, Netanyahu, accompagné du général Moshe Yaalon, était reçu à Paris dans les locaux de la Maison du Barreau par l'association France-Israël et par Avocats Sans Frontières, de Me Goldnadel, ce qui, pour les critiques les plus acerbes, montrait « une fois de plus, la complicité générali-



38. « Coopération franco-israélienne en matière de recherche-développement militaire », Réseau Voltaire, 06 novembre 2007.

39. « *Sarkozy spokesman : France and Israel enjoy "honeymoon"* », AFP, 24 novembre 2007.

40. « *Iran : Nuclear Intentions and Capabilities* », *National Intelligence Estimate*, 03 décembre 2007 (www.dni.gov/press_releases/20071203_release.pdf).

sée dont bénéficient les étrangleurs de la Palestine de la part des institutions françaises, qu'il s'agisse du gouvernement, de sa police, ou de l'Ordre des Avocats »[41].

Par un heureux hasard, qui pouvait aussi être interprété comme un clin d'œil de l'histoire, l'année 2008 fut celle du soixantième anniversaire de la création de l'État d'Israël[42] – une année que les Palestiniens nomment la *Naqba*, c'est-à-dire la « catastrophe », puisqu'elle rappelle l'expulsion de 800000 Palestiniens de leur pays. La parfaite communion de Paris et de Tel Aviv allait se manifester au grand jour sur la scène internationale.

En janvier 2008, après Ehud Olmert, puis Benjamin Netanyahu, Nicolas Sarkozy reçut Ehud Barak. Alors que l'État juif imposait un blocus total de la bande de Gaza avec de désastreuses conséquences pour la population palestinienne, le ministre de la Défense israélien s'exprima dans *Le Figaro*, où il affirmait qu'il n'y avait « pas de crise humanitaire à Gaza »[43]. Il n'essuya pas de commentaires désagréables de l'Élysée.

En mars 2008, Shimon Peres, le président de l'État d'Israël, vint dîner à l'Elysée. En l'accueillant, la toute nouvelle épouse du président français, Carla Bruni-Sarkozy, mise au diapason, déclara « avoir ressenti une grande émotion » pour cet « homme exquis »[44]. *Paris Match* révéla que le chef cuisinier du palais présidentiel, Bernard Vaussion, avait, à la demande d'un rabbin, « recouvert tous les plans de travail d'aluminium pour que les repas servis ce soir soient casher », ce qui était bien le moins pour un hôte aussi prestigieux. Parmi les convives de choix, on compta les réalisateurs Alexandre Arcady et Claude Lanzmann[46], le chanteur Patrick Bruel, les journalistes Jean-Pierre Elkabbach, Serge Moati et Ivan Levaï, le philosophe André Glucksmann, l'écrivain Marek Halter, la famille Klarsfeld (Arno, Beate Klarsfeld et Serge), l'animatrice Daniela Lumbroso, ou encore Simone Veil. La soirée se passa dans l'harmonie.

41. « Quand la Maison du Barreau accueille des criminels de guerre », CAPJPO-Euro-Palestine, 10 décembre 2007.

42. Rappelons qu'en gagnant la guerre israélo-arabe de 1948, Israël conquit 26 % de territoires supplémentaires par rapport au « plan de partage » prévu, soit 81 % de la Palestine de 1947.

43. Georges Malbrunot, « Le Caire doit juguler l'afflux d'armes à Gaza » (propos recueillis), *Le Figaro*, 25 janvier 2008.



44. « Carla Sarkozy reçoit à l'Elysée pour son premier dîner d'État », *Paris Match*, 13-19 mars 2008.

45. http://www.fairelejour.org/article.php3?id_article=1694

46. Claude Lanzmann, entretien avec Christine Rousseau : « Si je fais un nouveau film, ce sera un film d'amour et de sexe », *Le Monde*, 19 mars 2009 : « Après le bombardement massif de Gaza, après l'arrivée de l'extrême droite au pouvoir, êtes-vous toujours "ce défenseur opiniâtre d'Israël" ? – Claude Lanzmann : Oui ».

Shimon Peres se rendit au Salon du livre qui se tenait à Paris, porte de Versailles, du 14 au 19 mars, et dont « l'invité d'honneur » cette année était Israël[47]. *Le Monde* écrivit :

« À chaque édition du Salon du livre de Paris, le ministère des Affaires étrangères et le Centre national du livre invitent une quarantaine d'écrivains du pays invité d'honneur avec les autorités du pays concerné. Ensemble, ils décident de la liste des invités. Cette année, le choix s'est porté sur 40 auteurs de fiction (roman, poésie, bande dessinée et littérature jeunesse), privilégiant les écrivains de langue hébraïque traduits et publiés en français qui vivent en Israël. (...) » ; toutefois, tous ne vinrent pas, tel le poète israélien Aharon Shabtai « qui ne cache pas le dégoût que lui inspire la politique colonialiste et raciste du gouvernement israélien » et qui « a fait savoir à l'attaché culturel de l'ambassade d'Israël à Paris, ainsi qu'au journal *Haaretz*, qu'il ne participerait pas à ce qu'il considère un « événement de propagande » en faveur d'Israël »[48].

Il était difficile d'avoir l'unanimité avec soi, même dans le camp israélien.

■■

En mai 2008, Sarkozy s'affichait au Trocadéro en compagnie du ministre israélien des affaires étrangères, Tzipi Livni, qu'il venait de recevoir à l'Élysée, pour un concert de plein air afin de célébrer le soixantième anniversaire d'Israël. Livni monta sur scène pour rendre hommage à son hôte, qui, une nouvelle fois, afficha son amitié pour l'État juif. « Partageons le bonheur de voir l'amitié retrouvée entre nos deux pays », déclara Livni. Dans un message vidéo diffusé à la foule qui agitait sous une pluie intermittente de nombreux drapeaux israéliens, Shimon Peres rendit hommage à l'appui de la France pour la création du jeune État en 1948[49]. À cette occasion, *Le Monde* ouvrit ses colonnes à Maurice Lévy, PDG du groupe de communication Publicis (le quatrième au monde), qui déclarait : « Israël est un pays ami né dans les souffrances, la douleur et les drames, sur sa terre d'origine et il est somme toute assez normal de manifester son amitié, comme on le fait pour un proche qui fête un événement heureux »[50].

Un mois plus tard, on apprenait qu'Israël négociait en catimini son intégration à l'Union européenne (UE) depuis un an, c'est-à-dire, de fait, depuis l'arrivée au pouvoir de Nicolas Sarkozy. Le président du groupe confédéral de la gauche unitaire européenne/gauche verte nordique, Francis Wurtz, adres-



47. « Israël », *Le Monde des livres*, 14 mars 2008.

48. « Israël invité d'honneur du prochain Salon du Livre à Paris : Aharon Shabtai annonce qu'il boycotte l'événement », CAPJPO-Euro-Palestine, 12 décembre 2007.

49. « 60e anniversaire d'Israël : Sarkozy et Livni pour un concert à Paris », w3.aloufok.net, 26 mai 2008.

50. Maurice Lévy, « Pourquoi célébrer Israël à Paris ? », *Le Monde*, 24 mai 2008.

sait ainsi, le 11 juin 2008, une lettre à de hauts responsables européens pour leur demander des éclaircissements au sujet de négociations secrètes menées par l'UE avec Israël, suite à une demande de ce pays de conquérir les droits d'un quasi-État membre de l'UE. Wurtz déclarait :

« Selon certaines sources, il semblerait qu'Israël ne demande rien de moins que sa participation à tous les niveaux aux réunions de l'UE sur les questions de sécurité et de dialogue stratégique ; aux délibérations du Conseil sur le Maghreb et le Mashrek comme sur les activités de l'UE au sein de l'ONU ! Tel Aviv demanderait en outre à pouvoir participer aux Conseils traitant de thèmes comme l'économie, les finances, l'énergie, l'environnement, les transports, les medias, la jeunesse, l'enseignement supérieur ; ou encore à voir constituer une structure parlementaire conjointe Union européenne – Israël... J'ajoute que l'on apprend que la demande israélienne en question date... du 5 mars de l'année dernière ; qu'un " groupe de réflexion " s'est réuni sur le sujet le... 4 juin 2007 ; qu'une seconde réunion s'est tenue le 9 octobre dernier pour préparer une Déclaration du Conseil. Et tout cela sans que la moindre information n'en ait été donnée à la représentation parlementaire de l'Union ! »[51].

Sans ce soucier de cette querelle, Ehud Barak revint à Paris, moins de six mois après sa dernière visite officielle, pour y rencontrer Bernard Kouchner, ministre des Affaires étrangères, ainsi que Hervé Morin, ministre de la Défense. *Le Monde* ouvrit cette fois ses colonnes au ministre de la Défense israélien, dans une longue interview réalisée par Alain Frachon et Natalie Nougayrède, qui parut sous le titre : « L'Iran est un défi pour le monde ». Barak s'y exprimait en termes bibliques : « Nos prophètes ont dit qu'à la fin des temps l'agneau et le lion s'allongeraient l'un à côté de l'autre, mais aussi longtemps que les agneaux doivent être remplacés régulièrement, nous préférons être le lion »[52].

Il y avait peu de doute que Nicolas Sarkozy préférât également figurer sous une telle apparence. Les agneaux, on les dévorait.

■■

Le 22 juin 2008, avec quelques semaines de retard prises sur l'agenda officiel, le président français effectua enfin son premier voyage officiel en Israël, en compagnie de Carla Bruni-Sarkozy et d'une importante délégation composée de politiques, d'hommes d'affaires et d'artistes engagés en faveur de l'État juif, comme l'animateur de télévision Arthur.



51. « Union Européenne-Israël : Francis Wurtz dévoile des négociations secrètes », w3.alterinfo.net (France), 13 juin 2008.
52. « Ehoud Barak : " L'Iran est un défi pour le monde " », *Le Monde*, 20 juin 2008.

Le président Shimon Peres accueillit Nicolas et Carla Sarkozy à leur arrivée à l'aéroport Ben Gourion. Olmert et son gouvernement au grand complet y avaient été convoqués, « un traitement d'honneur jusque-là réservé aux présidents américains », selon *Le Figaro*[53]. Le quotidien poursuivait : « En recevant pour la troisième fois un président de la République française en soixante ans d'existence, Israël se prépare, pour la première fois, à accueillir un dirigeant considéré sans aucune réserve comme un ami. (...) Sous le charme, les médias israéliens multiplient les évocations de ses racines juives ».

Shimon Peres donna un grand dîner en l'honneur du couple présidentiel français dans sa résidence de Jérusalem, auquel la chanteuse franco-israélienne Shirel, fille de l'artiste américaine Jeane Manson, fut invitée à se produire. « Nous avons convié 240 personnes, raconta Ayalet Frish au *Figaro*. Mais Carla et Nicolas Sarkozy ont beaucoup d'admirateurs en Israël et la moitié du pays nous a téléphoné pour assister au dîner. C'est comme la ruée vers l'or ».

« L'État hébreu, poursuivait le quotidien de Serge Dassault, espère tirer tout le bénéfice de sa relation de confiance retrouvée avec la France au moment où cette dernière s'apprête à présider l'UE ».

Le point d'orgue de la visite fut le discours de Sarkozy à la Knesset, le parlement israélien. Le dernier président français à s'y être rendu avait été François Mitterrand, en 1982. Sarkozy y déclara avec la solennité qui s'imposait :

« On ne peut pas penser à Israël sans penser à l'histoire du peuple juif. On ne peut pas penser à Israël sans se souvenir des pogroms, des wagons plombés, des chambres à gaz (...) Où en serait le monde sans Spinoza, sans Freud, sans Einstein ?[54] (...)

« Le peuple français s'est rangé dès votre naissance à vos côtés, comme il sera toujours aux côtés de l'État d'Israël quand son existence sera menacée.

« On en peut pas accepter que quiconque dise « il faut rayer de la carte Israël ».

53. Patrick Saint-Paul, « Dans les coulisses du voyage de Sarkozy en Israël », *Le Figaro*, 20 juin 2006.
54. C'était aller assez loin. On sait en effet que Spinoza se fit excommunier par la Synagogue, que Freud est très contesté chez les scientifiques (Catherine Meyer, sous la direction de, *Le Livre noir de la psychanalyse*, Les Arènes, 2005) et qu'Einstein est accusé d'avoir plagié les travaux de Poincaré (Jean Hladik, *Comment le jeune et ambitieux Einstein s'est approprié la relativité restreinte de Poincaré*, Ellipses, 2004). Il est à noter que le président ne cita pas Karl Marx, juif non circoncis, et n'ayant qu'une piètre opinion du peuple dont il était issu (Francis Kaplan, *Marx antisémite* ?, Imago et Berg international, 1990).

« Aujourd'hui, et de plus en plus, cette menace a pris la forme du terrorisme. Aucun peuple ne peut vivre sous la menace du terrorisme. Le terrorisme ne s'explique pas. Le terrorisme ne se justifie pas. Le terrorisme se combat !

« La France est pleinement engagée dans la lutte contre le terrorisme aux côtés de ses alliés et de ses amis. Elle sait que ce qui est en jeu, ce sont nos valeurs, notre civilisation.

« Oui, la France est l'amie d'Israël et elle sera toujours à ses côtés lorsque sa sécurité et son existence seront menacées. Je ne transigerai jamais avec cela. Et ceux qui appellent de manière scandaleuse à la destruction d'Israël trouveront toujours la France face à eux pour leur barrer la route.

« Pour que les choses soient claires et qu'il n'y ait pas d'ambiguïté, je veux dire que le programme nucléaire de l'Iran appelle une réaction d'une extrême fermeté de toute la communauté internationale. Israël n'est pas seul ! »[55].

C'était afficher on ne peut plus solennellement l'intention française de soutenir Israël en cas de conflit avec l'Iran d'Ahmadinejad, suspecté de vouloir acquérir la bombe nucléaire. Peu importait à Sarkozy qu'Israël, au mépris du droit international, disposât déjà de cet armement[56].

La question palestinienne fut reléguée au second plan. Le séjour de Nicolas Sarkozy dans les territoires palestiniens se résuma à un court passage à Bethléem. « Les Palestiniens ont le sentiment d'être les laissés-pour-compte du voyage de Nicolas Sarkozy en Israël. À peine quatre heures sur un programme de 45 heures, « c'est le service minimum », estime un conseiller de la présidence de l'Autorité palestinienne »[57]. Il n'était pas question de déplaire aux hôtes israéliens.

À la fin de sa visite officielle, Sarkozy échappa de peu à ce qui sembla être, pour quelques observateurs attentifs, une tentative d'assassinat. Sans s'attarder sur cet incident qui aurait pu s'avérer dramatique pour le président français, les médias occidentaux parlèrent exclusivement du « suicide » d'un membre de la police israélienne, ne s'interrogeant nullement sur la nature exacte de son geste[58]. Mieux valait rester dans l'évocation d'une idylle sans tache entre les deux États.

55. http://blog.france2.fr/charles-enderlin/index.php/2008/06/29/74778-nicolas-sarkozy-a-yad-vashem-et-a-la-knesset.

56. Ehud Olmert admit implicitement qu'Israël était doté de l'arme nucléaire, lors d'une interview accordée le 11 décembre 2006 par une télévision allemande (http://www.rfi.fr/actufr/articles/084/article_48146.asp), sans que cet aveu ne créât un scandale international.

57. « Les Palestiniens déçus que M. Sarkozy ne visite pas Jérusalem-Est », *Le Monde*, 23 juin 2008.

58. « Panique à Tel Aviv lors du départ de Nicolas Sarkozy », *Le Figaro*, 24 juin 2008. Une source extérieure donna une toute autre version de l'incident : « Les services de sécurité russes ont rapporté au Premier ministre Poutine et au président Medvedev que le président français Nicolas Sarkozy vient "d'échapper de peu" à une tentative d'assassinat lors de son départ de l'aéroport Ben-Gourion et que deux personnes sont mortes durant cette attaque, un membre de la sécurité française et un policier israélien (...). Les analystes russes ont aussi précisé que la "première version" fournie par la propagande occidentale, selon laquelle un garde-frontière israélien "se serait suicidé" pendant la cérémonie d'adieu du président Sarkozy, était "ridicule" (...) ». (« Le "suicidé" de l'aéroport de Tel Aviv : il serait deux... » sur w3.toutsaufsarkozy.com, 24 juin 2008).

Le 14 juillet 2008, à l'occasion de la fête nationale, Ehud Olmert assista au défilé militaire sur les Champs-Elysées, en parvenant à ne pas serrer la main du président syrien Bachart Al Assad[59]; il avait participé la veille à Paris au sommet du lancement de l'Union pour la Méditerranée, qu'il soutenait activement. Deux semaines plus tard, le successeur d'Ariel Sharon, accusé de corruption et lâché par son propre parti, annonçait sa démission; en l'absence de nouveau gouvernement, il resta toutefois au pouvoir[60].

Pour clore cette année anniversaire, Benjamin Netanyahu fut reçu le 18 décembre 2008, à Paris par Nicolas Sarkozy[61]. Il affirma au *Figaro* que « les Palestiniens ne peuvent prétendre qu'à une indépendance limitée »[62].

On allait le constater. Moins de dix jours plus tard, le 27 décembre 2008, en pleine célébration d'Hanoucah, la « fête des lumières », Israël déclenchait une campagne contre les Palestiniens pour empêcher le Hamas de lancer des tirs de roquettes vers son territoire. Après dix-huit mois de siège, les forces armées israéliennes bombardèrent durant trois semaines, dans le cadre de l'opération « Plomb durci », la petite bande de Gaza où s'amassent entre un et deux millions d'Arabes paupérisés. Les forces israéliennes interdirent aux médias et aux organisations humanitaires, dont la Croix-Rouge, de pénétrer dans le territoire, bloquant également des bateaux comme le *Dignity* et le *Spirit of Humanity* du *Free Gaza Movement* qui tentaient, depuis Chypre, d'apporter vivres et médicaments par la mer aux Palestiniens. *Libération*, le journal gratuit *20 Minutes*, l'hebdomadaire *L'Express*, Yahoo.fr et la chaîne LCI durent fermer leurs sites à tous les commentaires sur le conflit, tant la polémique en France fut grande.

Le 1er janvier 2009, alors que les bombes pleuvaient sur les camps de réfugiés de Gaza, Nicolas Sarkozy et Bernard Kouchner accueillaient à Paris, en l'embrassant ostensiblement en public, la ministre israélienne des Affaires étrangères, Tzipi Livni. Celle-ci déclara « qu'il n'y avait pas de crise humanitaire à Gaza » et que « Israël savait distinguer la guerre contre le terrorisme, contre le Hamas, de la population civile »[63]. Sarkozy dénonça la « lourde responsabilité du Hamas », jugé coupable des pires maux[64]. Paris et Tel Aviv étaient à nouveau sur la même longueur d'ondes.

59. http://www.elwatan.com/Bachar-Al-Assad-evite-la-main-d.

60. Benjamin Barthe, « Échecs et scandales: Ehoud Olmert jette l'éponge », *Le Monde*, 31 juillet 2008.

61. Marc Henry, « Nétanyahou à Paris pour rencontrer Sarkozy », *Le Figaro*, 17 décembre 2008.

62. Propos recueillis par Adrien Jaulmes et Pierre Rousselin, « Nétanyahou: "Il faut d'abord créer les conditions économiques de la paix" », *Le Figaro*, 18 décembre 2008.

63. « Gaza: Israël arrêtera l'offensive "le moment venu" », *Le Figaro*, 1er janvier 2009.

64. S.L. (lefigaro.fr) avec agences, « Sarkozy pointe la "responsabilité" du Hamas », *Le Figaro*, 04 janvier 2009.

Le 18 janvier 2009, à la toute fin de l'offensive militaire israélienne, le président français se rendit à Jérusalem chez Ehud Olmert. Le reporter anglais Robert Fisk, spécialisé depuis des années dans les conflits du Proche-Orient, fut choqué par le caractère amical que prit cette visite. Il le fit savoir :

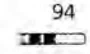
« Il suffit de regarder la une du quotidien de Beyrouth *As-Safir* pour tout comprendre, écrivit-il. En tête, une photo de pleine page, une photo terrible de deux hommes hurlant leur douleur près du corps ballonné d'un parent découvert dans les ruines de sa maison. Plus bas, une image deux fois plus petite, celle de leaders du monde occidental plaisantant avec un Ehud Olmert éclatant de rire. On peut y voir Silvio Berlusconi blaguer et s'amuser avec ses bras sur les épaules du premier ministre israélien, et, sur la droite, le représentant de la France, Nicolas Sarkozy, affichant son sourire le plus stupide. Seule la chancelière Merkel semble saisir cette décrépitude morale »[65].

Suite à quoi, le 24 janvier, la France envoya la frégate Germinal lutter contre les livraisons d'armes à la résistance palestinienne. Ce déploiement fut décidé à la demande de Nicolas Sarkozy, en coopération avec Israël et l'Égypte[66]. Mais les grands médias français restèrent extrêmement discrets sur une opération qui révélait l'accointance entre la France et Israël dans ce conflit.

Dans l'hexagone, en effet, la colère grondait et les manifestations se multipliaient. Il fallait prendre garde à ce que l'opinion ne basculât pas davantage du côté pro-palestinien. Quelques jours plus tôt, le Premier ministre, François Fillon, avait présidé un comité interministériel de lutte contre le racisme et l'antisémitisme, en présence de nombreux ministres dont Xavier Darcos, ministre de l'Éducation nationale, qui s'était trouvé en Israël du 13 au 15 décembre 2008, afin que « l'Holocauste soit évoqué de manière soutenue et organisée dans nos enseignements en France ».

Le comité du Premier ministre avait été convoqué en vue de « calmer les choses » face au risque d'importation en France des événements liés au conflit israélo-palestinien. En haut lieu, on craignait des débordements dans les banlieues françaises, où la population immigrée, sensible à la douleur des Palestiniens, vit en grand nombre.

Alors que les manifestants français lançaient des slogans anti-israéliens, le Premier ministre mit l'accent sur la lutte contre l'antisémitisme, sous prétexte que quelques rares banderoles d'extrémistes, de provocateurs ou de manipulateurs, lançaient parfois des insultes antijuives. Le 30 janvier, recevant une délégation du CRIF conduite par son président Richard Prasquier, Nicolas Sarkozy indiquait lui aussi « qu'il s'impliquait et qu'il s'impliquerait plus doré-

65. Robert Fisk, « *Posturing and laughter as victims rot* », *The Independent*, 20 janvier 2009.
66. AFP, 24 janvier 2009.

navant pour lutter contre l'antisémitisme ». Il ajoutait qu'il se préoccupait de façon quotidienne de la libération du soldat franco-israélien Guilad Sahlit[67], prisonnier du Hamas, dont il avait reçu le père le 27 janvier. Le président déclara à son propos, comme s'il s'agissait d'Ingrid Bettancourt, l'ex-otage des FARC : « Je considère Guilad Shalit comme un Français. Toucher à lui, c'est toucher à la France »[68].

En revanche, il n'eut pas un mot pour Salah Hamouri, l'étudiant franco-palestinien détenu par Israël depuis mars 2005 et condamné par un tribunal militaire israélien en avril 2008 à sept ans de prison pour un prétendu « délit d'intention » à l'encontre du chef du parti d'extrême droite israélien Shaas[69].

Nicolas Sarkozy avait choisi son camp. Ce n'était pas celui du général de Gaulle.

67. Caporal dans l'armée israélienne, Sahlit, né en Israël en 1986, a la double nationalité française et israélienne. Le 25 juin 2006, il fut fait prisonnier par des membres du Hamas à la suite d'une action militaire israélienne sur la frontière de Gaza. Gilad Shalit a été fait citoyen d'honneur de la ville de Paris, le 17 décembre 2008 (http://www.paris.fr/portail/accueil/Portal.lut?page_id=6585&document_type_id=2&document_id=63238&portlet_id=17574).

68. http://www.crif.org/?page=articles_display/detail&aid=13535&returnto=accueil/main&artyd=2.

69. http://www.france-palestine.org/article9404.html.





CHAPITRE 5

# Les francs-tireurs de Tel Aviv



Pour s'élever vers les sommets, Nicolas Sarkozy sut utiliser les réseaux communautaires et caresser l'électorat distinctif qu'il s'était juré de gagner en épousant sa cause. Ce fut sa façon d'illustrer la devise « gagnant-gagnant » qu'avait lancée Ségolène Royal lors de la dernière présidentielle. « Vous m'aidez à devenir président, comptez sur moi, ensuite, pour vous accorder mes faveurs » : la recette portait jadis, à Rome, le nom explicite de clientélisme. Cette méthode d'accession au pouvoir, qui est aussi la meilleure recette pour s'y maintenir, n'a jamais cessé d'être pratiquée au fil des siècles. La revoilà, sous la présidence de Nicolas Sarkozy, faisant un *come back* d'autant plus fracassant que son principal promoteur est d'une nature décomplexée.

Dans son dispositif de conquête, Sarkozy sut également s'entourer d'hommes d'affaires partageant ses convictions politiques[1], et sur qui il put s'appuyer en toute quiétude. Ils lui permettent aujourd'hui de diriger le pays sans trop avoir à souffrir des critiques médiatiques, à de rares exceptions près. Car ce n'est pas, en réalité, un effet du hasard si les grands patrons français dont il se fit l'ami sont aussi ceux qui modèlent l'opinion française.

Parmi eux, on compte Martin Bouygues, successeur de son père Francis, témoin du second mariage de Sarkozy et parrain de son fils Louis, et par ailleurs PDG du groupe Bouygues et patron de la chaîne TF1 (qui représente environ un tiers de l'audience télévisuelle française) ; Arnaud Lagardère[2], successeur lui aussi de son père Jean-Luc, patron du groupe qui abrite en son giron la radio Europe 1, l'hebdomadaire *Paris Match*, le *Journal du*

1. Patrick Bonazza, « Sarkozy et les patrons », *Le Point*, 17 janvier 2007 ; *id°*, « Les " amis " de Sarkozy », *Le Point*, 13 septembre 2007.

2. « C'est quoi l'indépendance en matière de presse ? Du pipeau. Avant de savoir s'ils sont indépendants, les journalistes feraient mieux de savoir si leur journal est pérenne », cité par Thierry Gadault, *Arnaud Lagardère, l'insolent*, Maren Sell éditeurs, 2006. En avril 2005, le président de l'UMP fut l'invité d'honneur d'un séminaire du groupe Lagardère à Deauville. L'héritier Arnaud le présenta « non pas comme un ami, mais comme un frère ». Un mois plus tard, le patron du principal groupe de presse et d'édition français affichait son amitié en participant à un meeting de Sarkozy.

*Dimanche*; Serge Dassault[3], également héritier de son père Marcel, possédant la Socpresse, premier groupe de presse français, publiant notamment *Le Figaro*; Bernard Arnault[4], à la tête de la première fortune de France, propriétaire du groupe de luxe LVMH, autre témoin du mariage de Nicolas avec Cécilia, et propriétaire de la *Tribune*; François Pinault[5], propriétaire du *Point* avec qui Sarkozy partage la passion du vélocipède…

On pourrait ajouter beaucoup d'autres noms à cette courte liste, tels que celui de Vincent Bolloré, fils de Michel, qui lança la chaîne *Direct 8* et le quotidien gratuit *Direct Soir* (c'est à bord de son jet privé que Sarkozy, à peine élu, alla passer quelques jours sur son yacht, le *Paloma*) ou celui de Jacques Séguéla, vice-président d'Havas-Advertising (avec le sus-cité Vincent Bolloré), jadis proche de François Mitterrand, et qui se flatte d'avoir été à l'origine de la première rencontre entre Carla Bruni et le président[6].

*Libération* pouvait ainsi se demander: « Les médias sont-ils au service de Sarkozy ? »[7]. Réponse: « Coups de fil, conseils, pressions, et sans doute et aussi une bonne dose d'autocensure de la part des chaînes de peur de déplaire, l'ombre de Sarko plane sur les JT »[8].

Cette association du pouvoir politique, des grandes entreprises et du « quatrième pouvoir » n'est plus à démontrer[9]. Avec Sarkozy au gouvernail, elle prend un tour tellement caricatural qu'elle essuie les moqueries de certains romanciers[10]. Une telle alliance est désormais connue de tous les journalistes et

3. Dominique Gallois et Pascale Santi, « Serge Dassault " L'homme qui aimait la presse " », *Le Monde*, 21 septembre 2004. V. aussi: Sylvain Lapoix, « Serge Dassault invente l'hypra libéralisme. » *Marianne*, 10 juillet 2008: « C'est le client qui compte, pas le syndicat, pas le salarié, pas l'actionnaire. ». V encore: « Dassault ami de Sarko et licencieur » (http://www.youtube.com/watch?v=gptkLBAWx_U&feature=related). Serge Dassault, également sénateur UMP, expliqua sur France Inter, le vendredi 10 décembre 2004, et *Le Monde* daté du 13 décembre, que les journaux doivent diffuser des « idées saines », car « nous sommes en train de crever à cause des idées de gauche ». Selon lui, la presse doit modérer les propos de gauche. Précisons qu'il est aussi un actif militant pro-israélien.

4. Airy Routier, *L'Ange exterminateur*, Albin Michel, Paris, 2003.

5. « Exclusif: les invités du Président au dîner du Fouquet's », 1er novembre 2007, Marianne2.fr; et aussi: Ariane Chemin et Judith Perrignon, *La nuit du Fouquet's*, Fayard, 2007.

6. Jacques Séguéla, *Autobiographie non autorisée*, Plon, 2009 « Puisqu'il (Sarkozy) voulait un dîner de chansons, je sautai sur l'occasion pour lui inviter Julien Clerc et Carla Bruni… » (p. 261) Pour une vision moins trempée à l'eau de rose, v. Paul-Éric Blanrue, Chris Laffaille, *Carla et Nicolas, op. cit.*

7. Raphaël Garrigos, Catherine Mallaval, Isabelle Roberts, « La haute main de Sarkozy sur les médias », *Libération*, 28 avril 2007: « Témoin, l'incroyable limogeage de l'ancien patron de *Paris Match*, Alain Genestar. Témoin aussi, depuis, le chouchoutage du candidat. (…) Très déboussolant aussi, le tout récent " outing " de Joseph Macé-Scaron, actuellement directeur adjoint de la rédaction de *Marianne*, dans l'émission « On refait le monde » du 16 avril sur RTL: " J'ai été démissionné du *Figaro Magazine* [en juin 2005], tout simplement parce que j'ai refusé de tailler des pipes à M. Nicolas Sarkozy. " »

8. Voir l'affaire Patrick Poivre d'Arvor, présentateur du JT de 20h sur TF1 depuis 20 ans, remplacé depuis le 25 août 2008, par l'ambitieuse Laurence Ferrari. Celui-ci a assuré que son éviction n'était pas due à des considérations purement journalistiques (http://jeanmarcmorandini.tele7.fr/article-17046-ppda-mon-eviction-n-est-pas-journalistique.html).

9. Geoffrey Geuens, *Tous pouvoirs confondus. État, Capital et Médias à l'ère de la Mondialisation*, EPO, 2003.

10. V. Patrick Rambaud, *Chronique du règne de Nicolas Ier*, Grasset, 2008; suivi par le même de *Deuxième chronique du règne de Nicolas Ier*, Grasset, 2009.

chroniqueurs, gênés quotidiennement dans leur travail, comme elle l'est aussi d'une partie de l'opinion publique française, moins malléable que certains ne l'imaginent.

Mais ces projecteurs braqués sur les connivences entre ces trois pouvoirs ont tendance à faire oublier que le président s'est également entouré d'un aréopage autrement significatif, composé d'hommes politiques aussi intraitables que lui dès lors que sont en jeu la réputation et l'avenir d'Israël. Ils veillent et agissent autour de lui, indépendamment de ses consignes ou avec son aval.

Sarkozy s'est servi d'eux; ils le servent et sont désormais intégrés au système en place. Tous sont au service de la même idée. Face émergée des réseaux pro-israéliens en France, ils nous permettent d'apprécier la position que ceux-ci occupent aujourd'hui dans notre pays et comment ils procèdent pour agir sur la politique intérieure et extérieure.

■■■

À la base de l'édifice se trouvent les « chevau-légers », composés notamment par la curieuse garde des anciens du mouvement d'extrême droite « Occident ». Cette organisation, fondée en 1964 par Pierre Sidos, puis dissoute en 1968 après divers débordements, fut un rassemblent de jeunes activistes, la plupart étudiants, qui citaient volontiers Charles Maurras, Céline ou Benito Mussolini. L'un de ses mots d'ordre était: « Tuez les communistes partout où ils se trouvent! »; c'était clair. D'un abord fascisant, ce mouvement devint le repaire des atlantistes qui souhaitaient la neutralisation de l'URSS et l'éradication du communisme partout dans le monde, du Vietnam à Cuba. Comme de l'atlantisme au sionisme, il n'y a qu'un pas, certains le franchirent allègrement. Leur ralliement eut l'avantage de gommer leurs sulfureuses références passées et contribua à les intégrer au personnel politique conventionnel.

Ainsi de Patrick Devedjian[11], qui affirme avoir quitté « Occident » en 1966 après sa rencontre avec le philosophe Raymond Aron, mettant plus tard son militantisme sur le compte de l'anticommunisme de l'époque[12].

Atlantiste de longue date, conseiller politique de Nicolas Sarkozy, Devedjian est aussi un fervent ami d'Israël; il est d'ailleurs membre de l'association France-Israël. En mars 2005, ministre délégué à l'Industrie, il se rendit dans l'État juif pour signer un accord de coopération[13]. Son but consistait à

11. *Libération*, 08 février 2005: « Quand, le 12 janvier 1967, une petite équipe d'Occident attaque les comités Vietnam sur le campus de l'université de Rouen, la « rixe » politique entraînera l'interpellation rapide d'une vingtaine de membres du groupuscule dont Gérard Longuet, Alain Madelin et Patrick Devedjian. »

12. Entretien au *Monde*, 13 février 2005.

13. V. « Patrick Devedjian, ministre délégué à l'industrie, signe un accord de coopération entre la France et Israël », communiqué du Ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie, mars 2005.

« renforcer les échanges économiques et commerciaux entre Israël et la France et de participer, aux côtés de nombreux élus français, aux rencontres du Forum franco-israélien ». Il y rencontra Ehud Olmert, alors vice Premier ministre, ministre de l'Industrie, du Commerce et du Travail, Méir Sheetrit, ministre des Transports, Moshe Katzav, président de l'État d'Israël, Silvan Shalom, ministre des Affaires étrangères, ainsi que les principaux chefs d'entreprise français et israéliens.

Avec Olmert, il signa un accord cadre pour renforcer les échanges bilatéraux dans le domaine des biotechnologies et des nanotechnologies. « Le contexte est très favorable. J'encourage les entreprises françaises à investir en Israël. La France est intéressée à développer des coopérations avec Israël, tout particulièrement en recherche et développement », insista-t-il.

Par ailleurs, sous sa houlette, un accord de coopération fut signé entre Israël Aircraft Industry et la société française *TNI Software*, spécialisée dans le développement d'outils logiciels pour la conception de systèmes électroniques embarqués (aérospatial, défense, automobile).

Enfin, Patrick Devedjian et ses interlocuteurs israéliens évoquèrent aussi les grands projets auxquels les entreprises françaises étaient susceptibles d'être associés : le tramway de Tel Aviv ; l'électrification du réseau ferroviaire israélien ; l'énergie et le traitement de l'eau ; un projet satellitaire conjoint[14].

En juin 2006, le nom de Devedjian figurait sur la liste des participants à la conférence de Bilderberg, un rassemblement annuel et non officiel d'environ cent trente membres, dont la plupart sont des personnes d'influence dans le monde des affaires, des médias et de la politique. Devedjian eut ainsi l'occasion de rencontrer plusieurs membres influents du lobby pro-israélien américain, dont le diplomate américain Richard Holbrooke, ancien ambassadeur des États-Unis aux Nations Unies, Henry Kissinger, ancien secrétaire d'État de Richard Nixon, Dennis Ross, le protégé de Paul Wolfowitz[15], et les néoconservateurs Robert Zoellick et Richard Perle[16].

Lorsque Nicolas Sarkozy démissionna de l'Intérieur pour prendre la présidence de l'UMP, Patrick Devedjian le soutint fort naturellement, jugeant que celui-ci incarnait une politique de droite « décomplexée » et libérale.

Annoncé comme futur ministre de la Justice, il conçut quelque dépit lorsqu'il vit que le poste avait échu à Rachida Dati. Commentant les ralliements socialistes, il déclara, agacé : « Je suis pour un gouvernement d'ouver-



14. http://paris1.mfa.gov.il/mfm/Data/74373.html#Patrick%20Devedjian%20signe%20un%20accord%20de%20coop%C3%A9ration%20entre%20la%20France%20et%20Isra%C3%ABl.

15. En 2009, Ross est nommé conseiller spécial pour le Golfe et l'Asie du Sud Ouest auprès de la Secrétaire d'État Hillary Clinton.

16. V. Alex Jones, www.prisonplanet.com.

ture, y compris aux sarkozistes, c'est tout dire ! ». Il succéda à Nicolas Sarkozy à la présidence du Conseil général des Hauts-de-Seine en juin 2007, et, depuis le 5 décembre 2008, la crise aidant, il détient la fonction de ministre chargé de la mise en œuvre du plan de relance.

Sur son blog[17], nous notons à la date du mardi 24 juin 2008 : « Retour d'Israël – À la Knesset comme à Bethléem, ce qui me frappe, c'est la recherche de la paix. (...) Parce qu'il [Sarkozy] est un véritable ami d'Israël, parce qu'il ne transige pas sur la sécurité d'Israël, il peut tenir le discours de l'amitié et du réalisme, y être compris et entendu. Ses propos très fermes sur l'Iran ont donné de la consistance à l'assurance de la sécurité. (...) Ce pays est tellement marqué par l'histoire qu'il appartient certes d'abord aux juifs mais aussi au monde entier. (...) Il ne faut pas y laisser l'intolérance le dominer, c'est pour cela que l'avenir d'Israël nous concerne tous. »

Israël, un pays « qui appartient *d'abord* aux juifs » ? L'affirmation était peu conforme à la législation internationale. Mais elle était instructive sur l'état d'esprit de celui qui la tint.

■■■

Autre ancien d'« Occident », Claude Goasguen, maire UMP du XVI[e] arrondissement de Paris, s'est quant à lui rapproché de Nicolas Sarkozy en 2004 « pour assurer sa réélection à la présidence du groupe UMP du Conseil de Paris », selon *Le Monde*[18]. Les deux hommes avaient des atomes crochus, puisque Goasguen est président du groupe parlementaire d'amitié France-Israël, et qu'il participe activement aux activités des réseaux pro-israéliens en région parisienne. Comme Devedjian, il est membre de l'association France-Israël.

Le 17 avril 2005, on le retrouvait ainsi au grand rassemblement organisé à Paris sous la bannière « Israël je t'aime », une manifestation sponsorisée par le CRIF, le Congrès juif européen, l'Appel unifié juif de France, l'Association de soutien à Israël, l'Agence juive pour Israël, ainsi que l'agence de presse Guysen[19].

La même année, il donnait une interview au site Primo-Europe[20], au cours de laquelle il ne cachait pas qu'il était un agent d'influence :

« Je vois (...) quelques éléments d'optimisme... Au niveau parlementaire, il y a une centaine de députés à l'association Amitié France-Israël de l'Assemblée Nationale. De droite, parce qu'avec la gauche, on n'arrive pas à discuter de cela. Chaque fois que je leur propose, ils refusent. (...) Nous, nous sommes



17. http ://www.blogdevedjian.com/archive/2008/06/24/retour-d-israel.html.

18. Yves Bordenave « L'influence des sarkozystes sur l'UMP à Paris progresse aux dépens des chiraquiens », *Le Monde*, 23 octobre 2004.

19. Fabienne Amson, « Pour Israël c'était Versailles », www.actuj.com, avril 2005.

20. http ://www.primo-europe.org/interview.php ?numdoc=In-608349307

une centaine sur 380 députés de droite et du centre. On se réunit très régulièrement. Le groupe France-Israël de l'Assemblée est puissant. J'en suis le Vice-Président, Rudy Salles, le Président. Il fait cela bien. Il y a un vrai courant de sympathie à l'Assemblée. Deux éléments jouent en faveur de cette association. Les Français commencent à réaliser que la vie quotidienne dans les banlieues au milieu de musulmans quelquefois intégristes leur fait sentir ce qui se passe à une autre échelle en Israël. Avant c'était complètement extérieur à eux. (...) Quand on dit du bien d'Israël, pour les médias, ça signifie qu'on dit du mal des Palestiniens, donc des Arabes... Donc, nous sommes des racistes. (...) Cela évolue mais lentement. Et pas grâce aux médias. La médiatisation est nulle. Cela dit cela va plutôt mieux...(...) Avec la droite, on peut parler. Et puis on ne subit plus les caricatures inspirées forcément par les " méchants " israéliens. Il faut reconnaître que les Israéliens sont spécialement nuls en communication. J'en avais parlé avec Barak quand je suis allé le voir, avec Netanyaou aussi. Je leur ai dit : " Si vous mettiez le quart de l'intelligence de votre stratégie militaire à convaincre les gens que vous êtes aussi un pays formidable ", ce qui est vrai. Je crois qu'au fond les Israéliens s'en fichent complètement. C'est la communauté française qui est confrontée à cette image si difficile. Il serait pourtant utile de dire la vérité sur ce qui se passe vraiment là-bas. On peut raconter tout ce qu'on veut sur l'antisionisme, différent de l'antisémitisme. Mais il s'agit du même refrain, c'est toujours le même anti-impérialisme, anti-capitalisme, toujours le même propos de la gauche comme de la droite antisémite. Le même discours que, dans les années vingt, mot pour mot. Alors ceux qui font de la glose, genre " l'antisionisme n'est pas de l'antisémitisme " ... Je les plains. (...) Quelquefois, [je suis perçu par mes confrères élus] presque comme l'agent d'un lobby sioniste, et je me fais insulter régulièrement non tant par les députés, mais dans les courriers ou les mails. Il y a toujours un cornichon pour m'écrire " Ben va donc à Jérusalem " ! Ce sont en général des gens d'extrême droite, typés FN. »

En janvier 2006, Goasguen se rendit à la grande synagogue de Paris pour prier au rétablissement d'Ariel Sharon, alors cloué sur un lit d'hôpital à la suite d'une attaque cérébrale. Il écrivit sur son blog :

« À l'appel du grand rabbin de France, Joseph Sitruck, je me suis rendu hier à la grande synagogue de Paris pour participer avec des centaines de personnes à l'office en l'honneur d'Ariel Sharon. Ce grand homme d'État est depuis mercredi entre la vie et la mort. J'ai beaucoup de respect pour cet homme hors du commun, et je souhaite qu'il se rétablisse, bien que son état de santé semble plus que critique. Cette absence à la tête de l'État d'Israël a provoqué une onde de choc non seulement au Proche-Orient mais dans la communauté internationale toute entière. Je m'inquiète d'ailleurs pour l'avenir du processus de paix. Mais l'heure est, me semble-t-il, au recueillement »[21].



21. Blog de Claude Goasguen, 06 janvier 2006.

On ne pouvait l'accuser de se cacher. Lors de la crise internationale des caricatures de Mahomet, il dénonça également, avec vigueur, l'organisation « scandaleuse » du concours de caricatures sur l'holocauste et parla d'« une démarche profondément agressive et belliciste » de l'Iran[22].

En octobre 2007, ce sharoniste de choc se rendit en Israël avec Dominique Klein, patron de la Mission économique de l'ambassade de France, afin de récolter les premiers fruits d'une nouvelle vague de sympathie entre les deux pays. Chez l'ambassadeur de France à Yaffo, il déclara : « Il est intéressant de venir voir à quel point les relations entre la France et Israël sont proches et dans un climat apaisé », avant d'ajouter, à la manière de Sarkozy : « Israël est notre ami. » Il évoqua le sort du soldat franco-israélien Guilad Shalit, prisonnier du Hamas, et parla du dossier nucléaire iranien, car, selon lui, l'Iran ne menaçait pas uniquement Israël mais aussi « les autres pays du monde ».

Pour Claude Goasguen, cette première visite de parlementaires et de chefs d'entreprise « ne sera pas la dernière, j'en suis sûr »[23].

En mars 2008, face à une foule de près d'un millier de personnes rassemblées place de la République, à Paris, pour protester contre l'attentat de la yeshiva (centre d'étude de la Torah et du Talmud) « *Merkaz Harav* », à Jérusalem[24], Claude Goasguen, dénonça les agressions d'un « peuple sauvage de terroristes épouvantables » au nom des cent onze parlementaires du groupe d'amitié France-Israël. Ses propos, relayés sur le net, suscitèrent une forte émotion dans la blogosphère.

Un « peuple sauvage », les Palestiniens ? Joint par le site *Rue 89*, Goasguen tint à faire une précision : « Ce ne sont pas les Palestiniens dont je parle, mais le « peuple de terroristes », donc ceux qui tirent sur Sdérot. (...) Je ne hais pas les Palestiniens »[25].

Certains en avaient douté.

■■

De Goasguen à Hervé Novelli, il n'y a pas loin. Aujourd'hui secrétaire d'État chargé du Commerce, de l'Artisanat, des Petites et moyennes entreprises, du Tourisme et des Services, auprès de la ministre de l'économie, de

22. *Le Nouvel Observateur*, 08 février 2006.

23. http://www.israelvalley.com/news/2007/10/31/13825/israel-france-special-le-ministre-hervnn-novelli-hier-soir-no-la-rnnsidence-de-l-ambassadeur-j-m-casa-no-jaffa-il-faut-s-inspirer-du-modnnle-isrannlien-d-innovation.

24. L'attentat de Jérusalem avait tué huit élèves le 6 mars 2008 et avait été, dans un premier temps, revendiqué par le Hamas.

25. http://www.rue89.com/2008/03/20/goasguen-les-palestiniens-et-le-peuple-sauvage-de-terroristes.

l'industrie et de l'emploi, Hervé Novelli, est lui aussi un de ses anciens camarades[26].

En 2007, alors chargé des Entreprises et du Commerce extérieur, ce proche d'Alain Madelin (dont il dirigeait le cabinet, quand celui-ci fut ministre de l'Industrie, à la fin des années 1980) se rendit en Israël en compagnie de Goasguen et d'une délégation française comprenant plus de vingt entrepreneurs et de plusieurs dirigeants des pôles de compétitivité. Il souligna l'importance de l'innovation en Israël, demandant même que la France s'inspirât de son brillant exemple :

« L'innovation est un facteur clé, dit-il. La France se tourne vers l'innovation et le développement. Il faut s'inspirer du modèle israélien. L'innovation est le relais de croissance de l'avenir. (…) Des chefs d'entreprises de pôles de compétitivité sont ici pour discuter de ce qui marche en Israël. Nous allons renforcer notre coopération avec les pendants des pôles de compétitivité en Israël. »

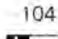
Il acheva son discours en indiquant que « des signatures importantes » allaient « avoir lieu dans les deux prochains jours. Le temps est venu d'un partenariat plus profond entre les deux pays »[27].

À ce titre, il annonça la mise à l'étude d'un fonds d'investissement franco-israélien pour financer des jeunes PME innovantes présentes sur les soixante-et-onze pôles de compétitivités français ou les vingt-quatre incubateurs israéliens. Il signala aussi un accord entre Sophia Antipolis (Alpes-Maritimes) et Matimop (l'équivalent israélien d'Oseo) qui devait permettre l'installation à Sophia Antipolis d'un incubateur franco-israélien.

Toujours à l'occasion de son déplacement en Israël, il rencontra Eli Yishai, vice Premier ministre israélien en charge de l'Industrie, du Commerce et du Travail. Ils annoncèrent la création très prochaine d'un groupe d'hommes d'affaires franco-israélien sur le modèle de ce qui existe avec d'autres partenaires de la France, chargé de formuler des « propositions de coopération économique et technologique concrètes ». Novelli présida dans ce contexte

26. V. Frédéric Charpier, *Génération Occident*, Seuil, 1995. V. aussi, cette dépêche du 24 mars 2009 : « Hervé Novelli tente d'effacer son passé – La garde rapprochée du secrétaire d'État au Commerce, avait prévenu. Quiconque rappellerait son passé de militant d'extrême droite s'exposerait à des poursuites judiciaires. La rédaction de France 3 Centre vient d'en faire les frais suite à la diffusion d'un reportage mercredi 18 mars dans son édition du 19/20 (Libéorléans.fr du 19 mars). Après avoir signifié que le secrétaire d'État allait porter plainte pour diffamation, Jean-Marc Fédida, son avocat, vient d'obtenir le retrait de l'intégralité du journal incriminé du site internet de France 3. Le ministre estimait que la chaîne prenait ouvertement partie pour Serge Lepeltier, son adversaire UMP à l'investiture pour les régionales du Centre remportée dimanche par Hervé Novelli. » (http://fr.news.yahoo.com/76/20090324/tpl-herv-novelli-tente-d-effacer-son-pas-894f5eb.html).

27. http://www.israelvalley.com/news/2007/10/31/13825/israel-france-special-le-ministre-hervnn-novelli-hier-soir-no-la-rnnsidence-de-l-ambassadeur-j-m-casa-no-jaffa-il-faut-s-inspirer-du-modnnle-isrannlien-d-innovation.

une table-ronde avec les plus grands représentants de l'économie technologique israélienne : des représentants du capital risque, de l'université, des incubateurs, des pôles de technologie et des PME de haute technologie, pour identifier les spécificités israéliennes qui pourraient être adaptées en France.

Par ailleurs, pour préparer la présidence française du second semestre 2008 dans ses volets industriels et commerciaux, Novelli s'entretint avec Günter Verheugen, vice Président de la Commission européenne. La présidence française de l'Union européenne allait permettre d'accélérer le renforcement des liens économiques avec Israël autour de l'innovation et du soutien aux PME.

Venu en Israël « pour montrer aux entreprises françaises de sa délégation le potentiel et les opportunités » que recèle le « nouvel Israël économique »[28], Hervé Novelli en repartit « avec la conviction que la politique française initiée depuis quelque temps, sous l'égide du Président Sarkozy, va dans le bon sens »[29].

■■■

Vice-président du groupe d'amitié France Israël à l'Assemblée nationale, président de l'Assemblée parlementaire de l'OTAN de 2004 à 2006, l'avocat et député UMP Pierre Lellouche fut l'un des rares membres du personnel politique français à se déclarer ouvertement favorable à la guerre américaine contre l'Irak en 2003[30]. Il se distingue aussi par ses positions pro-israéliennes.

Ayant effectué divers stages en kibboutz durant sa jeunesse, il est l'un de ceux qui confondent volontiers antisionisme et antisémitisme. En 2003, il accusait de dérive de la « gauche modérée » vers l'« antisémitisme ». « L'UMP doit-elle garder M. Lellouche ? », s'interrogeait alors le premier secrétaire du PS, François Hollande, qui jugeait ces propos « odieux et non fondés ». Lellouche refusa de lui présenter ses excuses[31] et l'UMP le garda.

Traçant son portrait, *Libération* notait :

« Pierre Lellouche parle fièrement de ses nombreux " copains " aux États-Unis, dont Paul Wolfowitz et Richard Perle, deux penseurs néoconservateurs qui ont théorisé la guerre préventive en Irak. Obsédé comme eux par la radicalisation islamiste (" le fascisme vert ", en langage maison), Pierre Lellouche parle aussi volontiers d'une autre " copine ", Condoleezza Rice, secrétaire



28. www.israelbusinessclass.net/communiquepresse/264.pdf ;
29. A. Grayman et S. Zenati, « Hervé Novelli : Israël est un modèle dans le secteur de l'innovation », *Guysen International News*, 1er novembre 2007.
30. « Trois questions à Pierre Lellouche », *Le Monde*, 16 octobre 2004.
31. *Le Monde*, 13 mars 2003.

d'État et proche collaboratrice de George W. Bush. " Mais, s'il vous plaît, pas de caricature : je ne suis pas un agent de la CIA ! " »[32].

Nul n'en doute ; il est juste membre de la commission Trilatérale[33]. Et cet ancien conseiller diplomatique de Chirac devenu conseiller international de Sarkozy, accompagna ce dernier aux États-Unis en 2006, à quelques mois des élections présidentielles françaises. Avec son ministre, il rencontra à New York le maire Michael Bloomberg, ainsi que les représentants des grandes organisations sionistes. Le 12 septembre, à Washington, il assista à l'entretien entre Sarkozy et le président Bush. Et c'est lui qui insista pour voir le Darfour, grand sujet de préoccupation aux États-Unis et dans la communauté pro-israélienne, figurer dans le discours de Nicolas Sarkozy. Du coup, celui-ci plaida pour que « l'indifférence » et le « manque de courage » de la communauté internationale ne permettent pas que se poursuive « le premier crime contre l'humanité du XXIe siècle »[34].

Pour Lellouche, la visite de Sarkozy aux États-Unis « célèbre une alliance profonde (...) Comme Nicolas Sarkozy, je suis convaincu que le refrain de la haine antiaméricaine, ce mauvais nationalisme des imbéciles, n'est que l'apanage d'une certaine élite, au demeurant en perte de vitesse », dit-il[35].

En mars 2009, c'est à ce député et conseiller de Paris que Sarkozy décida de confier la mission de représentant spécial de la France pour l'Afghanistan et le Pakistan. Dans une lettre qui lui était adressée, le président en expliquait les raisons : « J'estime, Monsieur le Député, que votre connaissance de ces pays et des questions politico-militaires vous désigne naturellement pour renforcer le rôle de la France dans la définition et la mise en œuvre de l'engagement international »[36].

32. Thomas Lebègue, *Libération*, 1er février 2006. Face au fondateur du Parti de gauche, Jean-Luc Mélenchon, qui évoquait la possibilité que Lellouche soit plus qu'un simple agent d'influence américain (émission « Ripostes », France 3, 05 avril 2009), le député atlantiste a perdu son sang-froid et s'est écrié : « On serait au XIXe siècle, je vous provoquerais en duel, et je vous flinguerais ! ».

33. La Trilatérale est une organisation privée qui fut créée en 1973 à l'initiative des principaux dirigeants du groupe Bilderberg et du *Council on Foreign Relations*, parmi lesquels David Rockefeller, Henry Kissinger et Zbigniew Brzezinski. Regroupant près de quatre cents personnalités parmi les plus influentes de l'Europe occidentale, de l'Amérique du Nord et de l'Asie Pacifique, son but est de promouvoir et construire une coopération politique et économique entre ces trois zones clés du monde, pôles de la Triade. À l'instar du groupe Bilderberg, il s'agit d'un groupe partisan de la doctrine mondialiste, auquel certains attribuent, au moins en partie, l'orchestration de la mondialisation économique. V : http://www.trilateral.org/. V aussi Gérard Soulier, « Du Watergate au nouvel ordre mondial. Naissance de l'information universelle » (http://multitudes.samizdat.net/article660.html).

34. Yves Bordenave « Reçu en Israël en homme d'Etat, M. Sarkozy s'est posé en héraut de la lutte contre l'antisémitisme » *Le Monde*, 16 décembre 2004.

35. *Libération*, 18 septembre 2006.

Dans un autre genre, voici Éric Raoult, député-maire du Raincy (Seine-Saint-Denis), marqué très à droite, au point de trouver louable, voire importable, l'initiative israélienne de construire un mur de sécurité long de plus de 700 km (aussi surnommé « mur de la honte ») en Cisjordanie, dans le but officiel d'empêcher physiquement toute intrusion de « terroristes palestiniens » en Israël ; un mur qui englobe ainsi la majeure partie des colonies israéliennes et la quasi-totalité des puits. Interrogé par Judaïques FM, le 5 mars 2004, Raoult, vice-président de l'Assemblée nationale, déclarait à ce propos, dans son langage bien à lui :

« Et si ça pétait en France ? Comment on réagirait ? On réagirait comme les Israéliens. Alors, [la barrière antiterroriste], c'est pas une barrière, c'est pas un mur, c'est pas une clôture. Vous savez, on a fait récemment passer une directive pour les piscines. En France, pour éviter que les gens se noient dans une piscine, on met une clôture entre les piscines (*sic*). Eh bien, pour éviter que les Israéliens soient victimes des attentats, c'est clair, je suis en total accord avec le Président Katsav et avec Ariel Sharon »[37].

Son point de vue sur cette question était, malgré tout, très éloigné de la position de l'ONU, qui condamna la construction de ce mur en 2003, ainsi que de celle la Cour internationale de Justice, qui le déclara un an plus tard « contraire au droit international ». Cela ne semblait guère embarrasser le député-maire, par ailleurs membre de l'association France-Israël.

Se rendant avec Sarkozy en Israël, en décembre 2004, Raoult s'avisa de présenter Sarkozy aux habitants de la partie arabe de Jérusalem, où le président faisait un tour : « Ici, loin de Paris, dans ce dédale de rues, M. Sarkozy ne bénéficiait pas encore de la popularité de Jacques Chirac. « *Who is he* ? » (Qui est-il ?), demandent la plupart des badauds ». Et Raoult de répondre : « On vous a emmené son fils »[38]. Sarkozy, fils de Chirac ? C'était une vision qui lui était propre.

Raoult participa aussi à des galas de soutien à l'armée israélienne. Le 12 janvier 2005, on signalait ainsi sa présence au Bataclan, à Paris, pour la soirée organisée par l'association Migdal[39] au profit des Magav (gardes-frontières d'Israël)[40], en présence de Nissim Zvili, ambassadeur d'Israël en France et du

36. http://www-org.guysen.com/topnews.php?tnid=4289.

37. « Eric Raoult : Je suis d'accord avec Sharon », www.crif.org, 08 mars 2004.

38. Yves Bordenave « Reçu en Israël... » *op. cit.*

39. http://www.migdal.org.il/.

40. Créée en 1953 par David Ben Gourion, la police des frontières, « Magav » (acronyme de *Mishmar Ha-Gvoul*, en hébreu : garde frontière), est la branche armée de la police israélienne. Composée d'officiers professionnels et de soldats combattants déployés dans les villes frontalières d'Israël, les territoires disputés, et les implantations juives de Judée-Samarie, Magav est aussi responsable de la « sécurité de Jérusalem » et « lutte contre les infiltrations des pays ennemis ». Appelés à 18 ans à accomplir leur service militaire, les soldats – hommes ou femmes – peuvent choisir de servir 3 ans au sein de Tsahal ou du Magav.

général Itshak Eytan, président mondial de l'*Agouda Lemaan Hahayal*, le plus grand organisme civil offrant des servies sociaux aux soldats de Tsahal.

En 2006, lors de l'affaire Ilan Halimi, ce jeune juif kidnappé et tué par la bande de Youssouf Fofana, Éric Raoult, toujours prompt à réagir avec sa légendaire modération, proposa à ses collègues de l'Assemblée nationale d'observer le *shabbat* en signe de solidarité.

Toujours en 2006, l'ADELMAD (Association des élus français amis d'Israël qu'ils soient députés, sénateurs, maires ou autres élus locaux), dirigée par Éric Raoult, envoyait une délégation composée d'une cinquantaine d'élus français en Israël. Elle y rencontra « de nombreux interlocuteurs israéliens dont le vice-Premier Ministre, M. Shimon Peres, le maire de Metulla, le vice-maire de Jérusalem, etc. »[41].

Quand vint le temps de la présidentielle, Raoult, ex chiraquien, fit la réclame pour l'association des Amis de Nicolas Sarkozy, son ancien camarade de régiment, démontrant l'importance toute relative qu'il accordait à la notion de fidélité.

*Le Monde* remarquait : « L'élu du 93 (...) maintient depuis des années qu'on peut être " fidèle à Chirac et vouloir gagner avec Sarkozy ". Pourquoi ? Parce que Sarkozy est, selon lui, " *the right man in the right place at the right moment* "[42] » (l'homme qu'il faut, où et quand il faut). Il est bien connu que ce ne sont pas les girouettes qui tournent, mais le vent.

■■■■

Nul besoin de forcer le trait pour saisir la personnalité truculente de Patrick Balkany. Pratiquant peu la langue de bois, ce personnage sulfureux[43] fait régu-

41. http://www.guysen.com/topnews.php?tnid=1205.

42. Philippe Ridet « " L'association des amis de Nicolas Sarkozy " prend le relais des " amis de Jacques Chirac " » *Le Monde*, 10 juillet 2006.

43. Dans le *Nouvel Économiste*, Gaël Tchakaloff écrit : « Il y a toujours un petit goût de western dans les Hauts-de-Seine. Il y a toujours une petite touche de star-system chez Patrick Balkany (...) Poursuivi pour diffamation par le juge Halphen ; battu aux élections municipales par Olivier de Chazeaux ; condamné à quinze mois de prison avec sursis, 200 000 francs d'amende et deux ans d'inéligibilité pour prise illégale d'intérêts ; mis en examen pour détournement de fonds publics provenant des œuvres sociales de la ville... Voilà une traversée du désert comme on en fait plus. Sa conquête amoureuse de Sybille Jacquin de Margerie, livrée aux médias, n'a rien arrangé. Il s'en explique aujourd'hui : " J'ai eu une passion amoureuse, comme cela arrive à beaucoup d'hommes, je crois. Après une dispute très banale, Sybille est descendue dans la rue. Il se trouve que j'avais à l'époque un permis de détention d'armes, et cela s'est traduit par une dépêche indiquant que je l'avais menacée... " (!) Alors, il est parti pour Saint-Martin. Un exil de trois ans, durant lequel il monte une régie publicitaire, pour passer le temps. Rattrapé par sa réputation, le CSA le somme, en 1998, de cesser les émissions de la radio qu'il s'est appropriée... En dépit de ses chaos, en dépit de son image, l'homme est de retour. Courageux ou inconscient, engagé ou ambitieux, personne ne saura jamais. Élu maire de Levallois en 2002, après une invalidation du scrutin liée au fait qu'il soit déclaré " comptable de fait des deniers de la commune ", Patrick est revenu. Député UMP des Hauts-de-Seine, il s'est également réconcilié avec son parti. Certains le bannissent, d'autres conservent pour l'homme une véritable tendresse. Son tempérament excessif n'attire résolument pas l'indifférence. » (http://www.nouveleconomiste.fr/Portraits/1281-Balkany.html).

lièrement parler de lui dans les médias et suscite l'ironie des humoristes. Le citant parmi quelques autres politiciens au parcours aussi chaotique que le sien, *Le Monde* présentait le député-maire de Levallois-Perret comme un homme politique qui n'a « jamais cessé de voir, de côtoyer Nicolas Sarkozy, de s'afficher avec lui, alors que la seule annonce » de son « nom suffisait à dégager un parfum d'affairisme propre à rebuter tout homme politique soucieux de sa carrière »[44]. Alors que Balkany était investi par l'UMP pour les législatives de 2007, le socialiste Arnaud Montebourg s'empara de son cas épique (et de quelques autres, car il n'en manquait pas) pour accuser Sarkozy de se livrer à une « manipulation de l'opinion », s'insurgeant contre le fait que « M. Sarkozy se présente lui-même comme le candidat des honnêtes gens »[45].

Le père de Patrick Balkany, déporté résistant à Auschwitz durant sept mois, aurait « transmis sa veine partisane et ses idéaux »[46] à son fils. Rejeton d'émigrés hongrois, comme Sarkozy, Balkany a grandi à Neuilly. Non bachelier, il appartient « à cette mince élite où les relations et l'argent paternels facilitent beaucoup l'entrée dans la carrière. Trois magasins aux Champs-Élysées et faubourg Saint-Honoré, voilà qui aide à supporter, sans se ruiner, les frais de timbre-poste et autres menues babioles d'une campagne », écrit à son propos Jacques Frémontier, dans *Les Cadets de la droite*[47].

Nicolas Sarkozy est son « ami depuis toujours. Je l'ai connu il y a plus de trente ans. Il ne m'a jamais lâché », dit-il avec délectation[48]. Avec sa femme, Isabelle[49], qui est, selon *L'Express*, un « rouage essentiel » du « système » levalloisien[50], il est de tous les voyages présidentiels, à tel point que le journaliste Guy Birenbaum dit avoir l'impression, en regardant les photos des visites officielles à l'étranger, « que sa circonscription s'étend très loin »[51].

44. Philippe Ridet et Sophie Landrin « Moutons noirs et éminences grises de la droite », *Le Monde*, 23 février 2006.

45. *Le Monde*, 04 avril 2007.

46. Ce qui ne l'empêche pas de commettre des bévues à propos de la dernière guerre : « Au cours du conseil municipal de Levallois-Perret du 15 décembre 2008, le Maire, M. Patrick Balkany, a demandé à une conseillère municipale, Mme Catherine Le Guernec, alors qu'elle faisait remarquer que les élus devraient montrer l'exemple en ne fumant pas dans ce lieu public qu'est la Mairie, si " ses parents ont vendu du beurre aux allemands ? ". Des propos que Mme Catherine Le Guernec aurait pu traiter par le mépris, si ce n'est que ses parents ont été des résistants de la première heure au cours de la dernière guerre. Il n'est pas inutile de savoir aussi que Catherine Le Guernec est issue d'une famille juive dont une partie a été assassinée dans les camps de concentration nazis, avec la complicité active du gouvernement français de l'époque. » (http ://anticor.org/2009/02/15/le-depute-maire-de-levallois-perret-derape/.)

47. Jacques Frémontier, *Les Cadets de la droite*, Points Seuil, 1990.

48. *Nouvel économiste, op. cit.*

49. « Née Smadja, cette fille de juifs pieds-noirs tunisiens, dont la famille fut propriétaire du journal *Combat*, débuta comme journaliste avant de devenir dircom d'Europe 1, en 1968, à 20 ans, où elle se constitue son carnet d'adresses dans les médias et le show-biz. » (Pierre-Yves Lautrou, *L'Express*, 11 octobre 2007).

50. V. « Balkanysation en famille », *Le Canard enchaîné*, 21 décembre 1988.

51. http ://www.truveo.com/Balkany-la-totale/id/2637414687

Balkany fut en particulier aux côtés de son ami Sarkozy, lors de son voyage en Israël, en juin 2008. Il le relata sur son blog :

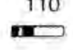
« En ma qualité de membre de la Commission des Affaires étrangères de l'Assemblée nationale ainsi que du groupe d'amitié France-Israël, j'ai été le témoin privilégié du renouvellement de la relation franco-israélienne, ce dont je me félicite vivement.(...) Il convient en effet de poursuivre et d'accroître nos efforts afin qu'une solution pérenne permettant à ces deux peuples de vivre côtes à côtes, dans la paix et dans la sécurité, puisse enfin être trouvée »[52].

Israël est, en effet, un pays qu'il affectionne ; et les réseaux pro-israéliens le lui rendent bien. Du 10 au 16 avril 2005, soixante-dix chefs de municipalités venus de trente-deux pays différents se retrouvèrent à Jérusalem à l'occasion de la conférence annuelle des maires. La conférence, précise *Actualité juive*, était « sponsorisée par le Congrès Juif américain »[53]. Parmi les nombreux pays, la France était représentée par nul autre que le maire de Levallois-Perret, invité par l'Union des patrons et des professionnels juifs de France (UPJF), qui déclara que ce voyage représentait une « nouvelle opportunité de manifester mon attachement à Israël ». À Yad Vashem, il déposa une gerbe de fleurs à la mémoire de sa famille déportée. À ses côtés se tenait Hervé Giaoui, président d'honneur de l'UPJF, association dont l'action fut remarquée et fortement encouragée par Jack Rosen, président du Congrès juif américain. Balkany rencontra aussi le président Moshe Katsav et le ministre du Tourisme, Avraham Hirschon.

Interrogé à cette occasion[54], il déclara :

« Me trouver à Jérusalem est très important à titre personnel puisque je suis juif, bien que non pratiquant. (...) Les agences de presse diffusent depuis des années l'information, reprise par tous les médias, visant à expliquer que les " méchants Israéliens tapent sur les gentils Palestiniens ". Et lorsqu'un Palestinien se fait sauter dans un bus bondé d'enfants, le message diffusé est soit que c'était un fou soit une résultante de l'occupation israélienne. On en vient donc à parler d'auto-défense et non de terrorisme. Je crois qu'il faudrait être un peu plus objectif et raisonnable. Les Israéliens combattent le terrorisme et en général leurs attaques sont dirigées contre des groupes armés et non contre la population civile. Cela n'a rien à voir avec les attaques aveugles et lâches des terroristes Palestiniens. Cette vision de l'information est pour moi inadmissible. Ceci dit, les choses sont en train de changer, en partie grâce à la pression des Juifs français. Certes, ils représentent une force économique importante et cela peut influer sur les décisions à haut niveau mais surtout,





52. http://pbalkany.blogs.com/blog_de_patrick_balkany/2008/06/patrick-balkany.html.
53. *Actualité juive*, 21 avril 2005.
54. www.upjf.org/pdf/presse/Itv_Balkany_JPost-4-05.pdf.

ils s'impliquent de plus en plus dans la vie du pays. Il est heureux de constater que nombre de Juifs français se présentent aux élections des conseils municipaux, des mairies et plus encore. Cela prouve leur attachement à la France et leur volonté de s'intégrer totalement dans le paysage politique ou économique du pays et c'est une très bonne chose. Je l'ai fait moi-même il y a quelques années et j'engage mes coreligionnaires à faire de même. C'est ainsi qu'ils pourront faire entendre leur voix et influencer la politique de l'État. »

Balkany est partisan d'un État israélien séparé d'un État palestinien, « seul moyen d'arriver à la paix », selon lui[55]. Ce qui ne l'empêcha pas, en mars 2003, alors qu'aucune salle parisienne ne souhaitait l'accueillir, d'accepter que se tienne, au Palais des Sports de sa commune, un gala de soutien au profit de l'armée israélienne, organisée par « L'association pour le Bien Être du Soldat Israélien »[56]. Bien mieux, il y participa.

Tout aussi médiatique est Arno Klarsfeld, le fils des « chasseurs de nazis » Serge et Beate (pourtant fille elle-même d'un soldat de la Wehrmacht). Klarsfeld déclarait à *Information juive* en juin 1994 : « Je me considère comme juif politiquement. (...) Je préfèrerai me marier à une juive – à la synagogue de Venise si possible – afin que mes enfants le soient aussi (...) Je suis attaché au peuple juif, même si les orthodoxes ne me considèrent pas comme juif, ma mère ne l'étant pas. Il va de soi que je suis très attaché à l'État d'Israël. »

Cet avocat français, devenu franco-israélien en 2002[57], est inscrit aux barreaux de Paris, New York et Californie et travaille occasionnellement pour l'association des Fils et filles de déportés juifs de France (FFDJF), créée et présidée par son père. Il fut aussi le collaborateur et l'une des cautions sionistes de Nicolas Sarkozy.

En décembre 2005, il fut ainsi chargé par le président de rédiger un travail sur « la loi, l'Histoire et le devoir de mémoire » ; en mai 2006, il lui livra un rapport de sept pages de réflexion sur la délinquance ; en juin de la même année, Sarkozy, ministre de l'Intérieur, le nommait « médiateur national » concernant les expulsions d'enfants et auprès des « Enfants de Don Quichotte », la célèbre association ayant pour but de donner un logement aux sans abris.



55. http://mefeedia.com/entry/patrick-balkany-conflit-isra-lo-palestinien/13484413.
56. http://www.upjf.org/detail.do?noArticle=4747&noCat=109&id_key=109.
57. http://pqasb.pqarchiver.com/jrep/access/650696701.html?did=650696701&FMT=ABS&FMTS=FT&date=Oct+7%2C+2002&author=Nicholas+Simon&pub=The+Jerusalem+Report&desc=French+lawyer+Klarsfeld+becomes+Israeli+and+heads+to+U.S.+campuses.

Le choix d'Arno Klarsfeld pour rédiger le rapport sur la « législation de la mémoire » fut critiqué par la gauche, en particulier par le MRAP, qui contesta son impartialité en raison de son engagement dans l'armée israélienne.

L'une des caractéristiques d'Arno Klarsfeld, en effet, est d'avoir accompli son service militaire volontaire tardif (il avait 37 ans) en Israël en 2003-2004[58], d'abord au service d'information de Tsahal, puis dans les rangs de la police des frontières, les Magav ; il y fut affecté à des *check-points* autour de Bethléem, en Cisjordanie. « Comme son nom ne l'indique pas, cette " police des frontières " n'a pas pour objet de défendre un pays qui ne se reconnaît d'ailleurs pas de frontières, mais de faire la chasse aux populations palestiniennes, dans les territoires occupés notamment », avait réagi le CAPJPO[59]. Klarsfeld ne partageait guère cet avis, puisqu'il déclarait sérieusement, en décembre 2003, à l'agence de presse israélienne francophone Guysen : « La haine est un sentiment banni des rangs de Tsahal. Oui, je suis fier de servir au sein de l'armée d'Israël ».

À la suite de son service national, il fit des conférences dans les universités américaines pour y « raconter son expérience et défendre la cause d'Israël »[60].

Le secrétaire général du MRAP, Mouloud Aounit, qualifia l'avocat de « militant actif de la colonisation ». Une polémique s'ensuivit. En réponse, le 27 décembre 2005, sur France Inter, Klarsfeld le soupçonna d'être « sur la même ligne que le président iranien qui estime que les juifs n'ont rien à faire au Moyen-Orient ». Il revint à la charge le 11 janvier 2006, sur la chaîne France 2, dans l'émission « On a tout essayé », accusant Aounit de souhaiter « la disparition de l'État d'Israël »[61].

Son agressivité n'était pas anormale, après tout, étant donné la longue histoire d'amour que Klarsfeld vivait avec Israël. Dès 2001, il s'était déjà montré un virulent partisan de l'État juif, refaisant l'histoire à sa manière dans les colonnes du *Monde*[62]. Il y affirmait, entre autres, qu'en s'opposant à l'immigration juive en Palestine, dans les années 1930, les Palestiniens étaient responsables de la mort d'une partie des victimes de la Shoah ; il y proclamait aussi qu'il n'y avait rien de choquant à ce que des Israéliens habitassent dans les territoires occupés, puisque des Palestiniens vivaient quant à eux en Israël : « On dit que les implantations juives dans les territoires occupés sont un obstacle à la paix. Peut-être. Mais on peut aussi retourner le propos. Pourquoi des Juifs ne pourraient-ils pas habiter en Cisjordanie et à Gaza, alors qu'un million d'Arabes vivent en Israël ? », se demandait-il.



58. Arno Klarsfeld, *Israël transit* – Entretiens avec Yves Derai, L'Archipel, 2005.

59. « Sarkozy nomme un policier israélien pour juger du sort des enfant de sans-papiers », CAPJPO-Euro-Palestine (France), 29 juin 2006.

60. *Le Monde*, 18 décembre 2004.

61. http ://ccippp34.protection-palestine.org/article.php3 ?id_article=93.

62. Arno Klarsfeld, « Israël-Palestine : les vraies causes du conflit », *Le Monde*, 04 décembre 2001.

Klarsfeld finit par se ranger à l'idée d'un pays pour les Palestiniens situé à côté d'un pays pour les Israéliens. Il en précisait toutefois les limites : « Rien ne s'oppose à la création d'un État palestinien libre et indépendant, à condition que les Palestiniens renoncent à un droit de retour qui pourrait faire théoriquement des juifs une minorité dans leur propre État, et qu'ils renoncent au terrorisme »[63].

En 2007, candidat UMP aux élections législatives dans la 8e circonscription de Paris (XIIe arrondissement) afin de succéder au député Jean de Gaulle, il perdit au profit de la candidate socialiste[64]. Du coup, il n'entra pas au gouvernement. Il est aujourd'hui conseiller au sein du cabinet du Premier ministre François Fillon. En attente de la République.

■■

Patrick Gaubert, qui préside la LICRA depuis 1999, est une autre pièce importante du dispositif pro-israélien dans l'entourage de Nicolas Sarkozy.

Élu au Parlement européen en 2004 comme tête de liste UMP, ce dentiste de formation, ancien conseiller spécial de Charles Pasqua au ministère de l'Intérieur (1993-1995) (il fut le « chargé de mission pour s'occuper des relations avec la communauté juive »[65]), préside aussi le Haut conseil à l'intégration (HCI), un organisme ayant pour mission de « donner son avis et de faire toute proposition utile, à la demande du Premier ministre, sur l'ensemble des questions relatives à l'intégration des résidents étrangers ou d'origine étrangère ».

Bien avant ces louables occupations, Gaubert fut le fondateur en 1985 du DAVID, « Décider et agir avec vigilance pour Israël et la diaspora », un intitulé qui résonnait tout autrement que celui de la LICRA.

De 1984 à 1986, en tant qu'élu RPR au conseil de Courbevoie (Hauts de Seine), il fit voter des décisions municipales relevant du concept de « préférence nationale »[66] ; il s'agissait de la création d'une allocation parentale d'éducation réservée aux Français et ressortissants de la communauté européenne. Cette décision fut appliquée jusqu'en juin 2000. En novembre 2003, le même Gaubert fit pourtant condamner Catherine Mégret, maire d'extrême droite de Vitrolles (Bouches-du-Rhône ) pour la mise en place d'une allocation similaire, en 1998. Pourquoi cette apparente incohérence ?

63. *Le Monde*, 05 septembre 2005.

64. « Le fait qu'Arno Klarsfeld, candidat UMP dans cette circonscription ait servi au sein de Tsahal et que la suppléante de Sandrine Mazetier (candidate socialiste) soir Karen Taïen, l'épouse du président d'AB-SI (Association pour le Bien-être du Soldat israélien) a fait couler beaucoup d'encre », écrit Laëtitia Enriquez. (« L'appartenance communautaire au centre des débats dans la 8e circonscription de Paris », *Actualité juive*, 07 juin 2007.)

65. *Actualité juive*, 18 décembre 1987.

66. V. Armada (Agir pour les réparations maintenant pour les Africains et descendants d'Africains), *Préparer ici et maintenant les crimes du passé et les dégâts du présent*, Paris 2007.

Patrick Gaubert est aussi membre du comité directeur du *Keren Kayemeth LeIsraël*, un fonds d'aide à l'État juif qui est, selon ses propres termes, le « bras exécutif du peuple juif pour la rédemption et le développement de la terre d'Israël »[67] (voir chapitre 7). Il est enfin un ami de longue date de Nicolas Sarkozy, avec qui il aime à raconter qu'il passait ses vacances[68].

Le 7 juin 2004, lors d'une soirée-débat organisée par le Forum franco-israélien et au cœur de la campagne des européennes, Patrick Gaubert déclara : « La LICRA, l'UPJF (Union des patrons juifs de France) et les Centres des communautés juives se sont réunis pour étudier des moyens de défendre la communauté juive. Nous encourageons les cours de *self-defense* pour que les jeunes puissent se défendre quand ils sont agressés ». Ces déclarations étaient en totale contradiction avec la loi française du 10 janvier 1936 interdisant les groupes de combat et autres milices privées ; mais, à ma connaissance, elles ne furent pas condamnées par la justice.

En 2006, Patrick Gaubert prit part à la réunion des parlementaires juifs qui se tint à Jérusalem et dénonça les réunions internationales consacrées à la lutte contre le racisme, le colonialisme et les discriminations qui, selon lui, étaient « désormais l'occasion d'attaques systématiques contre Israël et les Juifs » : « Je ne veux plus d'autre Durban[69], [la conférence de l'ONU, en septembre 2001] où les pays ont accusé Israël de toutes les turpitudes », affirma-t-il[70].

Il se désola qu'en France la presse écrite fût laminée et écrasée par internet, sur lequel « tout peut circuler librement ». Il craignait qu'Israël ne fût anéantie et les juifs exterminés par le « Goliath » des temps présents (oubliant quelque peu que « David » était la quatrième puissance militaire mondiale). Il s'étonnait encore que la communauté africaine qui « veut que l'on parle de l'esclavage comme on parle de la Shoah » et qui, faute de pouvoir établir des équivalences crédibles, « accuse les Juifs d'avoir exagéré l'ampleur de l'entreprise d'extermination des Juifs d'Europe ».

Toujours en 2006, lors d'un débat au Parlement européen sur le Proche-Orient, il déclarait :

« Aujourd'hui ce sont l'Iran, la Syrie, son relais et le Hezbollah, son bras armé, qui sont porteurs de ce message de haine, jetant à la face de la communauté internationale leur volonté de rayer un état souverain et son peuple de la carte du monde. Cela évoque de bien mauvais et pénibles

67. http://www.kifonline.com/kkl.php.

68. « Oui, j'ai connu Sarkozy il y a plus de vingt ans, oui, il nous est arrivé de partir en vacances ensemble... » (*Le Figaro*, 15 octobre 2007).

69. La conférence de Durban, qui s'est tenue du 2 au 9 septembre 2001 à Durban en Afrique du Sud, fut la troisième session des conférences mondiales contre le racisme organisées par l'UNESCO. Les délégations des États-Unis et d'Israël quittèrent la conférence le 3 septembre, tandis qu'une déclaration finale contre le racisme était votée, à l'arrachée (http://www.ladocumentationfrancaise.fr/dossiers/conference-racisme/durban.shtml).

70. http://www.guysen.com/articles.php?sid=4061.

souvenirs. Si, bien évidemment, nous avons le devoir de soulager humainement le malheur des populations prises en otage par l'action terroriste du Hezbollah, notre engagement doit être équilibré pour que nous puissions jouer le rôle politique positif qui doit être le nôtre. Or, chers collègues, permettez moi d'oser le dire, l'équilibre ne réside pas dans la stigmatisation unilatérale et systématique d'une seule partie au conflit, en l'occurrence Israël. L'équilibre passe nécessairement par la mise devant leurs responsabilités internationales des fauteurs de guerre, la Syrie et l'Iran. Nous le devons à deux États amis le Liban et Israël, nous le devons à deux peuples amis les peuples israélien et libanais qui n'aspirent qu'à vivre en paix »[71].

Dans *Actualité juive*[72], en 2008, Gaubert s'en prit à ceux qui soutenaient les Palestiniens au Parlement européen, en ces termes :

« La mobilisation palestinienne est puissante, récurrente, organisée. Il y a un tombereau d'organisations pro-palestiniennes implantées au Parlement. (...) Depuis des années, ces gens-là ont monté des structures (européennes, palestiniennes ou israéliennes, si on peut dire). Ils organisent des voyages à Gaza, en Cisjordanie, dans les hôpitaux palestiniens. Ils vont voir des médecins, des assistantes sociales. Ils reviennent avec une argumentation forte, anti-israélienne. Ils ont l'intelligence de faire parler des personnes âgées, calmes, respectables qui profèrent des mensonges énormes sur Israël. Leïla Shahid (représentante de la Palestine auprès de l'UE) est derrière toutes ces opérations, sans apparaître souvent. Elle n'en fait pas plus que l'ambassadeur d'Israël, mais elle bénéficie d'une structure toute dévouée à la cause palestinienne, à travers des députés ».

Il confessait toutefois : « Nous avons réussi à monter un groupe assez informel de parlementaires amis d'Israël, réunissant des élus de tous partis et de tous pays. La plupart du temps, nous arrivons à éviter que soient votés des amendements hostiles à Israël ».

Aux étages supérieurs de l'appareil pro-israélien de la « Sarkozie », nous trouvons le « *french doctor* », Bernard Kouchner, l'homme politique préféré des Français quinze ans durant et qui fut aussi le créateur et propagateur du concept « d'ingérence humanitaire », que Serge Halimi assimile, à l'instar de Jean Bricmont et de Noam Chomsky, à un alibi humanitaire « pour équipées impériales »[73].

71. http://epped.europarl.eu.int/Press/showpr.asp?PRControlDocTypeID=1&PRControlID=5159&PRContentID=9251&PRContentLG=fr.

72. *Actualité juive*, 24 juillet 2008.

73. Serge Halimi, « Alibis humanitaires pour équipées impériales », *Le Monde diplomatique*, mai 2006. V. aussi : Jean Bricmont, *Impérialisme humanitaire. Droits de l'homme, droit d'ingérence, droit du plus fort ?*, Aden, 2005 ; Noam Chomsky, *La Doctrine des bonnes intentions* (entretiens avec David Barsamian), Fayard, 2006.

Ce personnage « incontournable » de la vie politique française est également chatouilleux sur des questions qui le touchent de trop près, si l'on en juge par les terribles accusations d'antisémitisme qu'il jeta à la figure du journaliste Pierre Péan qui lui consacra un livre guère élogieux. Ses accusations suscitèrent l'indignation de nombreux journalistes, mais lui valurent aussi, à rebours, le soutien du Premier ministre, François Fillon[74].

Le publicitaire Jacques Séguéla, lui-même, eut affaire à son caractère fougueux lors d'une croisière en Turquie, durant l'été 2006 :

« Au détour d'une phrase, écrit-il, je ne sais plus à quel propos, j'ai prononcé, sans la moindre intention raciste, l'expression " lobby juif ". Que n'avais-je dit ? Bernard se leva d'un bond et s'enferma sans un mot dans sa cabine. Christine [Ockrent, qui partage sa vie ; elle est directrice générale de la holding France Monde, chargée de regrouper l'audiovisuel extérieur : TV5 Monde, France 24, Radio France internationale], partie en éclaireur, revint porteuse d'un oukase kouchnérien : " Je quitterai ce bateau antisémite demain à la première heure ! " Je n'en dormis pas de la nuit. Dès le réveil, je me confondis en excuses sans vraiment savoir quel avait été mon péché »[75].

Bien avant ses mésaventures, Péan notait[76] déjà que « Bernard Kouchner insiste sur sa " double judéité ", affirmant paradoxalement qu'" être à moitié juif, c'est être deux fois juif ", comme s'il voulait indiquer qu'il faut chercher là le principal moteur de ses actes. Ne confie-t-il pas à Jean-François Duval " être hanté par la même question : pourquoi les juifs se sont-ils laissés faire ? " Ces propos reviennent fréquemment : " J'étais un adolescent hanté par les juifs, la mort des juifs, les miens. Comment avaient-ils pu se laisser faire ainsi ? Et je pensais : il ne faudra plus jamais se laisser faire. " »

Peut-être est-ce dans cette faille psychologique qu'il faut chercher la raison de son attachement, discret mais ardent, à l'État que les juifs se sont créés pour ne plus avoir à craindre de nouvelle Shoah (avec pour triste résultat qu'ils en craignent toujours l'éventualité).

On se souvient du hourvari survenu à Jérusalem, lorsque des rumeurs circulèrent sur une éventuelle nomination d'Hubert Védrine au Quai d'Orsay. Le *Jerusalem Post* s'en était scandalisé et avait titré sur le « choc »[77] qu'un tel choix représentait pour Israël.

---

74. « Dans un communiqué, François Fillon a dit sa " confiance " et son " respect " à Bernard Kouchner, estimant que " rien ne justifie que la réputation d'un homme soit ainsi piétinée suite à de simples allégations ". » (« Kouchner soupçonne Péan d'antisémitisme et de révisionnisme », LEXPRESS.fr, 04 février 2009.)

75. Jacques Séguéla, *Autobiographie...*, *op. cit.*, p. 219.

76. Pierre Péan, *Le Monde selon K*, *op. cit.*, p. 29, citant Anne Vallaeys, *Médecins sans frontière, la biographie*, Fayard, 2004.

77. http ://www.jpost.com/servlet/Satellite ?pagename=JPost%2FJPArticle%2FShowFull&cid=1178708593353.

Ancien conseiller diplomatique de François Mitterrand et ministre des Affaires étrangères sous Lionel Jospin, Védrine était en effet soupçonné d'être pro-arabe : en 2000, au plus fort de la seconde Intifada, il avait demandé à l'Union européenne de voter des sanctions contre Israël ; dans une interview donnée au journal pan arabe *Al-Hayat*, il avait également déclaré que les Palestiniens « souffrent d'un grand malheur et d'un chaos absolu à cause d'une politique menée par les États-Unis et les partis de la droite israélienne »[78], ajoutant : « Pour ce qui est de la France, j'appelle depuis toujours à maintenir ouverts les canaux du dialogue avec l'Iran, la Syrie, le Hezbollah et le Hamas. Je me réjouirais que la France prenne ce chemin ».

Difficile de l'admettre, du point de vue israélien. La nomination de Bernard Kouchner calma Tel Aviv. Comme le rapporta le correspondant de BFM TV, Anthony Bellanger, l'ancien administrateur du Kosovo était, en effet, jugé plus « israélo-compatible »[79] que celui qui avait jadis qualifié les États-Unis d'« hyper-puissance ».

La Chambre de commerce France/Israël commenta son arrivée au Quai d'Orsay en ces termes :

« Très peu de personnes le savent. L'Université hébraïque de Jérusalem (UHJ) avait célébré son 80e anniversaire et son Centenaire de " l'Année miraculeuse " d'Albert Einstein en 2005, et c'est à l'occasion de l'Assemblée des gouverneurs (8 juin 2005) que Bernard Kouchner avait reçu le titre de Docteur *honoris causa* de l'UHJ. Bernard Kouchner avait donné une conférence exceptionnelle sur le thème de " L'Antisémitisme, Sentinelle de la lutte pour les droits de l'homme ". La nomination de Bernard Kouchner comme ministre des Affaires étrangères, ce jour, est vue de manière positive à Jérusalem »[80].

Ainsi, on ne s'étonnera pas d'apprendre que « Bernard Kouchner est un des piliers d'Urgence Darfour[81] », comme l'écrit Péan[82], un drame qui, ajoute-t-il, trouve « un large écho chez les tenants de la droite chrétienne et évangéliste américaine, mais aussi auprès du Mémorial de l'Holocauste de New York et de l'*American Jewish World Service* qui, avec plus de cent quatre-vingts organisations créent le 14 juillet 2004 la *Save Darfur Coalition*, avec le soutien politique du Congrès américain ».

78. http://www.objectif-info.com/index.php?id=582.
79. http://www.dailymotion.com/video/x1za0t_sarko-israel-kouchner-vs-vedrine.
80. http://www.israelvalley.com/news/2007/05/18/10319/bernard-kouchner-et-israel-kouchner-est-dr-honoris-causa-de-l-universitnn-hnnbrannque-de-jnnrusalem-il-sera-trnns-humanitaire-avec-les-palestiniens.
81. Le collectif Urgence Darfour France a été créé à l'initiative de huit associations : désormais, il bénéficie du soutien de plus de 120 associations françaises et de 250 personnalités (http://www.urgencedarfour.info/).
82. *Op. cit.*, pp. 165.

Péan poursuit: «Des personnalités comme le prix Nobel de la paix Elie Wiesel, grand ami de Bernard Kouchner et de Bernard-Henri Lévy, des stars d'Hollywood (George Clooney, Angelina Jolie), figurent à la tête du mouvement et veillent à donner le plus grand retentissement médiatique à la crise du Darfour. Rarement propagande aura été marquée par un simplisme aussi effrayant, appuyée sur un manichéisme à relents culturalistes du genre: "Des Arabes massacrent des Noirs", ou "Le régime intégriste de Khartoum extermine des populations civiles opposées à la Charia". Ce, au mépris de l'histoire et de la sociologie du Darfour que des spécialistes de la région ne cessent pourtant d'expliquer, en vain. La France va être bientôt submergée à son tour par cette vague d'indignation américaine. A l'initiative de SOS Racisme, de la LICRA, du Centre Simon-Wiesenthal, de l'UJF (Union des étudiants juifs de France), de quelques ONG et personnalités humanitaires et médiatiques est créée, le 8 février 2005, "Urgence Darfour", qui reprend intégralement les mots d'ordre *made in USA*. Affirmations catastrophistes et surenchère compassionnelle sont utilisées pour interpeller et mobiliser les Français. Début 2007, Urgence Darfour avance et diffuse le chiffre macabre de 10000 morts par mois, contredisant les estimations des ONG agissant sur place»[83].

Le même Péan observe que[84] sur « le Proche-Orient en général et le conflit israélo-palestinien en particulier, le nouveau ministre observe une prudence de sioux, tout au moins en façade. Faisant souvent état de sa judéité, en privé et en public, il sait fort bien qu'on l'attend sur cet épineux dossier. Aussi observe-t-il un strict équilibre formel et plus ou moins conforme aux tendances lourdes de la diplomatie française: la création d'un État palestinien est nécessaire à la sécurité et à la stabilisation d'Israël. »

Pourtant, en visite dans les territoires palestiniens, en septembre 2007, Kouchner ne rencontra pas de dirigeants du Hamas: «Sa visite en Israël s'inscrit dans un contexte de réchauffement des relations franco-israéliennes

83. *Op. cit.*, pp. 163-165. Péan précise encore: «Voyons un peu quels sont les principaux membres de la coalition sur lesquels il va s'appuyer: le président, Jacky Mamou, ancien président de Médecins du Monde (MDM), association créée, on l'a vu, par Kouchner, a été partisan de l'invasion de l'Irak et est très hostile à la résistance palestinienne; le secrétaire général, Richard Rossin, ancien membre de Médecins sans frontières (MSF), est cofondateur de MDM; Diagne Chanel est une artiste plasticienne franco-sénégalaise; Bernard Schalscha, ancien militant de la LCR, a fait campagne depuis lors contre Siné, le caricaturiste de *Charlie Hebdo*, accusé d'antisémitisme par la direction de ce journal; Illana Soskin, avocate, membre de la LICRA, fut proche de l'Union des étudiants juifs de France (UEJF). Très actifs autour d'Urgence Darfour, il y a aussi et peut-être surtout les philosophes proches de Bernard Kouchner, BHL, André Glucksmann, Pascal Bruckner, sans oublier le directeur de *Charlie Hebdo*, Philippe Val, pour qui la liberté d'expression doit être absolue quand il s'agit de critiquer les musulmans ou les catholiques, mais la plus étroite, voire nulle pour ceux qui critiquent Israël et l'adhésion aveugle de certain Juifs à la politique de force de l'État hébreu. Sur le Darfour, le *French doctor* n'y va pas par quatre chemins. Pour lui, ce qui se passe à l'ouest du Soudan vient "après la Somalie et le Rwanda". Le ton est donné. (...) Il développe là l'"idéologie de l'ingérence pro-Occident" dont le but est de "faire régner l'ordre dans le monde entier", au risque de s'"aligner sur les positions américano-bushiennes", pour reprendre le commentaire d'Hubert Védrine. Tous les militants d'Urgence Darfour, Kouchner compris, se comportent en effet comme des "néocons". Tous ou presque ont soutenu l'invasion de l'Irak et sont des inconditionnels de la politique de force israélienne.»

84. *Id°.*, p. 268.

depuis l'élection du président Nicolas Sarkozy, qui s'est à plusieurs reprises déclaré ami de l'État hébreu », écrivit *Libération*[85].

À la fin de ce même mois, Kouchner s'exprimait devant plus de deux cents membres de l'AJC, réunis dans un grand hôtel de New York[86]. Il félicitait cet organisme pour son rôle pionnier dans la lutte contre l'« antisémitisme » dans le monde et réaffirma le soutien « solide » de son pays à Israël : « Le Président Sarkozy a redit, le mois dernier, lors de son allocution devant les ambassadeurs de France, qu'il ne fera jamais de compromis en matière de sécurité d'Israël. Moi non plus ». Il ajoutait : « Nous avons le devoir d'inculquer Israël à nos enfants et petits-enfants ».

Parmi les personnalités accompagnant le ministre, il y avait notamment l'ambassadeur de France auprès de l'ONU, Jean-Maurice Ripert, l'ambassadeur de France aux États-Unis, Pierre Vimont, et le consul général de France à New York, François Delattre.

En décembre 2007, le ministre français des Affaires étrangères excluait[87] que l'Union méditerranéenne voulue par le président Sarkozy puisse s'édifier sans Israël, comme l'avait préconisé le fils du dirigeant libyen, Seif el-Islam Kadhafi : « Non, on ne peut pas l'imaginer (...) Je pense que l'Union méditerranéenne a ceci d'intéressant que tous les pays de la Méditerranée y seraient associés. (...) Nous ne voulons repousser ni la Syrie, ni Israël, ni la Turquie, personne », asséna-t-il.

En février 2008, lors d'un entretien avec la télévision israélienne Aroutz 2, il déclara que « le Hezbollah est utilisé par l'Iran et la Syrie comme une sorte d'épouvantail. »

Concernant l'Iran, qui avait relancé son programme d'enrichissement d'uranium, ses propos firent sensation. À la mi-septembre 2007, à peine trois mois après sa nomination, il déclara lors de l'émission radio-télévisée Le Grand Jury RTL/*Le Figaro*/LCI : « Il faut se préparer au pire », et précisa-t-il : « Le pire, c'est la guerre ! ». Déroutante incitation à la guerre de la part d'un médecin, co-fondateur de Médecins sans frontières (MSF). Sa sortie était d'autant plus malvenue que le président iranien déclarait dans le même temps que la bombe nucléaire ne « servait à rien »[88] tandis qu'Israël possédait la bombe nucléaire en toute illégalité[89].

85. *Libération*, 11 septembre 2007.

86. http://www.ajc.org/site/apps/nl/content2.asp?c=ijITI2PHKoG&b=849241&ct=4484285.

87. http://www.geostrategie.com/282/kouchner-pas-d%E2%80%99union-mediterraneenne-sans-israel.

88. « Dans les relations politiques aujourd'hui, la bombe nucléaire n'est d'aucune utilité. Si elle était utile, elle aurait empêché la chute de l'Union Soviétique. Si elle était utile, elle aurait résolu les problèmes que les américains ont en Irak. Le temps de la bombe est dépassé. » (http://www.cbsnews.com/stories/2007/09/20/60minutes/main3282230.shtml).

89. Rappelons que c'est la France de la IV^e République, sous Guy Mollet, président du Conseil en 1956-1957, qui fut à l'origine de la fabrication de la bombe atomique israélienne.

Kouchner ajoutait « qu'il n'y a pas de plus grande crise » à l'heure actuelle que celle du programme nucléaire iranien, suspecté de servir de paravent à des activités militaires malgré les démentis de Téhéran : « Nous n'accepterons pas que cette bombe soit construite » car cela constituerait un « vrai danger pour l'ensemble du monde », lança-t-il.

L'agence de presse officielle iranienne Irna répliqua en accusant d'« extrémisme » le président français Nicolas Sarkozy et son chef de la diplomatie : « Le nouveau locataire de l'Elysée veut aujourd'hui copier la Maison Blanche », écrivit l'agence, en ajoutant que « cet Européen s'est mis dans la peau des Américains et imite leurs hurlements ».

Dans « Soir 3 », le journal de France 3, l'ex Premier ministre Dominique de Villepin, se référant implicitement à la traditionnelle position de la France, tenta de freiner cette escalade verbale : « Il ne s'agit pas aujourd'hui de préparer la guerre. Il faut au contraire se battre pour la paix. La guerre, ce n'est pas une option parmi d'autres, c'est un ultime recours et nous avons vu en Irak à quel point cela s'accompagne d'injustices, de souffrances et de grands malheurs »[90].

Le site d'information *Rue 89*[91] commenta cette affaire de la façon suivante : « Si Bernard Kouchner avait été ministre des Affaires étrangères en 2003, la France aurait sans doute des troupes en Irak en ce moment, tout aussi embourbées que celles des États-Unis ».

En 2003, Kouchner avait été, en effet, l'une des rares personnalités politiques françaises à opter pour la guerre. Qu'en sera-t-il demain ?

■■■

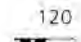
Il est peu douteux que l'attachement viscéral à Israël qu'ont démontré la plupart des personnalités que je viens de citer ait joué, un jour ou l'autre, en leur faveur auprès de l'Élysée, même si telle n'était pas forcément leur intention première ; Kouchner en est l'exemple remarquable.

De même n'est-il assurément pas impensable que les bons sentiments que l'ancien conseiller de François Mitterrand, Jacques Attali[92] ou le socialiste

90. http://www.dailymotion.com/video/x3064r_sarko-kouchner-guerre-a-liran-ville_news.

91. http://www.rue89.com/2007/09/16/kouchner-et-la-guerre-en-iran-attention-danger.





92. « Le 5 juin 1981, dès son arrivée au pouvoir et malgré son opposition à la politique du gouvernement israélien de l'époque, (François Mitterrand) annula la honteuse directive du 5 mai 1980 par laquelle la France acceptait de se soumettre au boycott arabe. Quelques jours plus tard, au premier sommet européen auquel il participa, à Luxembourg, il écarta l'absurde déclaration d'un sommet précédent condamnant toutes les négociations bilatérales entre Israël et ses voisins, en particulier celles de Camp David. Dès le début de son premier mandat, il eut le courage de revendiquer son soutien à l'existence d'Israël devant tous les chefs d'État arabes qu'il rencontra. » (http://www.uejf.org/tohubohu/archives/numero3/dossier/amis.html.)

Dominique Strauss-Kahn[93] nourrissent pour l'État juif aient joué, au moins autant que leurs qualités propres, dans le fait que Sarkozy ait commandé, à l'un, un rapport « pour libérer la croissance »[94] et qu'il ait choisi le second comme candidat de la France à la présidence du Fonds monétaire international (FMI)[95].

Mais si, sur cette question, tout le gouvernement de Sarkozy suit, le doigt sur la couture du pantalon, la politique initiée par « l'Omniprésident », du Premier ministre François Fillon au ministre du Budget Éric Woerth, tous ne font pas partie intégrante du « réseau d'Israël » sarkozien que je viens de décrire. Beaucoup ne font que naviguer sur leur erre, comme Christine Boutin, ministre du Logement et de la Ville. Certains, comme Jean-David Levitte, « sherpa » et conseiller diplomatique à l'Élysée, ne s'engagent pas outre mesure sur le sujet, du moins publiquement, même si l'on sait qu'ils jouent un rôle majeur dans certaines des décisions présidentielles en coulisses. D'autres encore, comme l'actuel président du groupe UMP à l'Assemblée nationale, Jean-François Copé, membre de l'association France-Israël, se font plus discrets ces derniers temps et se contentent de condamner, avec les autres, la montée relative de l'antisémitisme en France[96].

Ce qui est plus remarquable, c'est que certains tentèrent d'afficher leur amour éperdu pour Israël, sans que leurs opérations de charme suffisent à leur attirer les bonnes grâces de l'Élysée.

Rama Yade en est un exemple édifiant. Puissance montante, la musulmane Rama Yade, secrétaire d'État aux droits de l'homme, est très populaire dans la communauté juive française. Outre le fait qu'elle soit mariée avec Joseph Zimet, conseiller au cabinet du secrétaire d'État Jean-Marie Bockel et

93. « Je considère que tout Juif de la diaspora, et donc c'est vrai en France, doit partout où il le peut apporter son aide à Israël. C'est pour ça d'ailleurs qu'il est important que les Juifs prennent des responsabilités politiques. Tout le monde ne pense pas la même chose dans la Communauté juive, mais je crois que c'est nécessaire. Car, on ne peut pas à la fois se plaindre qu'un pays comme la France, par exemple, ait dans le passé et peut-être encore aujourd'hui, une politique par trop pro-arabe et ne pas essayer de l'infléchir par des individus qui pensent différemment en leur permettant de prendre le plus grand nombre de responsabilités. En somme, dans mes fonctions et dans ma vie de tous les jours, au travers de l'ensemble de mes actions, j'essaie de faire en sorte que ma modeste pierre soit apportée à la construction de la terre d'Israël. » (Dominique Strauss-Kahn, *Passages*, février/mars, 1991).

94. www.liberationdelacroissance.fr/.

95. Grégory Blachier, « FMI : Sarkozy a choisi DSK », *Journal du Dimanche*, 06 juillet 2007.

96. V. ses propos au petit déjeuner débat organisé par la Chambre de Commerce France-Israël du vendredi 16 janvier 2009 (http://www.israelvalley.com/actualite-ccfi/21251/compte-rendu-du-petit-dejeuner-debat-16-janvier-2009-invite-jean-francois-cope-theme-comment-sortir-de-la-crise-economique-et-de-celle-du-moyen-orient). Sur le site politique.net, on lit : « Jean-François Copé est né le 5 mai 1964 à Boulogne-Billancourt au sein d'une famille très aisée issue de l'immigration. En 1926, le grand-père paternel, un jeune roumain nommé Copelovici débarque en France fuyant l'antisémitisme de son pays, la Roumanie. Pour pouvoir travailler dans son pays d'accueil, il reprend des études de médecine et devient médecin généraliste. A plusieurs reprises, pendant la guerre, la famille naturalisée française est obligée de fuir les menaces antisémites ». (http://www.politique.net/2008052002-portrait-jean-francois-cope.htm).

fils du célèbre chanteur *yiddish* Ben Zimet, celle-ci déclara, en novembre 2008, sur la Radio de la communauté juive, qu'elle était prête à défendre Israël lors de la Conférence de Durban II de 2009. Participant, le 6 décembre 2008, en remplacement de Bernard Kouchner, au gala de la Chambre de Commerce France Israël à Paris, elle était décrite par le site IsraelValley comme « ayant fait une première entrée fracassante dans le monde des affaires France-Israël. Personne ne s'y attendait. Très peu de personnes connaissaient sa proximité réelle avec les Juifs de France »[97]. Le 11 janvier 2009, s'exprimant sur la situation à Gaza sur Radio J, elle tenait le Hamas pour responsable du déclenchement des hostilités.

Néanmoins, elle s'est (provisoirement ?) coupée de l'Élysée, n'ayant pas accepté d'être candidate aux Européennes « alors que selon des rumeurs persistantes, Nicolas Sarkozy l'encouragerait en ce sens »[98]. Son engagement pro-israélien n'avait pas suffi à s'assurer l'attachement du président. Heureusement pour elle, il lui reste plus d'une carte en mains pour poursuivre son ascension politique.

Autre exemple frappant : Rachida Dati. Dans le livre qu'ils consacrent à son extraordinaire parcours, *Belle-Amie*[99], Michaël Darmon et Yves Derai racontent deux épisodes révélateurs qui marquèrent profondément celle qui, après avoir été considérée comme la « sœur » de l'ex-épouse de Sarkozy, Cécilia, tenait pour assuré de faire, à vie, partie du premier cercle présidentiel :

« Nombre de collaborateurs du chef de l'État estiment en petit comité que *" Dati est devenue un boulet "*, écrivent-il[100]. La garde des Sceaux n'est plus une VIP incontournable des voyages officiels. La séquence se réitère pour le déplacement en Israël et en Palestine. (...) La liste des invités s'allonge mais n'inclut pas Rachida Dati qui s'était pourtant poussée du col devant Patrick Bruel quelques mois plus tôt, le soir du dîner en l'honneur de Shimon Pérès à l'Elysées : *" Tu viens en Israël ? C'est moi qui gère "*. Apprenant la nouvelle de son éviction, Belle-Amie fait le siège de Jean-David Lévitte. Elle s'insurge d'autant plus contre cette mise à l'écart qu'elle entretient depuis longtemps d'excellentes relations avec la communauté juive de France. C'est au mensuel *Tribune Juive* qu'elle avait réservée sa première interview de porte-parole du candidat Sarkozy. *" Je ne vois pas de différence entre les Juifs et moi "*, avait-elle déclaré dans ses colonnes. Des propos qui avaient provoqué un déluge de réactions sur le net où des internautes taxent Dati d'*" agent du lobby juif "* ! (...) La garde des Sceaux, en tant qu'amie de la communauté, s'exprime fréquemment devant les instances du CRIF. (...) Alors, forcément, elle



97. http://www.israelvalley.com/news/2007/12/06/14520/israel-france-exclusif-trophees-rama-yade-a-remplace-bernard-kouchner-au-gala-de-la-chambre-de-commerce-france-israel.

98. « Européennes : Rama Yade pas candidate », *Journal du Dimanche*, 07 décembre 2008.

99. Michaël Darmon et Yves Derai, *Belle-amie*, Éditions du Moment, 2009.

100. *Op. cit.*, pp. 117 et suiv.

supporte mal de ne pas accompagner le président en Terre Sainte. Son obstination finit par avoir raison des réticences de l'Elysée. Elle est incluse dans la délégation mais, *in fine*, se voit dans l'obligation d'annuler au dernier moment sa participation à cause d'un débat parlementaire important sur le texte de la réforme de la constitution ».

Fière, coriace et ne ménageant pas sa peine en coulisses, l'ambitieuse garde des Sceaux tenta plus tard de revenir dans la course, comme le racontent Derai et Darmon :

« Invitée à s'exprimer dans un colloque près de Tel Aviv sur " *la France qui change* ", Rachida Dati voit dans ce voyage l'opportunité d'une session de rattrapage. Elle compose une délégation comportant pas moins d'une quarantaine d'invités, politiques, intellectuels, artistes, et demande à prononcer un discours à la Knesset, privilège traditionnellement réservé aux dirigeants. Belle-Amie réclame sa visite d'État ! Lorsque Claude Guéant découvre ces désidératas disproportionnés, il demande *illico* de " *dégonfler tout ça* ", réduit le programme à sa plus simple expression et convoque dans la foulée Rachida Dati. Le secrétaire général de l'Elysée l'avertit que personne ne comprend la pertinence de ce voyage. " *N'avez-vous pas mieux à faire à Paris ? Le président a été très clair : il faut vous réenraciner dans la technique* ". Une fois sur place, Rachida Dati ne retient pas sa colère en s'apercevant que le président palestinien, Mahmoud Abbas, ne l'accueillera pas lui-même, attendu à New York pour l'assemblée générale de l'Onu. En Israël, où les autorités s'étaient montrées dubitatives sur l'intérêt de la visite, la garde des Sceaux ne monte pas à la tribune de la Knesset... ».

Rachida Dati apprit à ses dépens que, sous le règne de Sarkozy, on ne soutient pas Israël comme l'on veut. Il convient d'être adoubé. Bien pis : elle comprit qu'être exclu de cet exercice d'admiration signifiait qu'on était tombé en disgrâce.

# La nouvelle aristocratie

Judaïsme, sionisme, même combat ? Hélas, en 2009, tout paraît justifier une combinaison si contraire aux intérêts de la communauté juive de France et à la paix civile ; si redoutable également, à terme, pour l'équilibre du monde, car on ne peut pas apporter une bonne réponse, au niveau du quartier comme à celui de la planète, à un problème mal posé.

« Oh, je ne suis pas un intellectuel », avait dit Sarkozy en juin 2007[1], sur TF1, au journaliste Patrick Poivre d'Arvor ; le seul critère, « c'est ce qui marche » avait commenté *Le Monde*[2]. C'est regrettable : une tentative de conceptualisation en prise avec le réel eût été profitable. Car dans sa logique pragmatique et électoraliste, Nicolas Sarkozy a tellement oeuvré à la superposition de ces ceux concepts, à leur agrégation, à leur agglomération, qu'il est désormais difficile de nier que c'est ainsi qu'un nombre élevé de nos contemporains perçoivent la réalité.

Toutefois, si Nicolas Sarkozy, confondant juifs de France et sionistes, mélangeant sans chercher à les distinguer des notions aussi différentes que l'antisionisme, la critique d'Israël et l'antisémitisme, fut le premier à mettre en oeuvre une telle « idéologie », dont le pendant est une politique étrangère orientée en priorité vers les intérêts d'Israël, il serait faux de croire qu'il est, avec ses francs-tireurs, l'initiateur de cette façon de penser, ni même que son parti fût le seul à s'engager dans cette voie. Il ne fait que suivre un élan impulsé par diverses personnalités, à commencer par les représentants de la communauté juive de France, qui ne représentent pourtant, au mieux (le rappel est important), qu'un sixième de la population dont ils se disent les porte-parole.

Leurs moyens d'actions ? Ils sont innombrables : la mise en branle d'un vaste réseau associatif, confessionnel ou non, qui arpente les allées du couloir et dispose de ses entrées dans les principaux organes de décision ; la tentative de créer tous azimuts, dans les médias ou ailleurs, un climat favorable à Israël,



1. Cité par Daniel Vernet, « La diplomatie Sarkozy », *Le Monde*, 27 juin 2007.
2. *Id°*.

pour influencer l'opinion publique[3] et ses représentants; des écrits, des images[4], des élus emmenés en voyage en Israël par l'ADELMAD au moins une fois par an; des rassemblements de masse pour soutenir l'État hébreu ou dénoncer ceux qui le conspuent; plus insolites, mais d'importance, des dîners communautaires, qui sont, avec le temps, devenus l'un des événements inévitables de la vie politique française.

Tout cela « marche », en effet, et de concert. Mais pour quelles conséquences autres que la satisfaction immédiate d'intérêts particuliers ? Telle est la question.

■■■

L'un des premiers hommes publics à parler ouvertement, comme d'une disposition d'esprit digne d'être encouragée, du lien étroit qui unissait les juifs de France avec l'État d'Israël, fut le philosophe Raymond Aron, qui écrivait en 1968 : « Que la plupart des Juifs, même hostiles naguère au sionisme, éprouvent pour Israël une sympathie particulière, je ne songe pas à nier le fait et je déplorerais même qu'il en fût autrement. Quel degré de sympathie nous est permis sans que s'élève l'accusation de double allégeance ? »[5].

La guerre des Six Jours avait servi de révélateur de l'attachement des juifs à Israël et de catalyseur de la mobilisation pro-israélienne en France comme dans le monde. Prétendant que de Gaulle avait « sciemment, volontairement, ouvert une nouvelle période de l'histoire juive et peut-être même de l'antisémitisme » en ne soutenant pas Israël, Aron était tombé dans le piège et ses admirateurs y chutèrent avec lui. En France, c'est précisément à l'approche de la guerre des Six Jours, le 31 mai 1967, qu'eut lieu la première grande manifestation de masse pour exprimer un soutien à l'État juif devant l'ambassade d'Israël : elle rassembla environ 30000 personnes. Ce n'était qu'un modeste début.

L'attitude critique des intellectuels juifs à Charles de Gaulle ne fut pas unanime, toutefois : le meilleur contestaire de l'état d'esprit sioniste d'alors fut l'anthropologue Claude Levi-Strauss, dont la lettre à Raymond Aron, datée du 9 avril 1968, est bien passée sous silence, aujourd'hui. Il lui écrivait ainsi : « Certains éléments juifs de France, en profitant de leur pouvoir sur la presse écrite ou parlée et des positions acquises, et en s'arrogeant le droit de s'exprimer au nom de tous les autres, se sont montrés " sûrs d'eux-mêmes et dominateurs " (...) Dès la première heure, en effet, nous avons assisté à une



3. V. Joss Dray et Denis Sieffert, *La guerre israélienne de l'information – Désinformation et fausses symétries dans le conflit israélo-palestinien*, La Découverte, 2002.

4. V. le documentaire *Décryptage* de Philippe Bensoussan (2003), qui fit l'objet d'une diffusion au palais du Luxembourg, et dans lequel le scénariste Jacques Tarnero, chercheur au CNRS, appliqua au conflit du Proche-Orient une grille de lecture favorable à Israël.

5. Raymond Aron, *De Gaulle, Israël...*, *op. cit.*

entreprise systématique pour manipuler l'opinion publique de ce pays. Rappelez-vous *France-soir* titrant sur toute la page : " Les Égyptiens ont attaqué "[6] et cela a continué bien au-delà de la guerre des Six Jours.[7] »

Au fil des ans, sous les divers gouvernements qui se succédèrent, les liens entre les représentants de la communauté juive française et Israël ne firent pourtant que se resserrer. Le CRIF, qui avait été créé en 1944 avec pour vocation d'unifier les actions de sauvetage des juifs persécutés durant la guerre, adopta en 1977 une nouvelle charte qui annonçait un soutien sans faille à Israël : à la vie, à la mort. Chantal Benyaoun la commente : « Les termes et les enjeux d'une politique juives sont codifiés : développement de la culture juive, lutte contre l'antisémitisme, et, surtout, solidarité avec Israël définie comme enjeu central.[8] »

Enjeu central... Cette charte avait des objectifs très précis conçus à cet effet. Elle réclamait que le gouvernement français « rompe avec une politique qui, par des prises de position et des votes ambigus sur le forum international, aboutit à soutenir et à encourager des États et des organisations dont l'objectif réel est la destruction d'Israël en tant qu'État souverain.[9] » C'était une posture qui ne laissait aucun doute sur le caractère sioniste de l'organisation. Le CRIF entendait peser de tout son poids que pour que la France changeât sa diplomatie, qualifiée péjorativement de « pro-arabe ».

Il y eut certes, au plus haut niveau des responsabilités communautaires, des réticences à assimiler judaïsme à la française et sionisme à l'israélienne. L'avocat Théo Klein, président du CRIF de 1983 à 1989, s'attacha, dans son coin, à calmer les esprits et fit en sorte de ne pas calquer son discours sur celui de l'État juif. Ancien résistant, président fondateur du Congrès juif européen, il tenta (et tente depuis) de séparer les intérêts de la communauté juive française et ceux d'Israël et refuse de qualifier d'antisémites ceux qui émettent des jugements critiques à l'égard d'Israël :

« À titre personnel, je dirais volontiers que je n'ai jamais été réellement sioniste (...), déclara-t-il. Aujourd'hui, je pense que le sionisme peut, à la rigueur, rester une aspiration individuelle de gens qui veulent aller s'installer en Israël mais, en tant que mouvement, il n'a plus réellement de raison d'être, et entraîne même une confusion générale – aussi bien dans la diaspora qu'en Israël. (...) C'est une attitude qui me paraît totalement irraisonnable de la part de la communauté juive française que de courir après tous

6. Rappelons, en effet, que c'est Israël qui déclencha la guerre, le 5 juin 1967, en attaquant l'Égypte.

7. Lettre citée par Raymond Aron, *Mémoires*, Robert Laffont, 1983.

8. Chantal Benyaoun, « La question d'une politique juive aujourd'hui », dans Pierre Birnbaum, *Histoire politique des Juifs de France*, Presses de la FNSP, 1990, p. 268.

9. Samir Kassir et Mardam-Bey Farouk, *Itinéraires de Paris à Jérusalem. La France et le conflit israélo-arabe*, tome 2 : 1958-1991, Washington, Les livres de la Revue d'études palestiniennes, 1993, p. 262.

ces bruits et ces petites choses pour en faire des monuments, leur donner de l'importance et les gonfler pour qu'on en parle. J'ai envie de leur dire : (...) Vous ne voulez pas reconnaître que vous êtes simplement des citoyens français qui vivez en France et que vous devriez peut-être aller chercher votre judaïté ailleurs que dans ces combats avec des imbéciles qui disent des âneries ! (...) En outre, il serait également très utile que l'État d'Israël considère qu'il est l'État des Israéliens, et non l'État des Juifs. Cette utilisation, à mon avis perverse, du mot sionisme, conduit le gouvernement d'Israël à de curieuses déclarations. Par exemple, à déclarer, comme Bégin en 1982 : " S'il y a des événements en France, nous ferons le nécessaire pour y remédier ". Je ne sais pas de quelle manière il y aurait remédié. Il y a une confusion constante autour de l'antisémitisme. On mélange tout ![10] »

En 2003, alors que les intellectuels juifs dénonçaient le retour en France de l'antisémitisme, Théo Klein affirmait encore, non sans courage[11] : « Pour moi, parler d'antisémitisme, c'est, dans une certaine mesure, détourner le problème. Or, ce n'est pas nous le problème. Le problème se situe entre Palestiniens et Israéliens.[12] »

Mais il restait un électron libre, impossible à régimenter et ne fut pas entendu, et encore moins écouté. Son successeur, Jean Kahn, président du CRIF de 1989 à 1995, le qualifia « d'ambassadeur de Yasser Arafat »[13], sous prétexte qu'il avait fait des « tournées » avec Leila Shahid, la déléguée générale de l'Autorité palestinienne en France. Visiblement, avec Kahn, le niveau de compréhension du réel baissait à mesure que la tension internationale montait.

Malgré l'appel à la prudence de Klein, le début des années 2000 accéléra le processus d'identification initié lors de la guerre des Six Jours. Auteur d'une étude sur « la défense des intérêts d'Israël en France », Marc Hecker écrit : « La situation de crise aiguë à laquelle sont confrontés les Juifs de France et d'Israël depuis la deuxième *Intifada* tend à renforcer les liens entre coreligionnaires.[14] » Hormis « la situation de crise » internationale, qui peut en effet expliquer la propension de certains juifs de France à soutenir Israël, notamment

10. http://www.cairn.info/article_p.php?ID_ARTICLE=MOUV_033_0108.

11. Entretien réalisé par Maud Dugrand, *L'Humanité*, 18 novembre 2003.

12. V. aussi ses déclarations dans le *Journal du Dimanche*, 16 novembre 2003 : « Il y a en France des voyous animés par des sentiments qui les appellent à réagir contre ceux qu'ils considèrent comme des ennemis. C'est un problème d'éducation, qui a de nombreuses facettes, mais on ne peut pas appeler ça de l'antisémitisme. La question du voile le montre, il y a un problème d'intégration de jeunes nés en France et dont les familles sont venues du Maghreb. Il existe une souffrance qui trouve parfois à s'exprimer en touchant la cible juive parce qu'elle offre un retentissement plus large, un meilleur service après-vente qu'une autre cible. J'ai entendu aujourd'hui mon ancien confrère Nicolas Sarkozy parler d'" acte antisémite " à propos de l'incendie d'un établissement scolaire. Je comprends qu'il ait eu besoin d'émettre une idée forte mais je crois qu'il faut d'abord arrêter les auteurs avant de pouvoir dire de quoi il s'agit. »

13. Cité par Marc Hecker, *La Défense des intérêts de l'État d'Israël en France*, L'Harmattan, 2005, p. 76.

14. Marc Hecker, *op. cit.*, p. 76.

ceux qui ont de la famille sur place, cette tendance fut aussi et surtout encouragée par le CRIF, qui s'en fit le promoteur infatigable, ne laissant guère d'espace de débat à ceux qui s'opposaient à son inclination.

À cet égard, l'article 1 des statuts du CRIF de l'année 2000 était significatif : « Le CRIF manifestera à tous moments et par les moyens appropriés les sentiments de solidarité et d'attachement de la communauté juive de France envers l'État d'Israël ». Il s'agissait d'associer la communauté juive de France, de gré ou de force, à Israël.

Cette politique de fuite en avant l'emporta. L'attachement à Israël devint tel que, s'adressant aux juifs en France en 2002, Elie Barnavi, alors ambassadeur d'Israël dans notre pays, en vint à se demander si ceux-ci ne le considéraient pas comme « l'ambassadeur de la communauté juive de France auprès des médias ». Il ajoutait : « Si la Diaspora est, comme nous aimons à le dire, le seul allié inconditionnel de l'État juif, la communauté juive de France le prouve amplement.[15] »

Dans cette veine, Jean Kahn, qui, après avoir présidé le CRIF, fut le président du Consistoire central israélite de France, déclarait, en 2004 : « Je considère que chaque Juif dans le monde est un ambassadeur d'Israël »[16]. C'était, une nouvelle fois, prêter le flanc à la critique de « double allégeance », si préjudiciable à la communauté juive ; mais peu nombreux furent ceux qui s'en offusquèrent en public.

La même année, Kahn retirait du CRIF le Consistoire central[17], qu'il présidait, à la suite d'un désaccord au sujet de la représentation de cet organisme au sein du Conseil (il revendiquait au moins 25 % des voix au sein du CRIF, alors qu'il n'en possédait que 10 %), mais aussi de « l'initiative de Genève », un projet de paix alternatif destiné à résoudre le conflit israélo-palestinien, signé en 2003[18]. Un tel retrait prouvait, certes, qu'il y avait des philosophies différentes au sein de la communauté juive[19], ce qui démentaient les allégations de ceux qui parlaient de « complot juif », mais surtout que le Consistoire, qui était normalement un simple organisme en charge du culte israélite, créé en 1808 par Napoléon Ier[20], avait lui-même une position politique et un avis propre relativement aux affaires israéliennes. Ce n'était pourtant pas son rôle. Une telle évolution montrait à quel point les esprits s'étaient alignés.

15. Elie Barnavi, *Lettre ouverte aux juifs de France*, Stock, 2002.

16. Cité par Marc Hecker, *La Défense…*, *op. cit*, p. 76.

17. Avant 1983, le président du Consistoire était de droit celui du CRIF. Les statuts furent modifiés pour que son président soit élu en assemblée générale.

18. http://www.geneva-accord.org/.

19. Ivan du Roy, « Querelles en famille », *Témoignage chrétien*, 26 février 2004.

20. Sur son rôle, v. Anne-Bénédicte Hoffner, « Le Consistoire central israélite de France », *La Croix*, 22 juin 2008.

Le CRIF poursuivit sur sa lancée et ne fait plus aujourd'hui aucune distinction entre la défense de la communauté juive de France et la défense d'Israël. Voici la présentation générale que cette organisation fait d'elle-même, en mars 2009, sur son site internet :

« Les grands axes prioritaires du CRIF sont :

- La lutte contre toutes les formes d'antisémitisme, de racisme, d'intolérance et d'exclusion ;
- L'affirmation de sa solidarité envers Israël et son soutien à une solution pacifique au conflit du Proche-Orient ;
- La préservation de la mémoire de la Shoah, afin que les futures générations n'oublient pas les victimes juives de la barbarie nazie »[21].

La mention du « soutien à une solution pacifique » relève d'un bon sentiment, mais l'on ne peut que constater (les opérations sur Gaza en furent le dernier exemple en date) que même si la « solution » se révèle belliqueuse, la solidarité avec Israël n'en est pas moins réaffirmée contre vents et marées.

Peut-on, face à un tel programme, ne pas afficher sa solidarité envers Israël, ou pire déclarer publiquement ne pas apprécier la politique menée par ce pays depuis des décennies, et ne pas tomber aussitôt sous le coup d'une accusation d'antisémitisme ou de révisionnisme ? Difficile. Or parmi les quelque trois mille organisations communautaires existants en France[22], le CRIF est la plus emblématique puisqu'il regroupe une soixantaine d'associations comptant parmi les plus importantes, qu'elles soient religieuses (loubavitchs, mouvement du judaïsme libéral...), éducatives, sociales ou politiques. Organe de représentation des juifs français, il se définit comme « la voix officielle et politique » de la communauté juive[23].

C'est un problème.

■■

L'influence du CRIF sur la vie politique française est indéniable et d'ailleurs l'organisation ne s'en cache nullement. La première année de la présidence Sarkozy, telle que la décrit Haïm Musicant, directeur général du CRIF, dans son rapport d'activités[24], se révèle intéressante à survoler de ce point de vue. On y voit à quel point le personnel politique en place, et l'administration française, sont à l'écoute du CRIF, s'investissent dans ses combats, se rangent à ses côtés, bref se soucient d'entretenir avec lui les meilleures relations possibles.



21. http://www.crif.org/?page=pgs/institution_fra.
22. Esther Benbassa, *Histoire des Juifs de France*, Seuil, 2000.
23. Claire Lesegretain, « Les grands courants du judaïsme français », *La Croix*, 19/20 mai 2007.
24. V. par exemple Haïm Musicant « Aller de l'avant ! », Rapport d'activités du directeur général du CRIF, *Album de l'année 2007 du CRIF*. Les citations sans référence qui suivent s'y rapportent.

Ainsi, quelques semaines après avoir été élu, en mai 2007, Sarkozy ne manqua pas de recevoir le président du CRIF. Il lui demanda même de daigner faire partie de la délégation qui allait l'accompagner lors de son voyage officiel aux États-Unis, au mois de novembre suivant, au cours duquel lui serait remis le prix *Light Unto the Nations*; une invitation que celui-ci accepta volontiers.

Le CRIF fut ensuite reçu par le Premier ministre, François Fillon, qui fit « preuve d'une grande écoute sur les dossiers de l'antisémitisme, de la lutte contre les préjugés racistes et antisémites, et de la menace nucléaire iranienne. » LE CRIF y fit d'ores et déjà part de ses préoccupations touchant la tenue de la conférence Durban II prévue en 2009; il s'y prenait tôt.

Puis, l'organisation fut reçue par Michèle Alliot-Marie, ministre de l'Intérieur, de l'Outre-Mer et des collectivités Territoriales; par Bernard Kouchner, ministre des Affaires étrangères et Européennes; par Brice Hortefeux, ministre de l'Immigration, de l'Intégration, de l'Identité nationale et du Co-Développement; par Rachida Dati, garde des Sceaux; par Xavier Darcos, ministre de l'Éducation Nationale; par Roger Karoutchi, secrétaire d'État auprès du Premier ministre chargé des Relations avec le Parlement; par Rama Yade, secrétaire d'État chargée des Affaires étrangères et des Droits de l'Homme; par Alain Marleix, secrétaire d'État à la Défense, chargé des Anciens Combattants, et par Fadela Amara, secrétaire d'État chargée de la Politique de la Ville.

Le Conseil rencontra également « de nombreuses personnalités politiques de l'UMP, du Parti radical, du MoDem, du PS, du PC, et des Verts ». Fut ensuite reçu au Comité directeur du CRIF, Bertrand Delanoë, le maire de Paris, fervent ami d'Israël[25].

Le CRIF fut également reçu par le préfet de la région Île-de-France, Pierre Mutz, et le préfet de police de Paris, Michel Gaudin. Une « grande conférence pour les responsables et amis du CRIF avec David Martinon, porte-parole de la présidence de la République » fut organisée et d'autres furent proposés « avec les responsables de l'opposition dans les prochaines semaines » (le CRIF ne se veut, en effet, ni de droite ni de gauche).

Haïm Musicant souligne que le CRIF « maintient un lien constant avec le ministère de l'Intérieur, échangeant avec lui des informations chaque semaine et tenant des réunions régulières. Cette liaison permanente se fait également avec le ministère de l'Éducation nationale », précise-t-il. Richard Prasquier

25. Le 11 mars 2008, recevant Shimon Peres à l'Hôtel de Ville de Paris, Bertrand Delanoë rappela l'amitié qui lie la France et Israël et salua « le rôle éminent des Juifs de Paris » : « Leur présence nourrit la fraternité qui unit les peuples d'Israël et de France, et participe ainsi de l'affirmation d'un héritage inextricablement commun. » Le maire de Paris rendit hommage au « miracle accompli » qu'est la création de l'État d'Israël. « Revenant sur le processus de paix israélo-palestinien, le maire de Paris signalait : « Dans votre combat inlassable pour la réconciliation des peuples, nous sommes à vos côtés. » (http :// www.crif.org/pdf/discours_bertranddelanoe_11mars08.pdf.)

Le CRIF poursuivit sur sa lancée et ne fait plus aujourd'hui aucune distinction entre la défense de la communauté juive de France et la défense d'Israël. Voici la présentation générale que cette organisation fait d'elle-même, en mars 2009, sur son site internet :

« Les grands axes prioritaires du CRIF sont :

- La lutte contre toutes les formes d'antisémitisme, de racisme, d'intolérance et d'exclusion ;
- L'affirmation de sa solidarité envers Israël et son soutien à une solution pacifique au conflit du Proche-Orient ;
- La préservation de la mémoire de la Shoah, afin que les futures générations n'oublient pas les victimes juives de la barbarie nazie »[21].

La mention du « soutien à une solution pacifique » relève d'un bon sentiment, mais l'on ne peut que constater (les opérations sur Gaza en furent le dernier exemple en date) que même si la « solution » se révèle belliqueuse, la solidarité avec Israël n'en est pas moins réaffirmée contre vents et marées.

Peut-on, face à un tel programme, ne pas afficher sa solidarité envers Israël, ou pire déclarer publiquement ne pas apprécier la politique menée par ce pays depuis des décennies, et ne pas tomber aussitôt sous le coup d'une accusation d'antisémitisme ou de révisionnisme ? Difficile. Or parmi les quelque trois mille organisations communautaires existants en France[22], le CRIF est la plus emblématique puisqu'il regroupe une soixantaine d'associations comptant parmi les plus importantes, qu'elles soient religieuses (loubavitchs, mouvement du judaïsme libéral...), éducatives, sociales ou politiques. Organe de représentation des juifs français, il se définit comme « la voix officielle et politique » de la communauté juive[23].

C'est un problème.

■■

L'influence du CRIF sur la vie politique française est indéniable et d'ailleurs l'organisation ne s'en cache nullement. La première année de la présidence Sarkozy, telle que la décrit Haïm Musicant, directeur général du CRIF, dans son rapport d'activités[24], se révèle intéressante à survoler de ce point de vue. On y voit à quel point le personnel politique en place, et l'administration française, sont à l'écoute du CRIF, s'investissent dans ses combats, se rangent à ses côtés, bref se soucient d'entretenir avec lui les meilleures relations possibles.



21. http://www.crif.org/?page=pgs/institution_fra.
22. Esther Benbassa, *Histoire des Juifs de France*, Seuil, 2000.
23. Claire Lesegretain, « Les grands courants du judaïsme français », *La Croix*, 19/20 mai 2007.
24. V. par exemple Haïm Musicant « Aller de l'avant ! », Rapport d'activités du directeur général du CRIF, *Album de l'année 2007 du CRIF*. Les citations sans référence qui suivent s'y rapportent.

Bien entendu, le CRIF fut reçu par Ehud Olmert, à l'occasion de sa visite en France. Richard Prasquier, quant à lui , se rendit « à plusieurs reprises en Israël pour y rencontrer des personnalités politiques, parmi lesquelles le président de l'État d'Israël, Shimon Peres ». Il répondit à l'invitation de l'AUJF, qui lançait sa campagne « 100% Israël », dont les fonds « sont destinés à des enfants nécessiteux d'Israël ».

Enfin, pour dénoncer la « menace du nucléaire iranien », le CRIF organisa un grand meeting à la Mutualité de Paris, le 13 février 2007, précédé par un rassemblement au Mémorial de la Shoah. L'événement fut particulièrement suivi :

« Cette réunion a rassemblé les représentants des candidats à l'élection présidentielle ainsi que le président du Sénat, Christian Poncelet, le maire de Paris, Bertrand Delanoé, et l'ancien ministre François Léotard. Rudy Salles, député des Alpes-Maritimes et président du groupe d'amitié France-Israël à l'Assemblée nationale, représentait François Bayrou ; Pierre Lellouche, député et conseiller de Paris était présent au nom de Nicolas Sarkozy ; Nicole Borvo, sénateur et conseillère de Paris, s'exprimait au nom de Marie-George Buffet ; Corinne Lepage, présidente de Cap 21, candidate à l'élection présidentielle, et Jean-Louis Bianco, député des Alpes de Haute Provence et co-directeur de campagne de Ségolène Royal, ont également pris la parole. »

Le président du CRIF, Roger Cukierman, fit pour l'occasion un discours extrêmement virulent, dans lequel, adoptant un ton mélodramatique, il exprima ses craintes à l'égard de l'Iran. Il associa Mahmoud Ahmadinejad à Adolf Hitler, comme on l'avait fait aux débuts des années 1990 et 2000 avec Saddam Hussein lorsqu'il s'agissait de conditionner les occidentaux aux guerres d'agression américaines en Irak :

« Aujourd'hui un nouvel Hitler est né : Il s'appelle Ahmadinejad, lança-t-il. Au mémorial de la Shoah, on peut voir et entendre Goebbels, Ribbentrop et Hitler exprimer la même haine, les mêmes fantasmes, les mêmes calomnies que Ahmadinejad à Téhéran. Hier c'était les juifs. Aujourd'hui c'est Israël qu'on veut anéantir[30]. Au nom du Dieu commun aux religions monothéistes, voilà un pays, l'Iran, qui n'a aucune frontière commune avec l'État d'Israël, et qui clame sa volonté de supprimer un autre État reconnu par l'ONU. (...) Quand je dis que Ahmadinejad c'est le nouvel Hitler, on me dit : "Vous exagérez, il a été élu démocratiquement". Mais Hitler aussi. On me dit que Ahmadinejad est un clown, un guignol qui ne tiendra pas longtemps. Mais on disait la même chose pour Hitler dans les années trente. En revanche, il y a une vraie différence entre les deux : Ahmadinejad est à dix-huit mois ou deux ans de se doter de l'arme

29. Gouvernement de fait de la population juive mondiale dans les années 1930, l'Agence juive est aujourd'hui un organisme public du gouvernement israélien en charge de l'immigration juive (*aliya*). Elle a géré le « retour » de plusieurs millions de personnes en Israël.

atomique[31]. (…) Des sanctions d'une sévérité extrême pourraient sans doute amener l'Iran à la raison. Sanctions diplomatiques tout d'abord. Depuis la convocation de l'ambassadeur jusqu'à la rupture des relations et l'exclusion de l'ONU. Sanctions économiques, commerciales, financières. Interdiction aux dirigeants d'utiliser les avions occidentaux. (…) J'ose espérer que la fermeté des réponses que vont nous donner ce soir les candidats ou leur représentants trouvera un écho jusqu'aux oreilles du peuple et des dirigeants iraniens[32]. »

Suite logique de cette admonestation, au mois d'octobre suivant le CRIF demanda au Conseil de l'Europe de renoncer à l'invitation adressée au président du parlement iranien, Gholam Ali Haddad-Adel. « En fin de compte, ce dernier a annulé sa visite à Strasbourg », se félicite Musicant.

---

30. En réalité, le président iranien n'a jamais annoncé vouloir anéantir Israël. Interrogé sur ses discours, au cours desquels il aurait déclaré « qu'Israël doit être éliminé de la carte du Moyen-Orient », Ahmadinejad s'est étonné qu'une phrase « sortie de son contexte » ait été « transformée en acte d'accusation qui l'attend à chaque rencontre avec la presse ». Accusant le « lobby sioniste » d'être derrière ces manipulations, le président iranien a dit qu'il n'était pas anti-juif. « Les sionistes ne sont ni des juifs, ni des chrétiens, ni des musulmans, ni des athées. Ils ne pratiquent aucune religion, et la plus grande escroquerie qu'ils aient réussi à commettre, c'est de faire croire qu'ils défendent les juifs ». (conférence de presse au siège des Nations Unies, le 21 septembre 2006 : http://www.un.org/News/fr-press/docs/2006/Conf_de_presse_Ahmadinejad.doc.htm). Sa fameuse phrase, prononcée à Téhéran le 26 octobre 2005, et qui fit frémir les organisations pro-israéliennes, résultait en fait d'une traduction fautive et mal intentionnée. Voici le termes exacts de son intervention : « Beaucoup de personnes, perdus dans l'affrontement entre le monde musulman et les infidèles ont essayé d'élargir le blâme et les responsabilités. Ces gens disent qu'un monde sans les États-Unis et le sionisme est inenvisageable. Mais vous savez que c'est là un but, et donc une devise possible ! Prenons un peu de recul. Nous avions un régime hostile, dans ce pays [en Iran], un régime anti-démocratique, armé jusqu'aux dents, qui surveillait tous les citoyens, au moyen de son appareil sécuritaire, la Savak. Chez nous, régnait un environnement de terreur. Quand notre cher Imam [l'Ayatollah Khomeiny, fondateur de la Révolution iranienne] a dit que ce régime devait être balayé, beaucoup de personnes qui se prétendaient politiquement bien informées dirent que c'était impossible. Tous les gouvernements corrompus soutenaient le régime [du Shah], quand l'Imam Khomeiny initia son mouvement. Tous les pays, tant occidentaux qu'orientaux, soutenaient le régime, et ils ont même continué à le faire après le massacre du 7 septembre [1978], et ils continuaient à dire que le régime était indéboulonnable. Mais notre peuple a résisté, et cela fait aujourd'hui vingt-sept ans que nous survivons, sans régime inféodé aux États-Unis. La tyrannie de l'Est et de l'Ouest sur le monde doit prendre fin, mais les gens faibles qui ne voient pas plus loin que le bout de leur nez ne peuvent y croire. Qui pouvait imaginer qu'un jour nous assisterions à l'effondrement de l'Empire oriental ? Mais nous avons assisté à sa chute, de notre vivant, et il s'est effondré à tel point qu'il faut aller faire des recherches en bibliothèque (à son sujet), parce qu'il n'en reste absolument rien. L'Imam disait que Saddam devait débarrasser le plancher, il disait qu'il serait affaibli à un point que personne ne pouvait imaginer. Aujourd'hui, vous le voyez, cet homme qui parlait avec une telle arrogance, il y a à peine dix ans de cela, qu'on aurait pu croire qu'il était immortel : il est jugé dans son propre pays, il est pieds et poings liés, par ceux dont il pensait qu'il le soutenaient, et aussi ceux avec le soutien desquels il a perpétré ses crimes… Notre Imam bien-aimé disait que le régime d'occupation [en Israël] devait être effacé des pages du temps, et c'était là un propos très sage. Nous ne pouvons faire de compromis sur la question de Palestine. Il est possible de créer un nouveau front, à l'intérieur d'un ancien front. Mais ce serait une défaite et quiconque reconnaît la légitimité de ce régime a, de fait, signé la reddition du monde musulman. Notre cher Imam visait le cœur de l'oppresseur du monde dans son combat, c'est-à-dire le régime occupant. Je ne doute pas un seul instant que la nouvelle vague qui s'est soulevée en Palestine, et dont nous sommes les témoins dans le monde islamique, aussi, éliminera cette tache disgracieuse [sur le visage] du monde musulman. Mais nous devons être en éveil, et nous méfier des traquenards. » (http://www.voltairenet.org/article130818.html). Le même jour, Reuters diffusait la nouvelle suivante : « Le président iranien Mahmoud Ahmadinejad a déclaré mercredi qu'Israël devait être rayé de la carte »… L'intention malveillante était manifeste.

31. La prophétie s'est révélée inexacte.

32. http://www.desinfos.com/spip.php?page=article&id_article=6621.

Compte tenu de l'écoute dont bénéficie l'organisation auprès des plus hautes autorités du pays et des ambitions qu'elle affiche, les dîners annuels du CRIF, au pavillon d'Armenonville, à la lisière du bois de Boulogne, près de la porte Maillot, à Paris[33], sont devenus au fil des ans un moment essentiel de la vie politique française. Ceux qui y participent sont censés venir en amis, écouter les doléances du CRIF, partager ses valeurs et se montrer, au minimum, conciliants avec les positions affichés par ses représentants.

Il s'agit aussi de venir y démontrer qu'on ne tient pas à être désigné comme un adversaire (de la communauté juive de France ou de la politique menée par Israël ? Là réside toute la confusion, entretenue par l'organisme) ni être traité comme tel, ce qui serait nuisible à la réputation de l'intéressé, à sa vie sociale et à sa pérennité politique. Les personnalités qui n'y sont pas invitées ou qui refusent de s'y rendre sont considérés comme des indésirables occasionnels ou, carrément, des infréquentables. Autant dire qu'elles sont suspectes, pour ne pas dire assimilées au nationaliste Jean-Marie Le Pen, au trotzskiste Gérard Schivardi (du Parti des travailleurs, PT)[34], ou à d'autres marginaux de la vie politique française.

La vingt-deuxième édition du dîner du CRIF, qui se tint le 23 janvier 2007, revêtait une signification toute particulière du fait qu'elle se situait juste quatre mois avant la présidentielle. Ce dîner réunissait non seulement le Premier ministre, Dominique de Villepin, ainsi que la quasi-totalité du gouvernement, du ministre de la Défense, Michèle Alliot-Marie, au ministre des Affaires étrangères, Philippe Douste-Blazy, en passant par le garde des Sceaux, Pascal Clément, qui, dit *Le Parisien*, « s'amusait » avec le président de l'Assemblée nationale, Jean-Louis Debré, « hilare à serrer les mains des arrivants comme s'ils étaient les hôtes »,[35] mais aussi tous les candidats à l'élection (Nicolas Sarkozy, Ségolène Royal, François Bayrou, Corinne Lepage), ainsi que leur entourage – à l'exception, bien sûr, de ceux considérés comme extrémistes, de droite et de gauche.

*Le Parisien*[36] commenta : « Le dîner annuel [du CRIF] reste l'un des événements politico-mondain les plus courus de l'année. Et encore plus en année d'élection présidentielle. (…) Il fallait se trouver là et être vu[37]. »

33. Le CRIF donne également des dîners annuels en région, où sont invitées diverses personnalités politiques. Pour l'année 2007, on remarque par exemple la présence de Rachida Dati au dîner du CRIF Sud-Est (*Nice premium*, 11 novembre 2007), celle de Laurent Wauquiez, secrétaire et porte-parole du gouvernement, à celui du CRIF Rhône-Alpes (*Actualité juive*, 13 décembre 2007) et encore celle de Rama Yade à celui du CRIF de Grenoble (www.crif.org, 14 décembre 2007).

34. En 2008, le PT est devenu le Parti ouvrier indépendant (POI).

35. Martine Chevalet et Henri Vernet, « Le dîner des prétendants à l'Élysée », *Le Parisien*, 24 janvier 2007.

36. *Ibid.*

37. Il y avait, bien entendu, d'autres éminentes personnalité représentatives, de France et d'ailleurs. Voici comment débuta le discours du président du CRIF : « Monsieur le Premier ministre, Madame l'ancien Premier ministre, Monsieur le Président du Sénat, Monsieur le Président de l'Assemblée Nationale, Mesdames et Messieurs les Ministres, Mesdames et Messieurs les Élus, Monsieur le Maire de Paris, Madame la Présidente de la Fondation pour la Mémoire de la Shoah, Messieurs les

Titrant « Les prétendants à l'Élysée défilent au dîner du CRIF », *Le Figaro* écrivit :

« Le cru 2007 du dîner du Conseil représentatif des institutions juives de France a confirmé le caractère incontournable de ce rendez-vous annuel. Même Ségolène Royal a réussi à dégager vingt minutes dans son agenda. La candidate du PS s'était d'abord fait excuser, mais elle a finalement tenu à partager ce que Dominique de Villepin a nommé, devant elle, " un moment républicain comme on les aime ". Présente pour la première fois à cette soirée, elle a accepté dans la foulée l'invitation de Roger Cukierman, président du CRIF, à participer le 13 février à un colloque sur l'Iran. En attendant, elle a réitéré son opposition à l'accès des Iraniens au nucléaire civil, au nom d'un risque " d'escalade très dangereuse " vers le nucléaire militaire, avant de s'éclipser quand elle a deviné la cohue provoquée par l'arrivée de Sarkozy. »[38]

Avait-elle le choix ?

Interrogé par un journaliste de « Dimanche + », sur la chaîne, Canal +, pour l'émission politique de Laurence Ferrari du 28 janvier 2007, le candidat Sarkozy, un habitué de ce dîner, tenta vainement de cacher sa gêne au sujet de sa présence à cet événement, qu'on pouvait suspecter d'être une « pêche au vote juif »[39] ou une tentative de sa part d'être adoubé par la communauté :

« Le dîner du CRIF, déclara-t-il en montrant un certain agacement, c'est un moment important pour être auprès de nos amis, pour défendre les mêmes valeurs, et pour dire qu'il y a des choses qu'on n'acceptera jamais. Et parmi celles-ci l'antisémitisme. (...) Je ne suis pas sûr qu'il y ait un vote juif, Monsieur. Parce que dans mon esprit, il n'y a pas de vote juif, il n'y a pas de vote catholique, il n'y a pas de vote noir, Monsieur ... (...) Je ne réponds pas aux questions sur le vote juif. »

Nicolas Sarkozy demanda de refaire l'interview et ne s'en sortit guère mieux[40], bien que réputé pour sa faconde. Sans doute ne s'attendait-il pas à une question aussi franche de la presse française, qui, il est vrai, n'a guère coutume de creuser les raisons profondes pour lesquelles cet événement suscite un tel engouement de la part des dirigeants du pays.

---

Représentants de l'Autorité de l'État, Madame et Messieurs les Représentants des religions chrétienne, musulmane et juive, Mesdames et Messieurs les Ambassadeurs. Je salue particulièrement les Ambassadeurs des pays musulmans : d'Égypte, de Jordanie, du Maroc, du Pakistan, et de Tunisie. Votre présence, ici, ce soir, aux côtés du nouvel ambassadeur d'Israël à Paris est un gage de paix. Je salue aussi les invités venus d'Europe, d'Israël, du Maroc, et des États-Unis et notamment nos amis fidèles de l'*American Jewish Committee* conduits par un des dirigeants juifs les plus remarquables David Harris. Bienvenue également au professeur Redeker, empêché d'exercer son métier depuis qu'il a fait l'objet d'une fatwa. » (http://www.crif.org/?page=articles_display/detail&aid=8225&artyd=2).

38. Judith Waintraub, « Les prétendants à l'Élysée défilent au dîner du Crif », *Le Figaro*, 24 janvier, 2007.

39. L'expression fit le une du numéro du mensuel *Judéoscopie* de mars 1986.

40. http://www.youtube.com/watch?v=gqN1RVX5pj4&feature=PlayList&p=7D9E58B510D32028&playnext=1&playnext_from=PL&index=28

Roger Cukierman, président du CRIF depuis six ans, tint ce soir-là un discours musclé, au ton comminatoire, comme il en avait pris l'habitude. On se souvient qu'en 2001, il avait déclenché les hostilités en évoquant, devant l'ancien Premier ministre Lionel Jospin, la montée d'une « haine anti-juive » en France ; depuis, selon l'hebdomadaire *Marianne*, il ne cessait « d'alerter, au risque de s'attirer certains reproches d'exagération et de "paranoïa", y compris au sein de la communauté juive[41] ». Lors de l'édition 2005 du dîner du CRIF, il critiquait à nouveau vertement le gouvernement en parlant d'« incompatibilité entre la politique étrangère de la France et la politique intérieure de lutte contre l'antisémitisme[42] ».

Cette fois, il interpella Dominique de Villepin : « Quand donc l'État d'Israël sera-t-il enfin admis au sein de l'Organisation mondiale de la francophonie ? ». Il déclara « espérer que la France devienne enfin la première grande puissance à reconnaître un fait réel : Jérusalem est la capitale de l'État d'Israël. » (*sic*)[43] Quant au Hezbollah, il « reste une organisation infréquentable », affirmait-il.

Visant l'Iran, l'ennemi désigné, il lança : « Y a-t-il plus grand danger pour l'avenir de notre planète que la prolifération nucléaire ? » Il revint sur l'analogie entre Hitler et Ahmadinejad. Selon lui, elle « s'impose d'évidence. Les images d'hier sont en noir et blanc. C'est la seule différence avec celles, en couleur, prises à Téhéran aujourd'hui. Les fantasmes, les calomnies, les élucubrations sont les mêmes. Les Européens seraient-ils amnésiques ? (...) Monsieur le Premier ministre, agissez ! »

Le Premier ministre, avant « d'agir », s'efforça de dissiper ses craintes, lui garantissant que « ce que nous avons construit entre Israël et la France, c'est un dialogue renouvelé, fondé sur la confiance ». Sur l'Iran, il abonda dans son sens :

« Nous partageons les préoccupations légitimes d'Israël face aux déclarations inacceptables et aux appels à la haine du président iranien. Comme je l'ai dit tout à l'heure, la France les a condamnées avec la plus grande force. L'Iran poursuit un programme d'enrichissement qui suscite des interrogations internationales légitimes. Notre objectif est d'amener l'Iran à se conformer à ses engagements internationaux : nous ne pouvons pas accepter que l'Iran se dote d'une capacité nucléaire militaire. »

41. Régis Soubrouillard, « Dîner du Crif : Sarkozy passe à table », *Marianne*, 04 Janvier 2008. C'est également Cukierman qui avait déclaré : « Lorsque Sharon est venu en France, je lui ai dit qu'il doit absolument mettre en place un ministère de la Propagande, comme Goebbels » (*Haaretz*, 26 septembre 2001).

42. http://www. crif. org/ impr. php ? id= 4268&type= dossiers.

43. La résolution 478 du Conseil de sécurité de l'ONU déclare « nulle et non avenue » la loi fondamentale adoptée par l'État israélien définissant Jérusalem capitale éternelle et indivisible.

Villepin termina en réitérant le soutien résolu de la France à Israël (« Je veux le redire ici avec force : la France ne transigera pas avec la sécurité d'Israël ») et même sur un éloge du CRIF (« Votre rôle, nous le savons tous, est exemplaire et décisif »)...

■■

L'année suivante, 2008, fut celle du grand bond en avant. L'invité d'honneur du dîner fut cette fois le nouveau président de la République, Nicolas Sarkozy. C'était une grande nouveauté. En son temps, le président Chirac, sollicité, avait préféré décliner l'invitation ; faisant fi de la tradition de la Ve République qui place le chef de l'État au dessus des partis et des factions, Nicolas Sarkozy, lui, accepta sans déplaisir de présider lui-même cette manifestation.

Il y eut moins de changement, en revanche, dans l'amalgame à nouveau entretenu entre la notion de « jugement critique à l'égard d'Israël » et celle « d'antisémitisme », censées justifier communément l'invitation du chef de l'État. Dans l'éditorial de l'*Album de l'année 2007 du CRIF*, son nouveau président, Richard Prasquier, écrivait en effet : « Nous avons demandé au président de la République d'être l'hôte d'honneur de notre dîner de cette année (NdA : 2008), car l'antisémitisme d'une part, les dangers qui pèsent sur Israël d'autre part, sont des indicateurs significatifs de l'état de notre monde et l'impulsion présidentielle dans ce domaine est prééminente. »

Pas moins d'un millier de convives participèrent à ce dîner, dont la quasi-totalité du gouvernement, des représentants des divers partis politiques, des plus grandes autorités religieuses et des pays étrangers :

« Outre François Fillon et une vingtaine de membres du gouvernement, étaient également présentes des personnalités de gauche (Bertrand Delanoë, Jean-Paul Huchon, et Ségolène Royal arrivée ostensiblement après les discours, Marie-George Buffet, Robert Hue), une quinzaine d'ambassadeurs, dont la déléguée générale de Palestine, Hind Khoury », rapporta *La Dépêche*[44].

Cet événement, retransmis en direct sur la chaîne parlementaire et Guysen TV, battit « tous les records d'affluence »[45].

Lors de son discours, Prasquier déplora que le « discours antisémite s'est banalisé. Plus que toutes les formes de racisme, l'antisémitisme se prête aux clichés et aux constructions imaginaires. (...) S'il ne faut pas trop expliquer, je crois qu'il faut déconstruire. Pas seulement appliquer la sociologie, mais la psychologie sociale, dès l'école. »



44. « Dîner du Crif : Sarkozy défend sa conception de la laïcité devant la communauté juive », *La Dépêche*, 14 février 2008.

45. « La laïcité au centre du dîner du CRIF avec Nicolas Sarkozy », 14 février 2008, http://www.crif.org/?page=sheader/detail&aid=10572&artyd=2.

Dès l'école ? Sarkozy allait s'en souvenir...

À l'instar de Cukierman, Prasquier, lui aussi, désigna l'Iran à la vindicte générale : « La bombe aux mains de l'Iran, c'est la nucléarisation rapide des États de la région, et un risque pour l'Europe située dans le rayon d'action des lanceurs iraniens ». Il s'en prit également à la visite effectuée en France par Khadafi, blâmant au passage le nouveau président qui avait reçu le dirigeant libyen avec certains égards : « Quand [il] est venu pontifier en France pendant sa visite, j'ai été choqué. Je ne suis pas naïf. Je sais que les mots sont faciles et que l'action politique a ses contraintes. Mais à fréquenter l'infréquentable ne risque-t-on pas de concilier l'inconciliable ? »[46].

Ne se sentant pas atteint par ces remontrances qui le concernait pourtant au premier chef, Nicolas Sarkozy répondit[47] à Prasquier en apportant son appui à la quasi-totalité de ses requêtes :

« Oui, c'est vrai, je suis un ami d'Israël et j'attache une grande importance au resserrement des liens politiques, d'amitié et de coopération entre nos deux pays, dit-il. (...) Les tirs de roquettes, que rien ne saurait justifier, doivent également cesser. Le soldat franco-israélien Gilad Shalit doit être libéré. L'Autorité palestinienne doit poursuivre sa réforme des services de sécurité et sa lutte contre le terrorisme ».

Sur l'Iran, il suivait aussi le président du CRIF : « Concernant l'Iran, ma politique est simple et compréhensible par tous : la prolifération est une menace grave pour la sécurité internationale ; nous ne pouvons pas tolérer sans réagir que l'Iran développe de telles technologies en violation du droit international », proclamait-il.

À propos de la conférence de Durban II, il prenait les devants, plus d'un an avant l'événement, en affirmant avec virulence qu'il n'acceptait « pas que les dérives et les outrances de 2001 se répètent ».

À cette occasion, Nicolas Sarkozy fixa également les grandes orientations de la nouvelle politique israélienne de la France. Souhaitant « de toutes ses forces l'entrée d'Israël dans la francophonie », il précisa : « La France ne transigera jamais sur la sécurité d'Israël. (...) Moi, je ne rencontrerai pas et je ne serrerai pas la main à des gens qui refusent de reconnaître l'existence d'Israël[48] ». Ces paroles musclées visaient aussi bien des organisations comme le Hamas ou le Hezbollah que des États comme la Syrie et l'Iran, c'est-à-dire tous les ennemis, réels ou supposés, d'Israël.

46. http://www.crif.org/?page=articles_display/detail&aid=10729&returnto=dossier/detail_doss_type&artyd=56.

47. http://www.crif.org/?page=articles_display/detail&aid=10728&returnto=dossier/detail_doss_type&artyd=56.

48. « Le chef de l'État "ne serrera pas la main à des gens qui refusent l'existence d'Israël" », *Le Monde*, 14 février 2008. V. aussi Jacques-Marie Bourget, « Sarkozy ne veut plus serrer les mains des ennemis d'Israël », 23 février 2008 (http://www.bakchich.info/article2768.html).

Le président affirma encore que, dans la logique de la Conférence d'Annapolis (27 novembre 2007), qui avait officialisé pour la première fois, la « solution de deux États séparés » pour résoudre le conflit israélo-palestinien et où le ministre israélien de la Défense, Ehud Barak avait affirmé qu'il fallait que l'Autorité palestinienne reconnût qu'« Israël est la patrie du peuple juif et l'État palestinien la patrie du peuple palestinien » (laissant ainsi présager un futur nettoyage ethnique, puisque chacune des parties devrait rentrer « chez elle », Israël étant chargé de « faire le ménage »), la France soutenait désormais « la solution à deux États », renonçant à l'application du plan de partage de la Palestine de 1947. Le projet du président français était sans ambiguité : la France substituait désormais au projet d'État unique binational, dans lequel chaque citoyen israélien eût été considéré comme étant libre et égal, le projet de deux États ethniquement homogènes. Cela revenait à assumer, sans le dire clairement, le risque que les millions de Palestiniens actuellement déplacés dans la région passent du statut d'apatrides à celui d'émigrés, car devenus juridiquement rattachés à un État palestinien souverain distinct de l'État israélien (ce faisant, ils perdraient en sus toute prétention à des droits sur les terres et les biens qu'ils furent contraints d'abandonner en Israël).

La position des « deux États » avait été approuvée par le président de l'Autorité palestinienne, mais rejetée par le Hamas. Pour Sarkozy, il s'agissait, à raison, d'un « tournant historique que nous devons au courage du président Mahmoud Abbas et du Premier ministre Ehud Olmert ». Ce tournant était tout à fait conforme, surtout, à la volonté des Israéliens, qui tentaient par tous les moyens de palier à la poussée démographique des citoyens israéliens non juifs, qui menace, à terme, de faire perdre à Israël son caractère d'État spécifiquement juif[49].

Il est évocateur que tout au long de son discours, Nicolas Sarkozy ne fit nullement allusion à la question de la restitution des territoires conquis par Israël, ni du retour des réfugiés palestiniens.

Ce qui ne laisse pas d'étonner, c'est que nul ne réagit à cette déclaration, qui marquait un revirement total de la position française ; pas même la Ligue arabe. Seul le président du Yémen, Ali Abdallah Salah, exprima à Jack Lang qu'il recevait en présence de l'ambassadeur de France à Sanaa, au mois de février suivant, ses regrets devant la sortie du président français. Selon l'agence de presse yéménite, Saba, Ali Abdallah Salah considérait que « ce genre de déclaration, s'il est avéré, ne sert pas les relations arabo-françaises et le rôle neutre de la France dans la relance du processus de paix dans la région »[50].



49. Cette question épineuse ne se pose pas qu'en Israël, d'ailleurs, mais dans le monde entier, comme le révèle un article de Jean-Marie Guénois, « Les juifs redoutent leur extinction à terme », *Le Figaro*, 06 mars 2009.

50. Saïd Djaafer, « Sarkozy, un discours de destruction massive », *Les Afriques*, 27 février 2008.

Le contenu de l'intervention présidentielle fut toutefois éclipsé par une polémique qui fit suite à une annonce baroque qu'il lui prit de présenter. En conclusion de son allocution, Nicolas Sarkozy déclara, en effet, qu'il avait décidé d'associer chaque enfant de CM2 à la mémoire d'un enfant français victime des nazis.

Cette proposition originale suscita sans tarder un accueil plus que réservé de la part des enseignants : le SE-UNSA, syndicat français regroupant des enseignants du premier et du second degré de l'enseignement public, la qualifia « d'ânerie morbide »[51]. Ancienne déportée à Auschwitz, Simone Veil qui, avait été la directrice de campagne du candidat Sarkozy pour la présidentielle, fustigea elle-même cette idée : « C'est inimaginable, insoutenable, dramatique et, surtout, injuste (...). On ne peut pas infliger cela à des petits de dix ans ! », confia-t-elle à l'hebdomadaire *L'Express*[52]. La proposition de Sarkozy fut mise au rencard.

La venue de Nicolas Sarkozy à l'édition 2008 de ce dîner fit réagir d'autres membres de la communauté juive de France, qui qualifièrent « d'imprudentes » la présence et l'intervention de Nicolas Sarkozy, certains allant même jusqu'à parler de « faute politique symptomatique de son inconséquence » en raison de son caractère communautariste non équivoque[53].

■■■

Ces critiques n'empêchèrent pas Sarkozy de venir à nouveau au dîner du CRIF l'année suivante. Le 2 mars 2009, après une valse-hésitation due en partie à son emploi du temps surchargé (il revenait des bords de la Mer rouge en fin de matinée pour participer à Levallois-Perret, dans l'après-midi, à une cérémonie en l'honneur de la jeune Française tuée en février lors d'un attentat au Caire), le président décida, finalement, de refaire un tour à ce dîner de haute volée. Mais cette fois l'hôte d'honneur fut, comme de coutume, le Premier ministre. Sans prononcer de discours, Sarkozy y adressa tout de même « un petit message de sympathie ».[54]

Richard Prasquier y fit à nouveau un discours très engagé, devant une assemblée comparable à celle des autres années, c'est-à-dire considérable, vénérable et choisie. Sauf que cette fois, « choqué » de la présence de la secrétaire nationale du Parti communiste français (PCF), Marie-George Buffet,

51. Stéphanie Le Bars, « Au dîner annuel du CRIF, le président de la République a souhaité ouvrir les enfants à la dimension de Dieu », *Le Monde*, 14 février 2008. Néanmoins, la Shoah en classe de CM2 (9-10 ans) dispose maintenant de son site et de son fascicule pédagogique : http://www.shoah.education.fr/fileadmin/pdf/755A3166_couv_int.pdf.

52. Propos recueillis par Anne Vidalie, « Shoah en CM2 : Simone Veil fustige l'idée de Sarkozy », *L'Express*, 15 février 2008.

53. Régis Soubrouillard, *op. cit.*

54. « Diner du CRIF – Sarkozy ne fera que passer », *France Soir*, 02 mars 2009.

lors des manifestations contre l'intervention militaire israélienne à Gaza, le CRIF n'invita pas le PCF, au prétexte que figuraient parmi les manifestants « les éléments islamistes les plus durs » qui « criaient " Mort aux juifs ! " » ou « brandissaient des banderoles assimilant croix gammée et étoile de David »[55]. Celle-ci lui fit part de son extrême émotion, mais rien n'y fit.

Dans son discours, Prasquier s'indigna que certains fissent retomber sur la communauté juive leur détestation de l'opération sur Gaza mené par le gouvernement israélien :

« Le mois de janvier 2009 a vu dans notre pays, mais pas seulement dans notre pays, une explosion de haine d'une virulence alarmante. (...) Hier confidentielle, elle s'est affichée en janvier sans complexe dans les rues de la République. Les manifestations prétendaient soutenir la population de Gaza contre les attaques d'Israël, contre qui aucun qualificatif n'a été épargné : génocidaire, nazi, honte de l'humanité. (...) Comment admettre qu'on défile sous les drapeaux de ce mouvement architerroriste qu'est le Hamas avec des banderoles de haine et des slogans de mort ? [56] »

Il développa ensuite sa vision du monde, pour le moins manichéenne :

« Antisionisme et antisémitisme, le débat est simple. Dans le passé, l'antisionisme était une opinion. Mais l'antisionisme aujourd'hui, c'est le vecteur majeur de l'antisémitisme. (...) Être antisioniste aujourd'hui, ce n'est pas s'opposer à un projet, mais vouloir l'éradication d'une réalité. Être antisioniste aujourd'hui, vouloir la destruction d'Israël, c'est faire cause commune avec Ahmadinedjad. »

Il s'inquiéta à nouveau de l'Iran, accusé (toujours sans preuve, notons-le) de vouloir s'armer nucléairement : « Ahmadinedjad et son groupe n'en démordent pas : leur priorité c'est la bombe nucléaire, la bombe qui assouvira leur fantasmes de puissance. Les échéances sont maintenant proches. »

Il répéta, en somme, les thèmes déjà développés les années précédentes. Inextricablement mêlées, la question de la sécurité d'Israël et celle de la situation des juifs de France étaient au cœur de ses préoccupations.

Le Premier ministre, François Fillon, s'attacha à le rassurer[57] en lui rappelant la façon dont la France venait de gérer le récent conflit à Gaza :

---

55. http ://www.humanite.fr/Le-PCF-indesirable-au-diner-du-CRIF. On y lit aussi : « L'engagement des communistes pour l'émancipation humaine ne souffre aucune exception. Et nous ne tolérerons jamais de manifestations de racisme, de xénophobie et d'antisémitisme », a tenu à rappeler la secrétaire nationale, qui reproche à Richard Prasquier de « juger le positionnement politique du PCF au regard de sa seule critique de la politique israélienne. »

56. http ://www.crif.org/index.php ?page=articles_display/detail&aid=14028&returnto=search/search&artyd=2.

57. http ://www.crif.org/index.php ?page=articles_display/detail&aid=14027&returnto=search/search&artyd=2.

« Ceux qui se plaisent à donner des leçons de conduite à Israël ne doivent pas oublier la violence haineuse qui anime les extrémistes ! Israël, un État libre un État démocratique, a vu la moitié de son territoire paralysée, ses écoles fermées, ses transports interrompus, ses entreprises arrêtées par la proximité de la menace. Nous ne pouvions pas nous résoudre à cette situation. (...) Dès le début de la crise à Gaza, nous avons condamné les tirs de roquettes, et dénoncé la responsabilité du Hamas – et je dirais même sa culpabilité ! – dans l'interruption de la trêve. (...) La France ne peut accepter et n'acceptera jamais que l'existence d'Israël soit menacée ! », clama-t-il.

Sur l'Iran, il déclara partager les craintes de Prasquier : « L'acquisition d'une capacité nucléaire militaire par l'Iran reste purement et simplement inacceptable. Parce que les missiles iraniens, dont la portée progresse régulièrement, constitueraient une menace directe pour Israël, pour le Moyen-Orient, mais aussi pour l'Europe. »

Sur la tenue de Durban II, il fit montre d'une fermeté toute particulière :

« Nous n'accepterons pas que l'État d'Israël soit stigmatisé, nous n'accepterons pas que sa politique soit calomniée, ni que la communauté juive, dans son ensemble, soit flétrie. Nous n'hésiterons pas, dans le cas contraire, en lien avec nos partenaires européens, à en tirer toutes les conséquences, et si nécessaire à nous retirer de cet exercice. Il est hors de question d'être spectateurs à Genève des dérives que nous combattons obstinément à Paris. »

Le CRIF avait parlé ; le gouvernement venait de lui apporter son indéfectible appui.

■■

Il est difficile de ne pas partager le sentiment du philosophe Alain Finkielkraut, authentique ami d'Israël et pourfendeur de toute forme d'antisémitisme (voir chapitre 7), qui voit dans cet événement annuel une sorte de « tribunal dînatoire », au cours duquel les hommes politiques doivent participer au risque d'être sermonnés, donnant ainsi l'impression à l'opinion publique de céder à diverses pressions particulières. Régulièrement invité, le philosophe répugna toujours à s'y rendre qualifiant cette cérémonie de « grotesque » :

« Les Juifs ont donné très longtemps un magnifique exemple de participation à la vie nationale, politique et culturelle, et je n'aime pas qu'ils deviennent le fer de lance de la transformation de la République en mosaïque de communautés râleuses », expliquait-il en 2005, sur Radio Communauté Juive[58].



58. http://www.marianne2.fr/Diner-du-Crif-Sarkozy-passe-a-table_a82493.html.

La journaliste Caroline Fourest, peu suspecte de nourrir des sentiments douteux envers la communauté juive ou le sionisme, ajouta pour sa part, dans *Le Monde*, qu'à force « de mélanger ses casquettes, celle de la lutte contre l'antisémitisme et celle qu'il utilise pour organiser des manifestations de soutien inconditionnel à la politique d'Israël, le CRIF porte lui aussi une part de responsabilité dans cette confusion ambiante »[59].

Certes : comment est-il possible, d'un côté, d'associer le judaïsme à Israël et de considérer cette association comme un fait digne d'éloge, et se scandaliser, d'un autre côté, que l'homme de la rue fasse un tel amalgame lorsque Israël se livre à des massacres ? À un moment donné, il faudrait savoir choisir.

Dans ce même esprit, le sociologue Laurent Mucchielli, directeur de recherches au CNRS, écrit[60] dans *Rue 89* : « Ces discours masquent une incapacité à prendre un minimum de distance vis-à-vis de la politique israélienne. Il est clair que les auteurs d'actes ou de propos antisémites amalgament la politique de l'État d'Israël vis-à-vis des Palestiniens avec les opinions de l'ensemble de la communauté juive et font payer à leurs compatriotes français de confession juive le prix de la politique israélienne. Mais il est tout aussi clair que la plupart des institutions juives ne font rien pour les en dissuader. Ainsi, dans le journal *Le Monde* du 1er février 2009, la guerre de Gaza à peine finie, le nouveau grand rabbin de France appelait à « la solidarité totale avec le peuple et avec le gouvernement israéliens. »

Le CRIF, en effet, n'a pas le monopole de l'amalgame. À part le Grand Rabbinat, diverses associations, liées le plus souvent au CRIF, participent également, à leur niveau d'influence, à la confusion désastreuse qui est faite entre Israël et communauté juive française. Comme l'écrit Marc Hecker, ces « organisations n'ont pas, pour la plupart, pour vocation première de défendre les intérêts d'Israël. Mais cette tâche s'est peu à peu développée en leur sein[61]. » Chacune d'elles tente de promouvoir ce mode de pensée et de peser, à son niveau, sur la vie politique française.

Parmi les principales, on trouve le *B'nai B'rith* (de l'hébreu : « Les fils de l'Alliance », B'B'), la plus ancienne organisation juive toujours en activité dans le monde. Calquée sur les organisations maçonniques, le B'B' a été fondé à New York, le 13 octobre 1843[62] et se présente aujourd'hui comme une « organisation humanitaire » ; elle est membre du CRIF. En tant qu'organisation non gouvernementale, elle intervient à l'ONU, à l'Unesco, au Mercosur



59. Caroline Fourest , « Amertume et confusions au dîner du CRIF », *Le Monde*, 06 mars 2009.
60. http://www.rue89.com/2009/03/06/pseudo-retour-de-l-antisemitisme-un-rituel-au-diner-annuel-du-crif.
61. Marc Hecker, *op. cit.*, p. 84.
62. David Malkam, *Histoire du B'nai B'rith*, Berg International, 2003.

(la communauté économique des pays de l'Amérique du Sud) et au Conseil de l'Europe. Le B'B' est exclusivement réservé aux membres de la communauté juive et comprend plus de 500000 frères (et sœurs) dans près de soixante pays, dont 2500 en France[63], où il s'est implanté dès 1932.

Il existe des liens forts entre le B'B' et d'autres organisations : l'ancien président de la LICRA (1968-1993), Jean Pierre-Bloch, en fut ainsi le président de 1974 à 1981.

Sur son site internet, ses deux premiers objectifs sont ainsi définis : « Encourager les amitiés au travers de programmes de loisirs, sociaux et culturels ; soutenir l'État d'Israël et le peuple juif dans le monde.[64] » Le B'B' y déclare : « Nous sommes idéalement placés pour réunir, disséminer et agir sur l'information là où les intérêts juifs sont en jeu. ». Un article paru dans *Le Monde*[65] nous apprend que cette organisation a concouru à la mise à l'écart du Front national de la vie politique française. Aujourd'hui, elle « souhaite que la France déploie toute son énergie pour la libération prochaine de Guilad Shalit »[66] et s'active en ce sens.

Le cas de l'Union des patrons et professionnels juifs de France (UPJF) a déjà été évoqué au cours de notre premier chapitre, mais il mérite que nous nous y attardions à nouveau.

Fondé en 1997, l'UPJF compte aujourd'hui 1200 adhérents. Énumérant les motifs qui ont incité à sa création, elle écrit : « Parce que notre judaïsme est une composante déterminante de notre identité. Parce que notre statut de chefs d'entreprises et de professionnels nous confère un rôle actif dans la vie économique et sociale de notre pays. Parce que la communauté juive de France est à nouveau l'objet d'attaques visant son intégrité morale et

63. Marc Hecker, *op. cit.*, p. 84.

64. http://www.bnaibrithfrance.fr/content/view/13/62/.

65. « Inquiétude dans la communauté juive », *Le Monde*, 26 mars 1986 : « L'élection de trente-cinq députés du Front national à l'Assemblée nationale, le 16 mars, a provoqué des réactions parmi les organisations juives. Tout en se félicitant *"que les élections se soient déroulées conformément aux règles démocratiques prévues par la Constitution de notre pays et que les électeurs se soient prononcés dans une très forte proportion pour des partis politiques qui ont, sur le plan des droits de l'homme, des conceptions proches de celles qu'il défend"*, le Conseil représentatif des institutions juives de France (CRIF) exprime le regret *"que les électeurs aient égaré leur vote en faveur d'un parti qui a introduit dans la vie politique française des concepts de discrimination dont le simplisme est certainement trompeur et recèle des facteurs de division et de haine"*. Dans le mensuel *l'Arche* (numéro d'avril), M. Roger Ascot, rédacteur en chef, écrit : *"Le danger est là. Nous nous refusons – à l'heure qu'il est – à chercher les coupables d'une situation nouvelle, qui écorne la France des droits de l'homme. (...) Il importe que les hommes de bonne volonté – et les juifs particulièrement, qui savent que la discrimination conduit fatalement à Auschwitz – se regroupent et pèsent afin que la doctrine "sécuritaire", marche-pied du racisme, reste isolée, marginalisée."* Enfin, les associations B'nai B'rith *"lancent un appel à la vigilance, attirent l'attention des partis de la nouvelle majorité contre toute tentation de vouloir reprendre les slogans extrémistes sur l'insécurité et les idées xénophobes à l'encontre des immigrés"* et *" rappellent aux représentants de ces partis leurs engagements pris, au cours des forums du B'nai B'rith, devant la communauté, déclarations reprises après proclamation des résultats du vote, de ne s'allier en aucun cas au Front national"*. »

66. http://www.bnaibrithfrance.fr/content/blogcategory/906/108/.

physique. Parce que nous pouvons être à la fois des citoyens français attachés à notre pays et afficher notre soutien à l'État d'Israël. »[67] Ses deux premiers objectifs sont : « La lutte contre l'antisémitisme ; la défense de l'image d'Israël en France ».

Se considérant, selon le mot de son président Claude Barouch, comme un « véritable lobby », l'UPJF décerna, nous l'avons vu, son prix de l'homme de l'année 2006 à Nicolas Sarkozy, devant cinq cents invités par lesquels on relevait la présence du grand rabbin de France, Joseph Sitruk, d'un chargé d'affaires de l'ambassade d'Israël en France, du vice-président de l'Assemblée nationale, Éric Raoult, et du socialiste Julien Dray « que l'on n'est pas habitué à voir fréquenter les cercles patronaux »[68].

Très marquée à droite, l'UPJF écrivit, en mars 2006, une lettre de soutien au fondateur du Mouvement pour la France (MPF), Philippe de Villiers, également président du Conseil général de Vendée et député européen, pour qui l'Islam est « le terreau de l'islamisme et l'islamisme le terreau du terrorisme »[69]. Celui-ci venait d'être chassé par le service d'ordre de l'association SOS Racisme d'une manifestation à la mémoire du jeune juif assassiné, Ilan Halimi : « Nous tenons par la présente à nous désolidariser totalement de l'initiative des militants de SOS-Racisme (faux nez du parti socialiste) », lui écrivit Claude Barouch,[70] ajoutant : « Il ne faut pas se tromper d'ennemis dans une période où la France doit faire face à des périls inquiétants ». Il ne précisait pas l'identité de l'ennemi.

Le 4 juin 2007, protestant contre l'Iran, l'UPJF faisait un communiqué, dans lequel, après avoir été qualifié de « nouvel Hitler » par Cukierman, le président de la République islamique d'Iran se voyait traité de « fou ». Elle donnait aussi un satisfecit à Bernard Kouchner :

« L'Union des patrons et professionnels juifs de France est consternée par les récentes déclarations du leader iranien Ahmadinejad, selon lequel " le compte à rebours a commencé pour l'annihilation " de l'État d'Israël. L'UPJF appelle toutes les autorités politiques, intellectuelles, civiles et scientifiques à condamner sans équivoque ces propos inacceptables et à accentuer les

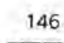
67. http://www.upjf.org/qui.jsp.

68. http://www.communautarisme.net/Presidentielles-L-Union-des-patrons-et-des-professionnels-juifs-de-France-UPJF-roule-pour-Nicolas-Sarkozy_a720.html.

69. Philippe de Villiers est notamment l'auteur d'un livre, *Les Mosquées de Roissy*, Albin Michel, 2006, qui se présente ainsi : « La France est en danger. Ce danger, c'est celui qui, du terrorisme à l'islamisation douce, impose au pays d'autres mœurs, d'autres croyances que les siennes. Une menace bien réelle – confirmée par des notes alarmistes du ministère de l'Intérieur publiées pour la première fois – pèse sur certains aéroports français, noyautés par une filière organisée par des militants d'un petit village algérien qui serait en train de prendre le contrôle de zones en théorie "sécurisées" par les services spécialisés. »

70. http://fr.altermedia.info/politique/lunion-des-patrons-et-des-professionnels-juifs-de-france-ecrit-a-philippe-de-villiers_8685.html.





actions menées par la France afin d'empêcher le leader fou iranien de posséder l'arme atomique. Dans ce sens, l'UPJF prend note avec satisfaction de la réaction du ministre des Affaires étrangères, Bernard Kouchner, qui a affirmé que ces propos sur Israël étaient " inacceptables ". (...) Néanmoins, devant le danger que représenterait, pour le monde entier, un Iran nucléaire, l'UPJF demande au Ministre des affaires étrangères quelles sont les mesures concrètes que compte prendre notre pays afin d'empêcher ce scénario-catastrophe de se réaliser.[71] »

En 2008, Pascal Boniface, président de l'IRIS et géopolitologue faisant preuve d'un certain esprit critique vis-à-vis d'Israël, accusait l'UPJF de relayer de fausses nouvelles sur son compte :

« Quelle ne fut pas ma surprise, écrit-il, lorsqu'on me signala (...) qu'un journal algérien de langue arabe m'attribuait des propos hallucinants sur la dénonciation d'un complot juif et me faisait dire l'inverse de ce que j'avais exprimé, ou encore m'attribuait des réponses à des questions qui m'avaient été posées, qui ne sont pas de moi. Peu après le site de l'Union des patrons et des professionnels juifs de France, reprenait tel quel ce journal arabe pour s'en indigner.[72] »

D'après Marc Hecker, l'UPJF, en contact étroit avec *l'American Jewish Congress* (AJC), « dispose de moyens relativement importants (...) Les (...) membres doivent s'acquitter d'une cotisation annuelle de quatre cents cinquante euros, ce qui ferait de l'UPJF un des défenseurs communautaires d'Israël les plus riches.[73] »

D'autres organismes influents existent encore. Pour les plus jeunes, il y a, par exemple, l'Union des étudiants juifs de France (UEJF). Ce syndicat étudiant, créée en 1944 par Dely Tecuciano, « n'a eu de cesse de soutenir et de représenter les jeunes Juifs à la fois en tant qu'étudiants, citoyens, dépositaires de la Mémoire de la Shoah et engagés pour la paix aux côtés d'Israël. »[74]

Forte de 15000 membres, dont elle assure la représentation à travers ses trente cinq élus aux conseils d'administration universitaires, l'UEJF est « l'organe de représentation des étudiants juifs auprès des pouvoirs publics » et travaille « en relation permanente avec le Ministère de la Jeunesse et des Sports et le Ministère de l'Éducation Nationale ».

L'UEJF a aussi participé à la création du mouvement SOS Racisme, en 1984. Son ancien président, l'avocat Patrick Klugman, est d'ailleurs aujourd'hui vice-président de SOS Racisme dans le bureau conduit actuellement par



71. http://www.debriefing.org/22185.html.
72. http://www.affaires-strategiques.info/spip.php?article350.
73. Marc Hecker, *op. cit.*, p. 86.
74. http://www.uejf.org/uejf_quisommesnous.php?sid=.

Dominique Sopo[75], qui est, pour sa part, l'un des initiateurs, en 2005, du collectif Urgence Darfour. Tout se rejoinSur son site, on peut lire que l'UEJF « porte tout naturellement une attention particulière aux dérives antisémites. Pour faire face à la recrudescence des actes antisémites, consécutive à la deuxième Intifada, l'UEJF a publié en mars 2002 un Livre Blanc intitulé *Les Antifeujs*[76] qui recense et dénonce l'ensemble des actes antisémites connus depuis deux ans. (...) Reçu par le Président Jacques Chirac et l'ex-Premier ministre Lionel Jospin, le Bureau exécutif national a ainsi eu l'opportunité de présenter et de discuter ce problème d'envergure. »

S'impliquant fortement dans la politique étrangère, l'UEJF tint, en mars 2002, sa convention nationale à Jérusalem. En mai 2008, elle participa activement aux commémorations de la naissance d'Israël :

« Pour l'UEJF, Israël est porteur d'un message universel, celui des valeurs de démocratie, de libertés, de diversité culturelle. En tant que citoyens français, nous ne pouvons que nous réjouir des 60 ans d'existence et d'incarnation de ces valeurs par Israël. Ce soir, les étudiants juifs de France célébreront cet événement par une grande campagne d'affichage dans Paris. Et pour fêter ensemble cet anniversaire, l'UEJF organisera un grand évènement festif et populaire : " Les 12 Heures Bleues ". Il se déroulera le 22 juin de midi à minuit à l'Espace ouvert des Blancs Manteaux dans le 3e arrondissement de Paris. Pour Raphaël Haddad, Président de l'UEJF : " L'UEJF est indéfectiblement attachée à l'existence de l'État d'Israël et se réjouit de célébrer sa création il y a maintenant 60 ans. Bon anniversaire Israël ! " »[77].

Côté femmes, on remarque la *Women's International Zionist Organization* (WIZO). Fondée en Angleterre en 1920, la WISO est une organisation internationale oeuvrant pour la promotion des femmes dans la société juive aussi bien en Israël que dans la Diaspora. En France, elle s'intitule : « Organisation internationale des femmes sionistes pour une société meilleure en Israël[78] ». Quelques-uns de ses objectifs sont affichés : « Être le partenaire inconditionnel du gouvernement Israélien dans le domaine social ; promouvoir le statut de la femme en Israël ; renforcer le lien entre Israël et le Peuple Juif dans le monde. »

D'autres associations communautaires ont également pour vocation première d'agir en faveur d'Israël. Il en va ainsi de la Fédération sioniste de France (FSF), dont le secrétaire, Alexandre Moïse, fut condamné en 2004



75. Patrick Klugman est un proche de Bertrand Delanoë. Élu conseiller de Paris dans le XVIIe arrondissement aux élections de mars 2008, sur la liste de Parti socialiste, il est devenu vice président du Groupe Socialiste, Radical de Gauche et apparentés au Conseil de Paris. Il se déclare « sioniste et pro-palestinien » sans que l'on sache exactement ce que cette formule signifie.

76. UEJF-SOS Racisme, *Les Antifeujs*, Calman-Lévy, 2002.

77. http://www.uejf.org/uejf_detail.php?sid=&id_art=1372&id_type=2.

78. http://www.wizo.asso.fr/

devant la XVII[e] Chambre du Tribunal correctionnel de Paris après avoir déposé plainte pour avoir reçu, disait-il, des messages antisémites après sa campagne contre Dieudonné, au cours de laquelle il avait œuvré pour l'annulation des spectacles de l'humoriste; or, selon ses aveux mêmes devant le tribunal, Moïse s'était lui-même envoyé ces messages et fut condamné à deux mois de prison avec sursis et à une amende de 750 euros[79].

Il y a aussi le *Keren Kayemeth Leisrael* (littéralement « fonds pour l'existence d'Israël », KKL). Fondé en 1901 par Theodor Herzl, lors du V[e] Congrès sioniste, le KKL se considère comme le « bras exécutif du peuple juif pour la rédemption et le développement de la terre d'Israël. Sa première vocation fut de racheter des terres en Eretz Israël en vue de l'installation de pionniers juifs. Mais très vite, ses missions se sont diversifiées.[80] » Sous l'impulsion de son président, Frédéric Nordman, le KKL de France a pour « mission essentielle de collecter des fonds en France en vue de réaliser des projets concrets en Israël (plantation de forêts, construction de réservoirs d'eau, d'aires de jeux ou de repos, de routes de sécurité, d'infrastructures diverses...) ».

À sa suite, nous pouvons également citer Siona. Né au lendemain de la guerre de Six Jours, ce mouvement considère quant à lui « qu'Israël et la diaspora sont deux associés liés par une foi commune, une responsabilité conjointe, et la prise de conscience d'une même histoire et d'un destin commun »[81].

Toutes ces associations communautaires forment un ensemble homogène, même si elles ne partagent pas forcément le même avis sur le détail de la politique des différents gouvernements israéliens; il reste qu'elles témoignent toujours d'un profond attachement à l'État juif qu'elles promeuvent et soutiennent à leur façon.

La plupart d'entre elles jouent un rôle politique certain en France, en tentant d'influer sur certaines décisions d'importance. Parfois, il arrive qu'elles s'associent à la faveur d'une opération donnée. Ainsi, lors de l'affaire François Zimeray.

Cet eurodéputé socialiste, proche de Laurent Fabius, ancien vice-président de la commission d'études politiques du CRIF et indéfectible soutien d'Israël[82], avait dénoncé, au début des années 2000, « la pédagogie raciste au cœur de l'éducation palestinienne avec l'argent du contribuable européen » et affirmé que Israël fait partie de l'Europe au « plan moral »[83]. Il ne fut pas réinvesti par le Parti socialiste pour les européennes de 2004 pour cause de « communautarisme ». Aussitôt, il bénéficia de l'appui du B'B', de l'UPJF, du

79. http://nantes.indymedia.org/article/3242.

80. http://www.kkl.fr/.

81. http://www.siona.fr/histoire.php.

82. François Zimeray est président de l'association Medbridge, un lobby pro-israélien au Parlement européen, où il côtoie Willy de Clercq, François Léotard et Marco Panella.

83. http://www.guysen.com/articles.php?sid=2326.

Consistoire central, de Siona, mais aussi de l'Union des médecins, dentistes et pharmaciens juifs de France et de nombreuses autres organisations de ce type, qui signèrent toutes un texte qualifiant son éviction de « scandaleuse » et « incompréhensible » et appelant les électeurs à en tirer les conséquences lors des élections.

En 2008, François Zimeray fut nommé par Nicolas Sarkozy, via Rama Yade, « ambassadeur pour les droits de l'homme ». Était-ce une banale coïncidence ?

En-dehors de ces associations, des organismes non communautaires s'activent également à soutenir Israël, comme la bien nommée, mais mal connue, association France-Israël, héritière de France-Palestine fondée en 1926.

Succédant à Michel Darmon, son président actuel est Gilles-William Goldnadel[84], avocat célèbre qui fut notamment le défenseur des principaux protagonistes des affaires du Sentier I et II[85] ou de la pamphlétaire islamophobe Oriana Fallaci[86] dans le procès qui lui fut intenté par le MRAP.

On peut lire son site internet[87], souvent « hacké » par des militants pro-palestiniens : « À son attitude à l'égard d'Israël, on peut juger de la valeur spirituelle d'un peuple ». Le ton est donné. Goldnadel anime également « un groupe de pression baptisé " Ligue internationale contre la désinformation " »[88].

84. http://blognadel.over-blog.com/.

85. L'affaire du Sentier, qui a éclaté en 1997, reposait sur le système de la « cavalerie », comme celle de Madoff. Cent quatre vingt-huit personnes, issues des ateliers de confection du quartier du Sentier à Paris, furent interpellées. Le cerveau de l'opération était Haïm Weizman, sergent chef dans l'armée israélienne, qui s'enfuit en Israël. Trente-trois banques se portèrent partie civile. L'avocat de Samy Branni, qui était à la tête de l'un des neuf réseaux de « cavalerie » et n'avait pas réussi à s'enfuir, était William Goldnadel. Il tenta d'accuser le procureur d'antisémitisme, mais fut remis à sa place. Quatre vingt-huit personnes furent condamnées à des peines de prison ferme, et devaient au total 280 millions de francs. En 2004, une nouvelle affaire du Sentier éclata, pour blanchiment d'argent ; trente-trois banquiers y étaient impliqués, dont le président de la Société Générale, Daniel Bouton. Ces banquiers laissaient partir des chèques en Israël, où ils étaient encaissés. Ce trafic portait sur environ un milliard de francs (150 millions d'euros). C'étaient deux rabbins loubavitchs qui transportaient les mallettes de chèques dans un sens, de liquide dans l'autre. On estime à plus de 70 millions d'euros les sommes qui transitèrent ainsi entre 1997 et 2001. Les rabbins Joseph Rotnemer et Jacques Schwarcz étaient à la tête d'un des plus importants réseaux scolaires juifs en France, et faisaient aussi dans le logement social et les maisons de retraite. Ils sont en fuite en Israël. Un autre rabbin véreux, Haïm Chalom Israël, poursuivi par la juge d'instruction Isabelle Prévost-Desprez pour abus de biens sociaux, fut remis en liberté deux fois par la chambre d'accusation, dirigée par Gilbert Azibert. V. notamment *Actutalité juive*, 24 mai 2001 ; *Libération*, 10 mai 2004 et 19 juin 2004 ; *Le Parisien*, 12 mai 2004.



86. V. Oriana Fallaci, *La Rage et l'Orgueil*, Plon, 2002. Elle y écrit notamment que les imams sont « d'une manière ou d'une autre les guides spirituels du terrorisme ». V. aussi son livre *La Force de la Raison*, Éditions du Rocher, 2004. Elle a été élue « Femme de l'année 2006 » par *Front Page Magazine*, web-magazine américain néo-conservateur de David Horowitz.

87. http://www.france-israel.org/articles.php?id=24.

88. Mona Chollet, « Daniel Mermet la " mauvaise cible " des pro-Israéliens », *Le Courrier*, 06 Janvier 2002.

Au nom, entre autres, de France-Israël, Goldnadel fit condamner par la Cour d'appel de Versailles pour diffamation raciale, le quotidien *Le Monde* et les signataires (le philosophe Edgar Morin, Sami Naïr et Danièle Sallenave) de l'article « Israël-Palestine : le cancer », paru le 4 juin 2002. Cette action en justice contre lui fit dire à Morin : « Qu'il existe des petits groupes fascistoïdes qui me menacent, rien de plus banal. Ce qui l'est moins, c'est qu'on se retrouve dans une situation où beaucoup de " braves gens " finissent par tomber dans l'illusion que je suis anti-juif »[89] (voir chapitre 7).

Dans cette affaire, Goldnadel fut soutenu par son ami Alexandre Adler, avec lequel il écrivit en 2008, le livre *Conversation sur les sujets qui fâchent*[90]. Universitaire, journaliste (ancien directeur de *Courrier international*, aujourd'hui membre du comité éditorial du *Figaro*), homme de télévision, Adler est une personnalité inévitable de la politique internationale. Ancien communiste, il fut conseiller pour la politique étrangère de Georges Marchais et cosigna *L'U.R.S.S. et nous* (Éditions sociales), où il dressait un « essai de bilan », positif, du stalinisme ; en 1984, il rejoignit le Parti socialiste puis se rapprocha de Jacques Chirac, tout en soutenant la guerre en Irak de 2003 ; en 2007, il appela à voter Nicolas Sarkozy dans *Le Figaro*[91]. Il est également un membre éminent de la communauté juive de France[92] : il est administrateur de l'Union libérale israélite de France (ULIF) et fut le conseiller du président du CRIF, Roger Cukierman.

Lui aussi classé à droite, Goldnadel fut pour sa part l'invité personnel de Nicolas Sarkozy lors du voyage présidentiel en Israël en juin 2008[93]. En janvier 2009, l'avocat réagit très violemment aux propos de l'éditorialiste Jean Daniel, qui, dans le *Nouvel Observateur* du 8 janvier, avait condamné avec fermeté l'attaque de Tsahal à Gaza. Le titre que Goldnadel avait choisi était révélateur de sa tournure d'esprit : « Daniel dans la fosse septique[94]. »

89. http://www.ldh-toulon.net/spip.php?article1389.

90. Gilles-William Goldnadel et Alexandre Adler, *Conversation sur les sujets qui fâchent*, Ed. Gawsewitch Jean-Claude, 2008.

91. Samuel Rousseau, « Entretien avec Alexandre Adler », *Le Figaro*, 19 janvier 2008.

92. Il a signé un texte étonnant dans *Shofar* (n° 221, septembre 2000, p. 37) où on lit : « La disparition du nombre de Juifs par rapport à la population mondiale est largement compensée par un second phénomène de sens inverse : la concentration de cette population au centre du système de l'économie du monde et l'abandon presque total des périphéries (...) Aujourd'hui (...) par exemple, le judaïsme rural est un souvenir même en Israël (...) Ce mouvement s'accompagne d'un glissement vers le haut de cette population vers des fonctions de cadres supérieurs et vers une participation de plus en plus importante à la vie économique et à la prise de décision. New York, Los Angeles, Londres et Paris symbolisent parfaitement cette période de l'histoire juive. Mais il faut réserver une place particulière à la science moderne (...) Les Juifs sont passés à un rôle de plus en plus central dans l'élaboration et la diffusion des savoirs. L'attribution du Prix Nobel, chaque année, renforce cette tendance. Au rythme actuel, c'est plus de 50 % des Prix Nobel et Médailles Fields (équivalent pour les mathématiques) qui seront juifs vers 2015. »

93. Gilles-William Goldnadel, « Retour de Jerusalem », *Libération*, 07 juillet 2008.

94. http://www.desinfos.com/spip.php?page=article&id_article=12623.

Dans la même veine, en février 2009, Goldnadel signa un article dans *Le Figaro*, intitulé : « L'inquiétante dérive antisémite de l'extrême gauche »[95], où on pouvait lire : « Le temps n'est pas encore venu de mesurer l'effet réel sur l'opinion de manifestations pro-palestiniennes, souvent montrées comme représentatives de l'indignation publique à l'encontre de l'offensive israélienne à Gaza, mais qui, en réalité, ne font que refléter les progrès irrésistibles de l'islamisme en France. »

Cette fois, les détracteurs d'Israël, les frondeurs, ceux qui manifestaient leur réprobation face aux atrocités commises par Tsahal, étaient censés être représentatifs d'un fantasmatique islamisme triomphant. Goldnadel reprenait ainsi le thème principal du *Choc des civilisations*[96], le livre de chevet des « néo-cons », dans lequel le professeur de science politique américain Samuel Huntington affirmait que, depuis la chute du bloc de l'Est, un clivage civilisationnel s'était substitué au clivage idéologique et politique qui avait prévalu depuis la fin de la dernière guerre. Tout dévoué à sa défense d'Israël, Goldnadel en oubliait les côtés sombres pour mieux stigmatiser ses adversaires.

Selon le site Communautarisme.net, « les instances dirigeantes de France-Israël regroupent de nombreux responsables politiques, de droite comme de gauche, qui, en période de campagne, se sont souvent illustrés dans les surenchères électoralistes en faveur d'organisations communautaires juives, ce qui peut expliquer leur présence ostentatoire au sein d'une association qui n'est pas connue, loin de là, pour la modération de ses analyses sur la situation au Proche-Orient. »[97] C'est ainsi, par exemple, que France-Israël considéra que la visite du ministre des Affaires étrangères à Yasser Arafat, en juin 2004, constituait un « acte d'hostilité à Israël ».

Il existe donc des liens étroits entre cette association et le pouvoir. Membre du Comité directeur de France-Israël, Rudy Salles, adjoint au Maire de Nice (en charge du tourisme et des affaires internationales), mais aussi vice-président de l'Assemblée Nationale, en est l'exemple éclatant.

Centriste ayant voté Sarkozy, Salles est le seul membre français du Comité directeur du Conseil international des parlementaires juifs (*International Council of Jewish Parliamentarians*, ICJP), qui a parmi ses objectifs de « soutenir Israël »[98]. Il fut également président du groupe d'amitié France-Israël au Parlement (aujourd'hui remplacé par Claude Goasguen) et membre du bureau exécutif de l'ADELMAD. Martine Ouaknine, présidente régionale du

95. Gilles-William Goldnadel, « L'inquiétante dérive antisémite de l'extrême gauche », *Libération*, 23 janvier 2009.



96. Samuel Huntington, *Le Choc des Civilisations*, Éditions Odile Jacob, Paris, 2007.

97. http://www.communautarisme.net/France-Israel-ebranle-la-solidarite-gouvernementale_a259.html.

98. http://www.icjp.net/mission.htm.

99. Vincent Nouzille, « Pour qui roule votre député ? Rudy Salles : l'ami d'Israël », *L'Express*, 19 octobre 2006.

CRIF, lui remit en 2005 un prix pour son action à la tête de ce groupe[99]. « J'essaie de convaincre mes collègues qu'Israël est aux avant-postes des menaces qui nous guettent. Ses ennemis testent nos réactions », dit-il. Selon l'ancien président du B'B' , Yves-Victor Kamani, Rudy Salles « ne fait pas un pas sans le B'nai B'rith sur la Côté d'Azur »[100].

Le groupe d'amitié parlementaire France-Israël dont il est question regroupe 113 députés[101] membres (dont les 18 présidents et vice-présidents)

---

100. Marc Hecker, *op. cit.*, p. 87.

101. http://www.assemblee-nationale.fr/13/tribun/gagevi/il.asp : Président : Claude Goasguen – (UMP) – Paris – 14 ; vice-présidents : Pierre-Christophe Baguet – (UMP) – Hauts-de-Seine ; Patrick Beaudouin – (UMP) – Val-de-Marne ; Jean-Pierre Brard – (GDR) – Seine-Saint-Denis ; David Habib – (S.R.C.) – Pyrénées-Atlantiques ; Danièle Hoffman-Rispal – (S.R.C.) – Paris ; Armand Jung – (S.R.C.) – Bas-Rhin ; Yvan Lachaud – (NC) – Gard ; Éric Raoult – (UMP) – Seine-Saint-Denis ; Rudy Salles – (NC) – Alpes-Maritimes ; Guy Teissier – (UMP) – Bouches-du-Rhône – ; secrétaires parlementaires : Patrick Bloche – ( S.R.C.) – Paris ; Jérôme Chartier – ( UMP) – Val-d'Oise ; Julien Dray – ( S.R.C.) – Essonne ; Michel Herbillon – ( UMP) – Val-de-Marne ; Jacques Kossowski – ( UMP) – Hauts-de-Seine ; Geneviève Levy – ( UMP) – Var ; Hervé Mariton – ( UMP) – Drôme – Liste des membres : Sylvie Andrieux – (S.R.C.) – Bouches-du-Rhône ; François Asensi – (GDR) – Seine-Saint-Denis ; Jean-Marc Ayrault – (S.R.C.) – Loire-Atlantique ; Pierre-Christophe Baguet – (UMP) – Hauts-de-Seine ; Patrick Balkany – (UMP) – Hauts-de-Seine ; Jean Bardet – (UMP) – Val-d'Oise ; Claude Bartolone – (S.R.C.) – Seine-Saint-Denis ; Delphine Batho – (S.R.C.) – Deux-Sèvres ; Patrick Beaudouin – (UMP) – Val-de-Marne ; Jean-Claude Beaulieu – (UMP) – Charente-Maritime ; Jacques Alain Bénisti – (UMP) – Val-de-Marne ; Jean-Yves Besselat – (UMP) – Seine-Maritime ; Claude Birraux – (UMP) – Haute-Savoie ; Émile Blessig – (UMP) – Bas-Rhin ; Patrick Bloche – (S.R.C.) – Paris ; Daniel Boisserie – (S.R.C.) – Haute-Vienne ; Marcel Bonnot – (UMP) – Doubs ; Jean-Michel Boucheron – (S.R.C.) – Ille-et-Vilaine ; Loïc Bouvard – (UMP) – Morbihan ; Valérie Boyer – (UMP) – Bouches-du-Rhône ; Jean-Pierre Brard – (GDR) – Seine-Saint-Denis ; Bernard Brochand – (UMP) – Alpes-Maritimes ; Laurent Cathala – (S.R.C.) – Val-de-Marne ; Joëlle Ceccaldi-Raynaud – (UMP) – Hauts-de-Seine ; Gérard Charasse – (App.S.R.C.) – Allier ; Jérôme Chartier – (UMP) – Val-d'Oise ; Alain Claeys – (S.R.C.) – Vienne ; Philippe Cochet – (UMP) – Rhône ; Pierre Cohen – (S.R.C.) – Haute-Garonne ; Pascale Crozon – (S.R.C.) – Rhône ; Olivier Dassault – (UMP) – Oise ; Bernard Debré – (UMP) – Paris ; Bernard Deflesselles – (UMP) – Bouches-du-Rhône ; Michel Delebarre – (S.R.C.) – Nord ; Richard Dell'Agnola – (UMP) – Val-de-Marne ; Bernard Depierre – (UMP) – Côte-d'Or ; Michel Destot – (S.R.C.) – Isère ; Dominique Dord – (UMP) – Savoie ; Julien Dray – (S.R.C.) – Essonne ; Guillaume Garot – (S.R.C.) – Mayenne ; Claude Gatignol – (UMP) – Manche ; Gérard Gaudron – (UMP) – Seine-Saint-Denis ; Hervé Gaymard – (UMP) – Savoie ; Guy Geoffroy – (UMP) – Seine-et-Marne ; Franck Gilard – (UMP) – Eure ; Jean-Pierre Giran – (UMP) – Var ; Claude Goasguen – (UMP) – Paris ; Pierre Gosnat – (GDR) – Val-de-Marne ; Michel Grall – (UMP) – Morbihan ; Jean-Pierre Grand – (UMP) – Hérault ; François Grosdidier – (UMP) – Moselle ; Louis Guédon – (UMP) – Vendée ; Jean-Claude Guibal – (UMP) – Alpes-Maritimes ; David Habib – (S.R.C.) – Pyrénées-Atlantiques ; Michel Herbillon – (UMP) – Val-de-Marne ;Danièle Hoffman-Rispal – (S.R.C.) – Paris ; Sébastien Huyghe – (UMP) – Nord ; Monique Iborra – (S.R.C.) – Haute-Garonne ; Denis Jacquat – (UMP) – Moselle ; Armand Jung – (S.R.C.) – Bas-Rhin ; Jacques Kossowski – (UMP) – Hauts-de-Seine ; Yvan Lachaud – (NC) – Gard ; Jean Lassalle – (NI) – Pyrénées-Atlantiques ; Robert Lecou – (UMP) – Hérault ; Frédéric Lefebvre – (UMP) – Hauts-de-Seine ; Guy Lefrand – (UMP) – Eure ; Marc Le Fur – (UMP) – Côtes-d'Armor ; Jean-Marie Le Guen – (S.R.C.) – Paris ; Pierre Lellouche – (UMP) – Paris ; Jean Leonetti – (UMP) – Alpes-Maritimes ; Bruno Le Roux – (S.R.C.) – Seine-Saint-Denis ; Geneviève Levy – (UMP) – Var ; François Loncle – (S.R.C.) – Eure ; Lionnel Luca – (UMP) – Alpes-Maritimes ; Daniel Mach – (UMP) – Pyrénées-Orientales ; Guy Malherbe – (UMP) – Essonne ; Richard Mallié – (UMP) – Bouches-du-Rhône ; Jean-François Mancel – (UMP) – Oise ; Thierry Mariani – (UMP) – Vaucluse ; Hervé Mariton – (UMP) – Drôme ; Patrice Martin-Lalande – (UMP) – Loir-et-Cher ; Jacques Masdeu-Arus – (UMP) – Yvelines ; Jean-Philippe Maurer – (UMP) – Bas-Rhin ; Sandrine Mazetier – (S.R.C.) – Paris ; Didier Migaud – (S.R.C.) – Isère ; Pierre Moscovici – (S.R.C.) – Doubs ; Alain Moyne-Bressand – (UMP) – Isère ; Renaud Muselier – (UMP) – Bouches-du-Rhône ; Jacques Myard – (UMP) – Yvelines ; Alain Néri – (S.R.C.) – Puy-de-Dôme ; Yves Nicolin – (UMP) – Loire ; Étienne Pinte – (UMP) – Yvelines ; Henri Plagnol – (UMP) – Val-de-Marne ; Jean-Luc Préel – (NC) – Vendée ; Didier Quentin – (UMP) – Charente-Maritime ; Éric Raoult – (UMP) – Seine-Saint-Denis ; Jacques Remiller – (UMP) – Isère ; Simon Renucci – (App.S.R.C.) – Corse-du-Sud ; Jean Roatta – (UMP) – Bouches-du-Rhône ; Arnaud Robinet – (UMP) – Marne ; Valérie Rosso-Debord – (UMP) – Meurthe-et-Moselle ; René Rouquet – (S.R.C.) – Val-de-Marne ; Rudy Salles – (NC) – Alpes-Maritimes ; Éric Straumann – (UMP) – Haut-Rhin ; Michèle Tabarot – (UMP) – Alpes-Maritimes ; Guy Teissier – (UMP) – Bouches-du-Rhône ; Pascal Terrasse – (S.R.C.) – Ardèche ; Dominique Tian – (UMP) – Bouches-du-Rhône ; Jean-Jacques Urvoas – (S.R.C.) – Finistère ; André Vallini – (S.R.C.) – Isère ; Michel Vauzelle – (S.R.C.) – Bouches-du-Rhône ; Jean-Claude Viollet – (S.R.C.) – Charente – Philippe Vitel – (UMP) – Var. Les sigles : SRC (groupe Socialiste, radical, citoyen et divers gauche ; UMP (groupe Union pour un mouvement populaire) ; GDR (groupe Gauche démocrate et républicaine) ; NC (groupe Nouveau centre) ; NI (non-incrits).

sur un total de 577 députés; c'est numériquement l'un des groupes « les plus importants du palais Bourbon »[102]. Il existe aussi le groupe d'amitié France-Israël du Sénat[103], comprenant 64 membres sur 343 sénateurs, présidé par Philippe Richert, membre de l'UMP, questeur du Sénat et vice-président du Conseil national de l'air.

Relevons enfin l'existence du groupe Israël au Parlement Européen, l'une des plus anciennes délégations de cette maison, où l'on note, non sans surprise, que Marine Le Pen[104], candidate à la succession de son père au Front national, y côtoie Patrick Gaubert, président de la LICRA[105].

Comme le remarque Marc Hecker, il est « intéressant de se demander ce qui peut motiver les personnes qui appartiennent à ces organisations à s'engager pour Israël »[106], d'autant plus que certains députés de ces listes font également partie de groupes d'amitié avec des pays arabes qui ne partagent pas les vues d'Israël.

Hecker convient, en citant notamment Rudy Salles, qu'il est « légitime de se demander si leurs actions pour la défense des intérêts d'Israël ne sont pas motivées par la volonté de s'attirer la faveur d'une partie des électeurs ». La réponse qu'il obtient des intéressés est négative. Faut-il les croire sur parole ?

102. Marc Hecker, *op. cit.*, p. 89.

103. http://www.senat.fr/grpami/ami_595.html Alduy Jean-Paul, UMP; Alfonsi Nicolas, RDSE; Angels Bernard, SOC, Vice-Président; Assouline David, SOC, Secrétaire; Badinter Robert, SOC; Baylet Jean-Michel, RDSE; Béteille Laurent, UMP, Vice-Président; Billout Michel, CRC-SPG; Blanc Paul, UMP; Bricq Nicole, SOC; Cantegrit Jean-Pierre, UMP; Cazalet Auguste, UMP; Cerisier-ben Guica Monique, SOC; Chauveau Jean-Pierre, UMP; Chevènement Jean-Pierre, RDSE; Couderc Raymond, UMP, Vice-Président; Debré Isabelle, UMP, Vice-Présidente; del Picchia Robert, UMP; Demerliat Jean-Pierre, SOC; Demontès Christiane, SOC; Desmarescaux Sylvie, NI, Secrétaire; Dini Muguette, UC, Vice-Présidente; Dumas Catherine, UMP; Dupont Bernadette, UMP-A; Fauconnier Alain, SOC; Ferrand André, UMP, Secrétaire; Frassa Christophe-André, UMP-R; Frécon Jean-Claude, SOC; Gautier Gisèle, UMP; Gautier Jacques, UMP; Gilles Bruno, UMP; Giudicelli Colette, UMP; Grignon Francis, UMP; Guérini Jean-Noël, SOC; Guerry Michel, UMP; Haenel Hubert, UMP; Hérisson Pierre, UMP; Humbert Jean-François, UMP; Hummel Christiane, UMP; Hyest Jean-Jacques, UMP; Kammermann Christiane, UMP; Khiari Bariza, SOC; Lagauche Serge, SOC, Secrétaire; Lamure Élisabeth, UMP; Leclerc Dominique, UMP, Secrétaire; Leleux Jean-Pierre, UMP; Madec Roger, SOC, Vice-Président; Malovry Lucienne, UMP; Maurey Hervé, UC, Secrétaire; Mélot Colette, UMP; Panis Jacqueline, UMP-R; Payet Anne-Marie, UC; Plancade Jean-Pierre, RDSE, Vice-Président; Raoul Daniel, SOC; Renar Ivan, CRC-SPG, Secrétaire; Revet Charles, UMP; Richert Philippe, UMP, Président; Sittler Esther, UMP, Secrétaire; Sueur Jean-Pierre, SOC; Sutour Simon, SOC; Thiollière Michel, UMP; Trillard André, UMP; Vial Jean-Pierre, UMP; Yung Richard, SOC.
Les sigles: RDSE (groupe Rassemblement démocratique et social européen); SOC (groupe socialiste); UMP (groupe de l'Union pour un mouvement populaire); UC (groupe Union centriste); NI (non-inscrits).

104. En 2007, Marine Le Pen, vice-présidente du FN, voulut se rendre en Israël, mais n'y fut pas autorisée par les autorités du pays, v. Marie Simon, avec Reuters, « Israël ne veut pas de Marine Le Pen », *L'Express*, 25 otobre 2007 : « Israël refuse de recevoir une délégation du Parlement européen en raison de la présence en son sein de Marine Le Pen, la fille du président du Front national, un parti " à la fois raciste et négationniste " d'après l'Etat hébreu.(...) Le 20 octobre, Marine Le Pen, membre du Parlement européen depuis 2004, avait déclaré que ce voyage devait être l'occasion de " lever un certain nombre de malentendus ". Elle avait ajouté ne pas avoir d'hostilité particulière envers l'État hébreu. »

105. http://www.europarl.europa.eu/activities/delegations/membersDel.do?language=FR&body=D-IL.

106. Marc Hecker, *op. cit.*, p. 89.

En tout cas, le crédit et l'autorité que de tels groupes ont acquis, ainsi que leur impact sur la politique étrangère de la France, sont désormais démontrés. Nicolas Sarkozy est spécialement sensible à leurs préoccupations : il s'y plie d'autant plus volontiers qu'il en a recherché l'appui, comme toute sa politique le démontre depuis la seconde Intifada. Le sous-préfet Bruno Guigue, limogé par Michèle Alliot-Marie, le 20 mars 2008, pour un simple texte intitulé « Quand le lobby pro-israélien se déchaîne contre l'ONU »[107], l'apprit à ses dépens[108].

107. http://oumma.com/Quand-le-lobby-pro-israelien-se. Il y écrivait notamment : « Rien d'étonnant, par conséquent, à ce que le lobby pro-israélien exècre l'ONU : son appétence pour le droit international est inversement proportionnelle à son engouement pour le droit divin. Il est vrai que l'un est infiniment plus favorable au Grand Israël que l'autre. Percuter les résolutions de l'ONU avec la Thora relève de l'exploit intellectuel et du prodige politique : Israël l'a fait. Pour nos signataires, " c'est au nom de Dieu que le plus grand crime terroriste de l'histoire fut commis ". Ce n'est pas tout à fait faux, à condition d'inclure dans l'analyse l'État hébreu, cet artefact colonial bâti au forceps sur les ruines de la Palestine au nom de la Bible et de la Shoah. »

108. V. Esther Benbassa, « Fallait-il sacrifier le sous-préfet Bruno Guigue ? », 25 mars 2008 (http://eco.rue89.com/passage-benbassa/fallait-il-sacrifier-le-sous), qui écrit : « Le limogeage de B. Guigue est d'abord le signe de l'impossibilité de conduire un authentique débat dans notre pays et de l'influence des groupes de pression communautaires auprès des instances gouvernementales. Je ne partage ni le ton, ni la façon polémique de la présentation par B. Guigue de la politique menée par Israël à l'endroit des Palestiniens. Cette absence grave de culture du débat en France ne peut que déboucher sur des polémiques stériles de cette nature. Parce que les idées contradictoires ne réussissent pas à s'exprimer dans le cadre d'un échange de vues équilibré, rigoureux et véritablement attentif. On aurait pu s'attendre à ce que les mêmes groupes de pression qui ont dénoncé B. Guigue se contentent de lui répondre par des articles d'opinion dans la presse ou sur le net. Non, on a préféré le faire limoger, comme si nous vivions dans un État de droit divin ou simplement totalitaire. Il n'est pas sûr que si un commis de l'État s'était exprimé avec la même violence sur l'islam ou sur les Palestiniens ou sur tout autre pays il aurait eu à subir le même sort.Reste que l'un des aspects les plus inquiétants de cette affaire est le poids croissant qu'acquièrent en France les groupes de pression. Vont-ils désormais museler toute pensée au gré de leurs diktats ? Israël est critiquable comme n'importe quel pays et il n'y a rien de sacré qui doive empêcher les hommes et les femmes de bonne volonté de le faire en toute honnêteté, en évitant bien sûr les dérives qui nuisent à la crédibilité de toute démarche en faveur de la légitime cause palestinienne. »

# Culture et dépendance

Les Français sont-ils encore dignes d'eux-mêmes? Leur pensée et leur production artistique sont-elles à la hauteur de ce qu'elles ont été? Alors que nous nous gargarisons de notre « exception culturelle », il apparaît à beaucoup que nous sommes sur la pente du déclin.

À l'étranger, en particulier, certains se posent de sérieuses questions sur l'avenir du pays de Molière, Voltaire et Hugo. C'est l'un des principaux magazines d'information américain, l'hebdomadaire *Time*[1], qui a ouvert le feu, sept mois après l'arrivée au pouvoir de Nicolas Sarkozy[2].

Le 21 novembre 2007, dans un article intitulé « La mort de la culture française », le journaliste Donald Morrison dressait ce constat terrible qui s'appuyait sur le *French paradox*: « Personne ne prend la culture plus au sérieux que les Français, écrivait-il. Ils la subventionnent généreusement; la cajolent avec des quotas et des abattements fiscaux. Les médias français lui donnent énormément de place sur les ondes comme dans les colonnes de leurs journaux. (...) Mais il y a un problème. Tous ces grands chênes qu'on abat dans la forêt culturelle française ne font guère de bruit dans le vaste monde. Autrefois admirée pour l'excellence de ses écrivains, artistes et musiciens, la France d'aujourd'hui est une puissance qui s'étiole dans le marché culturel global. »

Morrison donnait des chiffres: « Seule une poignée de romans de cette saison trouveront un éditeur à l'étranger. En moyenne, moins d'une douzaine trouvent chaque année preneurs aux États-Unis, alors que 30% des livres de fiction publiés en France sont traduits de l'anglais. »

Quant aux films français, ils sont pour la plupart « aimables, sorte de broutilles à petits budgets pour le marché intérieur. » L'art? « La place artistique de Paris, berceau de l'impressionnisme, du surréalisme et autres majeurs courants se terminant en -ismes, a été supplantée, en termes commerciaux, par New York et Londres. » Et ne parlons pas de la musique.

1. Donald Morrison, « *The Death of French Culture* », *Time Magazine*, 21 novembre 2007.
2. Un an plus tard, l'auteur de l'article récidivait: Donald Morrison, Antoine Compagnon; *Que reste-t-il de la culture française?*: Suivi de *Le souci de la grandeur*, Denoël, 2008.

Le nouveau président français, écrivait Morrison, est « avide de donner suite » à la destinée de la France, dont les idées auraient, depuis les Lumières, pour mission « d'illuminer le monde ». Seulement, « les détails se font attendre » et « la question de savoir si de tels efforts auront beaucoup d'impact sur la perception étrangère est une autre affaire. »

L'article se terminait par une citation de Christophe Boïcos, conférencier d'art et galeriste parisien, qui rappelait les circonstances dans lesquelles étaient écloses certaines des plus grandes œuvres françaises : « Beaucoup d'artistes français se sont créés en opposition au système d'éducation. Romantiques, impressionnistes, modernistes – tous étaient des rebelles contre les valeurs académiques de leur temps ».

La plupart des « penseurs », des auteurs et des artistes français furent piqués au vif par la polémique déclenchée par le *Time* et réagirent en sortant la grosse artillerie. Indigné mais désemparé, le défunt académicien français Maurice Druon[3], pestant contre la perfidie de « l'auteur de ce *factum* », en fut réduit à dégainer le rockeur sexagénaire Johnny Hallyday comme preuve de la vitalité artistique française.

Dans son bloc-notes du *Point*[4], le philosophe, homme d'affaires et cinéaste amateur Bernard-Henri Lévy[5] (BHL), répondit à Morrison sur un ton persifleur en raillant l'« axiome » du journaliste selon lequel, écrivait-il, « la bonne santé d'une culture » se mesurerait « au degré de curiosité qu'elle suscite au sein de la culture américaine ».

Or il est certain que l'entreprise d'homogénéisation planétaire, dont l'économie américiaine est un des fers de lance, arase les différences et ne laisse émerger que ce qui s'intègre dans ses circuits commerciaux ; si l'on veut conquérir un marché, il est difficile de ne pas se plier à ses contraintes, à commencer par sa langue et son style dominant, aujourd'hui américano-centrés. Mais est-ce le but ? Ne s'agirait-il pas plutôt de contester le système, lui-même en déclin comme la crise de 2008 l'a révélé, et d'élaborer une contre-pensée faisant fi du programme mondialiste et contestant le totalitarisme du box-office ?

À ma connaissance, pas un intellectuel français de renom ne se pencha sur la question soulevée par Boïcos, et sur laquelle l'article de Morrison s'achevait sans que le journaliste n'en tirât lui-même une véritable conclusion : si la capa-



3. Maurice Duron, « Non, la culture française n'est pas morte ! », *Le Figaro*, 04 décembre 2007.
4. Bernard-Henri Lévy, « Réponse à un article de *Time Magazine* », *Le Point*, 13 décembre 2007.
5. Le nombre total d'entrées, en fin d'exclusivité, en France, pour son documentaire *Bosna !* (1994) fut de 14663. (http://cinema.encyclopedie.films.bifi.fr/index.php?pk=59728) ; pour *Le Jour et la nuit* (1997, avec Alain Delon et Arielle Dombasle) : 73 147 (http://cinema.encyclopedie.films.bifi.fr/index.php?pk=60385).

cité de rébellion des Français leur avait permis, par le passé, de parvenir à des réalisations qui avaient stupéfié le monde, ceux d'aujourd'hui n'avaient-ils pas perdu cette aptitude ? La stérilité de leur oeuvre, la sclérose dont leur esprit semble atteint, ne seraient-elles pas à chercher dans la difficulté qu'ils éprouvent à contester les valeurs académiques et la morale du temps ?

Il est frappant de voir que l'esprit critique s'est en quelque sorte fossilisé : comme au XVIIIe siècle, nous nous insurgeons contre les dévots ; comme au XIXe siècle, nous défendons les impressionnistes contre les salons officiels ; comme au XXe siècle, nous admirons les gags des surréalistes qui se donnaient pour but suprême « d'épater le bourgeois ». Mais où est la critique de la culture dominante régnant aujourd'hui, et non pas hier ?

Si nous prenons la citation de Baïcos au sérieux, nous nous rendons compte que c'est l'alignement des intellectuels sur les valeurs dominantes qui est en cause ; que c'est leur stupéfiante absence d'esprit critique qui est précisément à l'origine du déclin culturel français.

Molière fut exilé de la Cour de Louis XIV pour s'être moqué des tartufes ; Voltaire dut se réfugier dans son château de Ferney pour échapper à la tutelle de Louis XV ; Victor Hugo s'installa à Jersey, puis à Guernesey, pour se moquer librement de « Napoléon-le-Petit ». Chacun, ils impressionnèrent leur époque et marquèrent à jamais l'histoire politique et littéraire du monde. Ce sont des génies français. On cherche avec peine de tels caractères dans la société française actuelle.

Alors qu'il est assimilé par certains romanciers à un monarque, Nicolas Sarkozy est lui-même l'antithèse d'un roi tel que Louis XV, qui, par les bons offices du chancelier d'Aguesseau, avait confié à son plus grand opposant, Denis Diderot, l'occasion de réaliser l'œuvre contestataire magistrale que fut *L'Encyclopédie*. Loin d'être sponsorisés par Carla Bruni comme ils le furent par la Pompadour, les encyclopédistes d'aujourd'hui seraient traînés en Correctionnelle et jetés au cachot[6].

Or qui cherche-t-on, aujourd'hui en France, à faire condamner, sous prétexte de discrimination raciale, pour délit d'opinion ? Ceux qui contestent l'influence des réseaux pro-israéliens, quel que soit le nom dont ils qualifient cette réalité.

6. « Chaque siècle a son esprit qui le caractérise, celui du nôtre semble être celui de la liberté » : cette formule de Diderot est aujourd'hui vide de sens. Il y a dans la condition du créateur d'aujourd'hui, la même situation que celle situation décrite dans le « Salon de 1859 », de Baudelaire : « Il peint, il peint ; et il bouche son âme, et il peint encore jusqu'à ce qu'il ressemble enfin à l'artiste à la mode, et que par sa bêtise et son habileté, il mérite le suffrage et l'argent du public … bouchant de mieux en mieux son âme, et surtout ne lisant rien, pas même *Le Parfait Cuisinier* » (Baudelaire, *Écrits sur l'Art*, Salon de 1859, coll. Livre de poche,1992, n°3921, p. 357). Tel est le portrait de l'enfant gâté, disait Baudelaire.

Doit-on s'étonner que la dissidence soit une valeur tombée en désuétude ; que les principaux éditeurs et les grands producteurs se rangent aux côtés du pouvoir institué ; que les penseurs verrouillent leur pensée ? La réponse tombe d'elle-même, comme un couperet.

■■

Puisqu'il est question de BHL, ne le lâchons pas, car il se trouve qu'il est le philosophe le plus en vue dans les médias français et, en outre, un important homme de réseaux[7]. Encensé par les journaux de ses amis, autant que critiqué par les intellectuels hétérodoxes[8], celui qui avait fait un « coup » en 1981, avec *L'Idéologie française* (un livre dans lequel il avait affirmé que la France était le berceau de l'idéologie fasciste), il n'est pas réputé pour taire ses sentiments à l'égard de l'État juif.

La façon dont il évoqua les raids, les bombardements aériens et l'offensive terrestre de Tsahal dans la bande de Gaza, au début de 2009, est révélatrice du climat de prostration qui saisit les milieux intellectuels parisiens.

Dans le *Point* du 15 janvier 2009[9], BHL attaquait ainsi, bille en tête, ceux qui défilaient en masse, dans les grandes villes de France, pour protester contre les massacres de Gaza : « Je n'aurai pas la cruauté (...) d'insister sur l'axe pour le moins nauséabond qui se constitue quand Mme Buffet, M. Besancenot et d'autres se voient rejoints, en tête de cortège, par le faurissonien Dieudonné ou quand le compère de celui-ci, Jean-Marie Le Pen, vient unir sa voix à la leur pour comparer la bande de Gaza à un " camp de concentration " », écrivait-il.

N'« insistant » pas, il ne se privait cependant pas de signaler l'existence de cet « axe » prétendu à l'attention de ses lecteurs. Destiné à disqualifier les manifestants, et justifiant en miroir le comportement d'Israël, l'amalgame auquel il se livrait était pour le moins fâcheux. L'assimilation du nationaliste Le Pen (qui n'avait pas participé aux manifestations susdites) et du trotzkiste Besancenot (qui s'y était rendu), deux hommes situés aux antipodes de l'échiquier politique, avait été l'antienne de Roger Cukierman, qui avait provoqué jadis un scandale au dîner du CRIF en la sortant de son chapeau.

7. Dans *La France du piston* (Robert Laffont, 1992), Claude Askolovicth et Sylvain Attal écrivent : « En 1973, Lévy entre chez Grasset comme directeur de collection. Le jeune homme apprend en trois ans ce que le monde feutré des maisons d'édition a mis un siècle à assimiler. (...) Aussitôt en place, BHL entreprend d'abreuver sa maison avec les manuscrits de ses petits camarades ! (...) Le principe est simple : partout où sont ces jeunes gens, ils parlent d'eux. La gloire de l'un rejaillit sur les autres, et ainsi de suite. » BHL a aujourd'hui sa propre revue, le trimestriel *La Règle du Jeu* et préside la Commission d'avances sur recettes du cinéma français.

8. http://www.monde-diplomatique.fr/dossier/BHL. En 1979, l'historien Pierre Vidal-Naquet écrivait déjà à son propos : « Qu'il s'agisse d'histoire biblique, d'histoire grecque ou d'histoire contemporaine, M. Bernard-Henri Lévy affiche, dans tous les domaines, la même consternante ignorance, la même stupéfiante outrecuidance. » (Lettre du 12 juin 1979 au directeur du *Canard enchaîné*).

9. Bernard-Henri Lévy, « Les douteux " amis " du peuple palestinien », *Le Point*, 15 janvier 2009.

Il eût été préférable, assurément, que BHL se demandât pour quelle extraordinaire raison des personnes que tout opposait pussent avoir, sur cette affaire, une opinion voisine. N'était-ce pas précisément l'horreur des événements qui se déroulaient à Gaza qui les faisaient tous réagir d'une même voix ? Supposer que ce fût l'antisémitisme qui réunît les extrêmes - en passant par le centre, les Verts et les apolitiques, ce qu'oubliait de signaler le philosophe -, revenait à agiter un épouvantail bricolé de toutes pièces (Besancenot et Le Pen se méprisent, et ne se sont jamais rencontrés). Une telle entreprise de diabolisation était évidemment plus commode à entretenir, et moins éprouvante pour l'esprit et les nerfs, que de se demander si ce n'était pas plutôt la prise de conscience d'une même réalité qui conduisaient tous les camps, et pas seulement les extrêmes, à dénoncer dans un élan commun les crimes israéliens.

Quel simple écrivain pourrait témoigner, sans se faire maudire, du même sentiment que celui affiché par Ben Gourion, le champion de l'indépendance sioniste, et que rapporte dans *Le Paradoxe juif*, Nahum Goldmann : « Si j'étais un leader Arabe, je ne signerai jamais un accord avec Israël. C'est normal, nous avons volé leur pays »[10] ?

Pour BHL, il n'était pas question d'envisager une telle éventualité : tous « gobent avec délectation les bobards les plus énormes de la propagande anti-israélienne », écrivait-il. Confit dans une sorte de restriction mentale, il se scandalisait du « degré zéro de la pensée et de l'action chez ces gens qui, à distance, ignorants des données du drame, appellent à la haine ». Mais le fait de confondre « appel à l'arrêt des massacres » et « appel à la haine » ne révélait-il pas qu'il était arrivé lui-même au « degré zéro de la pensée » ? Le philosophe n'y songea point.

La paix ? Selon lui, elle ne pouvait venir que par « l'élimination politique » du Hamas. Et tant pis s'il s'agissait d'éliminer (le mot était fortement connoté) de la scène un parti qui avait remporté démocratiquement 74 des 132 sièges au parlement palestinien lors des législatives de janvier 2006.

Toujours sur le qui-vive, BHL ne s'en tint pas là. Trois jours plus tard, alors que prenait fin l'opération « Plomb durci » à Gaza, paraissait dans le *Journal du dimanche* (JDD), dont le rédacteur en chef est Claude Askolovitch, celui qui avait dénoncé six mois plus tôt « l'antisémitisme » du dessinateur Siné, un « témoignage exclusif »[11] du « romanquêteur » parisien, qui affirmait s'être rendu sur place durant huit jours.

« Ce que l'on ne peut pas ignorer c'est ce fait - ce contexte, écrivait-il : Gaza qui, évacué, devient, non l'embryon de l'État palestinien tant espéré, mais la base avancée d'une guerre totale contre l'État juif. » Vu le nombre de



10. Nahum Goldmann *Le Paradoxe juif*, Stock, 1976, p. 121.
11. Bernard-Henri Lévy, « Carnets de guerre », *Journal du Dimanche*, 18 janvier 2009.

morts, et le camp dans lequel se répartissaient les victimes, un spectateur impartial eût été enclin à penser que ladite « guerre totale » provenait de l'autre côté, à savoir celui d'Israël. Encore fallait-il se pencher sur les chiffres et ne pas se contenter de paroles verbales.

BHL poursuivait : « Nous parlons, aussi, des armes terrifiantes qu'utiliserait Tsahal (et dont l'effet serait d'" avaler " l'oxygène autour du point d'impact). (...) Puis c'est le village médiatique planétaire qui s'est emballé : " Tsahal aurait... Tsahal pourrait... le docteur X confirme que Tsahal serait à l'origine de... ". » Il se moquait.

BHL avait beau jeu de se gausser des rumeurs qui couraient alors. Il oubliait ainsi que ce n'était pas le Hamas qui avait interdit à la presse internationale de couvrir le conflit, mais le gouvernement israélien. Les enfants palestiniens n'avaient-ils pas été *réellement* phosphorés au cours de l'opération, comme le rapportait, dès le 5 janvier, le *Times*, l'association humanitaire *Human Rights Watch*, *Amnesty international* ou encore la chaîne France 24[12] ? La simple éventualité qu'une telle atrocité fût possible méritait mieux qu'un haussement d'épaule dédaigneux. S'il avait été moins prompt à réagir, BHL aurait également été informé que des soldats israéliens, eux-mêmes, accusaient Tsahal de crimes de guerre, confirmant que des militaires israéliens avaient tué des civils palestiniens sans défense durant l'offensive dans la bande de Gaza.[13]

12. V. http://www.timesonline.co.uk/tol/news/world/middle_east/article5447590.ece ; http://www.france24.com/fr/20090111-armes-phosphore-HRW-human-rights-watch-accuse-armee-israelienne-utiliser-droit-international : « HRW dit avoir vu de multiples tirs de phosphore blanc près de la ville de Gaza et du camp de réfugiés de Djabalia, dans le Nord de l'enclave palestinienne, les 9 et 10 janvier. Selon Marc Garlasco, un des analystes militaires de *Human Rights Watch* interrogé par France 24, l'usage d'armes à phosphore blanc ne fait aucun doute : " Lors des explosions d'artillerie dans le ciel, des filets de lumière blanche retombent au sol et allument des incendies. Dans l'artillerie israélienne, j'ai pu observer des soldats manipuler des armes à phosphore blanc. " D'après le quotidien *Times*, Israël aurait utilisé des bombes au phosphore blanc depuis le début de son offensive à Gaza, le 27 décembre. Le *Times* dit avoir identifié de tels obus sur des photos de presse montrant des stocks de munitions de l'armée israélienne, sur lesquels apparaît la mention M825A1 – chiffres qui désignent des bombes au phosphore blanc de fabrication américaine, selon le journal. Le quotidien dit également détenir des preuves que des civils palestiniens ont été gravement brûlés par ces munitions. Radjaa Abou Dagga, correspondant de France 24 à Gaza, témoigne : " Cela crée une brûlure au premier degré. Et deuxième conséquence, la plus grave selon les médecins, cela endommage le système cérébral. Nous avons des témoins, des images, et les affirmations de HRW. J'attends la confirmation d'équipes médicales. Moi-même, j'ai respiré cette fumée, mais je n'ai pas subi de conséquences, parce que j'étais trop loin ". Selon *Human Rights Watch*, " le phosphore blanc a un important effet incendiaire secondaire qui peut infliger de graves brûlures aux personnes, aux échafaudages, aux champs et à divers objets civils situés dans le voisinage. Le préjudice potentiel pour les civils est amplifié par la densité de la population de Gaza, l'une des plus fortes du monde ". »



13. « Des soldats israéliens accusent Tsahal de crimes de guerre », Lemonde.fr avec AFP, 19 mars 2009 : « Des soldats qui sortaient d'une académie militaire portant le nom d'Yitzhak Rabin, ont publié leurs récits dans la lettre d'information publiée par cette institution. Parmi les témoignages repris par les médias israéliens - Haaretz, les radios publique et militaire -, figurent le cas d'une mère palestinienne abattue avec ses deux enfants par un sniper israélien parce qu'elle s'était trompée de chemin en sortant de chez elle. Dans un autre cas, une vieille femme palestinienne a été tuée alors qu'elle marchait à 100 mètres de sa maison. D'autres témoignages font également état d'exactions, d'actes de vandalisme et de destructions dans des maisons. (...) Un commentateur de la radio publique,

Au cours de son voyage, BHL aurait rencontré un Arabe israélien, qui protestait parmi les siens à Baka El-Garbil, et avec lequel la conversation s'était engagée. Il la rapporta en ces termes : « " Cet Israël que vous vomissez n'est-il pas votre Israël, demandé-je à l'un d'entre eux ? N'est-ce pas l'État dont vous êtes les citoyens, au même titre et avec les mêmes droits que ses autres citoyens ? " Le garçon me considère comme si j'étais un fou. Il me répond qu'Israël est un État raciste qui le traite comme un sous-homme, l'interdit d'Université et de night-clubs et n'a, en conséquence, aucune fidélité à attendre de lui », rapporta-t-il.

Le philosophe s'étonna du comportement du jeune homme. Les « mêmes droits », lui avait-il dit ? Mais les citoyens israéliens non Arabes n'étaient jamais bombardés par Tsahal ; l'égalité alléguée en droit n'était pas tout à fait respectée dans les faits. Ce jeune Arabe avait donc, sans nul doute, de bonnes raisons de manifester sa colère contre ceux qui s'acharnaient à massacrer son peuple. Il ne vint pas à BHL l'idée de se poser la question de la légitimité des actions menées par son interlocuteur.

Sur le site Acrimed, Olivier Pioche analysa son article et fit le calcul suivant : « Sur l'ensemble du texte, nota-t-il, le nombre de mots prononcés (au discours direct) par des Israéliens, tous favorables à la guerre, est de 442, soit 17,6%. (...) Le nombre des mots prononcés par des Palestiniens ou des Arabes israéliens est de 5 (" génocide ", " plan saoudien ", " État policier "), soit 0,20%.[14] »

Ce n'était pas vraiment la preuve que le compagnon d'Arielle Dombasle avait mené une analyse équilibrée de la situation.

■■

Moshé Hanegbi, spécialisé dans les questions juridiques, a estimé que ces témoignages étaient " d'autant plus inquiétants qu'ils ne viennent pas de Palestiniens, mais de soldats qui n'ont aucun intérêt à ternir la réputation de leurs camarades". Pour lui, " il ne faut pas que l'armée enquête sur elle-même car une telle enquête ne serait pas crédible alors qu'Israël est accusé de crime de guerre à l'étranger et que des officiers pourraient été poursuivis dans le monde". (...) Un porte-parole de l'armée a indiqué qu'il n'était pas au courant des faits rapportés ». V. aussi Delphine Matthieussent, « Des soldats israéliens racontent leurs crimes à Gaza », *Libération*, 21 mars 2009. Le 23 mars 2009, une dépêche AFP signale que le rapporteur spécial onusien sur la situation dans les Territoires palestiniens, Richard Falk, « réclame une enquête sur l'offensive israélienne contre la bande de Gaza en janvier, en soulignant qu'" il y a des raisons de conclure" qu'elle constitue un " crime de guerre de la plus grande ampleur" (...) Richard Falk, appelle à une "enquête d'experts" pour déterminer si, étant donné le contexte, il était possible aux Israéliens de distinguer entre cibles militaires et population civile. " Si ce n'était pas possible, alors l'offensive est par nature illégale et constitue un crime de guerre de la plus grande ampleur", écrit-il. M. Falk souligne au passage que " sur la base des éléments de preuve actuellement disponible, il y a des raisons d'en arriver à cette conclusion". Il estime que le " recours à la force" par Israël pour faire cesser les tirs de roquettes palestiniennes sur son territoire --motif invoqué pour le déclenchement de l'offensive-- n'était " pas justifié du point de vue légal étant donné (...) les alternatives diplomatiques disponibles". L'expert de l'ONU note en effet que le cessez-le-feu observé par les deux parties de juin à novembre 2008 a constitué " la période la plus sûre" pour Israël en terme de menaces représentées par les roquettes palestiniennes. " La rupture du cessez-le-feu semble avoir été principalement le résultat de violations israéliennes", poursuit M. Falk, qui estime qu'entre 2000 et 2008, Israël a été responsable de la rupture des trêves dans 79% des cas. »

14. http://www.acrimed.org/article3062.html.

Bien entendu, par ailleurs, BHL, infatigable pétitionnaire et dénonciateur du « racisme français » (il fut entre autres à la création de SOS Racisme)[15], fut également (et reste) un soutien des opérations dénonçant le « génocide » au Darfour. On sait maintenant quelle est leur mission : créer une diversion pour relativiser les crimes israéliens. Il a également été démontré que les grandes ONG « humanitaires » fonctionnent comme des multinationales axées sur les profits privés massifs et la souffrance humaine. Dans des pays comme la République démocratique du Congo, l'Ouganda et le Darfour, ces ONG collaborent activement, au niveau des infrastructures, de la logistique et des renseignements, au programme gouvernemental et militaire des États-Unis dans la région. La plupart sont affiliées aux grandes fondations, à des sponsors privés et à l'*United States Agency for International Development* (USAID)[16], un organisme qui collabore étroitement aux opérations menées par le Pentagone. L'histoire de la guerre secrète des États-Unis au Sud-Soudan fourmille d'exemples où l'Armée populaire de libération du Soudan et ses alliés « humanitaires », commirent des crimes de guerre et des crimes contre l'humanité. Mais jamais BHL ne s'exprima sur ce point.

Par ailleurs, quoique officiellement partisan de Ségolène Royal[17], on ne s'étonnera pas que le philosophe fût aussi le conseiller de Rachida Dati « pendant les trois mois d'écriture et de promotion de son livre, *Je vous fais juges*, publié à l'automne 2007 chez Grasset, sous la direction de BHL », écrivent Darmon et Derai, qui ajoutent : « Il était devenu son gourou, se souvient un proche de l'écrivain. Il lui disait quel média elle devait faire, avec qui il fallait traiter, comment elle devait présenter les choses. Elle était complètement fan.[18] »

On ne se scandalisera pas non plus qu'il soit un proche du ministre de l'Intérieur, Bernard Kouchner, comme le rappelle Pierre Péan : « Influencée par son ami Bernard-Henri Lévy, écrit-il, la vision du monde de Kouchner se schématise à l'extrême : un monde facile à décrypter puisqu'il suffit de départager bons et méchants, bien et mal, civilisation et barbarie, et, finalement, victimes et bourreaux. Une sorte de version sous-titrée de l'idéologie des néoconservateurs américains dont il a épousé les poncifs.[19] »

15. Le premier président de SOS Racisme, Harlem Désir, écrit dans *Touche pas à mon pote* (Grasset, 1986) : « Bernard-Henri Lévy nous a ouvert les portes que nous cherchions à forcer. Là, en une heure, à la table du Twinkenham, son bar favori, il nous a fait un plan de bataille en or massif. Les célébrités du cinéma, du showbiz, de la politique, du monde intellectuel, il en faisait son affaire. Tous allaient accourir, porter notre badge, soutenir notre association. »

16. Jean-Guy Allard, « En Irak comme en Amérique Latine, la USAID se consacre à l'espionnage », 09 janvier 2009 (http://www.legrandsoir.info/spip.php?article7897).

17. Il prétend même réanimer la gauche, v. Bernard-Henri Lévy, *Ce grand cadavre à la renverse*, Grasset, 2007. Il y écrit (p. 265) que « l'anti-américanisme est une métaphore pour l'antisémitisme. » Et aussi (p. 398) : « On peut alors, comme Levinas, vouloir faire réentendre ces voix juives, ce souffle prophétique, qu'a étouffés le gréco-romano-paulinisme. »

18. Darmon et Derai, *Belle-Amie*, *op. cit.*, p. 88.

19. Pierre Péan, *op. cit.*, p. 252.

Péan ajoutait plus loin, sur BHL : « Derrière la thèse visant à accréditer l'idée que toute la France se serait retrouvée derrière Pétain et sa Révolution nationale, Lévy attaque l'indépendance du pays et ses velléités d'appartenance à une Europe politique qui affirmerait clairement son autonomie vis-à-vis des États-Unis d'Amérique. En définitive, ce qu'il ne cesse d'exprimer (...), c'est bel et bien la haine du gaullisme et de la philosophie politique qu'il sous-tend : les valeurs de la Révolution française, de la Convention au Conseil national de la Résistance ; celles d'une indépendance nationale honnie au nom d'un cosmopolitisme anglo-saxon, droit-de-l'hommiste et néolibéral, fondements de l'idéologie néoconservatrice que nos " nouveaux philosophes " ont fini par rallier. Objet d'une telle détestation, notre pays ne mérite plus, du coup, d'avoir une diplomatie ni une défense autonomes et souveraines. D'après cette " contre-idée de la France ", notre vieux pays peut fort bien se passer d'un ministère des Affaires étrangères fort et indépendant, puisqu'il s'agit de suivre fidèlement les grandes impulsions venues de Washington. C'est plus simple et ça coûte bien moins cher. Le Quai d'Orsay n'a désormais plus grande utilité.[20] »

Présenté par Serge Halimi comme « ami des milliardaires, libéral, proaméricain, gestionnaire avisé de sa propre fortune (immense) et vieux routier du show-business intellectuel »[21], cet ancien élève du marxiste Louis Althusser a, par une singulière coïncidence, de nombreux amis communs avec Nicolas Sarkozy (tous deux ont grandi à Neuilly), comme les grands patrons Lagardère ou Pinault. Son père, André, riche industriel, fonda ainsi la Becob, une société d'importation de bois africains rachetée par le groupe Pinault-Printemps-Redoute en 1997. François Pinault[22] est non seulement son ami, mais aussi le patron des magasins FNAC et de l'hebdomadaire *Le Point*, où BHL est éditorialiste. Celui-ci « n'a jamais hésité à orienter ses tribunes de presse dans le sens de leurs intérêts d'industriels », ajoutait Halimi.

Ses ennemis sont également les mêmes que ceux que le système dominant adopté par Sarkozy rejette ; citons, dans le désordre, le souverainiste Jean-Pierre Chevènement[23], l'anti-impérialiste Noam Chomsky, le réalisateur Michael Moore, l'essayiste Rony Brauman, le philosophe Alain Badiou, l'écrivain Régis Debray, le dramaturge Harold Pinter, bref tous ceux qui tentent d'exercer sur l'actualité israélienne une « hygiène préventive du jugement », pour reprendre l'expression de Jean Rostand.

20. *Ibid.*, p. 276.
21. Serge Halimi, « L'oligarchie, le Parti socialiste et Bernard-Henri Lévy », *Le Monde diplomatique*, novembre 2007.
22. Philippe Cohen, *BHL, une biographie*, Fayard, 2005.
23. Jean-Pierre Chevènement a démissionné de sa fonction de ministre de la Défense, en 1991, afin de protester contre la décision, prise par le président Mitterrand, d'engager la France dans la première agression américaine contre l'Irak ; il s'est présenté en tant que candidat indépendant aux élections présidentielles de 2002, puis il a soutenu la candidature de Ségolène Royale lors de la présidentielle de 2007.

L'idéologie que diffuse BHL se retrouve sous chaque pavé de Saint-Germain-des-Prés. Pour bien en saisir les linéaments, il convient de savoir qu'elle s'inspire, en outre, de l'œuvre du philosophe franco-israélien d'origine lithuanienne Emmanuel Levinas, disparu en 1995, dont la métaphysique mena Lévy et un autre philosophe parisien, Alain Finkielkraut, à voir en lui une sorte de prophète contemporain. En 2000, avec Benny Lévy, l'ancien secrétaire de Jean-Paul Sartre, qui avait quitté la direction de la maoïste Gauche prolétarienne pour revenir dans le giron du judaïsme traditionnel[24], ils fondèrent l'Institut des études lévinassiennes[25] à Jérusalem et à Paris, dont l'existence est un véritable « miracle » selon BHL[26], dû « à la présence, en chacun de nous, du nom, du visage, des textes de Lévinas ». Leur référence commune est le Talmud[27], une compilation de discussions rabbiniques assez obscures[28].

Vu la nature religieuse de l'un des textes fondateurs de leur pensée, il est bien normal que, dans leurs discours, la raison s'efface devant le style prophétique. Pour ces auteurs, les faits, devenus superfétatoires, font place aux exhortations; à l'analyse, ils préfèrent les lamentations apocalyptiques dignes de l'Ancien testament. Dans ce système, l'évaluation morale devient le critère suprême, sans qu'on ne sache jamais, hélas, sur quoi se fonde cette morale qu'on jurerait à sens unique, ni quelle est sa légitimité à trancher par avance tout débat en deux portions d'inégale valeur.

On peut se souvenir, à cette occasion, que Nicolas Sarkozy interdit lui aussi, lors d'un discours mémorable, de tenter « d'expliquer l'inexplicable » (l'antisémitisme); il s'agissait du même type de posture. Ne pas réfléchir, mais interdire et sermonner, en somme l'exact contraire de ce que recommandait Spinoza dans le livre III de son *Éthique*[29]: ne pas haïr, ne pas railler, mais comprendre.

Le mot grec ancien de « mystère » signifiait d'abord ce qui est muet, ou la représentation de ce dont on ne parle pas, de l'indicible; la question autour d'Israël est donc élevée ou abaissée, si l'on parle en avocat de la raison, au rang d'un « mystère » : il n'en faut rien dire. C'est ce « sommeil de la raison », pour reprendre un tableau de Goya, qui « produit des monstres » dont la Palestine est le champ de manœuvre.

---

24. V. Philippe Lardinois, *De Pierre Victor à Benny Levy, de Mao à Moïse ?*, Luc Pire, 2008.
25. http://www.levinas.fr/. Benny Lévy, mort à Jérusalem en 2003, y est cité en homepage : « Qu'est-ce que j'attends de l'Institut d'Études Lévinassiennes, par exemple ? Que ce soit un Institut de *guerim tochavim*, un Institut d'étrangéisation du *sekhel*, de l'intellect ! ». À écouter : *La Mémoire, l'Oubli, Solitude d'Israël*, débat public à Jérusalem le 14 février 2001, entre Bernard-Henri Lévy, Alain Finkielkraut et Benny Lévy (2 CD), Frémeaux et associés.
26. http://www.levinas.fr/institut/institut.asp.
27. « Lévinas nous invite à résister par tous les aspects de son œuvre, dans ce qu'elle a de talmudique et dans ce qu'elle a de moderne. » (Alain Finkielkraut, *La Mémoire, l'Oubli, ..., op. cit.*)
28. V. Emmanuel Lévinas, *Quatre lecture talmudiques*, Les Editions de Minuit, 2005.
29. Baruch de Spinoza, *Éthique*, Gallimard, 1994.

Le nouvel ennemi déclaré de cette catégorie de philosophes, autrefois qualifiés de « nouveaux » ? Le « fascislamisme », comme l'intitula BHL (Prix littéraire du B'nai Brith européen en 1991) dans l'un des ses derniers livres[30]. Peu importe si ce néologisme ne repose sur rien de concret ni de sensé ; il y en aurait d'autres. L'essentiel est de soutenir Israël, considéré comme en état de légitime défense permanent, et d'en renforcer jour après jour les assises, lesquelles, il est vrai, comptent un certain nombre de failles.

■■■■

Malgré de légères divergences portant sur des points théoriques secondaires (Péguy est-il ou non un pré-fasciste ?), Finkielkraut est un proche de BHL. Ancien militant de la Gauche prolétarienne de leur ami commun Benny Lévy, il a depuis longtemps basculé dans le camps de ceux que Daniel Lindenberg nomma les « néo-réactionnaires »[31]. Ce faisant, il est également passé, en quelques décennies, du camp anti-américain au camp pro-américain et du camp pro-palestinien[32] au camp pro-israélien.

En 1991, il écrivait à propos de ceux qui ne soutenaient pas l'intervention américaine contre l'Irak, comme le philosophe Michel Serres, qu'ils formaient une sorte de clique « pétaino-gaullistes ». Pendant les guerres de Yougoslavie, on le vit, côte à côte avec BHL, défendre les Croates puis les Bosniaques[33], appuyant au passage l'intervention de l'OTAN contre le peuple serbe.

Aujourd'hui, Finkielkraut a d'autres motifs d'inquiétude : Israël. En 2002, il écrivait déjà dans *Actualité juive* du 2 mai : « À nous de garder le cap, de défendre le peuple israélien quand nous le sentons en danger. » La seconde Intifada avait éclaté. Durant les années suivantes, celui qui avait reçu en 1986 le prix de la Fondation du judaïsme français allait déployer tout son talent pour réaliser ce vœu.

Le 11 septembre 2007, sur Europe 1, il était interrogé par Frédéric Taddéi. Dressant son portrait, le journaliste remarquait au passage quelques-unes de ses caractéristiques les plus apparentes : « Depuis quelques années, vous défendez, je dirais de manière presque inconditionnelle la politique de l'État d'Israël, au prétexte, si je vous ai bien compris (...), que si l'on critique la

30. *Op. cit.*
31. Daniel Lindenberg, *Le Rappel à l'ordre : enquête sur les nouveaux réactionnaires*, Le Seuil, 2002.
32. Dans *Le Juif imaginaire*, Le Seuil, 1981, il déniait aux juifs d'aujourd'hui la qualité de victimes. Comme l'écrit *Le Nouvel observateur* (04 avril 2002), « l'évolution de Finkielkraut est symptomatique. Défenseur de la langue française, contempteur de la modernité, il a longtemps voulu penser en dehors de ses origines. Il y a vingt-cinq ans, il expliquait, dans *Le Juif imaginaire*, que la figure du juif victime appartenait au passé. Aujourd'hui, il dit " nous ", pour parler des juifs. »
33. V. par exemple « Les mots et la guerre », *Le Monde*, 04 octobre 1991 ; « La fiction », *Le Monde*, 23 novembre 1991 ; « Crime parfait », *Le Monde*, 14 octobre 1992 ; « Révisionnisme », *Le Monde*, 15 janvier 1993 ; « L'inutilité du XX^e^ siècle », *Le Monde*, 18 mars 1993 ; « L'inavouable frontière », *Le Monde*, 18 mars 1993 ; « L'injonction de Buchenwald », *Le Monde*, 15 décembre 1993, etc.

politique de l'État d'Israël, c'est d'une manière ou d'une autre donner raison à ceux qui en contestent l'existence[34]. Alors cet homme-là, celui qui défend toujours la politique de l'État d'Israël, est-ce que c'est le penseur, l'homme raisonnable ou est-ce que c'est le fils d'un père qui a été déporté, dont la famille a été en grande partie exterminée dans les camps de concentration, donc (...) un homme émotionnel ? »

La réponse de Finkielkraut, philosophe mais également homme de radio[35], fut à la hauteur de sa réputation et de l'enjeu : « Je ne fais pas d'opposition tranchée, radicale, catégorique, entre l'émotion et la raison, commença-t-il par reconnaître. La pensée naît de l'émotion. (...) Je n'ai jamais été le défenseur de la politique de l'État d'Israël. (...) Ce que je constate, malgré tout, c'est que aujourd'hui la contestation de la politique d'Israël a fait place dans certains cercles à une véritable mise en cause de son existence même. Toute une gauche radicale aujourd'hui ne supporte pas Israël. Et on pourrait même dire que la critique a quelque chose d'inconsciemment théologique. (...) Moi je plaide simplement pour un point de vue tragique. (...) Je me bats contre (...) l'idée que les Palestiniens et les Israéliens ce sont les dominés face aux dominants. (...) Les arguments des colons ce ne sont pas seulement des arguments bibliques (...): ce sont des arguments sécuritaires. (...) Je ne supporte pas la réduction mélodramatique de cette situation tragique à un affrontement binaire entre un État d'Israël surpuissant et des Palestiniens écrasés. »

Nous vîmes ce qu'il en fut près de deux ans plus tard, dans la bande de Gaza. C'est *Le Monde* qui l'écrivit[36] : « L'offensive de l'armée israélienne contre la bande de Gaza a fait plus de 1 300 morts et 5 000 blessés palestiniens, selon un bilan des services médicaux palestiniens. Parmi les morts figurent 437 enfants âgés de moins de 16 ans, 110 femmes et 123 personnes âgées, ainsi que 14 médecins et quatre journalistes. L'offensive de 22 jours (27 décembre-18 janvier) a fait 1 890 blessés parmi les enfants, et 200 blessés graves tous âges confondus. »

Cette fois, l'écrasement des Palestiniens était patent. Mais Finkielkraut demeura muet.

Toujours en 2007, invité du Département de français de l'Université de Tel Aviv, Alain Finkielkraut avait dénoncé une nouvelle forme d'antisémitisme, qui serait, selon lui, « islamo-progressiste » (autre néologisme), avec une



34. http://www.dailymotion.com/video/x2ywkn_finkielkraut-et-israel-europe1-1109_politics.
35. Depuis 1985, il anime chaque semaine une émission sur France Culture, « Répliques ». Il appartient aussi, dès l'origine, au comité éditorial de la revue *Passage*, laquelle entendait « porter un regard juif sur l'actualité ».
36. « Des soldats israéliens accusent Tsahal ... », *op. cit.*

« adjonction récente d'une partie du monde noir »[37]. Le monde noir… Il est vrai que Finkielkraut semble avoir quelque problème avec cette communauté, puisqu'il avait déclaré deux ans auparavant au journal israélien *Haaretz*, bien qu'il prétendît ensuite qu'on l'avait mal interprété, que l'équipe nationale française de football française n'était pas « *black*-blanc-beur », comme certains s'en félicitaient, mais « *black-black-black*, ce qui provoque des ricanements dans toute l'Europe »[38]. Cette sortie aux relents racistes lui valut quelques critiques mais, heureusement pour lui, aucun déboire sérieux. Mieux : Nicolas Sarkozy, alors à l'Intérieur, jugea que l'intellectuel faisait « honneur à l'intelligence française »[39]. Il s'inspira d'ailleurs largement de sa critique de « mai 68 », lors de sa campagne de 2007.

L'« alliance des extrêmes » était une vieille idée, que Finkielkraut avait énoncée dès 2003, dans son livre *Au nom de l'Autre*[40], dans lequel il prétendait que l'antisémitisme s'exprimait désormais « dans la langue de l'antiracisme », c'est-à-dire celle du métissage, qui paraît lui causer bien des tourments.

Lors d'un débat face à Rony Brauman[41], au cours duquel celui-ci lui reprochait de renvoyer « toute critique d'Israël à un mouvement général de bannissement des juifs » en oubliant « la réalité de l'oppression », le philosophe admit que sa sensibilité était « plus soucieuse d'Israël », réfutant l'idée même d'un État binational, laquelle « reviendrait à faire disparaître Israël comme État juif ».

Le problème qui l'agitait peut se résumer dans ce dernier propos : « Un État juif est de moins en moins acceptable dans un monde où l'on dit sur tous les tons que la plus belle réalisation de l'humanité, c'est le métissage. Pour être les contemporains de leur temps, Palestiniens et Israéliens devraient, à l'image des Européens, se mélanger les uns aux autres. Et voilà ces juifs qui veulent rester juifs et former un État juif. Il y a quelque chose d'incompréhensible dans cette insistance millénaire d'un peuple qui veut continuer à exister en tant que peuple. »

---

37. http://www.infolive.tv/fr/infolive.tv-3248-israelnews-exclusif-finkielkraut-israel-manque-de-leadership.
38. Dany Stive, « Finkielkraut s'abîme dans une diatribe raciste », *L'Humanité*, 25 novembre 2005.
39. « Nicolas Sarkozy juge qu'Alain Finkielkraut " fait honneur à l'intelligence française " », *Le Monde*, 04 décembre 2005.
40. Alain Finkielkraut, *Au nom de l'Autre, Réflexions sur l'antisémitisme qui vient*, Gallimard, 2003. Il y écrit : « Il faut du courage pour porter une kippa dans ces lieux féroces qu'on appelle cités sensibles et dans le métro parisien : le sionisme est criminalisé par toujours plus d'intellectuels, l'enseignement de la Shoah se révèle impossible à l'instant même où il devient obligatoire, la découverte de l'Antiquité livre les Hébreux au chahut des enfants, l'injure " sale juif " a fait sa réapparition (en verlan) dans presque toutes les cours d'école. Les Juifs ont le cœur lourd et, pour la première fois depuis la guerre, ils ont peur. »
41. « Israël - La querelle Finkielkraut-Brauman », débat animé par Marie-Françoise Leclère et Elisabeth Lévy, *Le Point*, 03 octobre 2003.

Celui qui s'était longtemps posé comme un fervent universaliste, féru de Charles Péguy et adepte de l'école républicaine[42], avait ainsi, peu à peu, glissé vers le communautarisme militant, quoique non explicitement avoué. Son républicanisme n'avait-il été qu'un masque ? En tout cas, la République sarkozienne ne lui en tint pas rigueur : il fut promu officier de la Légion d'honneur le 1er janvier 2009[43], en pleine opération israélienne à Gaza.

Il est difficile d'évoquer BHL et Finkielkraut sans aussitôt penser au troisième mousquetaire[44], André Gluksmann. Lors de l'offensive de Tsahal dans la bande de Gaza en janvier 2009, ce philosophe écrivit un article dans le quotidien *Le Monde*[45], où il attaqua ceux qui jugeait la riposte israélienne « disproportionnée » :

« Quelle serait la juste proportion qu'il lui faudrait respecter pour qu'Israël mérite la faveur des opinions ? L'armée israélienne devrait-elle ne pas user de sa suprématie technique et se borner à utiliser les mêmes armes que le Hamas, c'est-à-dire la guerre des roquettes imprécises, celle des pierres, voire à son libre gré la stratégie des attentats-suicides, des bombes humaines et du ciblage délibéré des populations civiles ? Ou, mieux, conviendrait-il qu'Israël patiente sagement jusqu'à ce que le Hamas, par la grâce de l'Iran et de la Syrie, " équilibre " sa puissance de feu ? (...) Désire-t-on vraiment qu'Israël en miroir se " proportionne " aux désirs exterminateurs du Hamas ? (...) Il n'est pas disproportionné de vouloir survivre. »

Il ne précisait pas, toutefois, en quoi Israël était menacée de disparition imminente.

À l'image de Finkielkraut, Glucksmann avait débuté sa carrière comme maoïste, avant de rejoindre Raymond Aron, pour finir par se rallier à la candidature de Nicolas Sarkozy lors de la présidentielle de 2007. *Libération* rapporta[46] : « Il a été vu au meeting de Bercy, impassible lorsqu'il fut question de " liquider " mai 1968 (" Ça m'a fait rire "), puis dans les salons de l'Elysée pour la cérémonie d'investiture. Entre l'essayiste et le Président, le rapprochement fut progressif, calculé, partie d'échecs entre deux joueurs. »

Depuis quelques années, Glucksmann enfourche lui aussi comme cheval de bataille la dénonciation des prétendues nouvelles formes d'antisémitisme, et particulièrement, pour ce qui le concerne, de « l'antisémitisme de gauche » :



42. Alain Finkielkraut, « La révolution culturelle à l'école », *Le Monde*, 18 mai 2000.
43. « La Légion d'honneur du Nouvel An », *Le Figaro*, 1er janvier 2009.
44. Je n'évoquerai pas ici le cas de l'écrivain Marek Halter, quelque peu passé de mode.
45. André Glucksmann, « Gaza, une riposte excessive ? », *Le Monde*, 06 janvier 2009.
46. V. Éric Aeschimann, *Libération*, 19 juin 2007.

« Un antisémitisme de gauche sévit sur les campus français (et européens, et américains), s'alarmait-il dans les colonnes de *Libération*[47] en juillet 2004, qui, sous couleur d'antisionisme, érige le Palestinien en figure emblématique venue se substituer au Prolétaire de jadis : porte-parole de tous les opprimés de la planète, fer de lance de la lutte contre l'impérialisme, le capitalisme et la mondialisation. (...) Le droit à l'existence d'Israël se voit ainsi remis en cause par nombre d'enseignants, militants écologistes, altermondialistes, ou simplement par les paléomarxistes et révolutionnaires en panne de révolution. »

Il présentait cette montée de l'antisémitisme comme « jumelle de la vague d'antiaméricanisme qui a frappé l'Europe depuis le 11 septembre et la submerge depuis la guerre d'Irak ». Drécrypter la contestation de la guerre d'Irak comme forme d'antisémitisme, était un jugement pour le moins hasardeux, mais le philosophe allait encore plus loin, accusant directement la République française, alors présidée par Jacques Chirac, d'attiser la haine : « Puisque la France politique quasi unanime juge les dirigeants américains et israéliens hors la loi, rien d'étonnant à ce que les émules des martyrs du Hamas frétillent comme des poissons dans une France qui se reconnaît deux grands ennemis : Bush et Sharon. »

Comme pris par une frénésie, il tint ensuite ce propos non moins déconcertant dans *Le Point* : « En soutenant l'intervention en Irak, je me suis retrouvé d'accord avec la plupart des dissidents »[48]. Glucksmann s'y comparait à Vaclav Havel, le président de la République tchèque qui avait soutenu l'intervention américaine en Irak, et avec lequel son fils Raphaël s'était entretenu pour *Le Meilleur des Mondes*[49].

Était-il un dissident, celui qui soutenait la première armée du monde, qui se trouvait aux côtés de deux pays, les États-Unis et Israël, disposant de l'arme atomique, et qui se vit remettre, par son ami Nicolas Sarkozy, les insignes d'officier de la Légion d'honneur le 15 avril 2009[50] ?

■■■

Le cas de la revue *Le Meilleur des Mondes* est intéressant à analyser. Avec Raphaël, Glucksmann en est membre du comité éditorial, et même président de son amicale. *Le Meilleur des Mondes* cache mal ses sympathies sarkozistes, même si elle s'en défend. On y trouve les signatures d'André Glucks-

47. André Gluksman, « Les trois sources de l'antisémitisme français », *Libération*, 23 juillet 2004.
48. *Le Point*, 04 novembre 2004.
49. http://www.lemeilleurdesmondes.org/MDM1_Raphael_Glucksmann_Rencontre_Vaclav_Havel_Tchequie_Irak_USA.htm.
50. « Le chef de l'État l'a remercié de son "monumental article" paru dans *Le Monde* avant l'élection et intitulé : "Pourquoi je choisis Nicolas Sarkozy". "Cela m'a bien aidé", a dit M. Sarkozy. » (LeMonde.fr, 15 avril 2009).

mann, évidemment, du politologue Pierre-André Taguieff, de l'écrivain-essayiste Pascal Bruckner, de l'historien anticommuniste Stéphane Courtois, de l'ancien maoïste Olivier Rolin…

Son histoire est révélatrice de l'idéologie qu'elle diffuse. La revue prolonge, en effet, l'initiative du cercle de l'Oratoire, créé en 2001, qui rassemblait, dans le temple protestant du même nom, situé près du Louvre, à Paris, diverses personnalités, en majorité des marxistes repentis qui avaient tourné casaque depuis qu'Israël connaissait quelques difficultés. Elles avaient toutes pris en marche le bateau du néo-conservatisme.

« Pour la plupart issus de la gauche ou de l'extrême gauche, nous étions choqués par l'anti-américanisme qui régnait en France au lendemain du 11-Septembre. Aujourd'hui, nous sommes un peu ceux qui soutiennent les États-Unis dans le village gaulois », expliquait au *Monde*[51] l'actuel directeur en chef de la revue, Michel Taubmann, ancien trotzkiste et membre d'ATTAC, devenu cofondateur du cercle avec son épouse Florence, pasteure à l'Oratoire du Louvre.

À l'Oratoire, on parlait beaucoup d'« islamo-fascisme », de « fascisme vert », de « totalitarisme islamique », des notions qui se retrouvèrent sous la plume de BHL, Finkielkraut, Gluksmann, Adler, Taguieff, Goldnadel et d'autres. Pour *Libération*[52] : « La question israélienne est la dernière grande préoccupation des " oratoriens ". Si Florence Taubmann a été élevée dans un milieu catholique avant de se convertir au protestantisme, son mari, lui, est juif, comme un bon nombre d'" oratoriens ". " Parmi les choses qui nous ont frappés, il y a eu le 11 septembre 2001, mais aussi la deuxième Intifada, les actes antisémites en France ", révélait celui-ci. L'un des membres du cercle, le professeur de philosophie André Sénik, expliquait que " les juifs qui ont été révolutionnaires sont plus sensibles au gauchisme anti-israélien et antiaméricain, car ils comprennent qu'il y a quelque chose qui les concerne directement. " »

Selon Jean Birnbaum, du *Monde*, le « premier geste public des " oratoriens " consista à signer un texte de soutien à l'intervention américaine en Afghanistan (…). Trois ans plus tard, on retrouvait nombre d'entre eux dans l'ouvrage collectif intitulé *Irak, an 1. Un autre regard sur un monde en guerre* (Éd. du Rocher, 2004). Mais c'est autour du *Meilleur des mondes* que leurs interventions devraient désormais se structurer. »

Comme le déclarait Michel Taubmann à *Libération* : « Notre point commun avec les néo-cons, c'est d'avoir le même ennemi : l'islamisme radical. » Son épouse Florence ajoutait : « Je suis comme tout le monde, ce qui me vient de l'islam, ce sont des images de violence. J'essaie de garder un regard amical, mais c'est difficile ».



51. Jean Birnbaum, « *Le Meilleur des mondes*, une voix pour l'Amérique », *Le Monde*, 24 mars 2006.
52. Eric Aeschimann, « Les meilleurs amis de l'Amérique », *Libération*, 09 mai 2006.

Tout ce qui contestait l'hégémonie américaine était suspect à leurs yeux, au risque de tenir un discours peu raisonnable. Ainsi, pour l'historien Stéphane Courtois, si l'ancien Premier ministre Dominique de Villepin s'était opposé à l'intervention américaine en Irak, c'était parce qu'il avait été conditionné par des « réflexes qui se rattachent directement à la propagande soviétique en France. Matraquer " *US go home* " pendant cinquante ans, ça laisse des traces ». Un tel raccourci était pour le moins singulier.

Ce n'est donc pas par hasard que Nicolas Sarkozy et Bernard Kouchner accordèrent au *Meilleur des mondes* d'importants entretiens. Ce dernier, ami de la contradiction, y assura entre autres que « rejeter en bloc le libéralisme, c'est assurer son triomphe »[53].

■■■

Toute l'intelligentsia française ne se résout pas, cependant, à se ranger aux thèses du trio dont nous venons de parler. De rares résistants osèrent se lancer à l'abordage du vaisseau sioniste bien qu'ils furent systématiquement soumis à un tir nourri du camp d'en face.

Malgré leurs origines et leurs parcours divers, ils ont plusieurs points en commun : ils se virent momentanément déconsidérés, eurent à faire face à de terribles accusations d'antisémitisme (bien qu'au moins l'un d'entre eux fût de confession israélite), et endurèrent un long chemin de croix. S'ils finirent, la plupart du temps, par obtenir gain de cause devant les tribunaux, il leur fallut beaucoup de courage, de patience et d'abnégation pour résister à la pression de la partie adverse.

C'est Daniel Mermet qui ouvrit le feu, bien malgré lui. En 2002, l'animateur de l'émission « Là-bas si j'y suis » sur la radio France-Inter était poursuivi par l'UEJF, la LICRA et Avocats sans frontières pour avoir diffusé, comme à son habitude, des propos d'auditeurs, enregistrés sur sa boîte vocale, concernant le conflit israélo-palestinien. Certains passages ayant choqué de chastes oreilles, les associations susdites l'attaquèrent pour « incitation à la haine raciale ». À l'audience, elles citèrent comme témoins Alain Finkielkraut, le président du CRIF Roger Cukierman et l'éditorialiste du *Courrier International*, Alexandre Adler.

Jean-Pierre Thibaudat dans *Libération*[54] évoqua l'ambiance à l'ouverture du procès : « La présidente Catherine Bezio demande si monsieur Mermet est là. Il se lève. " Ah, c'est lui l'ordure ! ", lâche une voix dans la salle d'audience. »



53. http://www.lemeilleurdesmondes.org/mdm1_kouchner-entretien.htm
54. Jean-Pierre Thibaudat, *Libération*, 03 juin 2002.

Prenant la parole pour accuser Mermet, Finkielkraut déclara que le « bruit de fond » de l'émission visait à considérer Israël comme « un État raciste, fasciste et, d'une certaine manière, nazi ». Selon *Libération*, Alexandre Adler, quant à lui, qualifia Mermet de « journaliste militant », voyant dans son émission l'expression « un peu datée » d'un style qui lui rappelle « l'Europe de l'Est d'antan », qu'il avait bien connue pour sa part.

L'association Reporters sans frontières, de Robert Ménard, dénonça alors des « pressions croissantes exercées sur les journalistes critiquant la politique d'Ariel Sharon » tandis que Rony Brauman s'élevait contre ce qu'il désignait comme une « opération d'intimidation de la presse.[55] »

Après cinq ans d'une rude bataille judiciaire, la Cour d'appel de Versailles relaxa définitivement le journaliste, le 20 décembre 2006, établissant un précédent important pour la liberté de la presse en distinguant la responsabilité du journaliste et celle de l'auteur d'un propos qu'il diffuse.

Mermet commenta : « Nous avons définitivement gagné en justice face à ces poursuites infamantes. C'est un jugement très intéressant pour les journalistes car il va faire jurisprudence. Il permet aux journalistes de savoir jusqu'où ils peuvent aller dans la critique du gouvernement israélien »[56].

Il était optimiste.

▪▪▪

L'année 2002 fut fertile en attaques provenant du camp pro-israélien. Le 4 juin 2002, le philosophe et sociologue Edgar Morin publiait dans *Le Monde*, dans le contexte de la réoccupation de Jénine par l'armée israélienne, une tribune libre cosignée par le député européen Sami Naïr et l'écrivain Danièle Sallenave, intitulée « Israël-Palestine : le cancer »[57]. Il y dénonçait la politique d'Ariel Sharon, qu'il accusait d'instrumentaliser les malheurs passés du peuple juif pour mieux détruire la résistance palestinienne d'aujourd'hui :

« Sharon a prétendu lutter pour la survie d'Israël en opprimant et asphyxiant la population palestinienne, en détruisant des écoles archives, cadastres, éventrant des maisons, brisant des canalisations et procédant à Jénine à un carnage dont il interdit de connaître l'ampleur, écrivait-il. L'argument de la survie n'a pu jouer qu'en ressuscitant chez les israéliens les angoisses de 1948, le spectre d'Auschwitz, et donnant à un passé aboli une présence hallucinatoire. Ainsi la nouvelle Intifada a réveillé une angoisse qui a amené au pouvoir le reconquistador Sharon. »



55. Mona Chollet, « Daniel Mermet la " mauvaise cible " des pro-Israéliens », *Le Courrier*, 06 janvier 2002.
56. « Incitation à la haine raciale : relaxe définitive pour Mermet », Nouvelobs.com, 24 juin 2008.
57. Edgar Morin, Sami Naïr et Danièle Sallenave, « Israël-Palestine : le cancer », *Le Monde*, 04 juin 2002.

Il précisait que « le mot " Shoah " qui singularise le destin victimaire juif et banalise tous les autres (ceux du goulag, des Tsiganes, des Noirs esclavagisés, des Indiens d'Amériques) » était devenu « la légitimation d'un colonialisme, d'une apartheid et d'une ghettoïsation pour les Palestiniens. »

Enfonçant le clou, il accusait Israël de prendre goût à la destruction des Palestiniens : « Ce qu'on a peine à imaginer c'est qu'une nation de fugitifs, issus du peuple le plus longtemps persécuté dans l'histoire de l'humanité, ayant subi les pires humiliations et le pire mépris soit capable de se transformer en deux générations non seulement en " peuple dominateur et sûr de lui ", mais, à l'exception d'une admirable minorité, en peuple méprisant ayant satisfaction à humilier »

Cette dernière phrase, en particulier, valut à Edgar Morin et aux cosignataires de l'article, un procès pour diffamation raciale par les associations Avocats sans frontières et France-Israël de Me Goldnadel.

Le tribunal de Nanterre décida de débouter les plaignants, mais fut infirmé en 2005 par la Cour d'Appel de Versailles. Cent cinquante pétitionnaires soutinrent Morin[58], dont le philosophe Jean Baudrillard, la directrice d'études à l'École pratique de hautes études en sciences sociales, Esther Benbassa, l'éditeur Olivier Cohen, le directeur du *Nouvel Observateur* Jean Daniel, l'écrivain Régis Debray ou encore Emmanuel Le Roy Ladurie, professeur au Collège de France.

La collaboratrice d'Edgar Morin à l'École des hautes études, Catherine Loridant, reçut alors, par courriel, des menaces dirigées contre elle et contre le sociologue, âgé de 84 ans. Pour Goldnadel, « ce n'est pas parce qu'un abruti menace M. Morin qu'il faut en tirer des lois générales sur la non-modération de la communauté juive, puisqu'après tout rien ne dit que celui qui profère ces menaces le soit (...) C'est M. Morin qui communautarise et qui généralise. La judéité de M. Morin m'indiffère. Ce qui compte, c'est la dangerosité de ses écrits »[59].

En l'espèce, un arrêt de la Cour de cassation donna raison à Morin, en 2006. Le sociologue avait finit par gagner. Bien tardivement.

■■

En 2004, ce fut au tour d'Alain Ménargues d'être traîné dans la boue pour ses opinions divergentes sur Israël. Directeur général adjoint de l'information de Radio France internationale (RFI) et vice-président de RMC Moyen-Orient,



58. « En témoignage de solidarité avec Edgar Morin, Sami Naïr et Danièle Sallenave », *Libération*, 24 juin 2005.
59. Nicolas Weill, « Juillet 2005 : controverse après un jugement condamnant Edgar Morin », *Le Monde*, 02 juillet 2005.

ce journaliste était spécialiste des affaires proche-orientales. Il avait été correspondant de Radio France à Beyrouth de 1982 à 1995. Il venait de publier un livre, *Le Mur de Sharon*[60], fruit d'une enquête en Israël, où il dénonçait les inégalités existantes au sein de la société israélienne entre les citoyens juifs et les autres. Il expliquait la construction du « mur de Sharon » par des considérations relatives à la religion juive. Il y écrivait :

« En Israël, la notion du pur et de l'impur est essentielle. Il faut, en effet, être exempt de toute souillure pour être en état de participer au culte et plus largement à la vie de la communauté. Cette séparation du pur et de l'impur est une notion absolue, consignée dans le Lévitique, le troisième des cinq livres de la Torah. (...) La portée de ce texte se traduit aujourd'hui, pour les religieux, dans leurs rapports avec les Arabes, que ce soit en Israël ou dans les territoires occupés. Ils considèrent que les Palestiniens, descendants des " hommes du pays de Canaan ", en plus de leur prétention à la propriété de la " terre d'Israël ", sont de dangereux impurs dont il faut se séparer pour rester en état de participer au culte et, plus largement, à la vie de la communauté. »

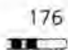
Le 30 septembre, il était invité l'émission « Questions d'actu », sur la chaîne LCI. Au cours du débat, il déclara à l'un de ses contradicteurs israélien : « Vous dites qu'Israël est un État démocratique, permettez-moi de dire très rapidement, c'est aussi un État raciste. Si vous prenez les lois fondamentales, [sont] citoyens israéliens ceux qui ont la nationalité, mais la nationalité est divisée en termes de religion. La loi du retour, elle ne concerne que les Juifs. Qu'est-ce que c'est que la base du sionisme ? C'est de faire un État pour les Juifs[61]. »

La réaction ne se fit pas attendre. Dès le lendemain, la Société des journalistes (SDJ) de Radio France Internationale publiait un communiqué où elle jugeait « inacceptables » les propos d'Alain Ménargues. Le 5 octobre, la motion était soutenue par le Syndicat de la Presse Communication CGC.

Le lendemain, présentant son livre au Centre d'accueil de la presse étrangère (CAPE), Ménargues réaffirmait qu'Israël était selon lui « un État raciste. ». Une semaine plus tard, participant à une émission de Radio Courtoisie, il déclarait avoir « été très choqué par le Mur », ajoutant : « Quel a été le premier ghetto au monde ? Il était à Venise. Qui est-ce qui l'a créé ? C'est les Juifs mêmes pour se séparer du reste. »

Interrogé sur le cas Ménargues, le porte-parole du Quai d'Orsay, Hervé Ladsous, répondit qu'il partageait la positon du SDJ qualifiant les propos incriminés d'« intolérables ». Au même moment, son ministre, Michel Barnier, entamait un voyage en Israël ; il fallait que sa visite se passât dans de bonnes conditions.





60. Alain Ménargues, *Le Mur de Sharon*, Presse de la Renaissance, 2004.
61. Ces citations et les suivantes non référencées sont extraites du dossier que *L'Arche* (« le mensuel du judaïsme français »), n° 560, novembre-décembre 2004, a consacré à l'affaire.

Le lendemain, 16 octobre, la SDJ de RFI s'adressait au patron de la station, Antoine Schwarz : « Le 12 octobre, sur l'antenne de Radio Courtoisie, [Alain Ménargues] s'est livré à des amalgames indignes de la radio internationale que vous présidez. Déclarant que ses propos à l'égard des Juifs et de l'État d'Israël provoquent l'indignation et le rejet du personnel de RFI, la SDJ considère que la frontière de l'intolérable est franchie et que la réputation de RFI est désormais gravement entachée et demande à M. Schwarz d'en tirer les conséquences au nom du professionnalisme et de l'éthique qui sied à une radio internationale. »

Le 17 octobre, M^e^ Goldnadel, d'Avocats sans frontières et France-Israël, lançait un appel[62] : « À la suite de cette dernière infamie, je lance donc solennellement un appel aux responsables communautaires ainsi qu'à l'ensemble des hommes de bonne volonté pour organiser une manifestation devant la Maison de la Radio, siège de RFI, pour exiger la démission de son directeur provocateur. Nous ne devons plus tolérer de tels affronts sauf à tolérer l'intolérable ».

Le même jour, l'intersyndicale CFDT, SNJ et SNJ-CGT de RFI, appelait à une assemblée générale ayant comme ordre du jour : « Les propos du directeur de l'information au CAPE et sur Radio Courtoisie. »

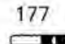
Le lendemain, on apprenait qu'Alain Ménargues était démis de ses fonctions à RFI et à RMC Moyen-Orient, « en réponse à l'émotion suscitée par ses propos sur Israël et les ghettos juifs. »

Interrogé par *Libération*, Ménargues déclara « avoir été victime d'une " manip " », conduite « par un noyau de Juifs communautaires » qui ne « supporteraient pas qu'Israël soit critiqué. »

Cette nouvelle sortie, que Ménargues contesta ensuite comme un montage de citations, suscita l'ire des syndicats de RFI. Le 19 octobre, une assemblée générale se tint, à l'appel de toutes les formations syndicales de la radio, qui adopta un communiqué dénonçant « les propos insultants de M. Ménargues, qui ne reposent évidemment sur aucune réalité. (...) Nous rejetons toute incitation à la haine raciale. Nous refusons tout communautarisme. L'assemblée générale demande à M. Antoine Schwarz, PDG de RFI, de prendre enfin ses responsabilités. »

Celui-ci, mis au pied du mur, décida de rompre complètement avec Ménargues. Le journaliste était licencié.





Il continua néanmoins à parler. Se déplaçant au Salon du livre francophone de Beyrouth, il déclarait ainsi, au quotidien *L'Orient-Le Jour* : « Il est maintenant de bon ton, dès qu'on critique le gouvernement israélien, d'être

62. http://www.desinfos.com/spip.php?page=article&id_article=2470.

traité d'antisémite, ce qui ne veut rien dire. Les sémites sont aussi les Arabes. (...) Le terme " antisémite " commence à ne plus vouloir rien dire. (...) La France profonde est très irritée par ces accusations qui sont portées à tort et à travers dès lors que le gouvernement israélien est critiqué. »

Dans un entretien avec Silvia Cattori, pour le site nord-palestine.org (novembre 2004), il mit en cause la liberté des journalistes en France :

« Cela fait trente ans que j'exerce ce métier. Personne, parmi mes collègues, n'aurait jamais pu penser, avant que ces attaques contre moi ne se déchaînent, que je puisse un jour être traité de raciste ou d'antisémite. (...) Je suis fortement irrité de voir qu'en France, il y a une liberté fondamentale qui est en train de disparaître. (...) Dans mon pays, qui est la France, je n'arrive pas à concevoir qu'il y ait un terrorisme intellectuel qui contraigne les gens à se taire sous peine d'être complètement broyés. (...) Pour certains, il faut assurer les fins de mois. Il y a beaucoup de journalistes qui partagent la même compréhension des choses que moi. Mais ils ne sont pas libres. Les patrons de presse ont peur de perdre des abonnés, les recettes de la publicité (...) À force d'accuser tout le monde, on finit par banaliser le terme d'antisémitisme. Ces excès finiront par se retourner contre l'État d'Israël et, malheureusement, contre les citoyens de confession juive qui acceptent tous ces abus. »

De son côté, Pierre-André Taguieff jugea que « les interprétations malveillantes de certains passages de la Bible ou du Talmud font partie du stock des thèmes judéophobes indéfiniment exploités par les ennemis des Juifs. En adaptant aux valeurs en cours (en référence aux droits de l'homme et à l'antiracisme) ces vieux motifs d'accusation, que résume le stéréotype du Juif porté par la " haine du genre humain ", les nouveaux ennemis des Juifs comptent réveiller des passions sommeillantes tout en échappant aux rigueurs de la loi. »[63]

En juillet 2005, l'Association des amis du *Monde diplomatique* annulait une conférence qu'Alain Ménargues devait tenir à Rennes devant ses adhérents, et diffusait une lettre les mettant en garde contre le supposé danger que les discours du journaliste-écrivain pourraient diffuser en France, un antisémitisme camouflé en critique de la politique du gouvernement israélien.

Toutes ces réactions en chaîne signifiaient-elles que Ménargues avait dépassé les bornes ? Ménargues avait saisi les Prud'hommes qui l'avaient débouté. Mais, dans un arrêt rendu le 6 mars 2009, la Cour d'Appel de Paris estima que ses propos avaient été émis « dans le cadre de sa liberté d'expression d'auteur, insusceptible de tomber sous le coup du pouvoir disciplinaire de l'employeur. » Quant au « prétendu trouble (...), il s'avère dépourvu de



63. http://www.upjf.org/detail.do?noArticle=9146&noCat=125.

pertinence et doit donc être écarté». Bref, la Cour estima «qu'aucune des fautes invoquées par la société RFI à l'encontre d'Alain Ménargues n'étant établie, [son] licenciement doit être dépourvu de cause réelle et sérieuse». La Cour d'Appel condamna RFI à payer notamment à M. Ménargues ses indemnités de licenciement ainsi que «200000 euros de dommages et intérêts» en «réparation du préjudice consécutif à la perte injustifiée de son emploi»[64].

Mais, entre-temps, Ménargues avait dû s'exiler. Il n'exerce plus en France et vit aujourd'hui au Caire.

Signalons qu'il ne fut jamais attaqué en justice pour son livre consacré au «mur de Sharon», édifice que la diplomatie française avait d'ailleurs condamné, livre dans lequel il développait toutes les affirmations qui avaient fait l'unanimité contre lui.

«Est-il permis de critiquer Israël? Oui! Mais à quel prix?», se demanda, à son propos, un animateur de Radio Vraiment Libre, sur le net[65].

■■■

Quelques jours après la victoire de Ménargues, le 22 mars 2009, l'humoriste français d'origine camerounaise Dieudonné tint une conférence de presse dans son café-théâtre parisien de la Main d'Or, au cours de laquelle il annonça qu'il se présentait aux élections européennes du mois de juin, comme candidat «antisioniste». Le sionisme y était présenté comme «la grande ligne de fracture» des temps présents. Il appelait tous les «infréquentables», tels que son collègue Jean-Marie Bigard[66] et «tous ceux qui se sont heurtés à un moment donné à la pensée unique», à rejoindre la liste qu'il lançait en Île-de-France:

«Il faut se battre contre le système béké, annonça-t-il. On l'appelle comme ça en Guadeloupe. En France c'est le système sioniste, c'est exactement la même chose. Ce sont les esclavagistes et on est des esclaves. Il faut qu'on se libère! (...) Le sionisme gangrène la France, c'est un danger. (...) Il faut que la République retrouve son sens et que nous chassions toutes les organisations mafieuses du type le CRIF de la République»[67].

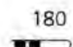
64. http://fr.tv.yahoo.com/10032009/27/rfi-condamnee-en-appel-pour-le-licenciement-d-alai-0.html
65. http://radiovraimentlibre.com/emission-27.html.
66. Proche de Nicolas Sarkozy, qui l'avait présenté au pape Benoît XVI, l'humoriste a commis l'impair, le 5 septembre 2008, lors d'une intervention sur l'antenne d'Europe 1, de défendre la thèse du complot intérieur à propos des attentats du 11 septembre 2001 (http://www.dailymotion.com/video/k23NsxpoOjFCrcKY3L).
67. http://www.lepoint.fr/actualites-politique/dieudonne-candidat-antisioniste-aux-europeennes/917/0/327938.

Comme colistiers, il nomma entre autres l'écrivain marxiste Alain Soral[68], ancien conseiller de Jean-Marie Le Pen et ex-membre du Parti communiste, qui avait affirmé sur France 2, en septembre 2004, que « la formation qualifiante pour exister dans les médias aujourd'hui, c'est d'être sioniste »[69]. Avec celui-ci, et quelques autres compagnons de route comme Thierry Meyssan, fondateur du Réseau Voltaire, Dieudonné avait fait partie, en août 2006, d'une délégation spéciale qui s'était rendue au Liban et en Syrie, et qui lui avait permis de rencontrer le président libanais Émile Lahoud, le général Aoun, ainsi que le président du Venezuela Hugo Chávez[70]. L'humoriste y avait acquis une réputation internationale, analogue à celle d'un homme politique. Il s'était d'ailleurs plusieurs fois présenté à diverses élections, notamment à Dreux (Eure-et-Loir), en 1997, contre la candidate du Front national, Marie-France Stirbois.

Aussitôt sa candidature à l'eurodéputation rendue publique, un communiqué de l'UMP stigmatisait les propos « nauséabonds » de Dieudonné, engageant « le ministère public » à réagir « à ce déluge de haine ». Pour le président de l'UEJF, Raphaël Haddad, qui se déclarait « choqué », « Dieudonné a pour ambition politique de réunir sur une même liste le maximum de personnes condamnées pour incitation à la haine raciale ». Il s'étonnait que « bien qu'ayant été condamné à plusieurs reprises, Dieudonné puisse encore se présenter aux élections européennes »[71].

Il est vrai que Dieudonné n'en était pas à son premier écart de conduite sur le sujet. Depuis plusieurs années, ses sketches et ses interventions publiques contestaient de plus en plus frontalement les réseaux pro-israéliens, qu'il nomme « le lobby sioniste », allant jusqu'à flirter avec la contestation de la Shoah, dont les incessantes commémorations évoquaient pour lui une « pornographie mémorielle »[72].

Le couronnement de ses « provocations » fut la soirée du 26 décembre 2008, au cours de laquelle, devant 6000 spectateurs au Zénith de Paris, il invita le professeur Robert Faurisson à venir prononcer quelques mots à la fin de son spectacle, faisant remettre au célèbre révisionniste un prix de « l'infréquentabilité et de l'insolence » par un comédien en tenue ressemblant quelque peu à un déporté juif[73]. Cet événement, qui clôturait un *show* opportunément intitulé « J'ai fait l'con », lui valut d'être sous le coup d'une enquête préliminaire pour « contestation de crimes contre l'humanité commis au cours de la Deuxième Guerre mondiale ou injures antisémites ».

68. http://www.alainsoral.com/ Soral dirige aussi un « think tank » intitulé Égalité et Réconciliation (http://www.egaliteetreconciliation.fr/), qui se présente comme « alternationaliste ».
69. *L'Arche*, n° 573, janvier 2006.
70. http://www.voltairenet.org/article143256.html.
71. *Associated Press*, 22 mars 2009.
72. http://www.dailymotion.com/playlist/xm2d_0oso0_dieudo/video/xgpl6_dieudonne-conf-presse-alger-1702200_news. Il fut condamné pour ce propos (AFP, 26 juin 2008).
73. http://www.rue89.com/2009/01/11/dieudonne-faurisson-le-pen-decryptage-du-trio-infernal.

Comment celui qui avait commencé sa carrière en duo avec Élie Semoun en arriva-t-il à rompre avec le milieu qui l'avait porté aux nues à l'époque où il dénonçait le Front national ?

En 2000, l'humoriste avait souhaité se lancer dans la réalisation d'un film sur le *Code noir*, un recueil de textes réglant la vie des esclaves noirs dans les îles antillaises françaises, sous la royauté. Il avait demandé une « aide à l'écriture » au Centre national de la cinématographie (CNC), un organisme public à l'époque dirigé par David Kessler ; or cette aide lui fut refusée. Pour Dieudonné, cette mise à l'écart était révélatrice du poids exercé par les sionistes dans le monde du spectacle : ceux-ci n'étaient pas intéressés par la dénonciation de l'esclavage des Noirs, mais seulement par la souffrance de la communauté juive durant la dernière guerre[74]. Le « deux poids deux mesures » le révolta. Dénonçant cette « unicité de la souffrance »[75], il prit la résolution de porter l'affaire sur la place publique[76].

La polémique prit de l'ampleur le 1er décembre 2003, sur le plateau de l'émission de France 3, « On ne peut pas plaire à tout le monde », de Marc-Olivier Fogiel, lorsque, devant son ami l'humoriste et comédien Jamel Debbouze, Dieudonné fit un sketch condamnant l'« axe américano-sioniste » en portant l'habit caractéristique d'un colon israélien (papillotes, cagoule et treillis militaire)[77].

Sur le coup, le sketch amusa les invités, mais, dès le lendemain, l'UEJF, le Consistoire, la LICRA, de nombreux hommes politiques dont le Premier ministre Jean-Pierre Raffarin, le Conseil supérieur de l'audiovisuel (CSA) et la grande presse se déchaînèrent contre le comique, se livrant à un véritable « lynchage médiatique », selon l'expression d'Olivier Mukuna, qui consacra un livre à l'affaire[78].

Dieudonné expliqua qu'« à aucun moment il ne visait la communauté juive en France »[79]. Toutefois, contrairement à ce que certains attendaient, il réagit en se jetant dans la mêlée. Avant d'être relaxé de l'accusation de diffamation raciale dont on l'avait accablé[80], il continua de mener son combat antiraciste au cours de ses divers spectacles, qui se succédèrent sans que jamais les salles désemplissent.

74. Interview pour le quotidien algérien *L'Echo d'Oran*, 20 février 2005.
75. V. l'émission « Tout le monde en parle » (France 2) de Thierry Ardisson, le 11 décembre 2004.
76. http ://web.archive.org/web/20021022134311/www.blackmap.com/contenus/art_culture/moment_dieudo.htm.
77. http://www.wideo.fr/video/iLyROoaftMfo.html.
78. Olivier Mukuna, *Égalité zéro ! Enquête sur le procès médiatique de Dieudonné*, Éditions Blanche, 2005.
79. http://www.pipole.net/prison-avec-sursis-requise-contre-dieudonne-pour-son-sketch-sur/1242/.
80. http://www.legifrance.gouv.fr/affichJuriJudi.do?idTexte=JURITEXT000007607845&dateTexte=.

Au début, il rencontra un notable soutien auprès de ses collègues. Sur la scène du Zénith en décembre 2004, devant 5000 personnes, on vit Jamel Debbouze déclarer à ses côtés, à la fin d'un spectacle ironiquement intitulé « Mes excuses » : « T'as failli niquer ma carrière sur ce coup-là ! (...) C'est pas vous qui avez été obligés de faire Drucker[81] avec Enrico Macias[82] ! (...) Y aurait apparemment des gars du Bâtard[83] dans la salle ? (...) [Dieudonné] est le meilleur d'entre nous, il a les couilles de dire ce qu'on pense et, sincèrement, continuez à le soutenir comme vous le faites, on en a besoin ![84] »

Mais Debbouze se rétracta par la suite[85] ; à l'occasion de son mariage avec une présentatrice de télévision, il fut même photographié par un magazine *people* en Israël, devant le mur des Lamentations[86]. Dieudonné continua de recevoir l'appui d'un grand nombre de ses collègues, mais ceux-ci se firent désormais plus discrets.

En novembre 2004, démontrant que, contrairement à ce que son ex camarade Semoun laissait entendre en le traitant de « Le Pen de gauche »[87] il ne s'attaquait pas aux juifs en tant que tels mais aux seuls réseaux pro-israéliens, Dieudonné invita quatre rabbins antisionistes, qui s'étaient déplacés à Paris pour saluer la dépouille de Yasser Arafat, à venir tenir une conférence de presse dans son théâtre[88] (mais aucun journal national ne reprit l'information).

En mars 2005, il rencontra le poète anticolonialiste Aimé Césaire, en Martinique, qui lui dit qu'il représentait l'« avenir »[89]. En novembre, il accorda une interview au journal en ligne *Toubab*, « l'hebdo d'info du monde afro » , dans lequel il dénonçait ceux qui avaient voulu l'embrigader à ses débuts : « Ce n'est pas SOS Racisme, mais SOS Sionisme : c'est ça, la réalité.[90] » Il élevait la voix.

Dans le même temps, il dut faire face à de nombreuses agressions physiques. En février 2004, alors qu'il jouait à la Bourse du Travail de Lyon,

81. En 2007, l'animateur de télévision Michel Drucker participa à la Tsedeka (en hébreu, l'« aumône ») à l'initiative du Fonds social juif unifié, en compagnie de l'humoriste franco-canadien Gad Elmaleh (http://www.youtube.com/watch?v=VGbOIBjfwic).
82. Le chanteur Enrico Macias fut remercié et décoré pour son action pour le Magav. Il déclara à cette occasion que depuis « le début de sa vie », il s'était « donné corps et âme pour l'État d'Israël, mais en premier lieu pour Tsahal, et maintenant pour Magav » (http://www.youtube.com/watch?v=WWcR8Y8Lj64). En 2007, il soutint le candidat Nicolas Sarkozy à la présidentielle. En 2008, il participa à une manifestation en faveur de l'intervention d'Israël sur la bande de Gaza.
83. Allusion au Bétar, un mouvement de jeunesse proche du Likoud, promouvant « l'autodéfense » des juifs.
84. http://www.staragora.com/video/jamel-debbouze-soutient-dieudonne-au-zenith-12-2004.
85. *Le Figaro*, 13 février 2005 ; *Le Parisien*, 21 décembre 2005.
86. *Voici*, n° 1045, 19 novembre-9 décembre 2007.
87. *Le Monde*, 22 février 2002.
88. *L'Arche*, n° 573, janvier 2006. V. http://www.dailymotion.com/video/xods5_rabbins-antisioniste-naturei-karta_events.
89. http://www.africamaat.com/LA-MARTINIQUE-ET-DIEUDONNE.
90. *L'Arche*, n° 573, janvier 2006.

une manifestation regroupant des membres du Consistoire, de l'UEJF et de la Fédération sioniste de France, tourna mal : certains pénétrèrent dans le théâtre, blessant une jeune fille par le jet d'un produit chimique. En mars 2005, il fut agressé en Martinique, sur le parking de la chaîne Antilles Télévision, par quatre hommes porteurs de passeports israéliens, qui le frappèrent à la mâchoire et à la cage thoracique[91]. Dans le quartier de la Bastille, où se trouve son théâtre, il fut également victime d'agressions physiques, si bien qu'il ne se déplaça plus qu'avec un garde du corps.

Inévitablement, Dieudonné eut à subir une série de procès en cascade, plus d'une vingtaine à ce jour. L'inévitable Me Goldnadel fut de la partie. Mais l'artiste les remporta presque tous.

Dieudonné est un cas. La combinaison du talent, du registre comique et d'une ténacité de militant, même si ses cibles ont changé au fil des ans, rappelle les époques où le théâtre était la grande tribune de l'opposition populaire à des régimes tyranniques. Depuis quand, en France, n'avait-on pas vu le théâtre remplir cette fonction idéologique capitale ? Depuis la Révolution française, probablement…

En observant Dieudonné, on s'aperçoit qu'on a affaire à un artiste qui ne lâchera pas prise et qui s'apprête à cogner de plus en plus fort contre un système qui, après l'avoir courtisé, l'a rejeté pour ses opinions jugées délictuelles, voire criminelles. Désormais interdit dans de nombreuses salles en province[92], où les municipalités évoquent d'hypothétiques « risques de troubles à l'ordre public », il démontre son obstination en allant y tenir des conférences en autocar[93], tel un saltimbanque dans sa roulotte. Il est déterminé ; rien ne semble pouvoir l'arrêter dans son entreprise de subversion radicale.

Est-ce dans cette voie que désiraient l'entraîner ceux qui l'accusent aujourd'hui d'être un extrémiste ?

Si tel est le cas, sont-ils sûrs qu'une telle évolution leur soit profitable à terme ?

■■

Au Zénith, en décembre 2008, Dieudonné avait dit : « Pour moi, c'est la liberté d'expression qui compte ». Cette liberté fondamentale était-elle menacée ? Il faut le croire, car il n'était pas le seul à s'en inquiéter. Quelques années

---

91. http://tf1.lci.fr/infos/france/2005/0,,3205332,00-dieudonne-agresse-martinique-.html.
92. Par exemple : http://www.rtbfinfo.be/info/le-bourgmestre-demannez-interdit-le-spectacle-de-dieudonne-a-saint-josse-91040 ; http://www.voici.fr/potins-people/les-potins-du-jour/dieudonne-interdit-de-spectacle-par-arrete-municipal-267554.
93. http://www.primo-europe.org/selection.php?numdoc=Do-767103029. À comparer avec l'animateur Arthur, très impliqué dans le soutien à Israël (il fit partie de la délégation de Nicolas Sarkozy qui s'y rendit), qui, lorsqu'il dût annuler un spectacle en Ardèche du fait d'une manifestation pro-palestinienne, fut soutenu par le CRIF, SOS Racisme, le grand rabbin de France Gilles Bernheim, le Consistoire et la ministre de la Culture, Christine Albanel (Nouvelobs.com, 18 janvier 2009).

plus tôt, à l'occasion d'une campagne qui était menée contre l'historien Olivier Pétré-Grenouilleau[94], une association française avait été fondée pour manifester sa réprobation contre les atteintes à la liberté d'expression en histoire. Son nom était significatif du climat de terreur qui régnait en France: Liberté pour l'Histoire (LPH).

Dans l'appel que cette association avait lancé le 12 décembre 2005, dix-neuf historiens renommés[95] se présentaient comme « émus par les interventions politiques de plus en plus fréquentes dans l'appréciation des événements du passé et par les procédures judiciaires touchant des historiens et des penseurs »[96].

Ils ajoutaient: « L'histoire n'est pas l'esclave de l'actualité. L'historien ne plaque pas sur le passé des schémas idéologiques contemporains et n'introduit pas dans les événements d'autrefois la sensibilité d'aujourd'hui. L'histoire n'est pas la mémoire. L'historien, dans une démarche scientifique, recueille les souvenirs des hommes, les compare entre eux, les confronte aux documents, aux objets, aux traces, et établit les faits. L'histoire tient compte de la mémoire, elle ne s'y réduit pas. L'histoire n'est pas un objet juridique. Dans un État libre, il n'appartient ni au Parlement ni à l'autorité judiciaire de définir la vérité historique. La politique de l'État, même animée des meilleures intentions, n'est pas la politique de l'histoire. C'est en violation de ces principes que des articles de lois successives – notamment lois du 13 juillet 1990, du 29 janvier 2001, du 21 mai 2001, du 23 février 2005 – ont restreint la liberté de l'historien, lui ont dit, sous peine de sanctions, ce qu'il doit chercher et ce qu'il doit trouver, lui ont prescrit des méthodes et posé des limites. Nous demandons l'abrogation de ces dispositions législatives indignes d'un régime démocratique. »

Cet appel fut signé par quelque six cents personnes. Les lois mémorielles décriées par LPH étaient: la loi Gayssot, qui condamne d'une peine de prison ceux qui contestent l'existence des crimes contre l'humanité, définis dans le statut du Tribunal militaire international de Nuremberg[97]; la loi reconnaissant le génocide arménien; la loi Taubira, portant reconnaissance de la Nation et contribution nationale en faveur des Français rapatriés.

En réaction, trente-et-une personnalités[98], dont Serge Klarsfeld[99], Marc Knobel et Claude Lanzmann, signèrent, le 20 décembre 2005, une lettre

94. Suite à un entretien donné au *Journal du dimanche* du 12 juin 2005, le Collectif des Antillais, Guyanais, Réunionnais porta plainte contre cet historien pour « négation d'un crime contre l'humanité », la traite des noirs ayant été reconnue comme tel par la loi française du 23 mai 2001, aussi appelée « loi Taubira ».

95. Jean-Pierre Azéma, Elisabeth Badinter, Jean-Jacques Becker, Françoise Chandernagor, Alain Decaux, Marc Ferro, Jacques Julliard, Jean Leclant, Pierre Milza, Pierre Nora, Mona Ozouf, Jean-Claude Perrot, Antoine Prost, René Rémond, Maurice Vaïsse, Jean-Pierre Vernant, Paul Veyne, Pierre Vidal-Naquet et Michel Winock.

96. http://www.lph-asso.fr/doc.html.

97. La loi Gayssot condamne, précisément, dans son article 24bis, le fait de « contester (...) l'existence d'un ou plusieurs crimes contre l'humanité tels qu'ils sont définis par l'article 6 du statut du tribunal militaire international annexé à l'accord de Londres du 8 août 1945 ».

98. Claire Ambroselli, Muriel Beckouche, Tal Bruttmann, Yves Chevalier, Didier Daeninckx, Frédéric Encel, Dafroza Gauthier, Alain Jakubowicz, Bernard Jouanneau, Raymond Kévorkian, Serge Klarsfeld,

ouverte intitulée « Ne mélangeons pas tout », dans laquelle ils manifestaient leur désaccord relativement à la suppression de la loi Gayssot[100]. Cette loi avait pourtant été vivement critiquée, dans le passé, par des personnalités aussi peu soupçonnables d'antisémitisme que l'académicienne française Simone Veil, les historiens Pierre Vidal-Naquet, François Furet et François Bédarida, les écrivains Michel Tournier, Michel Houellebecq, Jean Daniel et Alain Robbe-Grillet, le magistrat Philippe Bilger, le philosophe Paul Ricœur, des défenseurs de la liberté d'expression comme le fondateur de Reporters sans frontières, Robert Ménard (qui la dénonçait comme une « police de la pensée »[101]), ou encore l'ancienne présidente de la Ligue des droits de l'homme, Madeleine Rebérioux[102].

Il n'empêche. Trois ans plus tard, en octobre 2008, lors de l'émission de Frédéric Taddéi, « Ce soir (ou jamais !) » consacrée aux lois mémorielles, Pierre Nora, président de LPH, déclarait soudain qu'il n'appelait plus à abroger cette loi :

« Non, on ne réclame pas l'abrogation de la loi Gayssot, car abroger aujourd'hui la loi Gayssot ce serait donner un encouragement, littéralement, à ce contre quoi luttait la loi Gayssot », s'exclama-t-il.

LPH avait décidé, finalement, de ne plus revenir sur les lois mémorielles existantes ; l'association ne s'intéressait plus qu'à celles qui risquaient d'advenir, s'inquiétant de leur prolifération. Moyennant quoi, ce coup d'arrêt à la « dérive » des lois mémorielles signifiait *de facto* la conservation des lois en vigueur. LPH avait accompli un virage à 180°.

Au dîner du CRIF de mars 2009, Richard Prasquier[103] et le Premier ministre François Fillon[104] s'en félicitèrent.

Au total, les lois mémorielles existantes eurent surtout un rôle symbolique. La loi Gayssot, seule, fit condamner effectivement quelques personnes à de lourdes amendes, et avait dissuadé bien des antisionistes militants d'affronter

Marc Knobel, Joël Kotek, Claude Lanzmann, Laurent Leylekian, Stéphane Lilti, Eric Marty, Odile Morisseau, Claire Mouradian, Assumpta Mugiraneza, Claude Mutafian, Philippe Oriol, Gérard Panczer, Michel Péneau, Iannis Roder, Georges-Elia Sarfati, Richard Sebban, Yveline Stéphan, Danis Tanovic, Yves Ternon, Philippe Videlier.

99. Lors de l'émission de Thierry Ardisson « Tout le monde en parle » du 18 janvier 2003, son fils Arno jeta le contenu de son verre sur Robert Ménard, de Reporters sans frontière, parce qu'il était opposé à cette loi.

100. http://www.imprescriptible.fr/dossiers/petitions/lois. « Nous revendiquons pour tout un chacun une pleine et entière liberté de recherche et d'expression. Mais… »

101. Robert Ménard, *La Censure des bien-pensant*, Albin Michel, 2003.

102. http://www.ldh-toulon.net/spip.php?article601

103. « je suis heureux que la Loi Gayssot existe… Le négationnisme n'est pas une opinion, c'est une abjection criminelle » (http://www.crif.org/?page=articles_display/detail&aid=14028&artyd=2 ).

104. « Dans l'affaire Vincent Raynouard (*sic*, pour Reynouard) pour contestation de crime contre l'humanité, la condamnation est tombée en juin : un an d'emprisonnement et 20 000 euros d'amende. Ceci pour dire, Monsieur le président, que la République ne transige pas. » (http://www.crif.org/index.php?page=articles_display/detail&aid=14027&returnto=search/search&artyd=2).

publiquement les circonstances de la création de l'État d'Israël, alors que, partout dans le monde, la contestation s'exprimait sur ce sujet. Le principal résultat fut une restriction notoire du débat.

Les réseaux pro-israéliens ne sont probablement responsables que du maintien de la loi Gayssot, parmi toutes celles que les signataires de l'appel de LPH voulaient abroger. Toujours est-il que dans les autres pays d'Europe, le débat semble plus animé ces dernières années.

Pendant ce temps, le pays des Lumières est en déclin et semble s'en satisfaire.

# Pour une nouvelle nuit du 4 août

*« Quand Israël aura transformé sa vengeance éternelle en une bénédiction éternelle de l'Europe : alors reviendra ce septième jour où le vieux dieu des juifs pourra se réjouir de lui-même, de sa création et de son peuple élu, – et nous tous nous voulons nous réjouir avec lui ! »*

Frédéric Nietzsche, *Aurore*, 1881.

Les juifs de France devraient se méfier : de leurs propres représentants ; de Nicolas Sarkozy ; de tous ceux qui les font passer pour ce qu'ils ne sont pas. Prenant la parole à leur place, les réseaux pro-israéliens, dont le président français est maintenant l'un des plus éminents porte-voix, donnent d'eux l'image de partisans inconditionnels d'Israël. Ils les poussent à adopter un comportement caractéristique du communautarisme, qui est l'antithèse des principes qui régissent notre pays et selon lesquels la République « assure l'égalité devant la loi de tous les citoyens sans distinction d'origine, de race ou de religion » (article 1er de la Constitution de 1958), ne reconnaissant en aucune façon la légitimité des groupes particularistes.

Si jamais la France devait un jour entrer en guerre aux côtés d'Israël, en Iran, au Liban ou ailleurs, qui sait comment le repli identitaire des juifs de France et le soutien farouche qu'ils sont censés apporter à un État étranger seraient perçus dans notre pays ? Étant donné la manière sanglante dont l'armée israélienne a l'habitude de mener ses opérations, qui peut dire la façon dont réagiraient les Français non juifs face à de nouveaux massacres, auxquels ils seraient cette fois associés ?

Le risque de voir réapparaître les accusations de « double allégeance » n'est plus une vue de l'esprit. Dans son *Journal* (non destiné à la diffusion), le fondateur du sionisme, Theodor Herzl, écrivait : « Un homme doit choisir entre Sion et la France »[1]. Est-ce l'image que les juifs de France veulent donner d'eux-mêmes aujourd'hui ?



1. Theodor Herzl, *The Complete Diaries*, présentés par Raphaël Pataï, Herzl Press, 1970, tome 1, p. 272.

Remarquons combien, dès à présent, l'évolution de leur image dans l'opinion contribue à exacerber les tensions. Les manifestations contre l'opération « Plomb durci » en sont la criante démonstration, tout comme la montée (relative, mais réelle[2]) des comportements antisémites. Ce n'est plus le moment de regretter que le conflit israélo-palestinien ait été importé en France ; le mal est fait, l'information s'est mondialisée et les consciences aussi. Il s'agit dorénavant d'empêcher que la situation se dégrade davantage.

Pour remettre de l'ordre dans le flot d'informations contradictoires et de propagande qui nous parvient de tous côtés, il importe d'abord de couper court aux rapprochements fallacieux. Les raccourcis sont le propre de l'esprit humain ; au lieu de les encourager, il convient d'empêcher qu'ils se gravent dans l'opinion, avant que de nouveaux drames ne surviennent.

J'en profite ainsi pour rappeler qu'il ne devrait y avoir aucune raison spéciale pour que les juifs soient confondus avec les sionistes, contrairement à ce que laissent entendre les représentants et partisans de la communauté, Nicolas Sarkozy en tête.

Historiquement, le sionisme et le judaïsme n'ont rien en commun. Le judaïsme est une religion millénaire, celle de la Torah et du Talmud, tandis que le sionisme est une option politique de création récente, dont le principal initiateur, le journaliste et écrivain Benjamin Ze'ev, qui prit le nom de plume de Theodor Herzl, naquit à Budapest en 1860.

« L'an prochain, à Jérusalem ! » : la formule, prononcée traditionnellement pour la fête de Pessah dans les communautés juives, laisse accroire que le peuple juif, qui serait nomade depuis deux mille ans, cherche à regagner sa Palestine originelle depuis la destruction du Temple en l'an 70 par Titus. C'est aller vite en besogne[3].

Avant le premier Congrès sioniste, réuni à Bâle, en Suisse, en 1897, la plupart des rabbins condamnaient sans ambiguïté le sionisme. Voici, par exemple, la résolution adoptée à la conférence des rabbins américains, en 1869 :

« Le but messianique d'Israël n'est pas la restauration de l'ancien État juif (...), ce qui impliquerait une deuxième séparation d'avec les autres nations, mais l'union de tous les enfants de Dieu qui confessent le Dieu unique, afin que soit réalisée l'unité de toutes les créatures douées de raison, et leurs aspirations à la sanctification morale. »



2. Flore Galaud avec AFP, « Les actes antisémites en forte hausse en France », *Le Figaro*, 04 mars 2009, qui prétend que « 352 actes antisémites ont été observés rien que pour le mois de janvier 2009 ».
3. Signalons en outre la thèse de Schlomo Sand, *op. cit.*, pour qui l'exil des juifs du Ier siècle est un mythe.

En 1885, la conférence rabbinique de Pittsburg, aux États-Unis, déclarait quant à elle : « Nous ne nous considérons plus comme une nation, mais comme une communauté religieuse. Nous ne sommes donc pas dans l'attente ni d'un retour en Palestine, ni d'un culte sacrificiatoire sous l'administration des fils d'Aaron, ni d'une restauration d'aucune des lois concernant un État juif. »

Marqués par le mouvement des nationalités propre au XIXe siècle européen, les fondateurs du sionisme, d'origine ashkénaze, considéraient qu'en vertu d'un hypothétique passé culturel et historique commun, il fallait aborder le judaïsme sous l'angle de la « nationalité » et non sous celui de la religion : « Pénétrons-nous des exemples des Italiens, des Polonais, et des Hongrois », disait Rabbi Zvi Krish Kalisba[4]. Dans son maître livre, *L'État juif*, Herzl précisait lui-même : « La question juive n'est pour moi ni une question sociale, ni une question religieuse, bien qu'elle prenne parfois ces formes parmi d'autres. C'est une question nationale. (...) Nous sommes un peuple – un seul peuple. »

L'idée d'une « race juive » était même dans l'air, et pas seulement du côté des antisémites qui se livraient à diverses exactions. Herzl écrivait ainsi : « Les juifs, matériellement et intellectuellement supérieurs, avaient perdu tout à fait le sentiment de leur solidarité de race. (...) Les juifs forts reviennent fièrement à leur race lorsqu'éclatent les persécutions[5]. »

Loin de suivre une quelconque tradition religieuse, le judaïsme de Herzl était, par paradoxe, « laïc ». Le fondateur du sionisme se définissait comme « libre-penseur »[6] : « Notre principe sera que chacun cherchera son salut à sa manière », disait-il. Dans son *Journal*, il reconnaissait volontiers que son action n'obéissait pas « à une impulsion religieuse ». Le *Jewish Chronicle* (Londres) du 11 août 1911 remarquait que « pour lui, les croyances religieuses tissées autour de la Terre Sainte n'étaient utiles que comme une manœuvre valable pour protéger les précieuses forces naissantes du nationalisme contre les éléments dévorateurs de l'assimilation. »

Bref, le sionisme se calqua sur les idées des peuples de l'Europe d'alors. Esprit de son temps, Herzl envisageait ni plus ni moins le sionisme comme une aventure coloniale, à l'instar de la France ou de la Grande-Bretagne : « Mon programme est un programme colonial », reconnaissait-il, s'adressant à son modèle, le Britannique Cecil Rhodes, fondateur de la Rhodésie

4. Arthur Hertzberg, *The Zionist Idea : A Historical Analysis*, New York, Atheneum, 1973.
5. Pourtant, comme le signala Maxime Rodinson : « Il est très probable – et l'anthropologie physique tend à la démontrer – que les habitants dits " arabes " de la Palestine (...) ont beaucoup plus de sang des anciens hébreux que la plupart des juifs de la diaspora, dont l'exclusivisme religieux n'empêchait nullement l'absorption des convertis d'origines diverses. » (« Israël, fait colonial », dans *Peuple juif ou problème juif*, Maspéro, 1981, p. 218).
6. *The Diaries of Theodor Herzl*, traduits par Marvin Lowenthal, Éd. Victor Gollancz, 1958.

(aujourd'hui le Zimbabwé) et Premier ministre de la colonie du Cap, en Afrique du Sud[7]. Il voulait faire de l'État d'Israël un « bastion avancé de la civilisation occidentale en face de la barbarie d'Orient.[8] » Le programme sioniste de Bâle préconisait, sans fard, « la colonisation de la Palestine par des cultivateurs, des artisans et des commerçants juifs.[9] »

Dès que le projet sioniste fut adopté, les rabbins s'opposèrent de toutes leurs forces à cette entreprise, à tel point que ceux d'Allemagne empêchèrent que le premier congrès sioniste se déroulât à Munich, comme Herzl le désirait ; et, de même, il dut trouver à Londres l'éditeur de son livre sur l'État juif refusé en Allemagne. La même année que ce fameux événement se tenait le Congrès de Montréal, sur la proposition du très réputé rabbin Isaac Meyer Wise[10]. Y fut votée la mention suivante : « Nous désapprouvons totalement toute initiative visant à la création d'un État juif (...) Nous affirmons que l'objectif du judaïsme n'est ni politique, ni national, mais spirituel, et qu'il se charge d'accroître la paix, la justice, et l'amour pour les hommes.[11] »

L'immense majorité des rabbins d'Europe et d'ailleurs, orthodoxes ou libéraux, partageaient cet avis. Herzl s'échina à polémiquer avec eux au cours de longs échanges épistolaires[12].

Une telle opposition déclina au fil des ans, mais la création d'Israël en 1948 ne la fit pas disparaître. En 1947, un représentant de l'ONU allait encore trouver le rabbin Yosef Zvi Duschinsky de New York pour lui demander s'il voulait un État juif ; celui-ci lui répondit que tel n'était pas le cas. Il demandait que Jérusalem fût placée sous administration internationale[13].

En 1955, Rabbi Emmanuel Lévyne, fils de déporté mort en camp de concentration, créa le journal *Tsedek* (Justice, en hébreu) pour y exprimer ses idées antisionistes en s'appuyant sur la tradition religieuse. Il était un des spécialistes français de la mystique juive, la Kabbale. Dans *Judaïsme contre Sionisme*[14], il écrivait, en 1969 : « Nous Juifs antisionistes, nous avons choisi la Paix. C'est pourquoi nous n'avons pas voulu la création de l'État d'Israël et nous souhaitons sa disparition (par le renoncement du peuple juif et évidemment non pas par la guerre et le massacre des populations), car son existence – comme celle de tout autre État particulier – menace la paix mondiale. »

7. *Theodor Herlz'Tagebüch*, Vol. III, p. 105.
8. Theodor Herzl, *L'État juif*, *op. cit.*
9. Rappelons enfin qu'au début, la Palestine, « terre promise » selon la légende, n'était envisagée que comme une éventualité par d'autres. C'est ainsi que la fondation de l'État juif avait été successivement envisagée en Argentine, à Chypre, au Mozambique, au Congo, en Ouganda.
10. V. Israël Knox, *Rabbin in America : the Story of Isaac Wise*, Ed. Little Brown, Boston, 1957.
11. *Conférence centrale des rabbins américains*, Yearbook VII, 1897.
12. *Zionistiche Schriffen*, publié par Léon Keliner, Berlin, 1905.
13. http://bariveshema.blogspot.com/search?q=duschinsky.
14. Emmanuel Lévyne, *Judaïsme contre Sionisme*, Le Dossier Arabe, Collection Monographies, n°8, Édition Cujas, Paris, mai 1969.

En 1978, le rabbin Hirsch déclarait à son tour dans le *Washinton Post* du 3 octobre : « Le sionisme est diamétralement opposé au judaïsme. Le sionisme veut définir le peuple juif comme une entité nationale... C'est une hérésie. Les juifs ont reçu de Dieu la mission, non pas de forcer leur retour à la Terre Sainte contre la volonté de ceux qui y habitent. S'ils le font, ils en assument les conséquences. Le Talmud dit que cette violation fera de votre chair la proie des daims dans la forêt. »

Le ralliement de la plupart des rabbins à Israël ne se fit pas sans mal et fut davantage dû aux circonstances qu'à une nécessité religieuse intrinsèque. L'histoire peu connue de la résistance rabbinique face au sionisme émergeant devrait en tout cas inspirer les juifs de France, s'ils désirent prendre le problème à la racine et s'engager dans un processus de paix.

Les rabbins ne furent pas les seuls membres de la communauté juive à prendre leur distance avec le sionisme et ses manifestations ; de nombreux « juifs laïcs » rejoignirent leur combat.

Le psychanalyste Sigmund Freud, cité en exemple par Nicolas Sarkozy lors d'un discours fameux à la Knesset (voir chapitre 4), fut l'une des premières autorités juives mondiales à émettre de sérieuses réserves sur le projet de Herzl. En février 1930, il refusait ainsi de signer l'appel de l'association sioniste de Jérusalem *Keren Hajessod*, contre les entraves faites par les Arabes de Palestine à l'exercice du culte juif dans la Ville sainte. Freud lui répondit en ces termes[15] :

« Je ne pense pas que la Palestine pourra jamais devenir un État juif et que les mondes chrétien et islamique seront jamais disposés à voir leurs lieux sacrés sous le contrôle juif. J'aurais trouvé plus sensé de fonder une patrie juive sur une terre moins grevée d'histoire. Mais je reconnais qu'un point de vue aussi rationnel aurait peu de chances d'obtenir l'enthousiasme des gens et le soutien financier des riches. »

Autre référence du président de la République : le prix Nobel de physique Albert Einstein, qui cosigna avec la philosophe Hannah Arendt et vingt-six autres personnalités juives, une lettre virulente envoyée au rédacteur en chef du *New York Times*, qui fut publiée le 4 décembre 1948 :

« Il est inconcevable que ceux qui s'opposent au fascisme à travers le monde, s'ils sont bien informés des actes et des projets de [Menahem] Bégin[16], puissent soutenir avec tout le poids de leurs noms le mouvement



15. Lettre 26 juin 1930, citée par Henri Tincq, dans *Le Monde*, 05 juillet 2003, d'après le journal italien *Corriere della Sera*. Jugée « peu opportune » par ses destinataires, cette lettre resta longtemps inédite.
16. Le 9 avril 1948, les troupes de l'Irgoun, dont le chef était Menahem Begin, massacrèrent une centaine d'habitants (hommes, femmes, enfants), tous musulmans, du village de Deir Yassin, à l'ouest de Jérusalem. V. Jacques de Reynier, *1948 à Jérusalem*, Éd. De la Baconnière, Neuchâtel, 1950.

qu'il représente. Le public américain doit être informé des actes et des projets de Bégin avant que l'irréparable ne soit commis au moyen de contributions financières, de manifestations publiques en sa faveur, et le création en Palestine de l'impression qu'un large secteur de l'Amérique soutient les éléments fascistes en Israël. Les déclarations publiques du parti de Béguin ne sauraient nous renseigner sur sa véritable nature. Aujourd'hui, ils parlent de liberté, de démocratie et d'anti- impérialisme, alors que naguère ils prêchaient ouvertement la doctrine de l'État fasciste. C'est à travers ses actes que le parti terroriste trahit sa vraie nature. C'est à travers ses actions passées que nous pouvons juger de ce qui se produira dans l'avenir. »

C'était une condamnation sans équivoque de la politique d'Israël naissant. Plus tard, le physicien persistait[17] :

« Je verrais plutôt un accord raisonnable avec les Arabes sur la base d'une coexistence pacifique que la création d'un État juif. En dehors de considérations pratiques, ma conviction relative aux fondements du judaïsme répugne à l'idée d'un État juif avec des frontières, une armée et une part de pouvoir temporel, aussi réduit soit-il. Je crains que le judaïsme puisse un jour souffrir intérieurement surtout du développement en notre sein d'un nationalisme étroit, contre lequel nous avions dû nous battre sans un État juif. »

Pour sa part, l'un des intellectuels israéliens les plus importants du XX[e] siècle, Yeshayahou Leibowitz, grand admirateur de Maïmonide, n'hésita pas, en 1994, à déclarer que les soldats de l'armée israélienne et les colons des territoires occupés étaient des « judéo-nazis. » Dans un recueil d'entretiens, il eut des propos[18] extrêmement acerbes à l'égard du sionisme :

« L'État d'Israël perd progressivement de sa signification pour ce qui concerne les problèmes existentiels du peuple juif et du judaïsme, dit-il. Il cesse en fait d'être l'État du peuple juif pour devenir l'appareil de l'oppression juive sur un autre peuple. Aucun des problèmes actuels du peuple juif ne peut être traité dans le cadre de l'État d'Israël. (...) L'État d'Israël est devenu un appareil de violence ! Qui a fait naître cette situation en proclamant qu'il n'y a pas de peuple palestinien ? Golda Meïr, l'ashkénaze des ashkénazes. (...) De toute façon nous savons ce que signifie le slogan *Il n'existe pas de peuple palestinien*[19] : un génocide ! Non dans le sens d'une élimination physique, mais dans celui de l'élimination de l'entité nationale et/ou politique. »

---

17. Albert Einstein, *Ideas and opinions*, New York, 1954, p. 190.
18. Yeshayahou Leibowitz, *Israël et judaïsme, ma part de vérité*, recueil d'entretiens avec Michaël Shashar, 1987 (trad. Desclée de Brouwer, 1993).
19. Leibowitz fait ici allusion aux propos de Godla Meir, qui avait déclaré au *Sunday Times*, le 15 juin 1969 : « Il n'a pas existé quelque chose comme les Palestiniens. Où y a-t-il eu un peuple palestinien indépendant avec un État palestinien ? C'était la Syrie méridionale avant la Première Guerre mondiale, et il y avait alors une Palestine comprenant la Jordanie. Ce n'est pas comme s'il y avait eu un peuple palestinien en Palestine qui se considérât comme un peuple palestinien, que ne fussions venus et que nous les expulsions et que nous leur prissions leur pays. Ils n'existaient pas (*they did not exist*). »

Je pourrais citer, à sa suite, des centaines d'autres personnalités juives, de Maxime Rodinson à Abraham Leon, en passant par Isarël Shahak, Ernest Mandel, le poète Erich Fried, le violoniste Yehudi Menuhin[20], qui, par le passé, ont condamné sans appel l'esprit ou les crimes du sionisme. Au lieu d'accroître les crispations, il serait sage, pour ceux qui désirent mettre fin à leur aliénation, de s'en inspirer également.

■■■

De nos jours, quelques voix dissidentes à l'intérieur de la communauté continuent à se faire entendre. Mais on sent parfois, chez certaines d'entre elles, une retenue lorsqu'il s'agit de mettre franchement en lumière les dérives des réseaux sionistes, les projets qu'ils défendent et la politique d'Israël.

Il en va ainsi de Noam Chomsky, penseur américain anti-impérialiste réputé pour son franc-parler vis-à-vis des États-Unis, mais étrangement timoré sur la question qui nous occupe. En 2006, lors de la sortie de l'article que John Mearscheimer et Stephen Walt avaient consacrés au lobby pro-israélien aux États-Unis[21], Chomsky s'en prit à la suggestion que faisaient ces deux chercheurs d'un lobby pro-israélien informel, qu'il qualifia d'« étiquette vide », sous prétexte que ce « lobby » incluait « la majorité des membres de la classe politico-intellectuelle » : « dès lors leur thèse perd quasiment toute sa consistance », dit-il[22]. Pour Chomsky le lobby pro-israélien n'existait pas puisqu'il était partout, comme si la puissance d'un groupe de pression s'annulait au fur et à mesure qu'il prenait de l'importance. Était-ce sérieux ?

En le lisant, le sociologue américain James Petras eut cette réaction : « En dépit de sa réputation respectable, que lui doivent son instruction, sa dissection par le menu et sa dénonciation de l'hypocrisie des régimes américain et européens, ainsi que la finesse de son analyse des tromperies intellectuelles des apologues de l'impérialisme, ces vertus analytiques disparaissent totalement lorsqu'il s'agit de discuter de la genèse de la politique étrangère américaine au Moyen-Orient, et tout particulièrement du rôle que joue le groupe ethnique auquel il appartient, à savoir le lobby juif pro-israélien et ses soutiens sionistes au sein du gouvernement.[23] »

Lorsqu'il s'agissait de critiquer les relais d'Israël aux États-Unis, Chomsky était intimidé. Heureusement, d'autres personnalités juives de sa stature sauvèrent l'honneur. La journaliste et cinéaste canadienne Naomi Klein, chef de file du courant altermondialiste et auteur du best-seller *No Logo*[24], fut l'une de ceux qui prirent part, de manière décisive et sans compromis, au combat contre Israël, ses pratiques coloniales et ses entreprises guerrières.



20. V. Paul-Éric Blanrue, *Le Monde contre soi*, *op. cit.*
21. http://www.ism-france.org/news/article.php?id=4470&type=analyse&lesujet=Sionisme.
22. http://www.ism-france.org/news/article.php?id=4532&type=analyse&lesujet=Sionisme.
23. http://www.ism-france.org/news/article.php?id=4566&type=analyse&lesujet=Sionisme.
24. Naomi Klein, *No Logo – La Tyrannie des marques*, Actes Sud, 2002.

Dans un article paru dans le *Guardian* (Londres) du 10 janvier 2009, elle annonça que le « temps du boycott était venu ». Elle prenait une grande initiative : il fallait agir avec Israël comme, par le passé, la communauté internationale s'était comporté avec l'Afrique du Sud de l'apartheid : « Cela a trop duré, écrivait-elle. La meilleure stratégie pour faire cesser cette occupation de plus en plus sanglante est qu'Israël devienne la cible de ce type de mouvement mondial qui a mis fin à l'apartheid en Afrique du Sud. (...) Les sanctions économiques représentent l'arme la plus efficace de l'arsenal de la non-violence : y renoncer frise la complicité active.[25] »

Chomsky, l'homme réservé, et Klein, la femme intrépide, se retrouvèrent tous deux dans le cadre du Tribunal Russell sur la Palestine, qu'ils parrainent en compagnie de l'Égyptien Boutros Boutros-Ghali, ancien secrétaire général de l'ONU.

Fondé en mars 2009, sur le modèle du Tribunal international des crimes de guerre créé lors de la guerre du Vietnam par Bertrand Russell et Jean-Paul Sartre, ce tribunal d'opinion a pour objectif de « mobiliser les opinions publiques pour que les Nations Unies et les États membres prennent les mesures indispensables pour mettre fin à l'impunité de l'État d'Israël, et pour aboutir à un règlement juste et durable de ce conflit ».

L'organisme ne siégera qu'en 2010 ; pour le moment, il enquête. Pour la France, on y remarque, entre autres, la présence[26] du journaliste Henri Alleg ; de l'ancien résistant Raymond Aubrac ; du philosophe Étienne Balibar ; de l'éditeur et écrivain Éric Hazan ; de Stéphane Hessel, ambassadeur de France ; du généticien Albert Jacquard ; d'Alain Joxe, directeur d'Etudes à l'EHESS ; de l'écrivain François Maspero ; de Gustave Massiah, président du CRID (Centre de recherche et d'information pour le développement) ; de l'écrivain et ancien ambassadeur Éric Rouleau ; de l'avocat François Roux ; du physicien Gérard Toulouse.

À la lecture de ces noms, on peut se demander où sont passés les intellectuels parisiens, qui militent pour le Darfour au nom des droits de l'homme, avec une véhémence inattendue, s'agissant d'un pays que rien ne rattache à l'histoire des Français en général, ni des Français juifs non plus. BHL, qui a écrit une biographie de Sartre[27], ne paraît pas tenté de suivre l'exemple de son héros lorsqu'il s'agit de l'adapter aux temps présents. Ni lui, ni ses confrères, ni le CRIF, ni d'ailleurs les hommes politiques proches de la majorité présidentielle.

Au contraire, les réseaux pro-israéliens français bombent le torse et ne tolèrent pas la moindre critique, créant un climat orwellien, où la paix devient la guerre et où la liberté se réduit à l'esclavage. Leurs faiblesses argumen-



25. http://www.guardian.co.uk/commentisfree/2009/jan/10/naomi-klein-boycott-israel.
26. http://www.russelltribunalonpalestine.org/pages/Parrains-1041547.html.
27. Bernard-Henri Lévy, *Le Siècle de Sartre*, Grasset, 2000.

taires les entraînent à réclamer une véritable dictature de la pensée pour imposer des points de vue que les faits contredisent; une bonne partie des élites, animée par la peur des banlieues (suspectées d'être un sanctuaire de terroristes en puissance puisque rassemblant une forte population d'origine immigrée), les suivent, comme l'indique leur silence sur la question.

Or le fait est indéniable: le judaïsme et le sionisme sont de natures différentes. L'un et l'autre peuvent se croiser, se rencontrer, se superposer, mais aussi entrer en contradiction et même s'exclure. Cette information capitale est dissimulée par les réseaux pro-israéliens, qui agrègent ces deux notions pour satisfaire des intérêts immédiats, sans se soucier des dégâts qu'ils peuvent causer. Avant qu'une catastrophe n'advienne, il serait « temps », comme dit Naomi Klein, que la communauté juive de France dénonce le comportement irresponsable de ses représentants et de Nicolas Sarkozy pour s'engager dans une voie qui la libère des mots d'ordre figés et stéréotypés.

Pendant ce temps-là, Israël est devenu notre partenaire privilégié au Moyen-Orient. Non content de mettre notre pays à la remorque des États-Unis (alors même que le nouveau président américain, Barack Obama, paraît se méfier de son homologue français), Nicolas Sarkozy a accroché la France au train du sionisme. Notre président s'était persuadé que la France était dépassée parce qu'elle ne suivait pas la voie tracée par les États-Unis. En réalité, tout indique que c'est lui qui danse à contre-tempo.

Sa proposition des « deux États » comme solution au conflit israélo-palestinien n'est déjà plus tenable. Stéphane Hessel, ancien déporté à Buchenwald, l'un des « pères » de la Déclaration universelle des Droits de l'Homme, le reconnut lui-même, à la fin de l'année 2008:

« À la suite de ce qui s'est passé depuis l'évacuation des colonies israéliennes à Gaza, depuis l'enfermement de ce petit territoire qui n'a plus de contacts avec le monde extérieur, depuis qu'il y a le Hamas d'un côté et le Fatah de l'autre, la seule solution qui apparaissait raisonnable et possible des deux États –israélien et palestinien – vivant côte à côte à la suite d'une négociation, n'est plus d'actualité. Tous nos interlocuteurs sur place nous ont dit: "C'est *out*! Ce n'est plus possible!" Pourquoi? Essentiellement à cause de la façon dont les Israéliens ont continué à coloniser la Cisjordanie et n'ont rien fait pour faciliter le travail de Mahmoud Abbas. Aucun de ces problèmes n'ayant évolué ces dernières années, la solution de deux États est devenue caduque.[28] »



28. http://www.mediapart.fr/print/11672.

Le pari de Sarkozy qui consistait à miser sur le triomphe d'Israël promet également d'être perdant. Comme les États-Unis, dont le politologue Emmanuel Todd a montré la décadence irréversible[29], Israël est une puissance en déclin.

Mieux que quiconque, Jacques Attali en est informé. Invité de la Chambre de Commerce France-Israël à l'occasion de l'un de ses derniers livres, *Une brève histoire de l'avenir*[30], l'essayiste déclara sans ambages, et au risque de choquer ses interlocuteurs, qu'Israël était « condamné à disparaître ». Pas seulement, comme le prétendent les sionistes, à cause des pays hostiles qui l'environnent, mais également du fait de son évolution propre :

« Le peuple juif représentait 10% de la population dans l'Empire romain, il en constitue moins de 2 pour mille dans le monde actuel, déclara l'ancien conseiller de François Mitterrand. Il va continuer à décliner massivement par assimilation d'autant plus que l'identité juive reste toujours aussi fermée à de nouvelles recrues. Enfin, l'élite n'est plus agricole et donc sédentaire mais technologique et donc nomade : elle quitte le pays sans états d'âme vers d'autres cieux plus favorables professionnellement. Il faudrait un miracle pour que cet avenir ne soit pas tel que je vous le décris[31]. »

Lors d'une conférence devant le Fonds social juif unifié, en mars 2007, Attali fit à nouveau un discours comparable :

« Rien n'est éternel dans l'histoire humaine, reconnut-il. (...) La probabilité que la communauté juive représente une part décroissante de l'espèce humaine est une évidence, accélérée par (...) l'assimilation par les mariages mixtes. (...) En Israël proprement dit, se pose la question, évidemment, de la population juive par rapport aux populations environnantes, qui sont elles-mêmes de plus en plus nombreuses dans la région, et, à l'échelle de 50 ans, seront non seulement plus nombreuses dans l'ensemble palestinien que dans l'ensemble israélien – et à l'échelle de 60-70 ans plus nombreuses sur le territoire israélien en population non juive qu'en population juive. Donc nous avons clairement à affronter le fait que la population juive est de plus en plus minoritaire, faible et en voie de disparition[32]. »

À l'image des États-Unis, c'est parce qu'Israël est en train d'être un pays déclassé qu'il se comporte de manière aussi agressive. Harceler les petits (l'Irak, la Corée, Cuba, pour les États-Unis ; les Palestiniens, l'Iran, la Syrie, le Liban, pour Israël), n'est pas un signe de puissance, mais un aveu de faiblesse, que ces pays en soient ou non conscients.



29. Emmanuel Todd, *Après l'empire ? Essai sur la décomposition du système américain*, Gallimard, 2002.
30. Jacques Attali, *Une brève histoire de l'avenir*, Fayard, 2006.
31. http://www.israelvalley.com/actualite-ccfi/8972/jacques-attali-nous-a-parle-des-enjeux-geopolitiques-de-la-france-lors-d-un-petit-dejeuner-debat.
32. http://www.akadem.org/sommaire/themes/liturgie/11/2/module_2283.php?chapitre_courant=2.

Les temps changent; les alliances évoluent. On oublie que les États-Unis n'ont pas toujours soutenu Israël. En 1956, ils stoppèrent net l'aventure franco-britannico-israélienne au Suez. En 1957, la doctrine Eisenhower encourageait le soutien aux pays arabes dits « modérés ». Il fallut attendre la fin des années soixante pour que l'aide militaire américaine à Israël, qui était de quelques centaines de milliers de dollars à la fin des années cinquante, atteigne plusieurs dizaines de millions de dollars. Il s'est agi depuis de lui assurer une supériorité stratégique régionale. Mais qu'en sera-t-il demain? Si la contestation s'amplifie, le peuple américain lui-même risque de vouloir mettre un terme à cette coalition. Et s'il ne le fait pas, Israël ne sera-t-il pas tenté de jouer le tout pour le tout et de commettre l'irréparable? Qu'irions-nous faire dans cette galère?

À défendre Israël contre vents et marées, Nicolas Sarkozy est en retard sur la marche de l'histoire et conduit la France dans une impasse. Le monde est en plein bouleversement: la Russie, la Chine, l'Inde et l'Amérique du Sud émergent, rendant caducs les vieux schémas idéologiques et les alliances des années 1970. Notre pays, au lieu de chercher à consolider un système qui s'écroule, devrait s'interroger et commencer à s'engager dans une autre voie que celle que lui fait emprunter Nicolas Sarkozy. Ce serait de notre intérêt et pour notre plus grande gloire. Nous avons encore la possibilité de nous intégrer dans une lutte émancipatrice, comme nous le fîmes à l'époque où la Déclaration des droits de l'homme n'était pas encore devenue le cache-sexe de l'impérialisme. Ne ratons pas cette occasion.

Un retournement des alliances nous permettrait de devenir l'avant-garde de la radicalité et de renouer avec notre plus haute tradition morale. Suivre la politique amorcée par le président de la République nous condamne à devenir le supplétif de puissances que l'histoire est en passe de condamner.

■■■

Comme en Israël, la communauté juive de France est au pied du mur. Non seulement la minorité juive y est elle-même décroissante, mais ses couches supérieures, que Sarkozy veut défendre du « péril banlieue », sont menacées dans leur statut par la profondeur de la crise.

Les privilégiés sionistes, juifs ou non, agissent déjà comme des perdants acculés. Leur stratégie est suicidaire. La restriction des libertés à laquelle ils ont poussé le législateur prive la nation d'expression et la coupe ainsi de cette ultra minorité. Le dialogue entre les représentants de la communauté juive et le reste de la société n'est plus qu'un simulacre. Les sionistes se réfugient dans leur tour d'ivoire et deviennent des émigrés mentaux, qui tentent de se consoler en se disant qu'ils eussent été plus à l'abri aux États-Unis. Mais, à l'image d'Israël, les États-Unis s'effritent, eux aussi, et les sionistes n'ont plus aucune solution de repli.

Par paradoxe, nous assistons, dans le même temps, au triomphe des valeurs juives laïques (« vision mondiale », matérialisme, confiance dans le progrès par la science, par la libération des échanges de capitaux, de marchandises, des migrations), répandues désormais dans toute la société. Ce sont ces valeurs, et les intérêts matériels qui les sous-tendent, qui attirent les immigrés dans un processus inéluctable et qui font de la mondialisation un mouvement irréversible.

Historiquement, de nombreux juifs concoururent à distendre les rigidités, à faire exploser les carcans dont les sociétés occidentales étaient prisonnières. Leurs activités commerçantes contribuèrent à faire éclater les frontières et leur opposition à la pensée dominante fit avancer les mentalités et les comportements. Spinoza (1632-1677) fut l'un de ces grands esprits juifs, hérétique au point qu'il se fit exclure par sa propre communauté[33]. Où est-il, aujourd'hui, celui qui prendra sa relève ? Ce ne sera pas Alain Minc, assurément[34]. Alors qui ?

À condition qu'ils se délestent du poids de leurs représentants, c'est-à-dire qu'ils rompent avec le CRIF et ses diktats, et qu'ils se démarquent de Nicolas Sarkozy, les juifs de France, dans leur ensemble, sont sans nul doute capables de faire émerger de tels caractères. Ils peuvent à nouveau tenir le rôle d'alliés des majorités souffrantes contre les pouvoirs archaïques et les minorités sclérosées. Mais pour y parvenir, ils doivent commencer par retrouver l'imagination politique créatrice. Ce qui suppose, d'abord, qu'ils acceptent de mettre fin à certains de leurs privilèges. Rien ne serait plus significatif qu'ils en proposent eux-mêmes l'abolition, comme le firent les nobles de l'Ancien régime, lors de « la nuit du 4 août »[35].

---

33. Spinoza fut excommunié le 27 juillet 1656 par le conseil de la synagogue d'Amsterdam et persécuté par le rabbin Saül Levi Morteira à cause de son estime pour l'enseignement du Christ ; il reçut un coup de couteau d'un excité. Rembrandt aurait dépeint cette haine contre Spinoza dans un tableau intitulé *David et Saül* datant du début de 1657. « S'ils possédaient véritablement rien qu'une étincelle de la lumière divine, ils ne seraient pas si orgueilleux dans leur déraison, mais au contraire apprendraient à honorer Dieu de plus sage façon, et, comme aujourd'hui par la haine, l'emporteraient sur les autres nations par l'amour ; ils ne poursuivraient pas d'une si âpre hostilité ceux qui ne partagent pas leurs opinions, mais bien plutôt auraient pitié d'eux », écrit Spinoza dans son *Traité théologico-politique*, 1670, chapitre 12.

34. En 2001, Alain Minc, auteur de *Spinoza, un roman juif*, Gallimard, 1999, fut condamné par le Tribunal de grande instance de Paris à 100 000 FF (environ 15 000 euros) d'amende pour « plagiat, reproduction servile et contrefaçon ». Il avait procédé au pillage méthodique du livre de Patrick Rödel, *Spinoza, le masque de la sagesse – Biographie imaginaire*, Éditions Climats, 1997. Sur celui qui fut président du conseil de surveillance et de la Société des lecteurs du *Monde*, Stéphane Marchand écrivit : « Son secret, c'est de passer pour un homme de presse auprès des banquiers, pour un financier auprès des journalistes, pour un écrivain auprès des industriels. » (Stéphane Marchand, *Le Commerce des illusions*, J-C. Lattès, 1999, p. 153).

35. La nuit du 4 août 1789 est un événement crucial de la Révolution française. Face à l'insurrection qui menace dans les provinces, les nobles décident, dans une ambiance d'euphorie libératrice, de renoncer à tous leurs droits féodaux. En une seule nuit, les fondements du système de la vieille France s'écroulèrent grâce à ceux-là même qui en étaient les premiers bénéficiaires. V. Guy-Robert Ikni, " Nuit du 4 août " dans Albert Soboul (dir.), *Dictionnaire historique de la Révolution française*, PUF, 1989.

*L'abrogation de la loi Gayssot*, dernière loi mémorielle permettant d'emprisonner des Français pour délit d'opinion, serait un signe fort qui démontrerait qu'ils s'engagent résolument dans cette voie. L'abolition de cette loi ne risque plus de faire augmenter l'antisémitisme, puisque que la bombe qui était redoutée en 1990 (la victoire du FN), lorsqu'on l'instaura, et qu'on cherchait à éviter, ne risque plus d'exploser, vu l'état de déliquescence du parti lepéniste. Cette loi est, au contraire, devenue une poudrière, qui a engendré d'autres lois menaçant la cohésion nationale. Encourageant des communautarismes mémoriels à l'infini, arméniens, noirs, et pourquoi pas vendéens, elle a aussi alimenté un antisémitisme de ressentiment, chaque communauté percevant « les juifs » comme désireux de vouloir maintenir un privilège à leurs dépends. Une banale enquête de terrain indique que le rejet de cette loi, et surtout de ses incroyables prétentions, est l'un des principaux points communs qui unit les dépossédés de toutes origines, qu'ils soient « de souche » ou immigrés, ces populations « prêtes à tout casser » pour retrouver un peu d'espoir.

Il est symptomatique que les « Blancs pauvres » qui se reconnaissent dans le FN commencent à pactiser avec les populations des banlieues et que, pour exister, ceux-là cherchent à imiter les « bronzés », jadis détestés. Seuls échappent à cette tendance, ceux qui font des études supérieures, et qui misent sur l'appartenance, à terme, à la caste possédante ; ils sont aussi les derniers à afficher un philosémitisme de façade et un sionisme dont ils n'osent pas dénoncer les crimes. C'est trop peu pour qu'une nation tourne.

À l'époque d'internet, la grande majorité de la jeunesse française ne supporte plus la répression idéologique, historique ou politique. Ce refus d'obéir sans avoir d'abord à comprendre lui fait interpréter la loi Gayssot comme étant coordonnée avec la protection systématique de la politique et des intérêts sionistes. Pour toutes ces raisons, les juifs de France seraient bien inspirés de se débarrasser au plus vite de ce nuisible fardeau qui va bientôt célébrer son vingtième anniversaire. Ils se retrouveraient ainsi à l'avant-garde de l'émancipation. Tant qu'internet sera l'alternative à la version officielle, la loi Gayssot est un boomerang.

Les juifs devraient également se démarquer des irresponsables politiques, diplomatiques, financiers ou idéologiques qui prennent la parole à leur place. Pour que l'imagination reprenne le pouvoir et que les Français recouvrent leur rayonnement, la communauté juive aurait donc tout intérêt contribuer à *évacuer de la scène publique*, non seulement Nicolas Sarkozy, mais aussi Alain Finkielkraut, Bernard-Henri Lévy, André Glucksmann et leurs compagnons de route, comme des cadavres idéologiques putrescents.

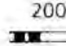
Le CRIF devrait perdre son statut et se voir remplacé par une organisation qui laisserait entendre *toutes* les voix juives, sans exclusive. Son dîner annuel ne serait plus un « tribunal dinatoire », mais un lieu d'échange, de débat, d'écoute parmi d'autres, sans sa connotation abusive de « grand Sanhédrin » se permettant de porter un jugement péremptoire sur toute la classe politique. Le fait que, le 20 mars 2009, l'une des associations fondatrices du CRIF, l'Union des juifs pour la résistance et l'entraide (UJRE), ait décidé par la voix de son président, Jacques Lewkowicz, de quitter le Conseil à cause de son « positionnement politique (...) en rupture avec ses valeurs fondatrices »[36] (l'association reproche au CRIF de n'avoir pas invité le parti écologiste des Verts et le PCF à son dernier dîner annuel), peut être le signe annonciateur d'un bouleversement à venir.

Pour régler les problèmes douloureux qui, pour le moment, coupent la France en deux (euthanasie, immigration, etc.), les solutions simples se présenteraient dès lors sous de nouveaux aspects, permettant de redéfinir des notions comme le bonheur et la justice sociale, des domaines dans lesquels la France fut toujours en pointe et qui ne peuvent pas passer par la « prime à la casse », comble de l'aberration criminelle.

Au-delà des intérêts sectoriels immédiats, cette liberté reconquise permettrait de faire des choix qui restaureraient une réelle autorité de l'État, avec la priorité donnée à une éducation authentiquement nationale, qui pourrait devenir un bastion d'idéalisme et le fondement de la moralité dans les rapports de classe. Nous pourrions, enfin, définir un projet de société qui ne soit pas uniquement basé sur la « relance de la croissance et de la consommation ». Les artistes, les écrivains, les historiens et les intellectuels, quant à eux, pourraient vraiment marquer leurs différences, imposer des styles nouveaux, instiller des idées réactives et dynamiter les formes étriquées dans lesquelles on les a fait entrer de force.

L'eau qui menace derrière un barrage sur le point de céder ne retrouvera son cours naturel et fécondateur qu'à la condition que les promoteurs historiques de *toutes* les libertés décident d'ouvrir les vannes.

Les Français se trouvent désormais devant un choix crucial : s'émanciper des mots d'ordre des représentants des réseaux pro-israéliens, renouer avec leur esprit national républicain et s'associer aux luttes libératrices des pays pauvres pour refuser à leurs côtés la tyrannie du nouvel ordre mondial – ou décliner avec les dominateurs des temps présents, dont la déchéance est annoncée.

36. http://ujre.monsite.wanadoo.fr/page1.html.

Les juifs de France ont eux aussi le choix : se retrouver, tôt ou tard au banc des accusés – ou, en coupant l'herbe sous le pied des antisémites, créer les conditions de cette oeuvre émancipatrice.

Notre nation doit être le cadre de l'épanouissement, un pôle vivant de résistance, une structure servant d'appui à la contestation globale, et non une entité oppressive, réduite elle-même en esclavage, pour comble. C'est seulement comme instrument du progrès qu'elle conservera sa mission historique.

La boule n° 8 est sur la table de billard. C'est celle de la dernière chance.

# Bibliographie de l'auteur



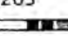
- *Lumières sur le comte de Chambord*, Communication & Tradition, Paris, 1995.
- *Le Mystère du Temple – La Vraie mort de Louis XVII*, Éditions Claire Vigne, Paris, 1996.
- *Souvenirs de Marie-Thérèse de France, duchesse d'Angoulême*, édition critique, Communication & Tradition, Paris, 1997.
- *Miracle ou imposture? – L'Histoire interdite du «suaire» de Turin*, EPO/Golias, Bruxelles/Lyon, 1999.
- *L'Histoire dans tous ses états. Idées fausses, erreurs et mensonges d'Abraham à Kennedy*, Book-e-book.com/Collection: Zététique, Nice, 2003.
- *Les Dessous du surnaturel. Dix ans d'enquêtes zététiques*, Book-e-book.com/Collection: Zététique, Nice, 2004.
- *Le Secret du Suaire – Autopsie d'une escroquerie*, Pygmalion, Paris, 2006.
- *Les Malveillantes – Enquête sur le cas Jonathan Littell*, Scali, Paris, 2006.
- *Le Monde contre soi – Anthologie des propos contre les Juifs, le judaïsme et le sionisme*, Éditions Blanche, Paris, 2007.
- *Carla et Nicolas – Chronique d'une liaison dangereuse* (avec Chris Laffaille), Scali, Paris, 2008.
- *Le Joueur, Jérôme Kerviel seul contre tous* (avec Chris Laffaille), Scali, Paris, 2008.

**Contact:**

http://blanrue.com

http://sarkozyisraeletlesjuifs.blogspot.com/





# Table des matières

Paul-Éric BLANRUE

# Sarkozy, Israël et les Juifs

Aujourd'hui, en France, parler d'Israël avec sérénité et franchise est devenu impossible. La question est taboue. Quiconque se permet de critiquer l'État juif risque d'être qualifié d'antisémite. Dans la « patrie des Droits de l'Homme et de la liberté d'expression », un délit d'opinion, en politique et en histoire, est établi. En lieu et place de la discussion libre, une dictature de la pensée unique a été instaurée…

C'est en 1967, par la voix du président Charles de Gaulle, que la France prit pour la première fois ses distances avec Israël. Sous le régime précédent, ce pays avait bénéficié de grands privilèges, puisque c'est grâce à la IVe République que l'État juif avait acquis la bombe atomique. Les présidents français qui succédèrent au général s'efforcèrent, à son image, de maintenir l'équilibre entre les parties en présence, palestiniennes comme israéliennes.

Mais tout changea soudain en 2007, avec l'élection à la présidence de la République de Nicolas Sarkozy. Celui-ci avait longtemps été à la tête d'un parti qualifié de « gaulliste ». Mais, sur la question d'Israël, il tourna résolument le dos à la position défendue par le général. Prônant désormais la défense quasi-inconditionnelle d'Israël, Sarkozy met aujourd'hui en œuvre une politique qui est *l'image inversée* de celle du fondateur de la Ve République. Pour lui, toute critique d'Israël serait un signe d'antisémitisme.

Historien spécialisé dans les mystifications, Paul-Éric Blanrue refuse de verrouiller sa pensée. L'objectif de son livre est de participer à la prise de conscience du danger que représente la nouvelle politique étrangère française.

Paul-Éric Blanrue nous ouvre les yeux sur les aspects déjà périmés des choix étranges de Nicolas Sarkozy.
Il dévoile pourquoi le président français s'est engagé dans une voie qui va contre les intérêts de son pays et risque d'entraîner bientôt la France dans des conflits majeurs, au Liban, en Iran ou ailleurs.
Il décrit un par un les réseaux pro-israéliens qui servent cette stratégie, démontre leur puissance, signale leur aveuglement et fournit les noms des principales personnalités qui en font partie.
Il récuse l'assimilation faite systématiquement entre judaïsme et sionisme.
Il appelle les juifs de France à se défaire d'urgence de leurs porte-voix officiels, qui ne représentent tout au plus qu'un sixième d'entre eux, et les encourage à se rebeller contre une politique qui, à terme, se révélera désastreuse pour eux comme pour tous les Français.
L'auteur avance enfin des propositions qui font revivre la hardiesse traditionnelle de la pensée critique française et qui peuvent à nouveau souder les Français dans un projet généreux, pour en finir avec le communautarisme imprudemment importé des États-Unis.

*Paul-Éric Blanrue aime ouvrir les dossiers brûlants. Historien spécialisé dans les mystifications passées et présentes, il est l'auteur de nombreux livres et articles qui remettent en cause les préjugés ambiants. Il collabore à la revue* Historia.

ISBN 2-919937-12-x
OSER DIRE
16,00 €
9 782919 937127
www.oserdire.com